

histoire

L'assassinat de John F. Kennedy

Histoire d'un mystère d'État

Thierry Lentz

50 ANS APRÈS

ÉDITION SPÉCIALE REVUE ET AUGMENTÉE

nouveau monde poche

L'ASSASSINAT
DE JOHN F. KENNEDY

Dans la collection Poche-Histoire

David Alvarez, *Les Espions du Vatican*
Jean-Marc Berlière/René Lévy, *Histoire des polices en France*
Éric Branca/Arnaud Folch, *Histoire secrète de la droite*
Édouard Calic, *Himmler*
Jacques Delarue, *Histoire de la Gestapo*
Éric Denécé, *Histoire secrète des forces spéciales*
Yvonnick Denoël, *Histoire secrète du XXe siècle*
Albert Desbiens, *Histoire des États-Unis*
Jean Deuve, *Stratagèmes de la Seconde Guerre mondiale*
Roger Faligot, *Les Services secrets chinois de Mao à nos jours*
Paul-Marie de la Gorce, *De Gaulle*, tome I (1890-1945)
Paul-Marie de la Gorce, *De Gaulle*, tome II (1945-1970)
Sébastien Laurent, dir., *Les espions français parlent*
Georges Lefebvre, *Napoléon*
Thierry Lentz, *L'Assassinat de John F. Kennedy*
Constantin Melnik, *De Gaulle, les services secrets et l'Algérie*
Paul Paillole, *Notre Espion chez Hitler*
Patrick Pesnot/M. X, *Les Espions russes de Staline à Poutine*
Patrick Pesnot/M. X, *Les Dessous de la Françafrique*
Patrick Pesnot/M. X, *Morts suspectes sous la Ve République*
Patrick Pesnot/M. X, *Les Grands Espions du XXe siècle*
Patrick Pesnot/M. X, *La Face cachée de l'Amérique*
Erwin Rommel, *La Guerre sans haine — Carnets*
Philippe Valode, *Hitler et les sociétés secrètes*
Philippe Valode, *Les Hommes de Pétain*

Édition : Sabine Sportouch
Maquette : Annie Aslanian
Conversion au format ePub : Studio C1C4

21, square St Charles — 75012 Paris
ISBN : 978-2-36583-873-3
Dépôt légal : septembre 2013

Thierry Lentz

L'ASSASSINAT DE JOHN F. KENNEDY

HISTOIRE D'UN MYSTÈRE D'ÉTAT

nouveau monde éditions

On ne saura jamais la vérité.
Car elle est trop terrible, trop explosive ;
c'est un secret d'État.
Ils feront tout pour la cacher ;
c'est un devoir d'État.
Sinon, il n'y aurait plus d'États-Unis.

Charles de Gaulle, 27 novembre 1963,
in A. Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, Gallimard,
2002.

Avant-propos

L'ouvrage que l'on va lire est une édition nouvelle, entièrement revue, corrigée et actualisée, d'un livre paru en 1995[1]. Il avait connu en son temps un certain succès et avait été parfois salué comme une bonne synthèse des faits et hypothèses entourant l'assassinat à Dallas, le 22 novembre 1963, de John Fitzgerald Kennedy, trente-cinquième président des États-Unis.

J'ai hésité avant d'accepter de me replonger dans ce mystère d'État lorsque mon ami Yannick Dehée, président de Nouveau Monde éditions, m'a demandé, il y a déjà plusieurs années, de revoir ce texte en vue de sa publication dans sa collection de poche. Depuis quinze ans, j'avais certes continué à m'intéresser aux incessants développements de ce qu'on a appelé « le crime du siècle », mais n'avais rien perçu de décisif dans les publications nouvelles. J'ajoute qu'ayant désormais consacré mes

publications à une autre époque, le temps nécessaire à la refonte de ce « vieil » ouvrage me manquait.

J'ai changé d'avis à l'été 2008. Je passai alors mes vacances à me reposer et à lire au fond de la forêt canadienne, aux pieds du mont Orford. J'en profitai pour attaquer un énorme pavé sur l'affaire Kennedy, paru l'année précédente : *Restoring History*, de Vincent Bugliosi. L'auteur ne m'était pas inconnu. J'avais lu en son temps son témoignage d'ancien procureur de l'affaire Sharon Tate, épouse de Roman Polanski sauvagement assassinée avec plusieurs de ses amis à Los Angeles en 1969. De même, j'avais su qu'à un moment de sa carrière, Bugliosi avait participé à l'évaluation critique et à la contestation des conclusions de l'enquête sur l'assassinat de Robert Kennedy. *Restoring History* était un bien gros volume : plus de mille deux cents pages, auxquelles il fallait ajouter deux CD regroupant plus de cinq cents pages de notes et de bibliographie. Autant dire que je m'apprêtais seulement à consacrer quelques journées à le feuilleter et à y glaner presque négligemment de simples compléments d'information. La réalité fut autre : je fus happé par ma lecture qui devint attentive et systématique, quand bien même Bugliosi s'évertuait à réhabiliter le rapport Warren, qui avait prétendu, en 1964, que Lee Oswald avait été le seul tireur lors de l'assassinat de Kennedy et que sa mort violente, deux jours plus tard, était le résultat d'un hasard malheureux qui avait fait que deux fous (Oswald et son assassin, Ruby) s'étaient croisés dans les sous-sol du

commissariat de Dallas… avec ce fâcheux contretemps que le second était armé d’un revolver dont il s’était servi, le plus naturellement du monde.

Ainsi, à mon corps presque défendant, j’étais « reparti » pour Dallas où je croyais ne plus avoir à revenir. Le pavé de Bugliosi et pas mal d’ouvrages supplémentaires ingurgités, nous y revoici donc, avec quelques précisions nouvelles et, je l’avoue, un changement dans une de mes anciennes croyances : Bugliosi m’a convaincu que Lee Harvey Oswald ne fut pas, comme il l’a prétendu et comme j’avais fini par le penser, un simple bouc émissaire, mais bien un des acteurs de la mise à mort de Kennedy. Il reste en revanche bien des points sur lesquels l’ancien procureur ne m’a pas convaincu et je maintiens mes autres interrogations, mes doutes et mes remises en cause du rapport Warren. Je suis ainsi intimement persuadé qu’il y avait plusieurs tireurs et complices à Dallas, que le meurtre d’Oswald ne doit rien au hasard, qu’une part de la vérité a longtemps été cachée et que l’événement du 22 novembre 1963 n’a pas été sans conséquences sur l’histoire des États-Unis, et donc du monde.

Avant d’en venir aux faits, j’aimerais préciser ici que je ne suis pas un enquêteur de terrain ni même un fanatique de la théorie de la conspiration. Même si je suis certain qu’il s’est passé quelque chose d’encore largement ignoré sur la fameuse place Dealey de Dallas, j’ai tenté, aujourd’hui comme il y a plus de quinze ans, de ne pas me

laisser entraîner et encore moins dominer par mon imagination. Je marche à pas de loup dans ce dossier obsédant et encombré. J'essaie de me comporter, sinon en historien « scientifique », au moins en rédacteur honnête d'une synthèse certes *personnelle*, mais fondée sur la raison et, c'est la moindre des choses, la lecture de livres, de rapports, de dizaines d'heures de visionnage de documentaires ou de matériaux bruts, voire même de conversations avec quelques personnes ayant eu à s'occuper du « mystère ».

Le résultat de cette démarche ne se veut pas exhaustif. Il faudrait des milliers de pages pour tout dire et tout débattre dans le détail. Tel n'est pas mon but. Je ne fais que donner des informations en fonction du degré de crédibilité que je leur attribue, de suggérer des idées ou des pistes, en m'interrogeant cependant sur ce que pourront dire les historiens du siècle prochain sur une affaire qui, aujourd'hui, n'est plus que tiède. Car de plus en plus, l'affaire Kennedy appartiendra aux historiens : ses grands acteurs disparaissent progressivement, la masse documentaire écrite et orale est en voie de stabilisation et, surtout, l'incidence politique directe des solutions possibles de l'énigme a tendance à s'affaiblir. Je n'ignore pas non plus que depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis et le monde vivent les conséquences d'un autre traumatisme, celui des attentats contre le *World Trade Center* de New York et le Pentagone de Washington. L'affaire Kennedy,

commencée il y a cinquante ans, paraît bien loin… Est-ce si sûr ?

Je souhaite poser ici trois remarques liminaires qui — peut-être — convaincront ceux qui en doutent, de l'utilité de continuer à s'intéresser à l'affaire Kennedy.

1°) *Tout* n'a pas été dit et découvert sur le meurtre du trente-cinquième président des États-Unis. Très régulièrement apparaissent des informations complémentaires : vraies et fausses révélations, déclarations d'officiels américains, témoignages des derniers acteurs qui, au soir de leur vie, deviennent plus bavards, documents rendus publics par les autorités américaines. J'ajoute que l'irruption d'Internet, si elle nous offre de bien plus grandes possibilités que par le passé, rend plus que jamais nécessaire le tri, l'évaluation et la médiation. De toute façon, qu'on n'en doute pas : il y aura encore du neuf pendant de nombreuses années. Les archives américaines renferment toujours des documents qui ne devraient pas être déclassifiées avant quelques décennies. Divers organismes poursuivent leur collecte et leur diffusion, documentation foisonnante, parfois de première importance et de première main, parfois sans intérêt. Aux États-Unis, le vieillissement de la population de ceux qui ont connu ce moment dramatique ne tarit ni l'intérêt ni le flot des questions sur l'affaire et ses suites. Beaucoup de ces informations « nouvelles » ne sont pas toujours connues de ce côté-ci de l'Atlantique et je pense

qu’elles sont susceptibles d’intéresser et d’éclairer le lecteur.

2°) Contrairement à ce qu’on dit souvent, la bibliographie en langue française sur l’affaire Kennedy n’est guère volumineuse. En dehors de quelques auteurs hexagonaux (Léo Sauvage, William Reymond, Pierre Nau et quelques autres), elle se limite souvent à des traductions de livres prônant des thèses extrêmes qui, si elles retiennent l’attention du public, ne donnent des diverses enquêtes menées, aux États-Unis et ailleurs, qu’une vue partielle et, forcément, partiale… jusqu’à ridiculiser ceux qui pensent qu’il y a eu complot. À l’inverse, les conclusions du *House Select Committee on Assassinations* (HSCA), rendues en 1979, sont encore peu connues et rarement citées en France. Or, cette commission d’enquête de la chambre des Représentants a repris à zéro les investigations. Elle est arrivée à une conclusion opposée à celle de la commission Warren. Pour elle, le président a été victime d’une « conspiration » (*sic*) et il y avait plusieurs tireurs, à Dallas, le 22 novembre 1963. Dans son sillage, de nombreux éléments nouveaux sont apparus, et même récemment.

3°) À ces raisons factuelles, il faut en ajouter une autre, à mes yeux, essentielle. L’affaire Kennedy, quel que soit l’angle de vue ou d’étude que l’on adopte, révèle que la « grande histoire » est sous-tendue d’événements voire consubstantielle à des comportements qu’on ne doit ni ignorer ni négliger. Même un historien patenté se doit de

prendre en compte cette face sombre et lui donner sa place dans ses études. Après tout, d'autres se sont penchés sur la mort de César, l'assassinat d'Henri IV ou celui de François-Ferdinand à Sarajevo en 1914. Alors pourquoi pas, avec la prudence évoquée plus haut, tenter de dénouer les fils embrouillés de l'affaire Kennedy ? Son histoire est de toute façon liée à celle des États-Unis : aucun grand rebondissement de l'enquête ne peut en être détaché.

La démocratie est un système fragile, et comme tel, elle doit être protégée et choyée. Or, il se trouve qu'il est fort possible qu'elle ait été agressée par la mort de Kennedy et ses suites. Ce qui s'est passé à Dallas, le 22 novembre 1963 et dans les décennies qui ont suivi, est sur ce point remarquable. D'une part, des organes officiels, souvent aidés par la presse, ont soutenu contre vents et marées une version des faits de plus en plus contestée, ont refusé que les enquêtes soient vraiment rouvertes, ont persécuté ceux qui n'étaient pas de leur avis, ont traité par le mépris le travail du HSCA, pourtant émanation de la chambre des Représentants, institution indépendante de l'exécutif. D'autre part, face à eux, des citoyens ont accepté de prendre des risques et de se lancer d'eux-mêmes sur le terrain qui avait été abandonné par ceux dont la fonction était pourtant de tout faire pour établir la vérité et châtier les coupables. En cela, l'affaire Kennedy est exemplaire : ce sont les citoyens qui ont pris, d'eux-mêmes, la défense de ce que nos sociétés occidentales ont de plus cher. Elle est

symbolique des deux faces de la démocratie américaine. J’aime cette idée, quand bien même certains de ces enquêteurs « indépendants » ont échafaudé des théories qui ne tiennent pas debout. Notre rôle pourrait être ici d’aider le lecteur à trier le bon grain (car il y en a) de l’ivraie (car il y en a moins qu’on l’a dit).

Alors que l’Amérique s’apprête à commémorer l’assassinat non résolu d’un de ses présidents les plus marquants, que cet ouvrage soit ainsi l’occasion de réfléchir sur l’avertissement de Montesquieu : « L’oppression commence toujours par le sommeil[2]. »

Paris, le 25 juillet 2013

Introduction

« Bienvenue à Dallas, monsieur Kennedy ! »

Il y a cent ans, cette ville n'était qu'une bourgade au pays des cow-boys. Quelques milliers d'âmes vivaient ici de l'élevage et du coton, entre la *Red River* au Nord et la *Brazos River* au Sud. En quelques décennies, le pétrole et l'industrie ont transformé ce coin de Texas en centre urbain et en capitale régionale de la finance et des affaires. En 1963, vingt ans avant que la famille Ewing ne révèle son « univers impitoyable », Dallas est devenue une des grandes villes du Sud, bien callée sur les flancs d'une Amérique sûre d'elle-même, de sa supériorité sur le rival communiste, de la justesse de son mode de vie et de son avenir.

Protestante et républicaine, Dallas a généreusement donné ses suffrages à Richard Nixon (63%) lors de l'élection présidentielle de 1960 qui a pourtant vu la victoire au *finish* d'un patricien de Boston, catholique et

progressiste, un « blanc-bec » de 43 ans comme dit son vice-président Lyndon Baines Johnson : John Fitzgerald Kennedy. Le premier président non-*WASP* (*White Anglo-Saxon Protestant*) a été élu par le plus petit écart enregistré depuis 1884, ne prenant l'avantage sur son adversaire républicain que de 118 000 voix sur 68 millions, soit 0,2%. Dans l'ensemble, les habitants de Dallas n'apprécient guère les efforts du nouveau président en faveur de la minorité noire et le jugent mou à l'égard de l'URSS et de son allié cubain, alors que le communisme honni s'est installé grâce à Castro à quelques coups de rame de la côte américaine. La présence aux côtés de Kennedy de Johnson, texan jusqu'à la caricature, n'a pas suffi à rassurer la capitale du pétrole et des compagnies d'assurances.

Et pourtant, en cette fin de matinée du 22 novembre 1963, ils sont des milliers à se presser, qui à l'aéroport, qui sur le bord des rues et les larges espaces gazonnés pour accueillir John Kennedy en campagne pour sa réélection. On a donné congé aux élèves. Le parti démocrate a rameuté ses militants et sympathisants. Les catholiques se font une fête d'approcher celui qui a réussi à vaincre les réticences traditionnelles à l'égard d'une religion jugée trop proche du Vatican. Et en plus, combien de curieux, d'ouvriers et d'employés profitant de la pause de la mi-journée pour regarder passer le cortège présidentiel ?

Il fait beau. Le soleil éclatant a remplacé le temps maussade des premières heures de la visite présidentielle

au Texas. L'aéroport de *Dallas Love Field* grouille d'une foule préparée à faire un triomphe au héros de l'Amérique et leader du « Monde Libre ». À 11 heures 38, le Boeing 707 qui, parce qu'il transporte le président, a droit à l'appellation de *Air Force One*, se pose à Dallas. La visite de Kennedy à Dallas n'a pas été facile à organiser. Son entourage se méfie de cette ville de 800 000 habitants rongée par la ségrégation raciale et en proie à de violentes luttes entre les forces traditionnelles de la politique américaine et une extrême droite haineuse qui a fait de cette région un de ses centres d'activité privilégiés. Mais 1964 sera une année électorale. John Kennedy part à la conquête de son deuxième mandat. Sa cote de popularité atteint certes près de 60 % dans les sondages et le fameux institut Gallup le donne vainqueur face au probable candidat républicain, Barry Goldwater, par 55 % contre 39. L'Amérique est prospère, le PNB en hausse, de même que la production industrielle et les bénéfices des sociétés, le taux de chômage est passé de 6,7 à 5,3 % entre 1960 et 1962. Cela ne dispense pas le locataire de la Maison Blanche de faire campagne et de se montrer aux électeurs, et ce d'autant plus que les milieux intellectuels et une grande partie de la presse commencent à critiquer son bilan.

Depuis son entrée en fonction, « JFK » avait eu à affronter une coalition conservatrice au Congrès. Les démocrates du Sud et les républicains avaient tissé des alliances de circonstances pour contrer ses initiatives

« libérales ». Ainsi, ses programmes d’assainissement de certains marchés agricoles, d’aide médicale gratuite pour les personnes âgées ou les subventions fédérales à l’enseignement avaient été bloqués ou dénaturés. Ses mille premiers jours à la Maison Blanche avaient été marqués aussi — et avec quelle violence ! — par un retour en force des questions raciales, sous la pression des mouvements noirs, certes, mais aussi des blancs de la Nouvelle-Angleterre et de Californie. En la matière, soutenu par un ministre de la Justice (*Attorney General*) qui n’était autre que son frère cadet Robert, Kennedy n’avait pas manqué de courage, favorisant l’action du leader noir, le pasteur Martin Luther King. En septembre 1962, le président avait même fait intervenir la garde nationale pour imposer l’admission à l’université du Mississipi d’un étudiant noir, James Meredith. Des poursuites avaient été engagées contre le gouverneur de l’État, un ségrégationniste notoire. Dans la foulée, un programme législatif avait été envisagé (il allait être mené à bien après la mort du président) en vue de la protection du droit de vote des Noirs, leur libre accès aux lieux, aux établissements et aux emplois publics.

Alors que se profile la campagne pour l’élection de 1964, la lutte pour le choix du vice-président fait rage en coulisse. Lyndon Johnson a travaillé honnêtement, mais sans excès de zèle, pour Kennedy. Les deux hommes se détestent et le vice-président traverse une zone de turbulences. Son nom est cité dans plusieurs scandales financiers. Il n’en a pas fallu plus pour convaincre

l’entourage de Kennedy — qui ne demande pas mieux qu’être convaincu — qu’il vaut mieux se séparer de l’encombrant acolyte, quitte à perdre au passage quelques brassées de suffrages sudistes.

La campagne de Kennedy ne peut être que celle d’un président. C’est pourquoi il lui faut suivre un programme d’homme d’État et de candidat au-dessus de la mêlée. Après la « nouvelle frontière » de l’élection de 1960, le thème choisi est cette fois « la paix et la prospérité ». Pour conforter sa stature internationale, Kennedy a prévu quelques visites à l’étranger. Elles débutent par une tournée européenne à l’été 1963. Du 23 juin au 3 juillet, plusieurs pays sont visités. Le 26 juin, devant le mur de Berlin, et en dépit du réchauffement des relations soviéto-américaines, Kennedy prononce un discours brillant, inoubliable et agressif, de nature à se concilier les partisans d’une attitude dure à l’égard du monde communiste : « Il y a beaucoup de gens dans le monde qui ne comprennent pas, ou prétendent ne pas comprendre, en quoi consiste le problème qui oppose le monde libre et le monde communiste. Qu’ils viennent à Berlin. Certains disent que le communisme est un régime d’avenir. Qu’ils viennent à Berlin. Il y a aussi, en Europe et ailleurs, des gens qui disent qu’on peut travailler avec les communistes. Qu’ils viennent à Berlin. […] Tous les hommes libres, où qu’ils soient, sont des citoyens de Berlin, et c’est pourquoi, en homme libre, je suis fier de dire : *Ich bin ein Berliner* ».

Mais une élection américaine ne se gagne jamais sur les questions internationales. Kennedy ayant fait ses preuves dans ce domaine, ses conseillers orientent désormais son discours vers les préoccupations des classes moyennes. Et puisque les démocrates texans se déchirent, puisque l’extrême droite locale se déchaîne contre sa politique de détente, puisque Lyndon Johnson le veut tant, le président accepte de se rendre au Texas à l’automne. C’est le vice-président lui-même qui l’annonce à la presse, le 23 avril 1963. Le 5 juin, les grandes lignes du programme sont tracées. Le 4 octobre, les derniers détails sont arrêtés lors d’une réunion à la Maison Blanche entre Kennedy, Johnson et le gouverneur du Texas, John Connally. En deux jours, les 21 et 22 novembre, le président doit visiter San Antonio, Houston, Fort Worth, Dallas, Austin et, enfin, le ranch de Johnson, sur les bords de la *Pedernales River*.

“Nous sommes vraiment dans un pays de fous”, se serait exclamé ce matin-là John Kennedy en jetant avec dédain l’exemplaire du *Dallas Morning News* qui venait de lui être remis.

En ce 22 novembre 1963, le journal de Dallas publie une pleine page de publicité barrée d’un titre qui, pour un non informé, a pourtant l’air engageant : « Bienvenue à Dallas, M. Kennedy ». En réalité, le texte, encadré de noir en signe de deuil, est un tissu d’attaques contre le président, l’utilisation du terme « M. Kennedy » à la place de la formule consacrée « M. le Président » étant d’une

insolence voulue. John Kennedy s'y voit accuser d'avoir « mis la doctrine de Monroe[3] au rancart pour la remplacer par l'esprit de Moscou ». Les auteurs lui conseillent de ne parler dans ses discours que de navigation à voile. Le publi-reportage est signé par le « Comité des Faits Américains », émanation de la *John Birch Society*, association violemment anti-communiste, fondée cinq ans plus tôt par l'activiste Robert Welch. Elle considère que la détente voulue par Kennedy — notamment à l'égard de Cuba — est une politique d'abandon. Le texte est signé d'un certain Bernard Weisman, extrémiste de droite bien connu à Dallas. Une partie des frais du publi-reportage a été acquittée par Nelson B. Hunt, fils d'un puissant pétrolier texan.

Au moment où le *Dallas Morning News* arrive dans les kiosques, des tracts sont distribués en ville, accusant le président de favoriser les ambitions des ennemis des États-Unis.

John Kennedy n'ignore rien de l'hostilité de certaines sphères de Dallas à l'égard de sa politique et de sa personne. La *John Birch Society* a ici pignon sur rue et regroupe pêle-mêle des médecins, des pétroliers, des ménagères et toutes les nuances de la droite conservatrice américaine. Quant aux extrémistes qui n'adhèrent pas aux principes chers à Robert Welch — notamment ceux qui lui reprochent de ne pas être raciste —, ils peuvent choisir leur engagement sur une longue liste d'organisations aux programmes plus nauséabonds les uns que les autres : les

Minutemen, la *National Indignation Convention*, les *Christian Crusaders*, sans parler des groupes anti-castristes qui fleurissent dans ce Sud qui accueille tous ceux que Castro a chassés de Cuba. C'est aussi à Dallas que s'agite l'ex-général Walker, situé à droite de l'extrême droite, relevé de son commandement en Allemagne, en 1961, au motif qu'il essayait sa propagande musclée et hostile à Kennedy sur ses troupes.

À Dallas, même Johnson a été violemment pris à parti par des manifestantes conservatrices quelques années plus tôt. Adlaï Stevenson, ambassadeur des États-Unis à l'ONU et personnalité de premier plan du parti démocrate, et Earl Warren, le libéral président de la Cour Suprême, ont subi le même sort en 1963. C'est encore à Dallas que la criminalité, habituellement très élevée au Texas, s'est envolée depuis le début de 1963, avec pas moins de cent dix meurtres. Pour en ajouter encore à l'ambiance particulière de ce voyage, Kennedy devra fréquenter le maire de la ville, Earle Cabell, qui n'est autre que le frère d'un général de la CIA limogé après l'affaire de la Baie des Cochons, opération visant à renverser Castro et qui a tourné au fiasco (voir plus loin).

Plusieurs responsables démocrates sont d'ailleurs intervenus pour que Dallas soit évitée pendant le bref périple texan. C'est le cas de Byron Skelton, président du comité démocrate de l'État, et du sénateur de l'Arkansas, William Fulbright, qui a attiré par écrit l'attention du ministre de la Justice sur les dangers — y compris

physiques — que courra son frère à Dallas. Alerté à son tour, le président a balayé les objections d'un revers de la main, estimant devant son conseiller Théodore Sorensen que la réputation même de la ville était une bonne raison pour l'inclure dans le programme.

Arrivé à San Antonio le 21 novembre, Kennedy y a été accueilli par une foule enthousiaste estimée à plus de 125 000 personnes. Le défilé en ville s'est admirablement passé et c'est sans encombre que le président a pu inaugurer un centre de médecine spatiale. Quelques heures plus tard, à Houston, nouveau bain de foule, discours et dîner de gala. Puis le couple Kennedy s'est rendu à Fort Worth pour y passer la nuit à l'hôtel *Texas*[4]. Le lendemain matin, avant de s'envoler pour Dallas, à 50 kilomètres de là — le vol dure un quart d'heure —, le président a participé à un petit déjeuner politique, en présence de deux mille militants démocrates. Comme d'habitude, il s'est montré à l'aise et plein d'humour. Vraiment, se disent les organisateurs de la tournée, tout se passe au mieux. On n'a pas eu besoin de modifier le programme de Kennedy, comme à Chicago, le 2 novembre précédent, après qu'un ancien *marine* avait été arrêté pour avoir proféré des menaces, ou comme à Miami, le 18 novembre, lorsque l'interception de conversations téléphoniques suspectes avait provoqué un début de panique dans les services de protection. Au Texas, la sécurité n'a pas eu à se faire de souci. Dans la soirée du 21 novembre, les agents du *Secret Service* chargés d'encadrer le voyage se sont même payé, à

l’insu de leurs supérieurs et en violation du règlement, une sortie nocturne dans une boîte de nuit de Fort Worth, le *Cellar Door*. Ils ont dû dormir tranquille : le shérif et la police de Dallas, prochaine étape du voyage, semblent avoir leur affaire en main, jusqu’à se dispenser de fouiller les immeubles sur le trajet de la voiture présidentielle…

Il est 11 heures 40 lorsque John Fitzgerald Kennedy et la *First Lady*, Jacqueline Bouvier-Kennedy — que le monde entier n’appelle que « Jackie » — apparaissent sur la passerelle d’*Air Force One*, sous un tonnerre d’applaudissements. Au bas des marches, Lyndon Johnson, son épouse et une délégation locale conduite par le maire Cabell attendent leurs hôtes. Un orchestre joue l’hymne de l’État, *Yellow roses of Texas*. Souriant, le couple présidentiel descend les marches et salue le groupe d’accueil. Madame Cabell offre à madame Kennedy un bouquet de roses rouges, assorties à son tailleur rose qui, déjà, attire l’attention de tous[5]. Comme il en a pris l’habitude, accompagné de son épouse, John Kennedy se dirige vers la foule contenue par un cordon de policiers et entreprend de serrer les mains qui se tendent. Il y a là une majorité de supporteurs. Seule une pancarte portant l’inscription « Vous êtes un traître » vient perturber l’enthousiasme général. Puis, le président s’entretient brièvement avec Mme Dunbar, doyenne des démocrates locaux, et avec un homme en fauteuil roulant. Sur les toits

de l’aéroport, des policiers armés surveillent la foule et les alentours.

Il est temps de se mettre en route. Le programme prévoit un défilé en ville sur un itinéraire qui permettra de rejoindre le *Trade Mart*, sorte de centre commercial, où un traiteur se prépare à servir un déjeuner pour deux mille cinq cents convives triés sur le volet, soit tout ce que Dallas compte de personnalités dans le domaine économique. C’est le gouverneur John Connally qui a eu l’idée du déjeuner. Il s’est élevé en revanche contre cette « parade » dans les rues, conforme pourtant à la tradition américaine : le gouverneur pense que c’est courir le risque de mettre Kennedy en présence de banderoles hostiles.

Depuis le matin, l’itinéraire est inspecté par les équipes du shérif du comté, celles du département de la police de Dallas et quelques hommes du *Secret Service*. Ce dernier n’a rien d’une organisation secrète, contrairement à ce que son nom pourrait laisser croire. Fondé en 1864 et dépendant de l’administration du Trésor, il avait pour tâche initiale de lutter contre les faux-monnayeurs. Il commença à exercer des missions auprès du président pendant la guerre hispano-américaine de 1898 : il n’y avait alors pas d’autre service structuré de police fédérale. C’est en 1902, à la suite de l’assassinat de William Mac Kinley[6], que le *Secret Service* fut définitivement chargé de protéger le chef de l’État et sa famille. En 1963, il emploie six cents agents dont une partie est affectée au service de la Maison

Blanche, le reste exerçant ses fonctions financières dans plus de soixante villes des États-Unis. Les hommes du *Secret Service* se reconnaissent facilement : ils portent généralement un costume sombre, des lunettes de soleil pour ne pas être éblouis et ont les cheveux très courts. De bons et braves jeunes Américains, en somme. Dans l'équipe du président, c'est le conseiller Kenneth O'Donnel qui est chargé de la sécurité. Il est secondé par Gerald Behn. À Dallas, ce 22 novembre, c'est le chef du *Secret Service* pour la Maison Blanche, Roy Kellerman, qui a la responsabilité de la protection rapprochée. Il est assisté d'environ soixante-dix agents. Sur le trajet de l'aéroport au *Trade Mart*, les hommes de Jesse Curry, patron de la police de Dallas (*Dallas Police Department*), et de Bill Decker, shérif du comté, assurent la sécurité générale. Le parcours a été reconnu quelques jours plus tôt par le chef du *Secret Service* de Dallas, Forest Sorrels. Le 19 novembre, il a légèrement modifié l'itinéraire : afin d'écourter la parade, il a choisi de faire passer le cortège par *Elm Street*, au lieu de *Main Street*, pour qu'il ait plus facilement accès à une voie rapide qui le conduira à sa prochaine étape. Cette décision a été prise en dépit du fait que la voiture présidentielle sera contrainte de ralentir pour quitter *Main Street* et s'engager dans *Elm Street*.

Tout à l'heure, au *Trade Mart*, le président rappellera l'objectif de son deuxième mandat : « Il devrait être clair maintenant qu'une nation ne peut être plus forte à l'étranger qu'elle ne l'est chez elle. Seule une Amérique qui

pratique ce qu'elle prêche, sur les droits égaux et la justice sociale, sera respectée par ceux dont le choix influera sur notre avenir. Seule une Amérique qui donne une instruction complète à ses citoyens sera vraiment capable de résoudre les problèmes complexes et de percevoir les dangers cachés du monde dans lequel nous vivons. Et seule une Amérique qui prospère économiquement pourra défendre la liberté dans le monde, en montrant à tous les peuples intéressés la valeur de notre politique et de notre société ». Le service de presse de la Présidence distribue déjà le texte du discours aux journalistes locaux et à ceux qui suivent le voyage.

Il est 11 heures 50. À l'aéroport *Love Field*, chacun a rejoint sa place dans la voiture qui lui est affectée. La parade peut commencer. Le cortège s'ébranle. En tête, le chef de la police de Dallas, le shérif du comté et deux hommes de Kellerman. Le second véhicule est la limousine présidentielle, une Lincoln modèle « Connoly » découverte, conduite par l'agent du *Secret Service* Bill Greer, le plus âgé des hommes affectés à la Maison Blanche (53 ans), avec à sa droite Kellerman. Derrière lui, John et Nelly Connally ont pris place sur des strapontins, juste devant le couple présidentiel, plus souriant que jamais. Ce matin, Kenneth O'Donnel, un assistant du président, a pris la décision de ne pas placer sur la limousine la « bulle » de plastique qui protège son patron des averses tout en permettant au public de le voir. Il fait beau sur Dallas, le ciel est dégagé et la « bulle » n'a donc aucune utilité.

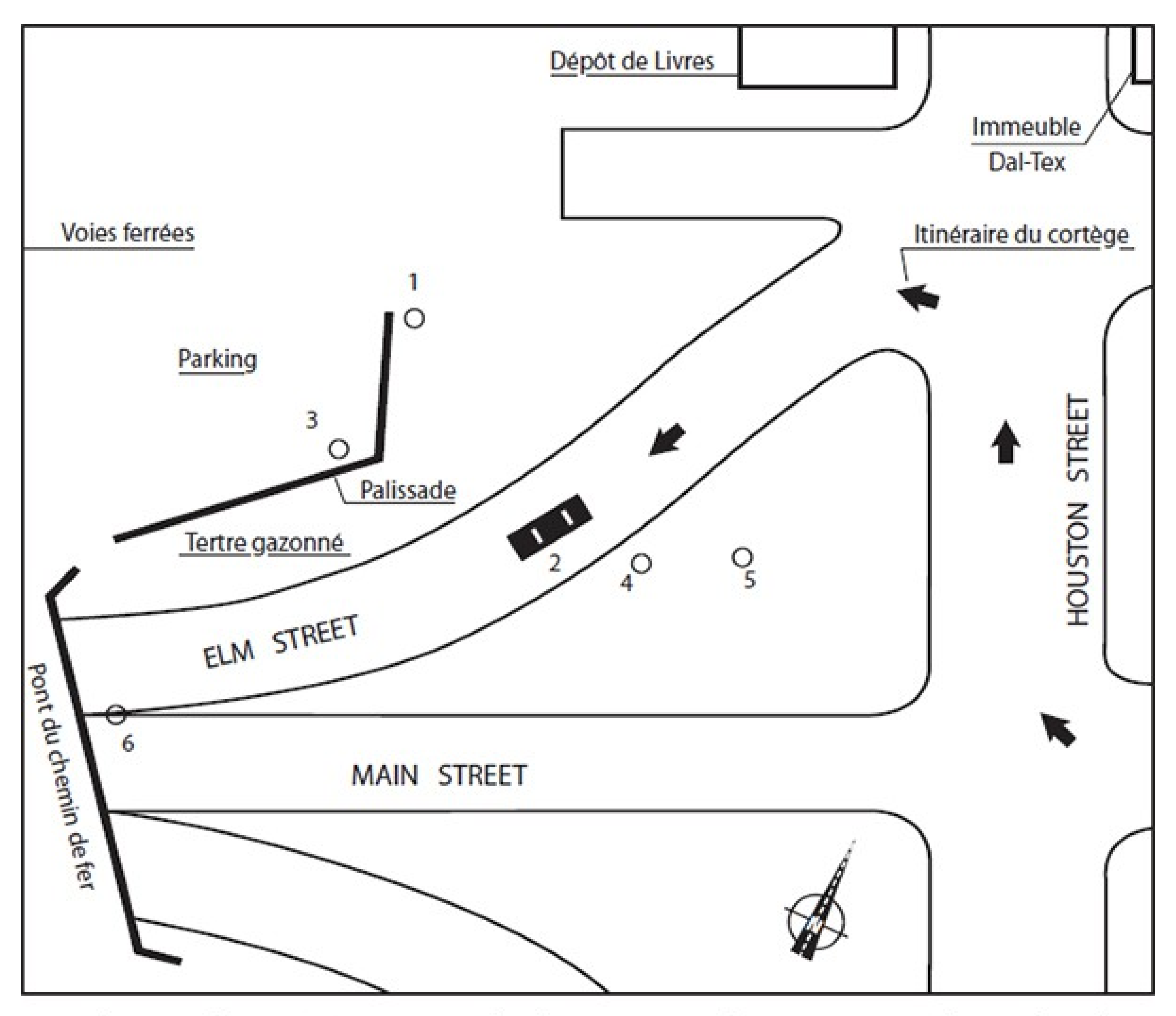
N’étant pas à l’épreuve des balles, elle ne sert même pas pour la sécurité. Plus tard, O’Donnel affirmera avoir discuté de ce problème avec son patron, le 22 novembre 1963 au matin. Kennedy lui aurait répondu en substance que, pour tuer le président, il suffirait de se poster sur un toit avec un bon fusil. Le genre d’histoires que l’on raconte après-coup et dont la véracité n’est attestée que parce qu’elle a été reprise sans vérification par la presse. La troisième voiture du cortège est chargée de huit agents du *Secret Service* — dont quatre se tiennent sur des marchepieds extérieurs, prêts à bondir en cas de problème — et deux membres du cabinet du président. La quatrième voiture est celle de Lyndon Johnson et de son épouse rejoints par le sénateur du Texas, Ralph Yarborough. Enfin, le cortège est complété par d’autres voitures de police, celles des journalistes, du médecin personnel du président. Des motards de la police précèdent et encadrent les véhicules.

La petite caravane progresse sans difficulté dans les faubourgs de Dallas. Lorsqu’elle pénètre en ville, la foule se fait plus dense, massée sur quatre ou cinq rangs de part et d’autre des rues. Les voitures ralentissent et s’arrêtent même à deux reprises, le président voulant d’abord saluer un enfant qui, sur une pancarte, l’a mis au défi de venir lui serrer la main, puis un groupe de religieuses. Enfin, une demi-heure après son départ de *Love Field*, la parade s’engage sur *Main Street*. Cette fois, c’est du délire et la vitesse de la Lincoln présidentielle tombe à 10 km/h. On approche de la voie rapide sur laquelle le cortège pourra

enfin accélérer et rejoindre le *Trade Mart*, en quelques minutes. Il ne reste plus qu'à contourner *Dealey Plaza*, vaste espace gazonné séparé en deux par *Main Street*. Cette place, dessinée dans les années 1930 et qui porte le nom du fondateur du *Dallas Morning News* et défenseur des droits civiques, Geoge Bannermann Dealey, est un lieu historique : c'est là que fut bâtie la première maison de la ville. Greer tourne d'abord à droite et s'engage, pour quelques dizaines de mètres dans *Houston Street*, laissant sur le côté le tribunal puis les archives du comté et, enfin, un immeuble de bureau, le *Dal-Tex*. La Lincoln oblique à présent vers la gauche, juste devant un immeuble de briques rouges, le *Texas School Book Depository* (Dépôt de livres scolaires du Texas)[7], et poursuit, au pas, sur *Elm Street*. Ces manœuvres ont encore ralenti la vitesse du cortège, mais on aperçoit déjà le pont de chemin de fer qui ferme *Dealey Plaza* et après lequel on pourra forcer l'allure. Sur le toit du dépôt de livres, une immense horloge lumineuse marque 12 heures 30. La foule est à présent plus clairsemée mais il y a encore suffisamment de monde pour que le président adresse quelques signes de la main.

Nelly Connally s'est tournée vers John et Jacqueline Kennedy : « Maintenant, vous ne pourrez plus dire qu'on ne vous aime pas, ici, à Dallas ». Le président acquiesce. Une fraction de secondes plus tard retentissent plusieurs détonations. Kennedy s'étreint la gorge, Connally s'effondre sur son épouse, Jacqueline se penche sur son mari. Une nouvelle détonation. Cette fois, le président est

touché à la tête et est projeté violemment vers l'arrière. Son épouse se dresse alors et se met à ramper sur le coffre arrière de la Lincoln, comme pour s'en extraire. Du toit du dépôt de livres, une nuée de pigeons effrayés prend son envol.



1. Zapruder ; 2. Position de la voiture du moment du tir fatal ; 3. Position possible du tireur derrière la palissade ; 4. Mme Moorman ; 5. Nix ; 6. Tague.

Sur les soixante policiers et *Secret Servicemen* présents sur *Dealey Plaza*, seuls deux ont compris ce qui se passe. Malheureusement, l'agent Greer n'en fait pas partie. Quelques mois plus tôt, au Petit-Clamart, le chauffeur du général de Gaulle avait immédiatement réagi et écrasé l'accélérateur de la DS présidentielle cible des tueurs de l'OAS. Ce faisant, il avait sans doute contribué au miracle qui avait vu le président français sortir intact de la souricière tendue sur la route de Villacoublay. Greer n'a pas cette présence d'esprit[8]. Pire, il ralentit après les premières détonations. Il y a déjà quelques bonnes fractions de secondes que son collègue Clint Hill, qui se trouvait sur le marchepied de la troisième voiture, s'est mis à courir. Prestement, il bondit sur le coffre arrière de la Lincoln et accompagne le mouvement de Mme Kennedy qui rejoint sa place. Alors seulement, Greer fait jouer le puissant moteur de la Lincoln pour l'éloigner du champ de tir. Plus loin dans le cortège, l'agent Rufus Youngblood, le deuxième à avoir compris, vient d'obliger le vice-président Johnson à se baisser et le protège de son corps.

Par sa radio de bord, Kellerman demande à Curry de lui ouvrir la route jusqu'à l'hôpital *Parkland Memorial*, à six kilomètres de là. Tout au long de la voie rapide, la foule, qui ne se doute de rien, acclame le cortège qui passe. En dix minutes, on arrive à l'hôpital où une équipe d'urgence attend les blessés. Kennedy et Connally, couverts de sang, sont placés sur des brancards et dirigés vers des salles voisines. Dans la *Trauma Room 1* (salle d'urgence n° 1), le

président semble condamné. Les médecins ne tentent pas moins l'impossible : intubation, trachéotomie, transfusion, massage cardiaque. Même si elle garde un faible espoir, Jacqueline Kennedy demande qu'on appelle un prêtre. Le révérend Oscar Huber administre l'extrême-onction. Il est 13 heures. John Fitzgerald Kennedy est mort.

Jusqu'à sa mort, en 2004, Pierre Salinger était sans doute un des Américains les plus appréciés des Français. Il ne cachait pas son amour pour notre pays et parlait notre langue à la perfection, ce qui lui a permis d'être l'invité des plus grandes émissions télévisées françaises pendant quarante ans. Sa popularité venait aussi du fait qu'il fut le porte-parole de Kennedy pendant les mille jours de sa présidence. Dans son ouvrage, *Avec Kennedy*, il raconte que, le 19 novembre 1963, il reçut « d'une femme de Dallas » la lettre suivante : « Ne laissez pas le président venir ici. Je suis inquiète pour lui. Je crois qu'il va lui arriver quelque chose ». Il répondit poliment qu'il serait étonnant et regrettable qu'il y eût une ville des États-Unis où le président ne puisse se rendre sans craindre des actes de violence puis classa le document. La Maison Blanche recevait tellement de courrier et sans doute une bonne quantité de lettres de cette veine…

Le porte-parole ne parla pas au président de cet avertissement, pas plus sans doute que Kennedy ne fut informé dans le détail des rumeurs qui avaient couru au sujet de sa sécurité à Chicago ou à Miami. De tels épisodes

sont inhérents au métier de chef d'État et font partie de ses risques. John Kennedy en était conscient et ne semblait pas en être inquiet. Ayant, en raison de sa santé, côtoyé la mort depuis plus d'une décennie — il était atteint de la maladie d'Addison (insuffisance des glandes surrénales) et sa colonne vertébrale avait été endommagée pendant la Deuxième Guerre mondiale —, le président était devenu fataliste. Si quelqu'un voulait le tuer, confia-t-il un jour à Salinger, il lui suffisait d'être prêt à donner sa vie en échange de celle du président.

Le porte-parole ne s'inquiète donc pas lorsqu'il quitte son patron, le 19 novembre. Lui-même doit partir pour Hawaii puis Tokyo afin de participer à d'importantes séances de travail sur le Vietnam et les relations américano-nippones, en compagnie des membres les plus influents de l'équipe Kennedy. Pour le voyage au Texas, Malcolm Kilduff sera le secrétaire de presse du président.

C'est ainsi que ce jeune homme se retrouve propulsé dans une sorte d'amphithéâtre de l'hôpital *Parkland Memorial*, ce 22 novembre 1963, vers 13 heures 30. On a retardé l'annonce officielle de la mort de John Kennedy pour permettre à Lyndon Johnson de s'éclipser et de rejoindre l'aéroport. Les responsables de la sécurité ont fait remarquer qu'on ne savait pas encore s'il y avait complot : il ne fallait donc prendre aucun risque pour le successeur du président assassiné. Il a fallu trouver une voiture banalisée et c'est *incognito* que Johnson est parti vers *Love Field*. Dès le décès du président, le *Secret*

Service s'est affairé pour trouver un cercueil et préparer l'évacuation du corps. Alors que dans la *Trauma Room 2*, une équipe de cinq médecins sauve la vie du gouverneur Connally, Kilduff confirme à la presse présidentielle sous le choc que l'issue a été fatale. Les questions fusent. Le secrétaire de presse y répond tant bien que mal. Nous le verrons, ses tâtonnements bien compréhensibles mais troublants seront plus tard un des éléments importants de la contestation des résultats de l'enquête officielle.

Dès ce moment, dans le monde entier, les radios et les télévisions répercutent la nouvelle. Aux États-Unis, tous les réseaux ne diffusent plus que des flashs et reportages spéciaux. Sur CBS, le célèbre Walter Cronkite ne peut cacher son émotion et reste de longues secondes sans voix — ce qui est plutôt rare. À Dallas, en direct, les premiers témoignages sont recueillis. À New York, l'indice Dow Jones chute de plus de 20 points, une des plus fortes baisses enregistrées depuis 1929. À Moscou, on parle d'une « bien triste nouvelle ». À Paris, *Le Monde* résume en titre le sentiment général : « À l'Est comme à l'Ouest, l'assassinat de John Kennedy soulève consternation et inquiétude ». De Washington, le correspondant du quotidien du soir, Alain Clément écrit : « Dire que l'assassinat du président a provoqué une énorme émotion serait demeurer en deçà de la vérité. À travers les témoignages qu'on peut recueillir [...] on perçoit l'écho d'une sorte de douleur collective et pourtant ressentie personnellement par la plupart des individus ». Plus tard, de sérieuses enquêtes montreront

qu'une majorité d'Américains a souffert de troubles psychosomatiques et d'insomnie dans les heures et les jours qui suivirent l'assassinat de leur président. Laissons le dernier mot, le plus juste, au présentateur du journal de la chaîne de télévision NBC : « Qui que vous soyez, vous vous souviendrez toujours du lieu où vous étiez et ce que vous faisiez lorsque vous avez appris la mort du président Kennedy ».

Au *Parkland Memorial Hospital* règne la plus incompréhensible animation. Un entrepreneur local de pompes funèbres vient de livrer un cercueil de bronze. Le corps du président y a été placé, après que Jacqueline Kennedy eut passé sa propre alliance au doigt du défunt. Que va-t-il se passer à présent ? La loi texane est formelle, l'autopsie doit avoir lieu sur place, comme c'est toujours le cas lorsqu'un homicide est commis dans l'État. La qualité de la victime ne change rien à l'affaire. Vers 14 heures, soit une heure après la mort du président, le médecin légiste du comté de Dallas, le docteur Earl Rose, arrive à l'hôpital, accompagné d'un juge de paix nommé Ward. Ils se présentent à l'entrée de la pièce où le corps de Kennedy a été déposé. L'agent Kellerman s'interpose : « Ceci est le corps du président des États-Unis et nous allons l'emmener à Washington ». Rose ne l'entend pas de cette oreille et, très vite, le ton monte. La scène qui suit relève du plus pur style des films hollywoodiens. Cela n'est, hélas, pas la dernière fois dans cette affaire qu'une telle comparaison

s'impose. Les hommes du *Secret Service* sortent leurs armes et, devant Jacqueline Kennedy qui a les mains posées sur le cercueil, poussent ceux qui veulent s'interposer contre le mur. Rapidement, un corbillard s'avance et le cercueil y est porté. Le véhicule quitte l'hôpital. Il est 14 heures 04.

La décision de Kellerman, qui affirmera plus tard que c'est Jacqueline Kennedy qui voulait que la dépouille de son époux retourne sans délai à Washington, est lourde de conséquences. Elle place dès les premières heures l'affaire sous un jour suspicieux. Nous verrons plus tard à quel point l'action pour le moins énergique du *Secret Service* a été dommageable à la recherche de la vérité dans l'affaire Kennedy. On a dit aussi que c'est Johnson qui avait exigé que le corps de Kennedy soit transféré à bord de *Air Force One*. La raison d'une telle demande nous échappe.

Dès son arrivée à *Love Field*, « LBJ » a exigé de faire le voyage retour à bord de *Air Force One*, bien que son avion — *Air Force Two* — soit stationné non loin de là. Déjà, quelques disputes se préparent avec les conseillers de Kennedy qui n'apprécient pas la rapidité avec laquelle le successeur entend bénéficier des honneurs dus à son rang. Il leur réserve encore quelques surprises. À 14 heures 14, le corbillard est annoncé et, cinq minutes plus tard, le cercueil est hissé à bord de l'avion présidentiel. Reste pour Johnson à prêter serment. C'est ce que lui conseille de faire le plus vite possible Robert Kennedy qu'il a eu au téléphone. N'importe quel magistrat peut officier. Le juge

Sarah Hughes arrive à 14 heures 30. Johnson peut alors prononcer la formule constitutionnelle : « Moi, Lyndon Baines Johnson, je jure solennellement de remplir fidèlement les fonctions de président des États-Unis et, dans toute la mesure de mes moyens, de sauvegarder, de défendre et de protéger la constitution des États-Unis. Avec l'aide de Dieu. »

À 14 heures 47, *Air Force One* décolle de l'aéroport de Dallas *Love Field* en direction de Washington. Par mesure de sécurité, on a décidé de voler à une altitude exceptionnellement élevée et de faire route en zigzag.

Première partie

LES MYSTÈRES DE DEALEY PLAZA

I

Histoire de l’affaire Kennedy (1) : un rapport pour rien

Marrion Baker est policier motocycliste à Dallas. Ce 22 novembre 1963 est un jour particulier dans sa carrière, comme dans celle d’une vingtaine de ses collègues : ils assurent l’escorte du président lors de la parade en ville. Voici donc Baker qui accompagne John Kennedy et Lyndon Johnson dans ces rues qu’il connaît si bien. Il couvre l’arrière-droit de la Lincoln présidentielle. *Main Street, Houston Street, Elm Street*. Les coups de feu. La panique. Les pigeons qui s’envolent. Marrion Baker est un bon policier. Il ne perd pas la tête. Dès qu’il a entendu la première détonation, il a tendu l’oreille. Aucun doute dans son esprit : des coups de feu sont partis du toit du *Texas School Book Depository*. Il fait demi-tour, saute de sa moto et pénètre dans le hall de l’immeuble. En entrant, il se heurte presque à Roy Truly, directeur du dépôt de livres, et lui ordonne de lui ouvrir la voie. Voici les deux hommes au

premier étage, celui de la cafétéria. Truly entame déjà la montée vers le deuxième lorsque Baker remarque, à travers une porte vitrée, une silhouette qui semble s'éloigner. Il se précipite, arme au poing et interpelle la silhouette. Truly le rejoint. Un jeune homme leur fait face, une bouteille de Coca-Cola à la main. « Connaissez-vous cet homme ? Travaille-t-il ici ? », demande Baker. Le directeur du dépôt connaît l'ombre : c'est un de ses employés. Il s'appelle Lee Harvey Oswald. Rassuré, Baker reprend son ascension vers le toit où il ne découvrira rien. De son côté, Oswald poursuit son chemin vers la sortie.

Dès que les coups de feu ont retenti, tous les témoins et policiers n'ont pas eu la même réaction que Marrion Baker. Leur attention a été attirée vers deux endroits : le *Texas School Book Depository*, d'une part, et un petit monticule gazonné couronné d'une barrière de bois derrière laquelle se trouve un parking, situé face à la voiture présidentielle au moment des coups de feu. Les images d'actualité de l'époque et les nombreuses photos prises sur *Dealey Plaza* attestent de ces différences de réactions. De la voiture de tête du cortège, le chef Curry et le shérif Decker ont d'ailleurs ordonné par radio à leurs hommes d'aller immédiatement inspecter le parking. Alors que Baker est dans les escaliers du dépôt de livres, d'autres motards, l'arme au poing, scrutent le monticule gazonné vers lequel de simples citoyens et quelques policiers se dirigent au pas de course. Selon leurs témoignages, ils ne rencontrent personne d'autre que des « agents du *Secret Service* » qui

les rassurent en exhibant leurs cartes professionnelles. Aux alentours de *Dealey Plaza*, on procède au même moment à de nombreuses arrestations et vérifications d'identité : dans l'immeuble *Dal-Tex*, près d'une voie de chemin de fer qui fait face à la scène du crime, sur la place elle-même, aux abords du dépôt de livre. Tous ces « suspects » seront relâchés quelques minutes ou dizaines de minutes plus tard.

L'attention de la police se concentre toutefois sur le dépôt de livres. Des témoins affirment avoir vu un homme faire feu du cinquième étage (soit le sixième niveau, si on compte à l'américaine). À 12 heures 37, soit sept longues minutes après l'attentat, on commence à boucler les entrées et sorties de l'immeuble, au besoin en réquisitionnant de simples employés dans l'attente de renfort. Une demi-heure plus tard, on découvre, près d'une fenêtre du cinquième, l'endroit d'où les coups ont pu partir : quelques cartons entassés en cachent la vue de l'intérieur, d'autres ont pu servir d'appui et de siège au tireur. On y retrouve aussi trois douilles, un sac en papier et les restes d'un repas (poulet, bouteille de Coca-Cola vide, enveloppe d'un paquet de cigarettes). La fenêtre à guillotine est entrouverte. Le tireur a donc pu s'asseoir sur une boîte en carton, prendre le temps d'une collation, se mettre en position et ouvrir le feu, le tout sans se faire repérer. Après quelques recherches complémentaires à l'étage, on découvre un fusil caché sous des boîtes dans un

coin opposé. L'enquête commence bien. Il ne reste plus qu'à arrêter les coupables.

À 12 heures 45 environ, alors que John Kennedy glisse vers la mort, l'inspecteur Herbert Sawyer diffuse par radio le signalement d'un tireur « aperçu à la fenêtre », depuis la rue : un homme blanc de taille moyenne et aux cheveux noirs, âgé d'une trentaine d'années. Un tel signalement pourrait concerner plusieurs milliers de personnes dans la ville.

À 13 heures 16, on annonce que, événement rarissime à Dallas, un agent de police, Jefferson Davis Tippit vient d'être abattu, dans le quartier d'*Oak Cliff*, à plusieurs kilomètres de *Dealey Plaza*.

On ignore encore que ce meurtre est lié à celui du président.

Avant de poursuivre, on doit donner ici quelques précisions sur l'organisation de la police et, partant, d'une enquête aux États-Unis. Elles diffèrent sensiblement de celles de la France, en raison du caractère fédéral des institutions américaines. Ceci explique la multiplicité des intervenants que nous allons rencontrer aux différentes étapes des enquêtes sur l'assassinat de John Kennedy.

Le meurtre, y compris celui du président des États-Unis n'est pas, en 1963, un crime « fédéral ». Il ne relève pas de la compétence, d'une police ou d'une justice nationales mais d'instances et de procédures propres à chaque état fédéré[9]. Dans l'affaire Kennedy, c'est à la police de Dallas qu'il appartient de mener les recherches. Elle est alors

dirigée par Jesse Edward Curry. À la tête du bureau des homicides, le capitaine John Will Fritz est directement chargé de l'enquête. Il dispose de moyens humains et matériels adéquats mais peut aussi s'appuyer sur les hommes du shérif du comté de Dallas, Bill Decker, en poste depuis 1935[10]. Pour coordonner l'enquête et prendre les mesures judiciaires nécessaires, la police est placée sous l'œil qu'on n'ose dire vigilant (quand on connaît la suite) du procureur (*district attorney*) Henry Wade et d'un de ses adjoints, William Alexander.

On le verra, les branches fédérales de la police et de la justice américaines ne se sont pas privées d'intervenir dans le dossier, et ce avant même que la dramatique incapacité de la police de Dallas n'éclate au grand jour. Au niveau du gouvernement, le ministre de la Justice est, en 1963, Robert Francis Kennedy. Son adjoint, Nicolas Katzenbach, sera très actif au cours de l'enquête car son patron, ébranlé par la mort de son frère, se tiendra à l'écart. Quant à la police judiciaire fédérale, le FBI (*Federal Bureau of Investigations*), elle jouera un rôle capital. Fondé en 1908, par Charles-Joseph Bonaparte, petit-neveu de Napoléon (descendant du premier mariage de son frère Jérôme) et ministre de la Justice de Theodore Roosevelt, le « Bureau », comme on l'appelle, dépend de l'*attorney general*. En réalité, en 1963, c'est son directeur, John Edgar Hoover, qui est le seul maître à bord. Nommé à ce poste en 1924, ce grand ami de Lyndon Johnson a, en quarante ans, accumulé tellement d'informations sur la vie publique et privée des

politiciens américains qu'aucun n'a jamais osé s'attaquer à lui ou à son système. Seul Robert Kennedy, en dépit des dossiers détenus par le directeur sur son père et son frère, a tenté en vain de s'en débarrasser. Mais Hoover a été confirmé dans ses fonctions, bien que l'heure de la retraite ait presque sonné pour ce petit homme au visage de bouledogue, âgé de 68 ans. Il mourra en 1972 sans avoir laissé la place. Après son décès, on découvrira à quel point il avait érigé le chantage en système de pouvoir et les violations de lois qu'il était sensé défendre en mode d'action quasi quotidien. La biographie implacable que lui a consacré l'auteur britannique Antony Summers a été partiellement traduite en français sous un titre évocateur : *Le plus grand salaud d'Amérique*.

Le tableau judiciaire et policier de l'affaire Kennedy ne serait pas complet sans l'évocation d'autres organismes qui s'y illustreront. Au premier rang, la CIA, *Central Intelligence Agency*, n'aurait jamais dû être mêlée à l'enquête. Nous verrons plus loin qu'elle n'est absente d'aucun épisode. Créée après la Seconde Guerre mondiale pour remplacer l'OSS, la CIA est une agence de renseignement extérieur. Sa charte lui interdit d'intervenir sur le territoire des États-Unis. Ces dispositions n'ont jamais été respectées et, dès sa création, l'« Agence » a agi à l'intérieur, tout en utilisant les moyens les moins légitimes à l'extérieur. Pendant la présidence de John Kennedy, elle a traversé quelques turbulences. Suite au fiasco de l'invasion de Cuba à la Baie des Cochons, le

président a limogé plusieurs hauts responsables dont le DIA (*Director of the Intelligence Agency*), Allen Dulles, et l'a remplacé par John MacCone. Nous verrons à quel point le fonctionnement de la CIA fut, pour le moins, discutable, tout au long de l'enquête.

Le 22 novembre 1963, peu avant 14 heures, un fort contingent de la police de Dallas fait irruption au *Texas Theater*, un cinéma sis au 231 *West Jefferson Street*. Quelques instants plus tard et après une courte lutte, les agents se saisissent d'un jeune homme, l'entraînent à l'extérieur, l'embarquent dans une voiture et le conduisent au quartier général de la police. Immédiatement interrogé, il déclare s'appeler Lee Harvey Oswald, être âgé de 23 ans et travailler au *Texas School Book Depository* comme magasinier. On le soupçonne d'être le meurtrier de l'agent Tippit. Il est porteur d'un revolver et, dira-t-on, de faux papiers au nom de Alek J. Hidell. Quelques minutes plus tard, le capitaine Fritz rejoint ses bureaux, de retour du dépôt de livres où la moisson de pièces à conviction bat son plein. Il demande qu'on se rende au domicile d'un certain Oswald, employé du dépôt et qui manque à l'appel. Il apprend alors que l'homme est à deux pas de lui et que son interrogatoire a commencé.

On imagine sans peine la suite et l'association d'idées qui vient à l'esprit enfiévré des enquêteurs de Dallas. Très vite, des témoins du meurtre de Tippit identifient Oswald, dans des conditions parfois contestées depuis. Son revolver

est de ceux qui auraient pu servir à tuer l'agent de la police de Dallas. À 22 heures, le procureur-adjoint Alexander prononce son inculpation pour le meurtre du policier. À 1 heure 30 du matin, le 23 novembre, Alexander et Curry estiment avoir amassé suffisamment de charges pour que Lee Harvey Oswald soit aussi accusé du meurtre du président. Il faut dire qu'en quelques heures, les hommes de Jesse Curry ont fait du bon travail. Ils ont réuni nombre d'éléments qui plaident contre Oswald. Ainsi, ils ont pu établir que le fusil à lunette retrouvé au cinquième étage du *Texas School Book Depository* a été acheté par correspondance par un certain « Hidell ». L'arme a été livrée à une boîte postale qui servait aussi à… Oswald. Un graphologue confirmera bientôt que le bon de commande est de la main de l'homme détenu par la police de Dallas. À son domicile, la police a pu interroger son épouse, Marina, une immigrée russe. Elle a confirmé que son mari possédait bien un fusil à lunette. Celui-ci n'a pu être retrouvé sur place. Tout indique donc que l'arme découverte non loin de la cachette du tireur de *Dealey Plaza* est celle de Lee Oswald. L'étau se resserre encore un peu plus lorsque le collègue de travail qui a conduit le suspect au dépôt de livres le matin de l'assassinat déclare qu'il était porteur d'un long sac en papier. Oswald lui a déclaré qu'il s'agissait de tringles à rideau. Or, on a retrouvé, au cinquième étage de l'immeuble d'*Elm Street*, un sac en papier brun suffisamment long pour contenir un fusil démonté. On n'a pas retrouvé les tringles à rideau.

Exhibé devant la presse qui « occupe » en quasi-liberté le commissariat de police, Oswald clame son innocence et demande un avocat. À quoi bon, pour le moment, pensent les hommes du capitaine Fritz qui poursuivent leurs interrogatoires et continuent à empiler des « preuves ».

Le 24 novembre, on découvre ainsi dans le garage d'Oswald des photos de lui portant un fusil semblable à celui retrouvé au dépôt de livres, un revolver pouvant être celui qui a tué Tippit et brandissant des revues « communistes ». Ces photos sont encore aujourd'hui au cœur d'une polémique entre tenants et les adversaires de la thèse officielle. Selon les seconds, il s'agit de faux. En effet, disent-ils, la position du corps d'Oswald sur les tirages est impossible à tenir en restant debout, les ombres de son visage et de son corps ne concordent pas, de même que la taille de sa tête sur un des clichés. L'intéressé a lui-même déclaré aux policiers qu'il s'agissait de montages. En revanche, son épouse a toujours affirmé avoir pris elle-même les photos, à la demande de son mari. En novembre 1993, dans une interview à l'hebdomadaire *Paris Match*, Marina Oswald, qui croit à l'innocence de Lee, déclarait : « J'ai pris ces photos de lui avec ce fusil. Je trouvais ça ridicule et il a été très gêné quand je lui ai demandé ce qu'il voulait en faire. Il m'a juste répondu : 'C'est pour les enfants. Un souvenir de leur père'. S'il avait voulu tuer le président, aurait-il été assez inconscient pour se faire photographier ainsi ? ». Les affirmations de Marina et toutes les études menées depuis 1963 nous poussent à

admettre le principe de l'authenticité des photos d'Oswald portant la parfaite panoplie du « tueur de président ».

Grâce à ces découvertes matérielles (fusil, douilles, sac, photos), les enquêteurs de Dallas continuent à avancer dans leurs investigations. Avec le concours de la CIA et du FBI, les hommes de Curry et Fritz établissent très vite le mobile de leur suspect : il est communiste et pro-castriste. Lee Harvey Oswald est un ancien *marine* qui a quitté l'armée pour aller vivre en Union soviétique. Il a passé deux ans à Minsk et c'est là qu'il a connu sa femme. De retour aux États-Unis, il s'est fait remarquer par ses activités pro-castristes. Pour Curry, Fritz, Wade et Alexander, le dossier est presque clos : Oswald a tiré sur Kennedy et a vraisemblablement agi seul pour des motifs politiques. Ils l'ont déjà évoqué lors d'une conférence de presse du 23 novembre et persistent avec encore plus d'assurance le lendemain. Aucun responsable de l'enquête ne suit dès lors une autre piste, et peu importent les nombreux témoignages déjà connus qui divergent et mériteraient au moins qu'on les vérifie, ne serait-ce que pour mieux les rejeter. Ni la police, ni le *district attorney* ne se laissent impressionner par le fait qu'Oswald ne reconnaisse sa participation à aucun des deux meurtres du 22 novembre (Kennedy et Tippit). Exhibé une fois encore devant la presse, au mépris des plus élémentaires règles de sécurité, alors que le commissariat de police grouille d'une foule plus ou moins contrôlée, il clame à nouveau son

innocence et, alors qu’on le pousse dans un bureau, il crie : « *I’m just a patsy !* » (« Je ne suis qu’un pigeon »).

De son côté, Henry Wade, le *district attorney*, savoure son succès et affiche une grande confiance : « J’en ai fait condamner avec moins de preuves que ça », dira-t-il plus tard, comme s’il imaginait que cela puisse servir sa réputation[11]. Sûr de lui, il convient avec Jesse Curry qu’il est temps de mettre Oswald à l’abri. On va donc le transporter à la prison du comté. Voilà une affaire rondement menée. Le président assassiné n’a même pas été encore porté en terre que, déjà, le coupable va être mis sous les verrous.

Messieurs Curry, Fritz, Wade et Alexander se figurent à ce moment avoir terminé l’affaire. Elle ne fait que commencer.

Jesse Curry n’est pas le moins fier du caricatural quatuor. S’il n’était le drame national et international que constitue la mort en pleine gloire de John Kennedy, il aurait sans doute saisi l’occasion de mettre encore plus en avant le magnifique travail accompli par ses hommes, en quelques heures, entre le 22 novembre à 12 heures 30 et cette fin de matinée du 24 novembre à 11 heures 20. Dans quelques instants, on va transférer l’assassin du président à la prison du comté et l’affaire suivra son cours, essentiellement judiciaire à présent. Pour boucler ce dossier, nul doute que l’étau continuera à resserrer autour du meurtrier et que les résultats de l’autopsie de Kennedy

— qui a finalement eu lieu dans un hôpital militaire de Washington — confirmera la thèse déjà largement répandue et admise du tireur solitaire. Solitaire et un peu dérangé, car il fallait être fou pour tuer celui que la presse, la grande famille politique des États-Unis et du monde entier présente comme l'authentique champion de cette humanité meilleure vers laquelle l'Amérique conduit ses semblables. Certes, Oswald n'a pas avoué. Mais cela a-t-il une importance ? Il finira bien par reconnaître les faits, lorsqu'il sera acculé par l'évidence et le faisceau de preuves qui se renforce à chaque minute ou presque.

Avant cela, et comme pour contrebalancer les tristes images du cercueil présidentiel exposé au Capitole et devant lequel s'inclinent Jacqueline Kennedy et sa fille Caroline, il faut montrer à l'Amérique et au monde la puissance de cette démocratie exemplaire. C'est ce que fait Lyndon Johnson en s'installant sans attendre à la Maison Blanche : les photographes sont invités à assister à ce déménagement qui prouve qu'il n'y a pas de vacance du pouvoir de ce côté-ci de l'Atlantique. On ne saura que bien plus tard que tout ceci n'est en fait qu'un règlement de comptes entre la nouvelle équipe et les « *Kennedy's Boys* », invités à décamper au plus vite pour laisser la place à celui qui, depuis trente ans, ne rêve qu'à ce moment.

C'est encore pour contrebalancer la peine du monde que Jesse Curry a, semble-t-il, décalé d'une heure et demie le transfert d'Oswald. Il faut en effet que les télévisions et les radios puissent diffuser ce grand moment en direct et

montrer à tous que la mort de Kennedy ne restera pas impunie. Le sous-sol du commissariat de Dallas est rempli de journalistes. Des caméras tournent, des micros sont prêts à se tendre. Une voiture de police simule un faux transfert alors qu'un autre véhicule s'approche en marche arrière. Si les journalistes veulent filmer et photographier, ils faudra qu'ils soient attentifs et rapides : Oswald et ses gardiens n'auront que quelques mètres à faire. Une question de secondes. Vers 11 heures 20, l'ascenseur d'Oswald est en route. « Vous avez l'antenne ! », a dû annoncer la régie aux reporters dont le direct doit interrompre la retransmission des poignantes scènes de Washington.

Ce que voient alors des millions d'Américains qui consacrent leur dimanche à suivre sur leur récepteur les péripéties de leur histoire est bien connu. Oswald s'approche de la voiture, solidement encadré par deux policiers à chapeaux texans. L'assassin de Kennedy est vêtu d'un pull sombre qui a remplacé les chemises et tee-shirts informes de ses premières apparitions. Jesse Curry ouvre la marche du cortège. Soudain, un homme bondit, revolver au poing et, en hurlant, tire à bout portant sur Oswald qui s'effondre. Vu sur son téléviseur, la scène est confuse. La panique semble s'être emparée de l'endroit… et du cadreur qui saisit mal la scène, alors que le commentateur à bout de souffle, la voix brisée par l'émotion, se contente d'exprimer sa stupeur en répétant : « Il y a eu un coup de feu ! On a tiré sur lui ! On a tiré sur Oswald ! ». Tout n'a

duré qu’une poignée de secondes. Après l’unique coup de feu, les policiers se sont rués sur l’agresseur et l’ont rapidement maîtrisé. D’autres se sont préoccupés d’Oswald, touché à l’abdomen. Alors qu’on éloignait l’homme au revolver, on a évacué la victime avant de la charger dans une ambulance, direction le *Parkland Memorial Hospital*.

Qui n’a pas vu la photo historique de l’assassinat d’Oswald ? En quelques jours, plus que l’image télévisée trop brève et trop sautillante, le cliché d’un photographe du *Dallas Time herald*, Robert (Bob) Jackson, a fait le tour du monde. Elle a marqué les esprits et a valu un prix Pulitzer à son auteur[12]. On y voit d’abord l’expression de douleur d’Oswald : sa bouche forme un « o », ses bras se referment sur son ventre. À sa droite, un grand policier vêtu de clair et portant un chapeau texan semble avoir compris ce qui se passe mais, par une sorte de mouvement de recul, montre son impuissance. De trois-quarts par rapport à Oswald, l’agresseur tourne le dos à l’objectif — ce qui explique que son visage soit peu connu. Il semble massif, porte un petit chapeau, ses lunettes de soleil dépassent de la poche de sa veste[13]. Surtout, sa position de tir est parfaite : les deux pieds bien au sol, le bras droit avancé et le bras gauche faisant contrepoids. Le reste de la scène n’est pas moins intéressant. Jesse Curry est au premier plan. Il ne s’aperçoit de rien. Un reporter tient un cigare d’une main et tend son micro de l’autre. Au fond, un de ses confrères en imperméable a la même expression que

tous les autres acteurs de la scène : ils voient, ne comprennent pas ou, peut-être, se disent qu'ils rêvent.

À 13 heures 07, Lee Harvey Oswald est déclaré mort par les médecins de *Parkland Memorial* : une balle lui a transpercé le pancréas et s'est logée dans le foie, sectionnant au passage l'aorte et la veine cave. « L'assassin du président » a succombé à une hémorragie interne. À l'annonce de sa mort, le monde entier a la même réaction : on l'a assassiné pour l'empêcher de parler. Il y a donc eu complot et ses ramifications sont encore inconnues. Pour couper court aux rumeurs (du moins croit-il y parvenir), lors d'une de ses fameuses conférences de presse, le 24 novembre au soir, le procureur Wade affirme : « Il est indiscutable qu'[Oswald] était l'assassin du président Kennedy ». Il ajoute — et c'est proprement stupéfiant — que, dès lors que le coupable est mort, l'action publique doit s'éteindre. Exactement comme si Oswald était mort d'une crise cardiaque ou d'un mauvais rhume. C'est oublier que le suspect numéro un, non seulement a été assassiné, mais il l'a été dans des locaux de police, en présence des responsables de l'ordre.

L'homme au chapeau qui a tiré sur l'assassin du président s'appelle Jack Ruby. Proche de la pègre, ce tenancier de boîtes de nuit a été aperçu à plusieurs reprises soit à l'hôpital pendant l'agonie de Kennedy, soit au commissariat de Police de Dallas où il semble avoir ses entrées. Plusieurs journalistes peuvent en témoigner pour avoir échangé leurs cartes de visite avec cet homme

étrange. Interrogé sur ses motivations, Ruby déclare qu'il a agi pour venger Kennedy qu'il adorait et pour éviter à “Jackie” et ses enfants les affres d'un procès public d'Oswald. On n'imagine pas que quelqu'un puisse le croire. C'est pourtant ce qui va se passer.

25 novembre 1963. Washington, l'Amérique et le monde entier enterrent John Fitzgerald Kennedy, trente-cinquième président des États-Unis.

Pour l'occasion, on a mis en œuvre le protocole qui avait servi aux funérailles d'Abraham Lincoln, lui aussi assassiné en 1865 et, lui aussi, remplacé par un vice-président s'appelant Johnson[14]. Paul Miller, du Pentagone, et le service du protocole de la Maison Blanche ont tout réglé, à la demande de Jacqueline Kennedy : prolonge d'artillerie tirée par six chevaux (celle qui avait servi à transporter le cercueil de Franklin D. Roosevelt), cheval sellé mais démonté avec des bottes placées à l'envers dans les étriers (comme on l'avait fait pour Lincoln), haie d'honneur, musique, cortège interminable des officiels et de près de deux cents chefs d'États, dominés par la haute silhouette du général de Gaulle. Un million de personnes environ se massent le long des avenues que John Kennedy remontait triomphalement il y a mille jours, pour son investiture. À Arlington, le cimetière des héros américains, une flamme éternelle brûlera sur la tombe du président assassiné[15]. L'heure est alors au lyrisme, ce dont ne se privera pas le journaliste — et ami de la famille — Hugh Sidey dans sa

biographie de Kennedy : « Au pied du cimetière s’étend la ville de Washington et, au loin, très loin, un immense horizon. John Kennedy avait souvent les yeux fixés sur l’horizon. Il aimait Camp David, parce que la vue y était illimitée. Il aimait errer sur la plage de Cap Cod, parce qu’il y sentait le vent et le soleil et qu’il pouvait penser et regarder au loin, dans l’avenir. Dans son bateau, il contemplait pensivement les vagues. En avion, il plongeait les yeux dans l’infini. Désormais, il y était entré ».

À des centaines de kilomètres d’Arlington, au même instant, une autre cérémonie, bien plus simple, se déroule au cimetière *Rose Hill* de Fort Worth. Sans service religieux, en présence de sa femme, ses enfants, son frère Robert, sa mère, d’une poignée de policiers et d’une nuée de journalistes, Lee Harvey Oswald est enterré à son tour, sous le pseudonyme de William Bobo. À peine le cercueil est-il descendu dans la fosse que les policiers emmènent Marina Oswald et ses enfants dans un lieu tenu secret, « pour les protéger ».

Toujours ce même 25 novembre, Jefferson Davis Tipitt, le mort « oublié » de l’affaire, est porté en terre, à Dallas, dans le carré des personnes mortes au service de la communauté du *Laurel Land Memorial Park*.

La trêve des funérailles s’achève dès le lendemain. Une partie de la presse se déchaîne. On imagine l’état de l’opinion américaine et mondiale à la suite du double assassinat. Les hypothèses les plus diverses commencent à

circuler, y compris la première qui vient à l'esprit : Ruby a supprimé Oswald pour le faire taire. Les déclarations officielles des responsables de Dallas, visant à considérer l'action publique éteinte et l'affaire comme classée, ne font qu'attiser les doutes et la soif de savoir. Déjà, la police de Dallas et le procureur Wade sont sur la sellette. L'envoyé spécial de *Paris Match*, Paul Mathias, écrit, dans le numéro du 30 novembre : « Depuis que je suis à Dallas, j'ai l'impression de me trouver devant une police d'opérette ». Il énumère ensuite les erreurs commises depuis l'après-midi du 22 novembre et qui font que « les policiers tranquilles au grand chapeau texan sont projetés dans l'affaire la plus importante du siècle ». De retour de Washington, où il a recueilli lui-même beaucoup d'informations, de Gaulle se confie à Alain Peyrefitte : « Ça a l'air d'être une histoire de cow-boys, mais ce n'est qu'une histoire d'OAS. La police est de mèche avec les ultras […]. Ils se sont saisis de ce communiste qui n'en était pas un, tout en l'étant. C'est un *minus habens* et un exalté. C'était l'homme qu'il leur fallait. Un merveilleux accusé […]. Ils le gardaient en réserve ! […]. On ne pouvait pas le descendre sans autre forme de procès. Mais un procès, vous vous rendez compte, c'est épouvantable ! Des gens auraient parlé. On aurait remué des choses ! On aurait tout déballé ! Alors la police est allé chercher un indicateur qui n'avait rien à lui refuser et qu'elle tenait parfaitement en main, et ce type s'est dévoué pour tuer le faux assassin, sous prétexte qu'il fallait défendre la mémoire de Kennedy !

C’est de la rigolade. Toutes les polices du monde se ressemblent, quand elles font de basses besognes[16]. »

À Washington, un doute légitime s’installe dans les esprits. S’il y a eu complot, ne sera-t-on pas capable aussi d’étouffer la vérité ? On parle de plus en plus d’une enquête du Congrès. Un projet en ce sens est même déposé dès le 27 novembre par le sénateur Everett Dirksen et le représentant Charles Goodell.

Le président Johnson comprend que sa position est fragilisée. Déjà, quelques insinuations du type « à qui profite le crime ? » se font jour. Il lui faut reprendre les choses en main. En laissant l’affaire aux instances texanes incapables et discréditées, il court le risque de se voir accuser d’être « protégé » par ceux qui sont du même État que lui et, pour beaucoup d’entre eux, des connaissances, voire des amis. En obtenant que le Texas se désiste de sa compétence pour les services fédéraux, la procédure voudrait que l’*attorney general* soit saisi. Or, Robert Kennedy est totalement anéanti par ce qui vient de se passer. Tous les témoignages concordent : il a perdu pied et traverse une période de mélancolie qui le met hors du jeu. Cela n’est pas fait pour déplaire à Johnson qui le déteste. Entrant dans le bureau ovale pour récupérer quelques affaires ayant appartenu au président assassiné, le ministre de la Justice lance à son successeur : « Vous auriez pu attendre un peu pour prendre la place. » Chacun le sait, Johnson ne pouvait plus attendre et, en dernière analyse, les États-Unis ne peuvent pas se dispenser d’être

gouvernés, ne serait-ce que pour quarante-huit heures. Il est vrai aussi qu'un peu de tact n'aurait pas empêché Johnson d'assumer ses fonctions ailleurs qu'à la Maison Blanche. Mais le Texan en est totalement dénué. Seule Jacqueline Kennedy l'a un peu touché, même s'il la scandalise en l'appelant « mon chou ». Il lui a accordé, le 29 novembre, que la base spatiale de Cap Canaveral porte le nom de son mari.

Pour définir sa conduite, le président s'entoure de conseils. Il fait notamment appel à son voisin à Washington depuis des décennies : J. Edgar Hoover, le directeur du FBI. La bonne idée jaillit sans attendre. Elle permet de se débarrasser de Robert Kennedy et d'éviter une longue enquête du Congrès. Le 29 novembre 1963, une semaine après l'assassinat de son prédécesseur, Lyndon Johnson signe le décret (*executive order*) n° 11130 créant une commission présidentielle d'enquête : « En vertu de l'autorité dont je suis revêtu en ma qualité de président des États-Unis, je nomme par le présent ordre une commission pour constater, évaluer et rapporter les faits relatifs à l'assassinat du président John F. Kennedy et la mort violente de l'homme accusé de l'avoir assassiné […]. L'objet de cette commission est d'examiner les preuves présentées par le FBI et toutes les preuves supplémentaires qui apparaîtraient ensuite ou seraient découvertes par les autorités fédérales ou des États ; de mener toutes les investigations que la commission jugerait nécessaires ; d'évaluer tous les faits et circonstances entourant cet

assassinat, en y incluant la mort violente de l'homme accusé de celui-ci, et de me transmettre un rapport sur ses découvertes et conclusions […]. Tous les ministères et agences ont ordre de fournir à la commission les facilités, services et coopération qui leur seront demandés[17]. »

Pour présider la commission, Johnson fait appel au président de la Cour Suprême (*Chief Justice*), Earl Warren. Dès ce moment, la commission et son rapport porteront son nom, pour le meilleur et pour le pire. Par une sorte d'ironie du sort, Warren a été le dernier visiteur officiel reçu à la Maison Blanche par John Kennedy. Cela se passait le 20 novembre. Le président terminait une journée d'audiences bien remplie : des élèves allemands d'un lycée de Berlin, des militaires de la 9e division blindée, le nouvel ambassadeur de Sierra Leone, des universitaires et des artistes, l'ambassadeur de Bolivie puis celui de Finlande. Vers 18 heures 30, Earl Warren était accueilli, ainsi que ses collègues de la Cour Suprême accompagnés de leurs épouses, pour une soirée de gala. Choisir Warren pour présider la commission présidentielle n'est pas un mauvais calcul de la part de Johnson et Hoover. Ce juriste de premier plan est unanimement respecté dans son pays comme à l'étranger. Il jouit même d'une certaine popularité dans les milieux progressistes et modérés aux États-Unis. Ancien candidat républicain à la vice-présidence aux côtés de Dewey contre Roosevelt et ancien gouverneur de Californie (1943-1953), il a rejoint la Cour Suprême en 1953[18]. Dès l'année suivante, il a entraîné sa juridiction sur

le chemin de la lutte contre la discrimination raciale, surtout dans l'enseignement. Sous sa présidence, la Cour Suprême est devenu un foyer d'activisme en faveur de la protection des droits individuels et des libertés. Warren n'a donc pas que des amis chez les conservateurs. Ses visites dans les villes du Sud ont souvent été l'occasion de manifestations d'hostilité, comme cela a été le cas à Dallas, au printemps 1963. Peu importe : sa stature et sa moralité ne sont pas contestées. Au départ, le président de la Cour Suprême a refusé de prendre la tête de la commission présidentielle. Officiellement, il estime qu'un représentant du pouvoir judiciaire ne peut être employé par le pouvoir exécutif. Il faut une séance en tête-à-tête avec Johnson pour le convaincre. Selon le propre témoignage de Warren, le président lui explique que la situation internationale et les tensions causées par les doutes sur la mort de Kennedy peuvent conduire à une guerre mondiale : « Vous avez été soldat pendant la Première Guerre mondiale. Il n'y a rien que vous ayez fait à cette époque qui puisse se comparer avec ce que vous pourriez faire maintenant. En qualité de commandant en chef, je vous ordonne de reprendre du service ». Des témoins racontent que c'est les larmes aux yeux que le président de la Cour Suprême est sorti du bureau présidentiel.

Outre Warren, Johnson inclut dans la commission six autres hommes qui, à première vue, devraient équilibrer l'ensemble. D'abord, pour ôter au Congrès toute envie de créer sa propre commission d'enquête, chaque chambre

reçoit deux postes. Pour la chambre des Représentants, le démocrate Hale Boggs et le républicain Gerald Ford — futur successeur de Nixon à la présidence — sont nommés, rejoints par les sénateurs Richard Russel, démocrate et vieil ami de Johnson, et John Cooper, républicain. Le tableau est complété par deux « personnalités qualifiées ». La première est John MacCloy, ancien président de la Banque mondiale (1947-1949) puis de la Chase Manahattan Bank (1953-1960), un temps conseiller de Kennedy pour le désarmement, très lié aux milieux pétroliers… ce qui n'allait pas manquer de lui être reproché. La seconde est Allen Dulles, ancien directeur de la CIA, limogé par Kennedy après le désastre de la Baie des Cochons. Toute la carrière de Dulles s'est déroulée dans le monde de l'espionnage, à l'OSS d'abord, à la CIA ensuite. Il a bénéficié notamment du soutien de son frère, John Foster Dulles, secrétaire d'État d'Eisenhower. Même s'il est un ennemi des Kennedy, chacun pense que Dulles pourra être utile pour dénouer les fils d'un éventuel complot, notamment grâce à ses relations avec son ancienne administration.

Dans cette commission, le seul vrai juriste est Warren. On recrute donc une foule de conseillers : ils seront en tout près de quatre cents. Ils seront dirigés par J. Lee Rankin, réputé proche du FBI et de la CIA. Dès la première réunion plénière, Warren donne le ton : il demande à tous la plus grande discrétion car les sujets qui vont être abordés au cours de l'enquête relèvent du domaine de la sécurité

nationale. Il leur demandera, à la fin des travaux, le serment de ne rien révéler de ce qui ne figurera pas dans le rapport et de soutenir toujours les conclusions de leur travail. De fait, avant la publication du rapport, seules les fuites… organisées arriveront jusqu'à la presse : toutes iront dans le même sens, pour préparer une opinion méfiante à l'idée qu'Oswald a agi seul.

Les travaux de la commission Warren dureront un peu moins de dix mois. En fait, les membres seront peu assidus, ce qui laissera le champ libre aux conseillers, solidement tenus par Rankin et Dulles. Warren semblera prisonnier de sa promesse faite à Johnson d'aller jusqu'au bout. Surtout, et cette décision a fait depuis couler beaucoup d'encre, le *Chief Justice* refusera d'embaucher ses propres enquêteurs, s'en remettant entièrement aux informations et aux conclusions du FBI. Parallèlement à la nomination de la commission, Nicolas Katzenbach, adjoint de Robert Kennedy, demandera à la police de Dallas de cesser toute investigation. L'affaire deviendra, par la force des choses, fédérale. Seul le procès de Ruby restera un dossier texan. Hoover enverra sur place une centaine d'agents. l'affaire étant suivie par deux services : celui des affaires criminelles et celui du contre-espionnage. Leurs chefs, respectivement Jim Malley et William Sullivan, coopéreront peu. Cette rivalité aura par exemple pour conséquence que jamais les hommes de la « criminelle » n'auront le moindre accès aux trouvailles du contre-espionnage. Tout remontera à Hoover pour qu'il synthétise et transmette à Johnson qui

se proclamera seul à pouvoir « informer le pays » de ce qui s'est passé à Dallas.

Le 27 septembre 1964, Lyndon Johnson reprend pour quelques instants le masque de l'homme triste qu'il avait si bien su composer pour les obsèques de son prédécesseur. En ce jour, il reçoit à la Maison Blanche les membres de la commission Warren venus remettre leur rapport. Le délai fixé par le président a été parfaitement respecté. Il avait en effet exigé que le rapport soit prêt avant l'élection présidentielle de novembre où il comptait bien obtenir l'onction populaire.

« LBJ » peut se frotter les mains : non seulement la commission Warren est à l'heure mais, en plus, elle confirme, en 888 pages, et en attendant la publication des vingt-six volumes de pièces annexes, ce que tous les officiels affirment depuis le terrible week-end de novembre 1963 : Oswald a agi seul et Ruby est un dérangé qui a voulu jouer les justiciers.

Les dix mois qui viennent de s'écouler n'ont pourtant pas été de tout repos. Si quelqu'un pensait endormir les passions en créant une commission aux procédures lourdes et aux investigations secrètes dans des bureaux clos, il a manqué son affaire. L'agitation, il faut en convenir, n'est pas venue des institutions américaines. Et pour cause. Dès le début de l'enquête, tout s'est passé comme si la commission Warren n'avait été créée que pour confirmer la thèse de la culpabilité du seul Oswald. D'ailleurs, le 29 novembre 1963, effrayé par les dégâts que pourrait

causer une longue enquête sur la situation du nouveau président, Nicolas Katzenbach écrivait dans une note qu'il faudrait que le peuple américain se contente de cela[19]. J. Edgar Hoover ne disait pas autre chose. À peine avait-il appris l'arrestation d'Oswald qu'il déclarait à un assistant de Robert Kennedy : « Je suis parfaitement convaincu que nous avons trouvé le bon. » L'intervention de Ruby ne l'avait pas fait changer ses déclarations. De son côté, Cliff Carter, conseiller de Johnson, avait téléphoné à tous les responsables texans de l'enquête. À Henry Wade, le procureur, il avait demandé de ne jamais prononcer le mot « conspiration », quelles que puissent être ses découvertes dans l'enquête sur Ruby (qui avait été condamné à mort en mars 1964). À Curry — dont la démission avait été refusée mais qui allait tout de même quitter son poste en mars 1966 pour devenir directeur des services de sécurité d'une grande banque du Texas —, Carter avait ordonné de transmettre tous ses dossiers au FBI. Une telle exigence ne découlait d'aucun texte législatif, elle était même contraire à ceux qui étaient en vigueur. Mais les policiers de Dallas n'avaient opposé aucune résistance. Dès l'assassinat, de toute façon, le FBI et Hoover avaient fait irruption dans l'enquête. C'est la police fédérale qui avait effectué les expertises dans ses laboratoires, assisté à l'autopsie du président et récupéré les pièces à conviction essentielles. Nul d'ailleurs n'avait songé à le lui reprocher, tant la police de Dallas avait, entre l'arrestation d'Oswald et son assassinat par Ruby, montré son affligeante incapacité.

C’est en s’appuyant sur les enquêtes du FBI (quatre-vingts agents avaient réalisé vingt-cinq mille interrogatoires, selon les statistiques de Hoover) que la commission s’était forgé une opinion. Elle n’employa, rappelons-le, aucun enquêteur propre, ce qui aurait pourtant été possible, dès lors que dans son décret de création, Johnson avait donné un blanc-seing budgétaire à Warren sur les fonds d’urgence de la présidence : ses conseillers ne furent pourtant pas habilités à aller sur le terrain[20]. La commission ne prêta aucune attention aux rumeurs, aux critiques ou aux révélations qui fleurissaient dans les journaux. Le FBI rendit ses rapports de synthèse le 9 décembre 1963 et le 13 janvier 1964. Tous deux concluaient à la culpabilité d’Oswald et au rôle de justicier solitaire de Jack Ruby. Après cinq cent vingt-deux dépositions et une cinquantaine de sessions pour rédiger sa synthèse, la commission ne put que confirmer ce que beaucoup d’officiels avaient déjà conclu le 24 novembre 1963.

Comme un seul homme, la grande presse américaine s’était rangée derrière l’intérêt national supposé qui consistait à ne pas entraver ou contester les travaux de la commission Warren. Et pourtant, dès ce moment, nombreux étaient les journalistes et enquêteurs non officiels qui avaient commencé à étudier l’affaire et découvraient des éléments de nature à troubler la belle assurance de Hoover, Katzenbach et Dulles. Pourtant, les grands journaux et réseaux nationaux de télévision — si

souvent cités en exemple — ne firent preuve d'aucun esprit critique, alors même qu'ils avaient en leur possession toute la matière pour douter des conclusions officielles. Sur CBS, Dan Rather et Walter Cronkite se montrèrent des partisans zélés de la commission Warren. Le 3 décembre 1963, le *New York Post* avait parfaitement résumé l'ambiance qui régnait dans les grands médias qui fermaient leurs colonnes à la contestation : « Maintenant que le FBI est en train d'enquêter et que l'on a judicieusement désigné une commission [...] peut-être les détectives amateurs penchés sur l'assassinat de M. Kennedy voudront-ils prendre les vacances dont ils ont le plus grand besoin ». Quelques-uns, et pas tous amateurs, n'avaient pas suivi ce conseil. Ils allaient être les premiers contestataires de l'épais document remis à Lyndon Johnson.

Pour la commission d'enquête présidentielle, il n'y a pas eu de complot. Lee Harvey Oswald est l'unique assassin du président. Ses motivations doivent être recherchées dans son histoire personnelle, son éducation, ses écrits. Activiste illuminé et pro-communiste, l'homme a agi pour attirer l'attention sur lui. Il a tiré trois balles sur le cortège, depuis le cinquième étage du *Texas School Book Depository* avec l'arme retrouvée à cet endroit quelques minutes après l'attentat : une balle a atteint Kennedy dans le dos puis a continué sa course pour blesser le gouverneur Connally, une autre a manqué sa cible et blessé un badaud à l'avant du cortège, la troisième, mortelle, a atteint Kennedy à la

tête. C'est encore Oswald qui a tué l'agent Tippit qui voulait l'arrêter. Quant à Ruby, il est, lui aussi, un tueur solitaire ayant agi pour des « motifs personnels » : l'envie d'être connu et de venger la mort de Kennedy.

L'Amérique peut respirer. Il n'y a pas eu de conspiration pour assassiner son président. Le hasard est seul responsable des événements. Le 24 novembre 1964, un an jour pour jour après la mort d'Oswald, paraissent les vingt-six volumes de pièces et d'annexes du rapport Warren. Le président de la Cour Suprême a, dit-on, longtemps hésité avant d'autoriser cette publication. Le public pourra donc avoir accès aux informations *non-classifiées* et aux textes des auditions. Peu nombreux sont ceux qui se donneront la peine de lire et d'annoter l'ensemble. Quant aux rares volontaires, leur tâche n'a pas été simple car les volumes ne sont pas complétés par un index. Ces courageux ont cependant obtenu d'intéressants résultats.

Le premier est un constat important : le rapport et les pièces se contredisent parfois, comme si le seul but du texte de synthèse était d'établir sans réel débat la culpabilité d'Oswald. On peut dresser une liste non-exhaustive des méthodes (au moins) contestables qui ont été retenues :

1°) Les témoignages n'allant pas dans le sens de la culpabilité d'Oswald ont été écartés du texte final dans lequel ils ne sont pas signalés.

2°) Les ayant-droits du coupable présumé n'ont pu ni le défendre ni avoir accès aux pièces.

3°) Allen Dulles a préparé leurs auditions avec les témoins-clés.

4°) Les conclusions balistiques et les constatations médicales, largement placées sous la responsabilité du FBI n’ont fait l’objet d’aucune contre-expertise.

5°) Certaines déclarations de Ruby qui parlait ouvertement de complot et de menaces sur sa vie n’ont pas été creusées.

La publication des vingt-six volumes de pièces est une aubaine pour les enquêteurs indépendants qui ne sont pas tous, on le verra, des policiers du dimanche. La plupart d’entre eux pourra critiquer le rapport Warren à partir des éléments réunis par la commission elle-même. L’historien Hugh Trevor-Roper écrira : « Il faudra juger le rapport Warren, non par son succès apaisant, mais d’après la valeur de son argumentation. Je dois avouer que, dès ma première lecture du rapport, il me parut impossible de me joindre à ce cri général de triomphe. J’avais l’impression que le texte présentait de graves défauts. En outre, lorsqu’on sondait les parties faibles, elles paraissaient encore plus faibles qu’à première vue. J’eus l’audace d’attirer l’attention sur ces faiblesses. Je crains que cette initiative n’ait guère ajouté à ma popularité. »

À force de critiques, un an après sa publication, le rapport Warren n’est plus considéré comme crédible. En 1965, faisant suite aux premiers ouvrages parus l’année précédente comme celui de Thomas Buchanan, *Who killed Kennedy ?* (*Qui a tué Kennedy?)*, sont publiés : *The*

unanswered questions about president Kennedy's assassination (*Questions sans réponses sur l'assassinat du président Kennedy*), de Sylvan Fox, *Fifty-one witnesses : the grassy knoll* (*Cinquante-et-un témoins : la butte gazonnée*), de Harold Feldman[21]. À l'été 1966 paraissent — déjà — deux ouvrages majeurs : *Rush to Judgment* (*Course au jugement*, préfacé par Trevor-Roper et traduit en français sous le titre *L'Amérique fait appel*), de Mark Lane, et *Inquest* (*Enquête*), d'Edward J. Epstein. Arrêtons-nous sur ces deux auteurs et sur leurs travaux que l'on pourrait presque qualifier de « fondateurs ».

Mark Lane est un avocat de New-York, élu démocrate à la chambre des Représentants de son État en 1960. Dès l'annonce de l'assassinat de John Kennedy, il se passionne pour l'affaire et en suit fébrilement les développements. À la lecture des journaux, il est choqué par le fait qu'Oswald, même mort, ne bénéficie d'aucune des garanties légales auxquelles a droit tout criminel, fût-il l'assassin d'un président. Il ne comprend pas non plus que la commission Warren rejette l'idée d'interrogatoires contradictoires de ses témoins. Il rédige un article pour exposer son point de vue et présenter quelques objections sur la machine mise en place pour accuser Oswald. Aucun journal n'accepte de publier son texte. Il se retourne alors vers le *National Guardian*, journal marqué à gauche, ce qui lui vaudra — et lui vaut encore aujourd'hui — l'accusation d'être « communiste », soupçon suprême aux États-Unis. L'article de Lane paraît le 19 décembre 1963. Il se présente comme

une lettre ouverte à Earl Warren demandant qu'Oswald puisse être défendu devant sa commission. Il énumère ensuite quinze points contestables dans l'accusation portée contre le suspect numéro un. Pour finir, il relève des contradictions entre la version officielle (qui circule déjà, grâce à la « fuite » du premier rapport de synthèse du FBI) et les différents témoignages qu'il a entendus ou a pu obtenir : « Revenons à une vieille tradition américaine : la présomption d'innocence […], conclut-il. Si Oswald est innocent — et c'est une possibilité qui ne peut pas être écartée —, alors les assassins du président sont encore en liberté. » Au fond du Texas, Marguerite Oswald, la mère de Lee, entend parler de l'article par une amie. Elle téléphone à Lane et lui demande de devenir le défenseur posthume de son fils devant la commission Warren. L'avocat entreprend les démarches nécessaires, sous la surveillance étroite, on le sait aujourd'hui, du FBI et, chose plus singulière, de la CIA. Le conseiller principal de la commission, Rankin, s'oppose à l'intervention de Lane qui finit par se brouiller avec la mère d'Oswald. Il quitte officiellement l'affaire tout en fondant un comité d'enquête sur l'assassinat, installé dans un petit local de la Cinquième avenue et commence à travailler à son premier ouvrage. Devant un tel tapage, la commission Warren sera tout de même obligée d'entendre Lane en tant que « témoin ».

Son livre achevé, Mark Lane dépose son manuscrit dans plusieurs maisons d'édition. Le FBI et la CIA en récupèrent des copies qui circulent dans les sphères gouvernementales

et provoquent quelques inquiétudes. Aucun éditeur américain n'ayant voulu le publier, c'est d'abord en Angleterre que paraît *Rush to Judgment*. Le livre rencontre un succès immédiat qui permet de lui trouver un éditeur américain.

Depuis 1966, Mark Lane est considéré comme un des meilleurs spécialistes de l'assassinat de John Kennedy, même si ses thèses sont contestées, parfois au seul motif que l'avocat est « trop à gauche » : adversaire de la guerre du Vietnam, toujours prompt à voir partout la main d'une conspiration guidée par les lobbies et la CIA, défenseur controversé des disciples du « Temple du peuple » de Jim Jones dont neuf cents adhérents allaient se suicider à Jonestown, en 1978[22]. Dès la fin de l'enquête de la commission Warren, il a mis en cause les services secrets américains dans le meurtre du président. C'est sans doute pour cela qu'il a fait un temps partie, à la fin des années 1980, de l'équipe qui entourait Oliver Stone pour préparer son fameux film, *JFK*. En 1991, il a publié *Plausible Denial. Was the CIA involved in the assassination of JFK ?* (*Démenti plausible. La CIA fut-elle impliquée dans l'assassinat de JFK?)* Ce livre raconte le procès qu'il a gagné contre un célèbre soldat perdu de l'Agence au cours duquel il a obtenu des déclarations sous serment de plusieurs anciens dirigeants de la CIA. Nous aurons plus loin l'occasion de revenir plus longuement sur cette affaire et, sur de nombreux autres aspects, nous utiliserons les « trouvailles » de Lane.

Si Mark Lane s'attache aux faits, Edward Jay Epstein étudie avec la précision d'un universitaire le fonctionnement interne de la commission Warren. Étudiant à l'Université de Cornell, il a obtenu l'autorisation d'interroger les membres de l'équipe de la commission et, dès le début de ses travaux, un éditeur en a acheté les droits. Le travail d'Epstein va bien au-delà d'une simple étude de science administrative. Non seulement il met à jour le peu d'assiduité des commissaires (à l'exception de Warren et Dulles), l'influence énorme de Rankin et de Specter (les deux principaux conseillers), les rivalités et querelles au sein de l'équipe, mais il pousse sa recherche jusqu'au rejet étayé des conclusions qu'il juge infondées, au regard des documents dont disposait la commission. Notamment, il critique les méthodes de travail et de filtrage des informations par le FBI, estime que les conclusions de l'autopsie de Kennedy ont été modifiées par la commission pour les faire cadrer avec la thèse pré-établie du tireur unique. Il révèle enfin comment, au sein de la commission, Wesley Liebeler, engagé comme conseiller, s'est battu en jouant l'avocat du diable pour réveiller ses collègues et comment Rankin a tout fait pour tuer dans l'œuf toutes ses initiatives. Le conseiller en chef avait distribué, dès le début de 1964, une note dans laquelle il donnait, six mois avant la publication du rapport, les grandes lignes des conclusions auxquelles on devait arriver.

Epstein et Lane ne font qu'ouvrir la voie. Derrière eux s'engouffre une première vague des critiques du rapport Warren. Chaque parution — même si certaines d'entre elles se contredisent — est un coup supplémentaire dans l'édifice. Le gouvernement s'en inquiète d'autant plus que les enquêtes d'opinion montrent que le public reste majoritairement convaincu qu'on lui a menti. Le rapport Warren n'aura donc tenu que quelques mois. Le FBI, à la demande expresse du président Johnson, met tout ce petit monde sous surveillance. Mais rien n'empêche le flot des publications de continuer. Sylvia Meagher, outre qu'elle a créé un index de lecture du rapport Warren et des vingt-six volumes de pièces, dénonce avec de troublants arguments « un camouflage de la vérité » (*cover-up*). Richard Popkin lève le voile sur des manipulations autour de la personnalité d'Oswald et ouvre la porte à la théorie du second tireur. Robert Oswald tente de donner une autre image de son frère. Josiah Thompson étudie à fond les « six secondes de Dallas ». Parmi tous ces auteurs et chercheurs indépendants se glissent bien sûr quelques charlatans et les inévitables histoires romancées, où le *glamour* kennedien brisé par la rage meurtrière d'un raté tient lieu d'argumentaire.

Au total, la contestation du rapport Warren porte sur tous les éléments de l'enquête : le nombre de coups de feu, leur provenance, la façon dont a été réalisée l'autopsie, les déclarations contradictoires des médecins, la personnalité d'Oswald, celle de Ruby, le rôle des services secrets, de la

mafia, de Johnson, l'incurie des services de sécurité et de la police de Dallas, du FBI, etc. On l'avouera, il est parfois difficile de s'y retrouver et nous devrons rester modestes dans nos propositions.

En France, ces débats arrivent un peu assourdis, même si *L'Express* et *Le Nouvel Observateur* mènent des enquêtes sévères et sérieuses, ouvrant leurs colonnes aux plus crédibles enquêteurs, comme Thomas Buchanan ou Léo Sauvage. Arrêtons-nous un instant sur ce dernier, auteur d'un ouvrage très important, *L'Affaire Oswald*[23]. Français installé aux États-Unis où il est le correspondant du *Figaro*, Sauvage a très vite des doutes sur la culpabilité d'Oswald. Il se met à enquêter sur le sujet, rencontrant les témoins et acteurs du drame de Dallas, dévorant et critiquant les éléments du rapport Warren, publiant enfin les résultats de ses réflexions. L'ouvrage est en tout point remarquable et prend la forme d'une démonstration quasi scientifique ou, en tout cas, rationnelle. Sauvage y relève toutes les incohérences qui grèvent la thèse de la culpabilité d'Oswald et va jusqu'à conclure que le suspect numéro un n'a probablement pas tiré une seule cartouche sur *Dealey Plaza*, le 22 novembre 1963 : « Il est logiquement insoutenable, juridiquement indéfendable et moralement inadmissible d'affirmer que Lee Harvey Oswald était l'assassin du président Kennedy », conclut-il. En exergue de son ouvrage — et en bon auteur français —, il cite une réplique fameuse de l'avocat Labori, lors du procès d'Émile Zola, pendant l'affaire Dreyfus : « Que monsieur le général

de Pellieux me permette très respectueusement de lui faire observer qu'il n'est pas une pièce, quelle qu'elle soit, qui ait une valeur quelconque et qui, scientifiquement, constitue une preuve avant qu'elle ait été contradictoirement discutée ».

L'ambiance qui règne aux États-Unis autour de l'affaire Kennedy est plus que mauvaise pour les autorités. Trois ans après la publication du rapport Warren, près de 80 % des Américains ne croient plus à ses conclusions[24]. Poussés par ce vent de contestation, le *New York Times* et *Life* demandent timidement une nouvelle commission d'enquête. Alors que la guerre du Vietnam attire de plus en plus la grande démocratie dans ses tentacules, que l'application des lois interdisant définitivement la ségrégation raciale ne se fait pas sans difficulté, l'affaire rebondit encore avec le décès de Jack Ruby. Condamné à mort le 3 mars 1964, après un procès décevant au cours duquel il n'avait pas ouvert la bouche, l'assassin d'Oswald avait obtenu la cassation de son jugement pour vice de forme, en octobre 1966, et s'apprêtait à être jugé à nouveau, dans un autre État que le Texas. L'espoir regagnait les adversaires du rapport Warren. On allait enfin pouvoir interroger librement un des protagonistes essentiels de l'affaire, alors qu'à Dallas, lors du premier procès, l'accusation avait été conduite par le procureur Wade et son adjoint Alexander, ceux-là mêmes qui n'avaient cessé de proclamer qu'il n'y avait pas de conspiration. De

plus, les avocats de Ruby n’avaient pas fait preuve d’une grande pugnacité, préférant négocier avec l’accusation afin d’éviter la peine de mort à leur client, marché de dupe qui avait mis en fureur le principal intéressé.

Le 3 janvier 1967, un communiqué venu de Dallas annonce la mort de Jack Ruby. Hospitalisé depuis décembre, officiellement pour une pneumonie, il s’est éteint d’un cancer foudroyant des glandes lymphatiques à l’hôpital *Parkland Memorial*. Dans le *Nouvel Observateur* du 11 janvier, sous le titre « Un cancer bienvenu », Thomas Buchanan ironise sur ce décès opportun et affirme que « Jack Ruby n’est jamais que le quinzième témoin décédé depuis l’assassinat de Kennedy ». Et de fait, chacun peut constater le très fort taux de mortalité — notamment violente — qui entoure l’affaire : dès cette époque, plusieurs journalistes, policiers, simples témoins ont mis fin à leurs jours, ont été tués par des « rôdeurs » ou ont péri dans divers accidents. En ce qui concerne Ruby, Buchanan avait prophétisé, dès le 19 mars 1964, quelques jours après sa première condamnation : « Le complot commence à dévorer ses enfants. La condamnation à mort de Ruby n’a pas dû surprendre les lecteurs avertis […]. Mais Ruby ne mourra pas sur la chaise électrique. Il ne vivra pas assez longtemps pour cela. Il disparaîtra avant son exécution. » Même si les faits lui ont donné raison, le chroniqueur du *Nouvel Observateur* garde l’espoir : « Ruby est mort, mais le mystère peut encore être élucidé. Les témoins qui

auraient été cités au second procès de Ruby sont, pour le moment, toujours vivants et pourraient donc témoigner. »

Thomas Buchanan ne sait pas encore que, à La Nouvelle-Orléans, un mémorable coup de théâtre se prépare.

II

Histoire de l’affaire Kennedy (2) : contre-enquêtes

Pour les uns, cet homme est un héros qui a fait surgir la Vérité. Pour d’autres, il est un charlatan et un agitateur. Pour d’autres encore, il est un peu fou mais il a fait progresser l’enquête. Alors, qui est donc Earling Carothers dit « Jim » Garrison ?

La quarantaine bien entamée (il est né en 1921, dans l’Iowa), le *district attorney* de La Nouvelle-Orléans n’a rien, physiquement, de Kevin Costner, qui l’incarne dans le film d’Oliver Stone, *JFK*. Élu à son poste en 1962, cet avocat de formation, ancien militaire puis, pendant deux ans, agent du FBI, n’avait jamais fait parler de lui avant l’assassinat de John Kennedy. Dès l’annonce du drame de Dallas, ayant appris que Lee Harvey Oswald avait passé dans sa ville une partie de l’année 1963, il avait ordonné quelques vérifications puis laissé le dossier au FBI. Le Bureau n’avait alors rien trouvé d’anormal dans les faits et gestes de

l’assassin désigné, pas même dans ses relations paradoxales avec des organisations *anti-castristes*, alors qu’il était présenté comme *pro-castriste*. Le temps avait passé depuis 1963, sans que Garrison se fasse autrement remarquer qu’en poursuivant sa tâche de procureur de la principale ville de Louisiane, à une encablure du Texas voisin. Dans deux ouvrages, publiés en 1970 et 1988, il allait raconter que c’est après une conversation qu’il eut avec le sénateur Russel Long, convaincu qu’on avait menti au pays dans l’affaire Kennedy, qu’il entreprit d’étudier le rapport Warren.

Après une lecture attentive des vingt-six volumes de pièces, le *district attorney* de La Nouvelle-Orléans relance son équipe « sur la piste des assassins », titre d’un de ses livres. Discrètement, il remonte une filière qui, à partir de groupes anti-castristes entretenus par la CIA, l’amène à soupçonner que l’Agence — ou une partie d’entre elle — est derrière l’assassinat de Kennedy. À l’été 1966, il commence à posséder quelques indices qui aboutissent dans son esprit au scénario suivant : Oswald aurait été manipulé par l’extrême droite locale, représentée par un détective privé du nom de Guy Banister, assisté d’un ancien pilote David Ferrie. Tous deux travaillaient pour le compte d’un certain « Clay Bertrand », associé aux inavouables activités de la CIA sur le territoire américain. Un dénommé « Bertrand » avait, par exemple, téléphoné à un avocat local, Dean Andrews, pour lui demander de défendre Oswald, au soir

de son arrestation. Découvrir la véritable identité de « Bertrand » revenant à mettre à jour le chaînon manquant, Garrison se lance à ses trousses et, se fondant sur divers témoignages, croit bientôt le tenir, en la personne de Clay Shaw, industriel en retraite honorablement connu en ville. Au moment où tous les espoirs de voir la vérité jaillir dans l'affaire Kennedy semblent anéantis par la mort de Jack Ruby, la presse dévoile prématurément l'enquête — jusqu'alors discrète — du procureur. C'est une bombe qui explose dans tout le pays et trouble le déroulement des investigations de Jim Garrison qui ne dispose pas alors d'éléments suffisamment solides pour avancer en pleine lumière.

Le 22 février 1967, David Ferrie est retrouvé mort à son domicile. L'enquête conclut à une mort naturelle. Au même moment, un de ses associés, Eladio Del Valle est retrouvé assassiné dans sa voiture, à Miami, quelques jours avant d'avoir à rendre des comptes à l'équipe Garrison. Craignant une hécatombe dans les rangs de ses témoins, le procureur choisit de forcer le pas. Le 1er mars, il obtient d'un juge un mandat d'arrêt contre Clay Shaw. Cette fois, toute l'Amérique se passionne pour l'affaire et la presse du monde entier dépêche ses envoyés spéciaux. Mark Lane se met au service des enquêteurs de La Nouvelle-Orléans, tandis que le FBI et la CIA réussissent à infiltrer l'équipe de Garrison. Le ministre de la Justice se donne la peine d'une conférence de presse pour révéler que Shaw est innocent

et que ses services ont déjà enquêté de façon approfondie sur son cas, ce que nul à ce jour ne soupçonnait.

Le grand combat va donc avoir lieu entre les partisans du rapport Warren et ses détracteurs. Son cadre sera une cour de justice, et non plus seulement les colonnes des journaux. Selon la législation de Louisiane, pour que Shaw puisse être poursuivi, il faut qu'un « grand jury » en décide ainsi. Le 1er mars 1969, après plus de deux années d'enquêtes et de controverses, l'homme d'affaires est acquitté. Garrison est vaincu. Interrogés à l'issue de leur délibération, les jurés estiment que Garrison a peut-être raison lorsqu'il dit que le président Kennedy a été assassiné suite à une conspiration mais qu'il n'a pas établi que Shaw en faisait partie. C'est vrai, certains témoignages produits par le procureur sont fragiles et il n'a pu prouver les liens entre l'accusé et la CIA, entre Ferrie et Oswald, entre les milieux anti-castristes et la conspiration. De plus, il s'est lui-même exposé à la critique par une attitude provocatrice.

En 1969, une page semble avoir été refermée et le dossier « neutralisé » pour un bon moment. Quant à Jim Garrison, il poursuivra sa carrière de *district attorney* jusqu'en 1974, preuve que ses électeurs ne lui tinrent pas rigueur de ses audaces[25]. Devenu juge d'appel, il prendra sa retraite dans les années 1980, deviendra conseiller technique du film d'Oliver Stone dans lequel il acceptera de tenir le rôle… d'Earl Warren. Entre-temps, il aura dû subir les attaques répétées de l'administration américaine. Poursuivi à deux reprises pour fraude fiscale, il sera

acquitté deux fois. On lui reprochera aussi d'avoir accusé la CIA pour protéger ses « amis » de la mafia. Il aurait été vu une fois en compagnie de Carlos Marcello, le parrain de La Nouvelle-Orléans. Or, on a retrouvé depuis deux rapports du FBI, datés du 10 juin 1967 et du 28 mars 1968, dans lesquels les agents surveillant l'équipe de Garrison prévenaient leurs supérieurs que le procureur soupçonnait la mafia et Carlos Marcello d'avoir participé au complot, preuve qu'il n'a jamais hésité à chercher dans la direction du crime organisé. Par la suite, il n'a cessé de déclarer et d'écrire que, selon lui, certains membres de la mafia avaient selon toute vraisemblance participé à l'assassinat de Dallas, mais comme « bras armé » des officines de la CIA. Jim Garrison est mort en octobre 1992, non sans avoir goûté au plaisir et au réconfort de voir le film *JFK* rencontrer un énorme succès mondial. Quelles que soient les critiques légitimes sur ses méthodes, il a contribué à relancer les enquêtes sur l'affaire Kennedy. Son attaque frontale contre la CIA a réveillé les médias, l'opinion et les organismes officiels. En tentant de le discréditer, ces derniers ont commis des erreurs qui se sont ensuite retournées contre eux. Pendant deux ans, les coups de théâtre se sont succédé, provoqués cette fois, non par des enquêteurs indépendants, mais par une institution judiciaire officielle. Un des succès de Garrison fut, par exemple, d'avoir permis la projection du film de l'attentat qui dormait jusqu'alors dans les coffres du journal qui en avait acquis les droits[26].

Aujourd'hui, même s'il est de bon ton de critiquer l'enquête menée à La Nouvelle-Orléans[27]. L'approche, même maladroite, du *district attorney* Garrison n'en est pas moins un passage obligé pour qui veut se faire une idée de l'affaire Kennedy et même qui veut rechercher la vérité : ainsi, la commission du Congrès qui allait reprendre officiellement les investigations utilisa les faits dévoilés à La Nouvelle-Orléans et s'engouffrer dans les brèches qu'il avait ouvertes. Jim Garrison peut néanmoins se voir reprocher d'être allé en son temps trop loin et trop vite, sur un terrain instable. Nous reviendrons plus loin sur ses apports dans l'enquête Kennedy.

Les élections présidentielles américaines doivent avoir lieu en novembre 1968, en pleine affaire Garrison. Ébranlé par la contestation de l'engagement des États-Unis au Vietnam, Lyndon Johnson hésite à se représenter pour tenter d'obtenir un second mandat[28], laissant les coudées franches à ses adversaires pour l'investiture démocrate. Le premier a avoir annoncé sa candidature est le sénateur Eugene Mac Carthy, opposant décidé à la guerre. À l'été 1967, le nom de Robert Kennedy, alors sénateur de New York, a aussi circulé, mais on dit que le frère du président assassiné se réserve pour 1972. L'offensive du Têt au cours de laquelle l'armée américaine est mise en difficulté, la recrudescence des problèmes raciaux, les premiers succès de Mac Carthy dans les primaires, les pétitions anti-Johnson des étudiants faisant du porte-à-porte et

réunissant des dizaines de milliers de signatures finissent par ruiner toute possibilité pour le sortant d'être réélu. Il annonce son retrait de la course le 31 mars 1968, quelques jours après la déclaration de candidature de « RFK » qui s'est finalement décidé.

Le clan Kennedy repart à la conquête de la Maison Blanche. Autour de « Bobby » se retrouvent les anciens collaborateurs de son frère, la famille et même Jacqueline Kennedy qui accepte de sortir de l'ombre. Dès ce moment, des craintes se font jour. La veuve du président déclare à Arthur Schlesinger : « Savez-vous ce qui va arriver à Bobby ? [...] La même chose qu'à [John]. » Plus concrètement, le FBI surprend quelques conversations téléphoniques inquiétantes, notamment dans l'entourage de Hoffa, l'un des hommes qui hait le plus « RFK » en Amérique. Résumant le tout, John Linsay, du *Washington Post*, déclare : « Il n'ira pas au bout du chemin. »

Prenant le départ avec retard, Robert Kennedy bénéficie du prestige de son nom et de sa personne, de l'efficacité de son discours et de l'enthousiasme de la jeunesse. Certes, les débuts ont été difficiles : le candidat voulait rester prudent sur le Vietnam et la ségrégation raciale pour ménager tous les électorats. À partir de l'assassinat du leader noir Martin Luther King (4 avril)[29], Kennedy radicalise son discours, galvanisant les foules, pénétrant les ghettos noirs en révolte pour prêcher sa bonne parole. La campagne se transforme en chemin triomphal vers l'investiture démocrate. Les images d'actualité montrent un

Robert Kennedy traversant la foule de ses supporteurs pris d'une sorte d'hystérie, les gens s'accrochant à ses basques, tendant les mains, hurlant. Les victoires aux primaires se succèdent. S'il remporte celles de Californie, Robert Francis Kennedy a de bonnes chances d'affronter Richard Nixon à l'élection de novembre. « Qu'avons-nous à perdre, sinon l'argent de papa ? », a-t-il ironisé en mars. Le 4 juin 1968, il remporte les primaires de Californie et sera très probablement le candidat de son parti[30].

L'hôtel *Ambassador* de Los Angeles grouille d'une foule politique hétéroclite. Ce 4 juin 1968 est jour de primaires, non seulement pour la présidentielle, mais aussi pour de nombreuses élections intermédiaires, fédérales et locales. Ici, ce soir, il y aura plusieurs réunions post-électorales dont la plus importante est celle du parti démocrate : Robert Kennedy doit y apparaître et s'adresser aux militants. Le sénateur de New York a passé la journée à la plage, attendant la clôture du scrutin. En fin de soirée, sa victoire étant assurée, il se dirige vers une estrade dressée dans une des salles de réunion de l'hôtel. Dans une ambiance de fête, le candidat tente de se faire entendre de la foule. Puis, de guerre lasse, esquissant un « V » de victoire, il conclut : « *On to Chicago !* », lieu de la convention du parti démocrate, où, en août prochain, sera désigné l'adversaire de Nixon. Il est 0 heure 12. Pour quitter la salle surchauffée, on propose à Robert Kennedy d'emprunter un chemin détourné, en passant par les

cuisines. C’est là, après deux portes battantes, dans le « garde-manger » que l’attendent Sirhan Bichara Sirhan et son revolver de calibre 22. La scène qui suit est confuse et bruyante. De nombreux coups de feu claquent et la panique s’empare de la cinquantaine de témoins, dans une sorte de sauve-qui-peut général[31]. Kennedy et six autres personnes sont touchés, mais c’est le sénateur qui paraît le plus sérieusement atteint. Couché sur le dos, il inonde le sol de son sang par une plaie à l’arrière du crâne. Son épouse et ses assistants se penchent sur lui, donnent les premiers soins avant qu’on l’évacue vers l’hôpital. Son agonie dure vingt-cinq heures. Le 6 juin 1968, à 1 heure 44, sa mort est officiellement annoncée.

Arrêté immédiatement après les faits, le tireur est un jeune homme (24 ans), d’origine jordanienne ayant immigré aux États-Unis à l’âge de 12 ans. Présenté comme un « activiste pro-palestinien », Sirhan B. Sirhan présente le type parfait de l’assassin illuminé ayant eu l’impression de remplir une « mission » : mystique, il est passionné de sciences occultes et d’hypnotisme. On retrouve ses carnets remplis de textes incompréhensibles. On y découvre une page entière couverte à dix-sept reprises des phrases : « RKF doit mourir » ou « Robert F. Kennedy doit être assassiné » ou encore « Robert F. Kennedy doit être assassiné avant le 5 juin 1968 ». Instruites des leçons de Dallas, les autorités s’évertuent à mieux organiser les investigations et, plus tard, le procès de l’assassin. Une unité spéciale de la police de Los Angeles (*Special Unit*

Senator), soutenue par le FBI, enquête pendant un mois et demi et rend ses conclusions : Sirhan a agi seul et pour des motifs politiques personnels[32]. Le 23 avril 1969, l'assassin solitaire est condamné à mort. L'abolition de la peine capitale en Californie, en 1972, lui évite la chambre à gaz. Libérable sur parole depuis 1979, il est toujours en prison où il risque fort de finir ses jours. Pendant son procès, lors d'un témoignage confus, il a confirmé ses aveux du 6 juin 1968 et ses motifs : Robert Kennedy était un « sioniste » qui devait disparaître. Nous verrons qu'il a depuis changé sa version des faits[33].

Pour les autorités californiennes et fédérales, il n'y a aucun lien entre Los Angeles 68 et Dallas 63. Concernant l'assassinat de Robert Kennedy, tout semble clair et ne pas prêter au moindre doute. Tel n'est pas l'avis de nombreux enquêteurs non officiels américains, au premier rang desquels il faut placer Jonn Christian et William Turner. Le premier est un ancien journaliste. Le second, qui fut agent du FBI, a embrassé cette même profession en 1961, avant de travailler pendant un temps aux côtés de Jim Garrison. Ces deux hommes ont eu beaucoup de problèmes pour faire paraître un ouvrage de « débroussaillage » sur l'assassinat de Robert Kennedy. Il leur a fallu dix ans de patience pour que puisse enfin paraître *The assassination of Robert F. Kennedy. The conspiracy and coverup* (*L'assassinat de Robert F. Kennedy. La conspiration et la dissimulation*). Rejoints depuis par d'autres, ils ont entamé une

contestation systématique des éléments de l'enquête officielle[34]. Donnons-en un bref aperçu.

Comme sur *Dealey Plaza*, la sécurité était absente (en dépit des menaces), le 4 juin au soir, à l'*Ambassador* de Los Angeles. Dans une conférence de presse tenue deux jours plus tard, le maire de la ville, Sam Yorty, conservateur adversaire des thèses pacifistes, affirma que c'est Robert Kennedy lui-même qui aurait décommandé la police ce soir-là, laissant le soin à une société privée d'assurer la surveillance. Nul ne se souvient d'une telle demande dans l'entourage du sénateur. De toute façon, la présence dans le même hôtel de dizaines de militants allant de la gauche à l'extrême droite aurait dû encourager les autorités locales à une présence significative de leurs policiers. Ce ne fut pas le cas : aucune mesure de sécurité particulière ne fut ordonnée. Par la suite, le département de la police de Los Angeles ne fut guère plus efficace que ne l'avaient été les hommes de Jesse Curry, cinq ans plus tôt.

Ainsi, alors que dix-huit témoignages ont permis d'établir que, lors de la soirée du 4 au 5 juin 1968, Sirhan était accompagné d'au moins deux personnes à son arrivée à l'hôtel *Ambassador*, aucune recherche sérieuse pour les identifier n'a été entreprise. On ne retrouva jamais une jeune femme vêtue d'une robe à pois aperçue à plusieurs reprises en compagnie du meurtrier. Plusieurs témoins qui avaient repéré cette personne — une jeunette blonde, plutôt jolie avec un « nez rigolo » — l'ont vue s'enfuir immédiatement après l'attentat, en compagnie d'un

homme. Sirhan et ses « complices » possibles ont eu accès à un périmètre où ils n'auraient dû entrer que munis d'un badge spécial. Aucun n'en avait. On les a vus pourtant déambuler dans la salle où le sénateur a prononcé sa dernière allocution puis, plus tard, dans les cuisines et près d'une issue de secours donnant accès au « garde-manger ». Une bénévole de la campagne de « RFK » a croisé l'inconnue à la robe à pois dans l'escalier de secours après les coups de feu. Un policier, alerté par un couple de retraités qui avait croisé deux fuyards dont une femme vêtue d'une robe à pois, à 0 heure 27, dans une ruelle à l'arrière de l'*Ambassador*, l'a signalé par un rapport écrit. Celui-ci a disparu du rapport officiel. Selon un agent d'assurances, Sirhan aurait été vu en compagnie d'une femme et d'un autre homme, s'entraînant au tir sur cibles, dans la région de Los Angeles, le 1er juin. La police n'a jamais entendu ce témoin.

Quant aux éléments balistiques de l'attentat, s'ils paraissent simples à la lecture des journaux d'époque et des comptes rendus officiels, ils sont fort controversés. Ainsi, en étudiant de près les photos des lieux et certains témoignages — notamment ceux des médecins légistes —, on s'aperçoit que plus de dix balles et impacts ont été retrouvés dans le « garde-manger ». Or, le revolver de Sirhan, retrouvé vide, ne contenait que huit balles. Selon le rapport officiel de la police, il a pu les tirer toutes. Sept ont été extraites du corps de six personnes blessées, dont deux de celui de Robert Kennedy. Le même rapport stipule que la

huitième balle n'a pas été retrouvée. Cela devrait signifier qu'il n'y a aucun impact de balle sur les murs et les portes du « garde-manger ». Or, l'agence *Associated Press* diffusa, dans les heures qui suivirent l'assassinat, une photo qui montrait des impacts de balles sur une porte et deux policiers les examinant. Démontée pour être remplacée, cette porte a été détruite par la police de Los Angeles. Interrogés par Christian et Turner, les policiers ont reconnu y avoir retrouvé une balle. D'autres photos, prises par l'officier de police judiciaire (*coroner*) chargé des premières constatations, Thomas Noguchi, montrent d'autres impacts encore. Ces trous dans le mur sont, comme le veut la procédure, cerclés et numérotés. Aucune des photos de Noguchi ne figure dans le rapport définitif, rendu le 8 juillet 1968. En 1976, grâce à la loi américaine sur la liberté de l'information, Christian et Turner se sont procuré un rapport du FBI faisant état de treize à quinze balles et impacts dans le « garde-manger ». En 1982, le docteur Michael Hecker, expert en analyses acoustiques — c'est à lui qu'avait été confiée l'analyse des bandes de Nixon au moment du *Watergate* — estima qu'on entendait au moins douze coups de feu sur un enregistrement réalisé par un journaliste polonais qui accompagnait Robert Kennedy dans le « garde-manger » de l'hôtel *Ambassador*. En 2004, un nouveau panel d'experts a examiné cette bande et en a conclu que treize coups de feu avaient été tirés. Authentifiée sans contestation, ce témoignage sonore

est un élément majeur de la remise en cause de la version officielle.

Pour ajouter encore au trouble, des experts commis par un tribunal (en 1975) ont déclaré que les balles extraites des corps de Kennedy (il a été touché trois fois mais seule la balle dans la nuque a été mortelle) et des autres blessés ne semblent pas être issues de la même arme et, pis, que certains des projectiles présentés au procès de Shiran n'étaient pas issues de son arme à lui. Le *district attorney* de Los Angeles allait admettre alors que les pièces à conviction de l'affaire avaient été « altérées », ce qui est peu admissible pour un crime aussi important.

S'il y a eu plus de huit coups tirés, c'est qu'il y avait plusieurs tireurs (étant entendu que Sirhan ne portait qu'une seule arme). Selon tous les témoins, lorsque Sirhan a ouvert le feu sur Robert Kennedy, il se trouvait *face à lui*, à moins d'un mètre. La balle mortelle est pourtant entrée derrière son oreille droite, à bout portant. Or, un maître d'hôtel de l'*Ambassador* s'est jeté sur Sirhan après que ce dernier eut tiré ses deux premières balles. Il affirme qu'il est impossible que l'assassin ait pu tirer de près sur le sénateur. Dans la confusion, avec cette pluie de balles, beaucoup de personnes présentes ont d'abord pensé à se protéger. Un témoin pourtant, Donald Schumman, affirme avoir vu un des gardes du corps privés de Kennedy faire usage de son arme dans la direction du candidat, à trois reprises. Ce garde était suffisamment proche de la victime puisque celle-ci, dans sa chute, lui a arraché sa cravate[35]. Il

s’appelait Thane Eugene Cesar. Ses services avaient été loués pour la soirée à la société *Ace Guard Security*. Il était connu pour être un militant d’extrême droite. Le 4 juin 1968, son arme de service était un revolver de calibre 22, comme celui de Shiran. Devant la montée des protestations et le succès rencontré par la thèse d’un second tireur, les autorités de Los Angeles consentirent à écouter tout le monde, mais seulement en 1971. Cesar reconnut avoir dégainé son arme ce soir-là mais affirma ne pas avoir tiré. Après s’être embrouillé dans ses explications, il déclara avoir vendu son revolver à un certain Jim Yoder, en septembre 1968. Yoder affirma à son tour que le revolver lui avait été volé immédiatement après qu’il eut reçu la visite de deux agents de la police de Los Angeles, quelques semaines plus tard. On n’a jamais retrouvé de trace officielle de la visite de ces policiers chez Yoder. En revanche, le revolver de Cesar serait réapparu en juillet 1995. C’est ce que prétend le chercheur Ted Charach qui en a informé la presse avec fracas. Les comparaisons balistiques n’ont pas été réalisées, si bien qu’on ne peut rien dire de plus et en tout cas pas garantir que l’arme en possession de Charach est celle du garde du corps. Signalons encore qu’un enquêteur, Dan Moldea a pu obtenir de Cesar qu’il se soumette à un test polygraphe (détecteur de mensonges) qui se serait avéré négatif. Selon Moldea, il ne serait pas impliqué dans l’assassinat de Robert Kennedy et Sirhan aurait agi seul, mais dans le

cadre d’une conspiration organisée par la mafia, avec Hoffa comme plaque tournante[36].

Cesar n’est pas la seule personne accusée d’avoir ouvert le feu. Certains témoins ont mis en cause plusieurs hommes « en costume sombre » ou « ressemblant à des agents de sécurité en civil » qui disparurent immédiatement après l’attentat. Un photographe présent sur les lieux, Evan Freed, a même témoigné avoir vu un de ces homme faire feu sur Kennedy à l’intérieur du « garde-manger ».

Quant à Sirhan B. Sirhan, il n’y avait pas grand-chose à en tirer. Il apparut très vite comme parfaitement « bloqué » sur les faits survenus dans la nuit du 4 au 5 juin 1968. En d’autres termes, il ne se souvenait de rien de ce qu’il avait fait. Selon ses avocats, il était dans un état « dissocié » au moment de tirer. Lors de son interrogatoire sous hypnose, le 11 janvier 1969, il nia avoir été payé pour tuer Robert Kennedy et affirma être le seul coupable. Lorsqu’on lui demanda s’il avait l’intention de tuer le sénateur en se rendant à l’*Ambassador*, il répondit : « Non, je ne l’avais pas. Cela était complètement enfoui dans mon esprit. Cette intention était bonne aussi longtemps que je l’écrivais. Pour un moment. » Selon le médecin qui procéda à l’interrogatoire, il n’est pas exclu que Sirhan se soit « auto-hypnotisé ». Pour Christian et Turner, il s’agirait en fait d’une « hypno-programmation ». Ils s’appuient pour cela sur certaines déclarations de l’assassin, affirmant que des personnes « jouaient avec [sa] mémoire », qu’il n’avait tué Kennedy que « dans [son] esprit ». Ils se fondent aussi sur

les expériences passées d'hypnose menées volontairement ou non par Sirhan. Ils prennent en compte également le caractère peu probant de ses « carnets », souvent présentés comme la preuve de la préméditation mais qui, en réalité, apparaissent comme les feuilles d'un homme au moins dérangé, au pis suggestionné. Lors de leur enquête, Christian et Turner ont retrouvé un dénommé William Bryan, fameux hypnotiseur de la région de Los Angeles, qui avait eu des contacts avec Sirhan. Dès le 5 juin 1968, cet homme participa à des programmes de radio lors desquels il donnait son opinion sur le meurtre du sénateur Kennedy.

Eduard Simon-Callas, psychiatre en chef de la prison où est détenu Sirhan, tenta d'établir son hypno-programmation. Il avait été frappé par le comportement bizarre de son patient. Au moment de tirer sur Kennedy, disaient les témoins, Sirhan avait un sourire niais et, après avoir été maîtrisé, il était apparu comme absent, reposé, le regard noir et pacifique. Par la suite, il avait gardé le silence pendant près de quatre heures, se contentant de décliner son identité. Dans l'après-midi du 6 juin, il avait été pris de violents tremblements et de frissons. Il affirma alors ne plus se rappeler avoir écrit ses fameux carnets. Simon-Callas, entreprit d'examiner à fond l'assassin de Robert Kennedy. Selon lui, il était impossible que Sirhan ait tout manigancé seul. Il ne parlait jamais de ce qu'il avait fait, même pour se justifier, ce que font en général les assassins politiques. Il ne connaissait aucun détail sur le crime et semblait réciter un livre lorsqu'il en parlait. Il

déclara au psychiatre : « Je sais que j'étais là. Ils m'ont dit de tuer Kennedy. Je ne me rappelle pas exactement ce je fis, mais je sais que cela n'était pas en moi. » Sirhan parlait aussi de la jeune fille à la robe à pois, la dernière personne qui avait été en contact avec lui avant les faits et à qui, selon les témoins, il avait alors offert un café. Pour Simon-Callas, c'est elle qui aurait enclenché le mécanisme de l'hypno-programmation. Rappelé à l'ordre par ses supérieurs, le psychiatre de la prison fut contraint d'arrêter ses recherches[37]. À partir de 1994, Sirhan tenta d'obtenir la révision de son procès, avec le concours de l'avocat Larry Teeter. Les deux hommes affirmaient que le tireur de l'*Ambassador* avait été manipulé et n'avait pas agi seul. La mort de Teeter, en 2005, mit fin à cette tentative. Détenu depuis 2009 à la prison de Coalinga (Californie), Sirhan n'a pas pris de nouvel avocat. En 2006, sa treizième demande de mise en liberté sur parole a été rejetée. La prochaine sera examinée en 2011.

Ajoutons au dossier, pour la bonne bouche, un événement récent et tout à fait extraordinaire. Lors de l'attentat, un étudiant du nom de Scott Enyart se trouvait non loin de Kennedy et prenait des photos. Lorsque éclata la fusillade, il put continuer à opérer. Son film fut saisi par la police immédiatement. Le porte-parole des enquêteurs le confirma et déclara que les prises de vues étaient si importantes qu'elles seraient utilisées par l'accusation lors du procès de l'assassin. Elles ne furent pourtant pas produites à cette occasion. En 1988, Enyart demanda à ce

que ses photos lui soient restituées. Les archives de l’État de Californie lui indiquèrent qu’elles étaient introuvables et avaient probablement été détruites « par accident ». Après bien des péripéties, l’ancien étudiant s’adressa aux tribunaux. Le procès eut enfin lieu en 1996. Pendant les audiences, le procureur de Los Angeles annonça qu’on avait miraculeusement retrouvé les clichés et qu’ils étaient en route depuis Sacramento, siège des archives. On imagine la joie de Enyart et des enquêteurs indépendants qui le soutenaient. Elle fut de courte durée. Le lendemain, le procureur annonça que la valise qui contenait les photos avait été perdue pendant le trajet ! On ne la retrouva jamais… mais la cour alloua 450 000 dollars de dommages et intérêts à Scott Enyart.

Ainsi, le brouillard qui entoure l’assassinat de Robert Kennedy paraît lui aussi épais. On y rencontre un assassin qui ne se rappelle rien (ce qui évite d’avoir à le supprimer, comme Oswald), des analyses balistiques peu convaincantes, une enquête menée au pas de charge par des policiers de Los Angeles (dont plusieurs avaient en leur temps participé aux menées de la CIA contre Cuba), des témoins convaincus de ne pas témoigner, une jeune femme vêtue d’une robe à pois qui hante les couloirs de l’*Ambassador*, des gardes du corps inefficaces voire suspects, sans parler de la présence à Los Angeles d’un certain Eugene Hale Brading, qui avait été arrêté au *Dal-Tex Building* de Dallas, sur *Dealey Plaza*, le 22 novembre 1963[38]…

Avec les morts violentes de Martin Luther King et de Robert Kennedy, l'Amérique revit son cauchemar. La répression des manifestations contre la guerre du Vietnam fait des morts dans les rangs des étudiants. Edward Kennedy, dernier garçon survivant du clan, anéantit ses chances de devenir un jour président lors de l'affaire de la mort accidentelle d'une de ses secrétaires dans la voiture qu'il conduisait, à Chappaquiddick[39]. En mai 1972, le sénateur ultra-conservateur George Wallace est à son tour grièvement blessé, en pleine campagne électorale, alors qu'il allait sans doute détourner bien des voix du vote Nixon à la prochaine présidentielle. Puis vient le *Watergate* et le discrédit de « *Tricky Dick* », Richard le Rusé, comme on a surnommé le président. Gerald Ford, ancien de la commission Warren, arrive à la Maison Blanche. Saigon est évacuée dans la douleur, en avril 1975. Les États-Unis sont vaincus. L'heure de douter de tout est arrivée pour les Américains : de leurs institutions, de leurs présidents, de leurs services secrets, de leur armée, de leur mode de vie, de leur droit à imposer aux autres peuples le modèle libéral. Et, bien sûr, ils continuent à douter — à 87%, en 1975 — des conclusions du rapport Warren. Ils doutent aussi que James Earl Ray ait tué seul le pasteur King et que Sirhan Bichara Sirhan ait tué Robert Kennedy de sa propre initiative.

L'affaire Kennedy revient au premier plan. Dès 1965, Léo Sauvage avait écrit : « Il est de règle pour tout auteur de

romans policiers qui désire conserver ses lecteurs, de ne pas laisser traîner de points d'interrogation — c'est-à-dire de fausses pistes inexpliquées — après le mot Fin. On imagine mal que le public puisse être moins exigeant quand il s'agit d'une enquête réelle, surtout si la victime est le président des États-Unis. Mais le fait est que les enquêteurs de Dallas ne se sont pas cru obligés d'accorder à l'opinion mondiale les égards qu'un bon écrivain témoigne à ses lecteurs. » Au milieu des années 1970, les « lecteurs-citoyens » américains demandent avec de plus en plus d'insistance qu'on leur dévoile les zones d'ombres de leur histoire depuis le début des années 1960. Même les anciens membres de la commission Warren y vont de leurs déclarations. Hale Boggs est le plus virulent à critiquer un travail qu'il a pourtant signé. En guerre ouverte avec J. Edgar Hoover, il fait flèche de tout bois et le met en cause dans la façon dont a été menée l'enquête sur l'assassinat de Kennedy. Il commence à parler de la nécessité de rouvrir le dossier. En octobre 1972, Boggs disparaît dans un accident d'avion au-dessus de l'Alaska. Ni les débris de l'avion, ni son corps n'ont jamais été retrouvés. Richard Russel ne prend pas plus de gants que Boggs : en 1970, il déclare au *Washington Post* que, pour lui, Kennedy a été victime d'une conspiration. Dès lors, il collabore même avec des enquêteurs non officiels pour les aider dans leurs recherches et obtenir la déclassification des documents confidentiels de la commission Warren. John Cooper se dit publiquement « insatisfait » des théories de la commission

et trouve ses conclusions balistiques « non-convaincantes ». Même Jesse Curry y va de ses déclarations fracassantes, devant le journaliste Tom Johnson : « Nous n’avons aucune preuve qu’Oswald ait jamais tiré avec le fusil. Personne ne peut le mettre [dans le dépôt de livres] avec un fusil dans les mains[40]. » Quant à Johnson, peu avant sa mort (22 janvier 1973), il aurait confié à son ami Tom Janos qu’il était convaincu qu’Oswald n’avait pas agi seul.

C’est du Congrès que vient la réponse à l’opinion. En 1975 et 1976, deux commissions sénatoriales mettent en cause les pratiques des services secrets américains. La première révèle que la CIA a été impliquée dans des tentatives d’assassinat de leaders étrangers et dans le renversement d’un nombre impressionnant de régimes jugés hostiles aux intérêts américains. La seconde confirme ce que tout le monde savait déjà : la CIA et le FBI n’ont pas collaboré honnêtement avec la commission Warren et lui ont caché des choses. À une écrasante majorité, la chambre des Représentants décide de rouvrir les dossiers John Kennedy et Martin Luther King, excluant — on ne sait trop pourquoi — l’assassinat de Robert Kennedy. Un comité est constitué pour reprendre les enquêtes : le *House Select Committee on Assassinations* (HSCA)[41].

Ses premiers mois de fonctionnement sont chaotiques. On lui trouve un président en la personne du député de l’Ohio, Louis Stokes. Pour diriger l’équipe de juristes et de conseillers, sur les conseils de Mark Lane, on désigne

d’abord James Sprague. Une controverse s’élève au sujet des pratiques de cet ancien procureur de Philadelphie. On le soupçonne d’être trop dépensier. Lane se dira persuadé que le FBI et la CIA ont orchestré cette campagne. Peu importe. C’est G. Robert Blakey, un ancien des équipes de Robert Kennedy, Johnson et Nixon, devenu professeur de droit, qui est désigné.

Au début de 1977, le HSCA se met au travail pour un peu moins de deux ans. Surveillé par les médias qui lui reprochent ses dépenses — ce qui est bien dans la pratique nord-américaine —, il reprend l’enquête à zéro et avance à pas feutrés vers la conclusion inévitable. Celle-ci intervient en janvier 1979. Pour le comité, King et John Kennedy ont bien été assassinés suite à des complots. Pour ce qui concerne le président, le *House Select Committee on Assassinations* écrit : « Le Comité croit, sur la base des preuves dont il a pu disposer, que le président John F. Kennedy a probablement été assassiné dans le cadre d’une conspiration […]. Le Juge à la Cour Suprême Oliver Wendell Holmes a simplement défini la conspiration comme “un partenariat dans un but criminel.” Cette définition est adéquate. Il est néanmoins nécessaire de la préciser. Si deux individus ou plus se sont entendus pour agir contre la vie du président Kennedy, et si, finalement, l’un d’eux est passé à l’exécution du plan et qu’il en soit résulté la mort du président Kennedy, le président aurait été assassiné dans le cadre d’une conspiration […]. Même sans preuve de conspiration sur les lieux mêmes de l’assassinat, il y aurait

tout de même une conspiration si Oswald a été aidé. Partant, une recherche des complices d'Oswald est nécessaire [...]. » Le HSCA considère donc que Lee Oswald est le seul à avoir atteint Kennedy, sur *Dealey Plaza* et ne désigne clairement ni d'autres coupables ni les commanditaires, même si, entre les lignes, la mafia est soupçonnée. Mais, au terme de douze volumes d'auditions et de pièces, il affirme sans équivoque qu'il y avait plusieurs tireurs embusqués, à Dallas, le 22 novembre 1963. Il révèle un grand nombre d'éléments matériels encore inconnus jusqu'alors et qui tendent à confirmer ce que de nombreux chercheurs indépendants avaient déjà écrit ou dit. Il met le doigt sur les errements de la CIA et du FBI dans l'enquête, sans pour autant en tirer de conclusions sur leur implication dans la conspiration. Pour finir, il invite l'exécutif et singulièrement le ministère de la Justice à reprendre l'enquête. Ce dernier mettra huit ans à répondre, sur cinq feuillets dactylographiés, et confirmera les thèses du rapport Warren : « Aucune preuve décisive ne permet de soutenir la thèse d'une conspiration ». Tout se passe comme si l'on se moquait du monde.

Quoiqu'il en soit, avec le HSCA, quinze ans après le rapport Warren, une instance officielle américaine a déclaré que John Kennedy avait été victime d'un complot. Doit-on dire que le rapport de 1979 efface celui de 1964 ? Sans doute. On oublie trop souvent, en France, cet élément essentiel du dossier Kennedy. Bien sûr, le HSCA a fait preuve de retenue et n'a pas poussé ses conclusions au-

delà de ce que l'*establishment* politique américain aurait pu supporter. Ayant dépensé plus de six millions de dollars pour parvenir à ses fins, le comité de la chambre des Représentants estima sans doute qu'il valait mieux donner des pistes et laisser le FBI les suivre, plutôt que d'encourir les foudres de l'opinion publique chauffée par la presse en cas de dépenses supplémentaires. Certes, le rapport Stokes est décevant car il ne fait qu'un pas dans le sens de la « vérité ». Mais il officialise de fait les efforts des enquêteurs non officiels voire, à certains égards, de Jim Garrison. Ceux-ci ne se sont pas battus pour rien contre le rapport Warren puisque les Représentants, dans un travail beaucoup plus sérieux et scientifique que celui de leurs devanciers de 1964, ont confirmé un certain nombre de leurs pistes.

Les enquêtes des années 1970 permettent de faire apparaître l'idée que la mafia a joué un rôle dans l'affaire Kennedy. Le HSCA l'a mise en cause, précisant qu'elle avait un mobile (Cuba, la lutte contre le crime menée par Robert Kennedy) et les moyens matériels d'assassiner le président. Le principal conseiller, G. Robert Blakey, est convaincu que le crime organisé est à la tête du complot. Il l'a écrit dans un ouvrage, *The plot to kill the President* (*Le complot pour tuer le Président*). D'autres auteurs lui ont emboîté le pas, comme David Scheim, avec *Dallas, 22 novembre 1963*[42]. Ces travaux n'annulent pas les efforts des autres. En effet, les commissions sénatoriales ont mis à jour les pratiques douteuses (doux euphémisme) des services secrets

américains, notamment dans le but d'assassiner Fidel Castro : la CIA et la mafia travaillaient alors main dans la main. En faisant se rejoindre Garrison et Blakey, on arriverait ainsi à un surprenant cocktail.

Puis viennent les années 1980. Avec Reagan, « l'Amérique est de retour », comme dit le slogan de l'ancien acteur. Cette fois, il devient presque impossible de fouiller plus profond dans les plaies du pays. Reagan veut rendre la confiance et n'accepte que ce qui renforce les États-Unis. Oubliés le Vietnam, le *Watergate* et les Kennedy. L'*Irangate* ne parvient pas à faire vaciller le vieux cow-boy et son complice, l'ancien directeur de la CIA et vice-président George Bush, qui galopent sur les crêtes élevées des sondages. L'affaire Kennedy commence à rejoindre dans le magasin des accessoires les autres énigmes de l'histoire. Il ne reste plus qu'à en faire un film à succès. La nouvelle « bombe » éclate le 20 décembre 1991. Dans un cinéma de *Capitol Hill*, au cœur du quartier du pouvoir de Washington, Oliver Stone présente en avant-première son film *JFK* aux membres du Congrès, à leurs familles et à leurs collaborateurs. Depuis, des millions d'Américains (dont 9 millions pour le premier mois d'exploitation) ont suivi l'exemple des députés et sénateurs des États-Unis. Oliver Stone y a gagné, certes, quelques millions de dollars de plus (200 millions de recette pour un investissement de départ de 80 millions), mais aussi une polémique violente qui avait d'ailleurs commencé avant

même la sortie de son film. Depuis plusieurs années, le réalisateur de *Platoon* et *Né un 4 juillet* préparait ce brûlot de trois heures dans lequel il avait choisi de défendre la thèse de Jim Garrison. Son projet avait un but : frapper un grand coup pour réveiller l'opinion. Mais Stone a aussi toujours déclaré qu'il voulait faire œuvre de cinéaste et réaliser un film fort, dans la lignée de ses précédentes productions. Pour assurer la qualité de l'interprétation, il a fait appel à de grandes stars (Kevin Costner, Sissy Spacek, Donald Sutherland), de solides comédiens (Joe Pesci, Gary Oldman), mais aussi, pour le clin d'œil, à deux acteurs de l'affaire (Jim Garrison, le témoin Perry Russo). Signé Stone et Zachary Sklar, le scénario s'inspire non seulement des écrits de Jim Garrison, mais aussi de l'ouvrage de Jim Marrs, *Crossfire : the plot that killed Kennedy* (*Feu croisé : le complot qui tua Kennedy*) et du témoignage d'un ancien responsable des opérations spéciales de l'armée, le colonel Fletcher Prouty.

Vecteur moderne des grandes causes, avec la télévision, le cinéma a fait irruption dans l'affaire, et avec quelle force ! Certes, en trente ans, il y avait bien eu quelques tentatives de porter à l'écran les mystères de l'assassinat de Kennedy. Mais cela s'était toujours fait dans la fiction ou de façon confidentielle. En France, par exemple, *I comme Icare* d'Henri Verneuil avait pu en son temps passer pour un film sur l'affaire, alors qu'il en était fort éloigné et que son réalisateur lui-même avait mis le public en garde contre l'amalgame. Quelques mois après le film d'Oliver

Stone, un *Ruby* n'allait être qu'un petit film mi-eau de rose, mi-tentative historique, manquée d'ailleurs. Avec *JFK*, Oliver Stone fait œuvre de cinéaste, avec sa force habituelle, et met, si l'on ose dire, les pieds dans le plat. Jusqu'en 1991, seule la raison du public a été sollicitée dans de multiples reportages ou versions vidéo des travaux des différents chercheurs indépendants qui ont souvent opté pour un soutien « audiovisuel » à leurs recherches. À présent, Stone parle aux « tripes » des spectateurs, fait appel à l'émotion, au travers d'un montage serré mais ambigu, mélangeant documents d'archives, reconstitutions fidèles et scènes de fiction.

Avant même la présentation du film dont les premiers tours de manivelle ont été donnés, sur *Dealey Plaza*, le 14 avril 1991, une partie de la presse américaine s'est déchaînée contre le projet. Volé on ne sait trop par qui, le scénario a atterri dans plusieurs rédactions. Le *New York Times* lui a consacré une vingtaine d'articles. Le *Washington Post*, qui nous a habitué à moins de conformisme, crie au scandale. Idem pour *Time*, CBS ou *Newsweek*. Le *Chicago Tribune* trouve Stone « répugnant ». Rien pourtant n'empêche le public de se ruer dans les salles et de plébisciter le film. Cela ne signifie pas que ces millions de spectateurs souscrivent aux conclusions de Stone mais confirme le rejet ou les doutes sur les conclusions du rapport Warren. Le réalisateur lui-même n'a jamais prétendu que son film correspondait entièrement aux faits. Il déclarera au *Point*, en janvier

1992, qu’il a voulu frapper un grand coup et inverser la tendance : « Il y a toujours un besoin de justiciers. Zola, Dickens, regardez ce qu’ils ont fait. On a besoin de cela ; » Il ajoutera qu’il avait voulu créer un « contre-mythe ».

Que dire du contenu du film d’Oliver Stone ?

Globalement, le fond correspond point par point à ce que les chercheurs indépendants ont découvert sur l’affaire. Ainsi, tout ce qui concerne la balistique, l’autopsie de Kennedy, les événements des 22 et 24 novembre 1963 est vérifiable et acceptable. De même, Stone pose de bonnes questions sur Oswald et Ruby. Enfin, il met en avant nombre de conclusions de Jim Garrison, ce qui est, après tout, son droit. En revanche, à trop vouloir être cohérent et convaincant, le réalisateur a été obligé d’aller au-delà des faits plausibles. Ainsi, il lui fallait absolument parler du Vietnam, la grande obsession de sa vie et de son œuvre. Il fallait que Kennedy ait été tué à cause de cette « sale guerre » qui a coûté aux États-Unis près de 60 000 de leurs enfants. Partant, Stone crée plus qu’il ne démontre les projets de retraits du Vietnam de Kennedy. Par ailleurs, il invente des réunions au sein desquels prennent place Dulles et Johnson en personne. Même si ces hommes avaient eu des choses à se reprocher, il est peu probable qu’ils aient décidé la mort de « JFK » en assemblée générale de conspirateurs.

Kennedy voulait-il retirer les 16 000 conseillers américains du Vietnam ? La question reste posée, même si

Oliver Stone y répond sans hésiter par l'affirmative. À l'appui de sa thèse, il invoque différents témoignages de conseillers du président, comme le général Gavin ou Kenneth O'Donnel, qui affirment l'avoir entendu promettre un repli total du dispositif américain dès le début de son deuxième mandat[43]. Par ailleurs, un mémorandum du Conseil National de Sécurité, référencé NSAM 263, prévoyait, comme préalable au retrait, la transmission de la direction des opérations de la CIA sur place aux autorités militaires et le rapatriement imminent d'un millier d'hommes. Enfin, à plusieurs reprises, Kennedy avait évoqué la « guerre » qui se préparait au Vietnam en précisant qu'il ne tenait pas à voir les États-Unis y participer. S'il est vrai qu'une des premières décisions de Johnson fut de retirer la décision NSAM 263, s'il faut bien constater que, en quelques années, le nombre d'Américains présents au Vietnam passa de 16 000 à 600 000, rien ne permet d'affirmer sans réserve que « JFK » allait faire marche arrière dans son soutien au régime de Saigon. C'est une des faiblesses du film de Stone que d'avoir retenu comme mobile de l'assassinat du président (et comme preuve de la participation au complot du « complexe militaro-industriel ») ces projets encore discutés aujourd'hui par les historiens.

Mais faut-il que le film de Stone soit vrai à chaque seconde ? Doit-il ne se tromper jamais pour conserver sa crédibilité ? Doit-on lui reprocher ce qu'on a pardonné à Earl Warren et ses collègues ? Dans l'historique de l'affaire

Kennedy, ce *JFK* est essentiel. Plus que la relance des enquêtes, il obtient un résultat précieux : il réveille une fois de plus l'intérêt du public.

En quelques mois, les interrogations ressurgissent. Le Congrès reparle de l'affaire. Louis Stoke, Gerald Ford et même Edward Kennedy demandent la déclassification de tous les documents relatifs à l'affaire. Le 27 octobre 1992, le président Bush est obligé de concéder une ouverture anticipée de certaines archives. Le directeur du FBI, William Sessions déclare qu'il trouve « essentiel » que les Américains puissent voir le « petit nombre » de documents non encore publiés. Il s'agit, tout de même, de plus de 300 000 pages, rien que pour le FBI ! Il faudra des années pour les éplucher. En réalité, lorsque ces archives sont ouvertes, en août 1993, près de 125 000 dossiers (soit près de 2 millions de pages) du FBI, de la CIA et du *Secret Service* largement expurgés, selon la pratique en vigueur aux États-Unis, sont livrés au public. Une commission de cinq membres examine les pièces les unes après les autres avant de donner leur feu vert à la communication[44]. Les chercheurs n'y trouveront rien de comparable à la manne qu'avait constituée la publication de 100 000 pages du FBI, en 1978, sous couvert de la loi sur la liberté de l'information. Rien de bien important n'est dévoilé en 1993 : une analyse d'urine d'Oswald datant de 1959, des tests balistiques effectués avec l'arme présumée du crime, des milliers de requêtes administratives sans intérêt, des articles de journaux parus à des milliers d'exemplaires et

pourtant estampillés « confidentiel » par les agences de renseignement, des photos d'Oswald enfant, des rapports de transfuges en URSS, des rapports sur une présumée liaison entre Oswald et une fonctionnaire cubaine (qui a démenti les faits), des comptes rendus d'éléments et de faits déjà connus depuis longtemps, etc. En revanche, ce que montrent tous ces dossiers, c'est la véritable panique qui a régné dans toutes les agences officielles de renseignement au moment de l'assassinat de Kennedy, ce qui explique peut-être, sans les excuser, certaines des bévues commises lors des enquêtes[45]. Si le travail de déclassification des années 1990 a été en apparence massif, la façon dont les documents les plus sensibles a été rendue publique ne corrige nullement les défauts constatés lors des précédentes tentatives[46].

Il allait être nécessaire d'attendre plus de cinq ans pour que la décision du président Bush soit mise en œuvre. Entre temps, le film de Stone a suscité un sursaut des partisans du rapport Warren.

Celui-ci a lieu en 1993, pour le trentième anniversaire de la mort de Kennedy, avec la sortie du livre de Gerald Posner, *Case closed. Lee Harvey Oswald and the assassination of JFK* (*Affaire classée. Lee H. Oswald et l'assassinat de JFK*). Tout se passe comme si, au début des années quatre-vingt-dix, les tenants des deux grandes thèses en présence se sont donné rendez-vous. D'un côté, Oliver Stone réveille les esprits par une œuvre hardie, un

film fort mais parfois discutable. De l'autre, Gerald Posner, jeune juriste new-yorkais de style « l'Amérique est de retour », décide de défendre ce à quoi plus personne ne croit : Oswald aurait agi seul, Ruby serait un individu dérangé en mal de publicité et le rapport Warren aurait dit vrai. Car c'est bien de cela dont il s'agit dans *Case closed*. Innocents tous ceux que les enquêteurs non officiels soupçonnent depuis des années. Innocents ceux que le *House Select Committee on Assassinations* a montrés du doigt sans les nommer. Innocents la mafia, la CIA, les anti-castristes. Telle est en résumé la thèse de Posner. Pour le démontrer, il publie un ouvrage dont la publicité et l'auteur lui-même, lors de ses innombrables prestations télévisées, affirment que les conclusions se fondent sur une relecture de l'affaire et l'utilisation de « nouvelles techniques ». Aux États-Unis, ce travail rencontre un certain succès mais son auteur ne parvient pas, par son attitude cassante et ses attaques personnelles contre ses contradicteurs, à conserver l'estime d'une grande partie de son propre public. Ses conférences se terminent sous les quolibets de ceux qui croient qu'on leur ment, au moins un peu, depuis plus de trois décennies.

Sur le fond, dans *Case Closed*, Posner échoue sur les mêmes écueils qui ont affaibli certaines théories adverses. Il ne garde que ce qui lui plaît et va dans son sens. Il reste silencieux sur ce qui pourrait prolonger la discussion et contredire ses idées. En s'appuyant de la sorte, sans esprit critique, sur le rapport Warren, il ne pouvait de toute façon

qu'arriver aux mêmes conclusions. Quant aux soi-disant techniques nouvelles, elles n'impressionnent guère. Sa théorie de reconstruction du déroulement de l'attentat, au vu du film d'amateur qui montre les faits, n'est pas convaincante. Seule infidélité au rapport Warren, il modifie d'autorité la durée de la fusillade pour que l'image de synthèse appuie, comme par magie, ses théories. Au fil de nos futurs développements, nous examinerons certains des arguments de Posner.

De même, nous tiendrons compte du récent travail de Vincent Bugliosi qui, en plus de mille pages, a lui aussi tenté une réhabilitation du rapport Warren[47]. Ancien procureur, notamment dans l'horrible affaire de l'assassinat de l'actrice Sharon Tate (épouse de Roman Polanski) et de ses amis à Los Angeles en 1969, Bugliosi s'est replongé dans les rapports, les témoignages, les pièces et même les contre-enquêtes avec un parti pris : confirmer la version officielle de 1964. Si certaines de ses conclusions sont brillamment exposées, il tombe souvent dans le même piège que ses prédécesseurs en ne retenant que ce qui va dans son sens et en ne poussant guère son esprit critique. Ainsi, par exemple, s'il démontre de façon très convaincante qu'Oswald n'était pas un bouc-émissaire, il échoue dans son soutien à la thèse de la balle « unique » (que certains qualifient de « magique ») qui est au cœur de la controverse et sur laquelle nous reviendrons longuement plus loin. Surtout, en affirmant qu'il n'y a rien de « politique » dans les événements de novembre 1963 et

leurs suites, mais seulement une affaire de droit commun, il nous paraît prendre le lecteur pour un être passif et non informé, comme si rien n'avait été écrit (et parfois démontré) par les études et enquêtes antérieures à son livre.

De leur côté, les opposants au rapport Warren n'ont jamais relâché la pression. Ils disposent d'outils performants, se réunissent périodiquement pour des congrès et des colloques, poursuivent les publications et les recherches[48]. Parmi les structures remarquables, citons l'AARC (*Assassination Archives and Research Center*), créé en 1984 et qui est un important centre de documentation sur l'affaire Kennedy, la base de donnée *JFK Lancer* ou les milliers de pages mises en lignes par la fondation Mary Ferrel[49]. Depuis 1963, plus de mille cinq cents livres ont été publiés sur l'assassinat de « JFK ».

Nous allons à présent tenter de ne pas nous perdre sur cet océan de papier.

III

Balle magique et barrière de bois

Lorsque le lieutenant Colombo ou le commissaire Maigret arrivent sur les lieux d'un meurtre, le scénariste réussit toujours à brouiller les pistes qui mènent à l'assassin. L'arme du crime a disparu. Il n'y a pas de témoin, pas d'empreintes, pas d'indices. Le coupable dissimule ses turpitudes avec intelligence. Et pourtant, le lieutenant de Los Angeles et le flic de chez nous décortiquent, raisonnent, piègent le méchant et triomphent immanquablement. Tout ceci ne se voit qu'à la télévision ou au cinéma. Dans la vie quotidienne du crime, il n'y a que peu d'affaires aussi compliquées. À Dallas, par exemple, ni Colombo, ni Maigret n'auraient eu à forcer leurs talents. Le chef Curry et le capitaine Fritz, même flanqués du procureur Wade, auraient dû suffire à faire toute la lumière sur l'assassinat du président des États-Unis.

Compte tenu des éléments disponibles, ils auraient dû éliminer le moindre doute et arriver à des conclusions

incontestables. On disposait de très nombreux témoins, du corps de la victime, d'éléments balistiques essentiels (le fusil, les balles extraites du corps du président, les douilles) et même… d'un film montrant avec précision le déroulement de l'attentat. On mit la main rapidement sur un suspect qui n'eut pas le temps de détruire les preuves et qu'on put interroger pendant des heures. Malgré un pareil dossier, la police de Dallas, le FBI et la commission Warren échouèrent dans leur tentative d'explication de l'assassinat de John Kennedy et n'aboutirent qu'à provoquer d'interminables disputes d'experts.

Dans ce chapitre, nous allons aborder les éléments balistiques (au sens le plus large) de l'affaire Kennedy. Combien de coups de feu ont été tirés ? D'où sont-ils partis ? Telles sont les deux principales questions.

Au matin du 22 novembre 1963, Abraham Zapruder, patron d'une petite entreprise textile de Dallas, retrouva sa secrétaire, Marilyn Sitzman, dans ses bureaux du *Dal-Tex Building*, sur *Dealey Plaza*. La ville était en ébullition, dans l'attente de la parade qui devait conduire le président de l'aéroport au *Trade Mart*, sous les acclamations de près de 200 000 Texans. Bon citoyen, peu impliqué dans la politique car entièrement tourné vers ses affaires, le brave homme s'apprêtait néanmoins à aller assister au passage de Kennedy. En milieu de matinée, sa secrétaire lui fit remarquer qu'il pourrait filmer ce moment d'histoire de la ville. Ce serait, pensait-elle, une excellente occasion

d'utiliser sa caméra ultra-moderne, modèle 414 PD de Bell & Howell Zoomatic. Zapruder se laissa convaincre et passa chez lui avant de prendre position face à l'arrivée du cortège, sur la droite de *Dealey Plaza*, lorsqu'on la regarde depuis le dépôt de livres scolaires. Une pellicule 8 mm Kodachrome même entamée (elle avait servi à capturer des scènes familiales) devrait suffire à filmer le passage de la Lincoln présidentielle. Debout sur un escabeau tenu par Marilyn, afin de dominer la scène, il attendit patiemment le moment propice pour commencer à opérer et réaliser le reportage le plus célèbre de toute l'histoire du cinéma amateur, quarante ans avant que la miniaturisation des caméras vidéos ne banalise l'exercice.

Vingt-six secondes. L'œuvre de Zapruder dure vingt-six secondes et compte 477 images. Elle a assuré à son auteur une notoriété mondiale dont, de son propre aveu, il se serait bien passé. De l'arrivée sur *Elm Street* à l'entrée sous le viaduc qui coupe cette rue, en direction de la voie rapide et du *Trade Mart*, rien ou presque ne lui échappe de ce qui se passe dans la limousine présidentielle. Celle-ci n'est invisible qu'à peine plus d'une seconde, lorsqu'elle est cachée de l'objectif par un panneau indicateur qui se trouvait malencontreusement dans le champ. Le cinéaste amateur n'avait pas cru bon de faire un vrai repérage avant de filmer. C'est vrai, l'image saute un peu par moment et le cadrage n'est pas toujours excellent. Mais qu'importe, c'est un morceau d'histoire qui est inscrit sur la pellicule. C'est aussi un élément vital pour l'enquête. Car le travail de

Zapruder permet de *voir* ce qui s'est passé, de « minuter » les événements, d'apprécier les réactions de chacun, et notamment des victimes, au moment des impacts.

Le film (muet) commence, à la vitesse de 18,3 images par seconde, par l'arrivée du cortège précédé de motards. On roule alors à 18 km/h. Le cadrage se resserre insensiblement sur la voiture du président. On commence à distinguer des mouvements divers sur les sièges, juste après le passage derrière le panneau indicateur : Kennedy porte ses deux mains à la gorge, Connally s'agite de gauche à droite puis s'effondre sur son épouse, Jacqueline Kennedy se penche sur son mari. On devine aux mouvements de sa bouche qu'elle hurle. Le mouvement de la caméra est presque parfait et permet de garder le contact visuel avec la voiture. Enfin, un impact fait voler en éclat le crâne de Kennedy qui a un brusque mouvement vers l'arrière-gauche. À ce moment, son épouse s'extrait du véhicule et rampe sur le coffre arrière, comme si elle voulait prendre la fuite. En observant la scène au ralenti, on s'aperçoit qu'elle regagne sa place seule, avant même que l'agent du *Secret Service* qui s'est lancé à la poursuite de la voiture parvienne à se hisser à bord. Dans une biographie au vitriol, David Heymann a accusé « Jackie » d'avoir voulu échapper à la fusillade, au besoin en « piétinant » (*sic*) le corps et la tête de son mari. Il n'en est rien. L'épouse du président semble bien être allée chercher « quelque chose » sur le coffre arrière de la Lincoln, qui pourrait bien être un morceau du crâne du président. Ce qui est certain,

c’est que l’agent Hill ne l’a pas aidée à regagner sa place, mais qu’elle y est retournée d’elle-même. En arrivant à l’hôpital *Parkland Memorial*, elle tenait d’ailleurs dans la main des matières cervicales. À la fin du film Zapruder, la voiture accélère et disparaît sous le viaduc.

Alors que la panique règne sur la place, Abraham Zapruder se précipite à son bureau et, en bon Américain, téléphone d’abord à son avocat pour lui demander conseil sur la marche à suivre. Le film est développé alors que le FBI et les représentants du groupe de presse *Time Life*, qui ont entendu dire qu’un homme avait probablement filmé le meurtre, se présentent chez le tailleur de Dallas. Zapruder vend l’original de son film aux seconds pour 150 000 dollars. Il faudra attendre plus de trois mois pour que la commission Warren et le FBI exigent d’avoir accès à l’original, bien plus précis et clair que les copies et copies de copies jusqu’alors mises à sa disposition. Quant au public, s’il découvre les premières photos tirées du film dès le 29 novembre dans *Life* et, en France, dans *Paris Match*, il lui faudra attendre plus de dix ans avant de pouvoir connaître l’ensemble des vingt-six secondes du document, même si des copies pirates auront entre-temps circulé[50]. En 1969, Jim Garrison réussira à contraindre *Time Life* de lui fournir l’original pour le procès de Clay Shaw. Six ans plus tard, le 6 mars 1975, l’Amérique découvrira la totalité de la scène dans l’émission *Good Night America*. Rentré dans le patrimoine de la famille Zapruder pour un dollar symbolique cinq ans après la mort d’Abraham, survenue en

1970, le film est déposé par celle-ci aux archives nationales. Quelques temps plus tard, le fils Zapruder acquiert lui-même une bonne copie et se livre au commerce de ce petit trésor auprès des producteurs de documentaires. De nombreuses copies, parfois tronquées de quelques images (par qui?) se mettent à circuler… si bien qu'il faudra plus tard qu'un panel d'experts détermine quel est le film original, apparemment celui des archives. Les prix de location (qui étaient montés jusqu'à 30 000 $) s'effondrent. La famille réclame une indemnité au gouvernement des États-Unis et touchera, en 1998, 16 millions de dollars. Elle a depuis cédé ses droits d'exploitation au musée du sixième niveau du dépôt de livres de Dallas. On peut aujourd'hui regarder différentes versions et copies du film sur la plupart des sites Internet relatifs à l'assassinat. Il a été nettoyé et numérisé en 1997, ce qui permet désormais de voir l'image en son entier, même s'il subsiste encore un doute sur le fait qu'on dispose de l'intégralité du film : selon certains experts, il manquerait plusieurs images, notamment celles qui permettraient d'établir que la limousine présidentielle a ralenti après le (ou les) premier(s) tir(s).

Il existe ou aurait existé plusieurs autres films réalisés dans les parages de *Dealey Plaza*, le 22 novembre 1963, vers 12 heures 30. Le dernier à avoir refait surface a été remis dans le dépôt de livres en 2007 : réalisé par un dénommé George Jefferies, il montre le passage de la

voiture présidentielle bien avant les tirs, avec un joli gros plan sur Mme Kennedy.

Quelques secondes avant Zapruder, un certain Orville Nix a, lui aussi, commencé à filmer, depuis le centre de la place. On distinguera sur son film (plutôt qu'on ne verra) les dernières secondes de l'attentat. Deux autres films montrent le dépôt de livres et Kennedy passant devant cet immeuble, quelques instants avant les coups de feu. Le premier a été réalisé par Robert Hughes. Il laisse deviner des mouvements derrière *deux* fenêtres du cinquième étage. Selon la version officielle (Warren et FBI), il s'agirait en réalité de cartons empilés… sauf que les photos de l'intérieur du cinquième étage du dépôt démentent qu'il y avait un tel empilement à cet endroit et que, en principe, les cartons ne bougent pas, alors qu'un mouvement est perceptible sur le film. Un autre film, caché par le FBI jusqu'en 1978, a été réalisé par Charles L. Bronson et lui a été confisqué peu après sa réalisation. Pour se justifier d'avoir attendu quinze ans avant de le révéler, le FBI a déclaré que le bâtiment qu'on y voyait n'était pas le dépôt de livres. À la vue des images, il n'y a pourtant aucun doute : on voit nettement le dépôt de livres et la voiture de Kennedy qui se dirige vers lui. On y voit encore plus clairement les mouvements que sur le film de Hughes : il y a *deux* personnes qui s'agitent au cinquième étage du dépôt, une poignée de secondes avant le début de la fusillade. Le HSCA, qui ne reçut communication du film Bronson qu'à la fin de ses travaux, a demandé une étude

complémentaire au FBI. On en attend toujours le résultat, trente ans plus tard. Dernier film possible de l’assassinat de Kennedy, celui qu’aurait réalisé une certaine Beverly Oliver, employée d’une boîte de nuit (qui connaissait d’ailleurs Jack Ruby et David Ferrie). La jeune femme peut être aperçue en train de filmer sur diverses photos prises sur *Dealey Plaza*. Sa position montre qu’elle aurait saisi la scène en enfilade. Elle affirma que, le 25 novembre 1963, un « agent du FBI » vint saisir le film à son domicile. On n’en entendit plus jamais parler. Le *House Select Committee on Assassinations* a entendu Beverly Oliver à huis-clos — pourquoi ? — et n’a pas publié son témoignage — pourquoi ?

Le film Zapruder est donc le plus important de la production amateure de ce jour. Il constitue même ce qu’on pourrait appeler une « preuve », traduction littérale du terme américain *evidence*. Grâce à lui, nous le verrons, un certain nombre de contestations du rapport Warren peuvent être avancées. Mais il est tout aussi important de savoir que ce petit morceau de cinéma a également servi aux enquêteurs officiels pour établir leur propre version, en dépit des lenteurs mises par les commissaires pour exiger de *Time Life* la fourniture de l’original. Partant de la même preuve, on arrive à deux familles de conclusions différentes. Heureusement, le film Zapruder n’est pas le seul élément qui permette d’approcher ce qui s’est passé sur *Dealey Plaza*, le 22 novembre 1963.

La principale vertu du film Zapruder est de permettre de fixer le temps qu'a duré la fusillade : entre 5 et 6 secondes. Son visionnage élimine les premières déclarations du shérif Decker selon qui la scène avait duré « vingt secondes » et que les premiers tirs avaient eu lieu alors que la Lincoln présidentielle roulait encore sur *Houston Street*.

Le rapport Warren conclut qu'il y a eu trois coups de feu sur *Dealey Plaza*. La première balle a frappé Kennedy à la base du cou, est ressortie par la trachée puis a frappé le gouverneur Connally. La deuxième balle a manqué la voiture et, par ricochet, a légèrement blessé à la joue le témoin James Tague. La troisième, enfin, a atteint le président à l'arrière du crâne, lui causant une blessure fatale[51]. Compte tenu de la durée de l'attentat, il était impossible que la même arme ait tiré plus de trois fois. Il *fallait* donc que le président et le gouverneur du Texas aient été atteints par la même balle. Devant cette nécessité, dans sa démarche pour accuser le seul Oswald, la commission Warren a retenu la théorie d'un projectile unique causant l'ensemble des blessures de Connally, après avoir traversé de part en part le président. Cette théorie de la balle « unique » a été raillée par la plupart des enquêteurs non officiels sous le nom de théorie de la balle « magique ».

Pour savoir combien de coups de feu ont été réellement tirés, on dispose de plusieurs éléments : des témoins,

l'arme du crime, les balles retrouvées sur les lieux et, certes de façon controversée, un enregistrement sonore.

Les enquêteurs de Dallas, notamment les hommes du shérif Decker, et la commission Warren ont interrogé 256 personnes qui se trouvaient sur les lieux de l'assassinat de Kennedy au moment des faits. Parmi eux, il y avait environ 180 badauds auxquels il faut ajouter les personnes participant à la parade (Jacqueline Kennedy, Lyndon Johnson et son épouse, les policiers de l'escorte, les agents du *Secret Service*, etc…) et celles qui se trouvaient au croisement entre *Houston Street* et *Elm Street*[52].

Immédiatement après l'attentat, les journalistes se sont précipités sur les témoins directs. Une de leurs questions était : « Combien avez-vous entendu de détonations ? ». À chaud, ces témoins hésitèrent entre trois et quatre. Plus tard, 132 témoins entendus par la commission Warren parlèrent de *trois* coups de feu, mais cela se passait plusieurs semaines, voire plusieurs mois après les faits, alors que la version officielle circulait depuis longtemps dans les médias. L'agent Kellermann, qui se trouvait devant Connally et Kennedy, affirma pour sa part qu'en tenant compte de ce qu'il avait entendu, mais aussi des blessures qu'il avait vues dans la voiture et à l'hôpital, il pensait qu'il y avait eu « plus de trois coups de feu ». Le gouverneur du Texas et son épouse déclarèrent à plusieurs reprises qu'ils pensaient la même chose[53]. Jacqueline Kennedy témoigna en ces termes devant la commission Warren : « Il dut y avoir deux coups de feu ». Elle ajouta cependant : « Je

pensais d’abord qu’il y en avait eu trois et je pensais que mon mari n’avait produit aucun son lorsqu’il avait été touché [NDLA : la première fois]. Puis le gouverneur poussa un cri perçant. Quelques jours plus tard, j’ai lu que c’était le même tir qui les avait touchés tous les deux ». Avec cette précision, l’ex-Première dame démontrait que son témoignage avait été influencé par les commentaires et les fuites de l’enquête. De toute façon, la fiabilité de tels témoignages est incertaine. L’action s’est déroulée à la fois très vite et dans un moment de puissant trouble émotionnel. Après avoir noté que les témoins, y compris les plus proches de Kennedy au moment de sa mort, ne s’entendent pas sur le nombre de coups de feu, il faut donc rechercher d’autres éléments.

Le premier consisterait à inspecter soigneusement les lieux du crime et à rechercher les impacts. Selon la version officielle, Kennedy et Connally ont été touchés par deux balles, un troisième projectile ayant blessé le témoin Tague. Mais d’autres impacts sont identifiables. Les deux premiers se retrouvent sur le pare-brise et la carrosserie de la voiture présidentielle. Des photographies prises à l’hôpital *Parkland Memorial* montrent nettement les dégâts causés, soit par deux projectiles, soit par des éclats. Or, selon la commission Warren, la balle qui a traversé à la fois le président et le gouverneur a été retrouvée sur un brancard de l’hôpital : elle n’a donc pas pu endommager le pare-brise ou la carrosserie. On relèvera ici que l’examen de la voiture de Kennedy a été réalisé par le FBI et le *Secret*

Service dans une certaine précipitation. On a longtemps cru que la Lincoln avait été *lavée et recarrossée* quelques jours à peine après le crime. Dans son récent ouvrage, Vincent Bugliosi a démontré que cette opération eut lieu en avril 1964, après démontage des pièces litigieuses… dont la trace a été perdue. Il est anormal, sinon troublant, que des pièces à conviction essentielles aient été égarées. Aucune contre-expertise détaillée n’a donc été possible, ni sur les traces d’impact, ni sur les traces de sang[54]. Quant à la balle qui a frappé Kennedy à la tête, elle n’a été retrouvée ni dans son corps, ni ailleurs. Deux fragments retrouvés sur le plancher de la voiture présidentielle ont été identifiés par la commission Warren comme provenant de ce projectile. Les impacts sur la voiture pourraient donc avoir été causés par une balle supplémentaire.

Certains témoins affirment encore avoir constaté des traces d’impact sur l’arrière du panneau indicateur visible sur le film Zapruder. Nul ne put vérifier leurs affirmations : le panneau fut démonté et changé quelques jours après l’attentat. D’autres personnes disent avoir vu un impact sur la route, devant la voiture du président. Enfin, un célèbre reportage photographique montre un enquêteur, le shérif adjoint Walthers, se pencher vers ce qui pourrait bien être une balle, la ramasser et l’enfouir dans une de ses poches. Interrogé, Walthers déclara qu’il avait en réalité ramassé un morceau d’os. Pourquoi l’avoir dès lors mis dans sa poche à la sauvette ? Est-ce ainsi qu’on traite les pièces à conviction au Texas ?

Si nous refaisons nos comptes en considérant exacts tous ces éléments complémentaires, on arrive à un total de 3 à 6 balles, au moins[55].

Le *House Select Committee on Assassinations* a conclu son enquête en estimant qu'il y avait eu plus de trois tirs sur *Dealey Plaza*. Pour ce faire, il s'est notamment — mais pas exclusivement — servi d'analyses acoustiques effectuées sur un enregistrement sonore de l'attentat. Cette bande aurait été enregistrée par hasard : un motard de la police avait laissé sa radio branchée. En 1963, les techniques disponibles ne permettaient pas une analyse probante, notamment parce qu'il fallait trier les sons parasites provenant de toutes les autres radios de la police de Dallas. En 1978, le HSCA a repris ce travail et a été convaincu par ses experts qu'il y avait eu quatre coups de feu (dont un tiré face à la limousine présidentielle). Depuis, plusieurs contre-analyses réalisées, soit par le FBI, soit par des organismes scientifiques extérieurs au HSCA, sont venues infirmer une telle interprétation. Selon ces contre-expertises, les explosions perceptibles sur la bande sonore n'auraient pas été enregistrées sur *Dealey Plaza*. Partant, les tenants de la version officielle rejettent la sonorisation du film Zapruder qui a été réalisée en mariant ces sons à l'image. Pourtant, ces montages font apparaître une parfaite synchronisation des deux éléments[56].

Avec ou sans la sonorisation du film Zapruder, voici un premier doute sérieux sur les conclusions de la commission

Warren concernant le déroulement de l'attentat proprement dit.

Une balle peut-elle traverser deux hommes, leur chair et leurs os sans être abîmée et écrasée ? La même balle peut-elle changer deux fois de trajectoire ? Les simples amateurs de balistique n'auront pas besoin d'une longue étude pour penser que cela n'est pas possible. La commission Warren a estimé le contraire et a lancé sur la scène de l'affaire Kennedy sa pièce à conviction numéro 399, immédiatement surnommée la « balle magique » par les critiques.

Pour la commission Warren, trois balles ont été tirées sur *Dealey Plaza*. Elle le « démontre » en constatant que l'arme du crime — dont il sera question plus loin — ne pouvait en tirer davantage en moins de six secondes et que, par ailleurs, on a retrouvé trois douilles au cinquième étage du dépôt de livres. Ce faisant, d'ailleurs, elle avoue implicitement que son travail n'a consisté qu'à confirmer la thèse de départ : Oswald était le seul tireur et s'il y a trois douilles, c'est qu'il a tiré trois fois. Pour la commission, la première balle a frappé le président dans le dos, est ressortie par sa gorge puis a traversé le torse, le poignet et la cuisse du gouverneur Connally. Vers 13 heures, le 22 novembre 1963, un mécanicien de l'hôpital *Parkland Memorial*, Darrell Tomlinson, se retrouva dans un ascenseur avec un chariot que la commission Warren — malgré les doutes émis par Tomlinson lui-même —

identifia comme étant celui ayant servi à transporter Connally de la limousine présidentielle à la salle d'urgence, puis de la salle d'urgence à la salle d'opération. En poussant le chariot contre un mur, en sortant de l'ascenseur, une balle roula au sol. Elle était quasiment intacte. La commission Warren a estimé que cette balle était celle qui avait frappé Kennedy *et* Connally.

Lorsqu'on examine avec précision le film Zapruder, on constate que, compte tenu de la position des victimes au moment où Kennedy porte ses mains à la gorge, il a fallu que cette balle le touche de haut en bas dans le dos, vire à gauche en sortant de sa gorge, frappe Connally en trois endroits, tout en modifiant une fois encore sa trajectoire. Cela est déjà beaucoup. Il faut encore ajouter, pour que la pièce à conviction n° 399 soit vraiment « magique », qu'elle n'a pratiquement pas été déformée par son voyage dévastateur dans le corps des victimes — après avoir notamment frappé les os du poignet du gouverneur — et ne porte, selon le rapport du FBI, aucune trace de sang ou de tissu. Des essais réalisés par le FBI sur des cadavres humains ou des carcasses de chèvres montrent que la balle aurait dû être écrasée ou déformée et avoir perdu de nombreux éclats. Tel n'est pas le cas de la balle retrouvée à l'hôpital. La commission Warren — en dépit des rapports initiaux du FBI qui parlaient de deux balles différentes — a pourtant osé conclure que ce projectile avait ces propriétés miraculeuses. Pour couper court à toute discussion, elle est allée encore plus loin en déclarant qu'il n'était « pas

nécessaire de déterminer quel est exactement le coup qui a frappé le gouverneur Connally », sorte de version polie d'un « circulez, il n'y a rien à voir ». Dans les années qui suivirent la publication du rapport, plusieurs commissaires se désolidarisèrent de ces conclusions qui leur avaient été quasiment imposées au moment de la rédaction du rapport de synthèse[57]. Ce fut d'abord Richard Russel qui n'avait pas apprécié que Warren refuse de faire figurer une note en bas de page pour signaler qu'il n'adhérait pas aux conclusions sur la balle unique. Puis Hale Boggs avoua ses « forts doutes », avant que le sénateur Cooper déclare qu'il n'était « pas convaincu » par les conclusions de 1964.

Trente ans après, Gerald Posner est venu au secours de cette théorie rejetée par les médecins légistes les plus prestigieux. Il croit possible que la balle en question ait occasionné tant de dégâts sans en souffrir. Elle aurait en effet tourné sur elle-même en traversant les victimes ce qui expliquerait à la fois qu'elle n'ait pas été abîmée et qu'elle ait connu une trajectoire aussi peu orthodoxe. En tournant, la balle n'aurait en effet jamais présenté son « nez » aux chocs, sa vitesse aurait été considérablement réduite, au point de lui permettre de ne se ficher que superficiellement dans la cuisse de Connally et d'en tomber « naturellement » à l'hôpital. À la lecture du livre de Posner, on pourrait à la rigueur être abusé par ses conclusions. Mais ce serait oublier les autres éléments qui militent contre sa proposition et qu'il omet de combattre efficacement dans son ouvrage. Le faisceau d'indices qui

plaide contre les conclusions du rapport Warren est bien plus épais.

Le film Zapruder apporte encore une fois des précisions importantes. En effet, on peut y constater qu'entre le moment de la réaction de Kennedy (il porte les mains à sa gorge) et celle où on peut avoir la certitude que Connally a été touché, il s'écoule près de deux secondes. Or, la vitesse de la balle, même ralentie par l'impact, se situe alors entre 500 et 600 mètres par seconde. Par ailleurs, si la même balle avait frappé Kennedy et Connally, broyant le poignet de ce dernier et lui sectionnant un nerf indispensable à la préhension, le gouverneur aurait lâché le chapeau qu'il tenait à la main. Hors, tel n'est le cas que deux secondes après que le président a porté ses mains à la gorge. À ce moment seulement, le visage du gouverneur se gonfle sous l'effet de la perforation de son poumon. Connally lui-même a souvent déclaré qu'il était sûr de ne pas avoir été touché par la même balle que Kennedy. Il expliqua que, s'étant rendu compte qu'il se passait quelque chose derrière lui, après qu'il eut entendu une détonation, il se tourna d'abord à droite pour regarder par-dessus son épaule et, n'y parvenant pas, il avait entrepris de se retourner par la gauche. C'est à ce moment qu'il avait été touché. En 1966, il déclarait à *Life* : « Je sais absolument qu'une balle a causé la blessure du président et qu'un tir séparé m'a touché. Je ne changerai jamais d'opinion. » Enfin, lorsque les médecins de *Parkland Memorial* annoncèrent que Connally était hors de danger, ils précisèrent qu'il restait

« une balle à extraire de sa jambe ». D'après la thèse officielle, la balle magique était pourtant déjà tombée toute seule de ses plaies. Le docteur Shaw, qui opéra Connally, s'est dit persuadé que la théorie de la balle unique ne résistait pas à un examen attentif. Tel est aussi l'avis du docteur Wecht, un des plus grands spécialistes américains de médecine légale.

John Connally est décédé en 1993. Ses radiographies du poignet et de la cuisse laissaient toujours entrevoir des éclats de balle.

Dans une enquête criminelle, l'arme du crime est un élément matériel essentiel. Il permet de calculer les distances, le temps possible d'une fusillade, de comparer les projectiles. De ces analyses, on peut déduire si une seule ou plusieurs armes ont servi. Dans l'affaire Kennedy, les enquêteurs disposèrent, dit-on, de l'arme du crime peu de temps après les faits.

Un peu moins d'une heure après l'attentat contre Kennedy, deux policiers de Dallas, Weitzman et Boone, découvrirent un fusil au cinquième étage du dépôt de livres. Ils furent immédiatement rejoints par le shérif-adjoint Mooney, le capitaine Fritz et le lieutenant Day[58]. Ce dernier examina l'arme et Fritz en éjecta une cartouche non percutée. L'assassin avait été si sûr de son affaire qu'il n'avait introduit que quatre balles dans son chargeur. L'arme fut emportée sans véritable soin vers le commissariat de police, avant d'être confiée au laboratoire

du FBI pour examen. Les enquêteurs du FBI et la commission Warren indiquèrent que l'arme retrouvée au cinquième étage du dépôt de livres, sous des cartons, presque à l'opposé de la fenêtre d'où Oswald avait fait feu, était un fusil de marque italienne Mannlicher-Carcano, calibre 6,5, muni d'un chargeur pouvant contenir six cartouches et d'une lunette de visée. Il est depuis présenté comme étant celui qui a servi à tuer Kennedy.

Mark Lane et d'autres contestent que cette arme est celle qui fut retrouvée le 22 novembre 1963. Ils se fondent sur la confusion des pièces et le manque de sérieux des interrogatoires devant la commission Warren, menés sans aucun souci du détail. Premier élément, une déposition sous serment (ce qui représente quelque chose aux États-Unis où le faux témoignage est effectivement poursuivi) de Weitzman, datée du 23 novembre 1963 et publiée dans un des volumes de pièces du rapport Warren, dans laquelle le policier déclare avoir découvert un *Mauser, calibre 7,65*. Deuxièmement, le capitaine Fritz lui-même décrivit au moins à une reprise le fusil comme étant un Mauser. Plusieurs des policiers présents sur les lieux relayèrent la même information vers la presse. Enfin, le 23 novembre, lors d'une de ses inénarrables conférences de presse, le procureur Wade confirma une fois encore que le fusil retrouvé au cinquième étage du dépôt de livres était un Mauser. Fort de ces constatations en contradiction avec la suite des résultats de l'enquête, Mark Lane demanda à être interrogé sur le sujet par la commission Warren, ce qui fut

fait. Il sema tant le trouble lors de son audition que la commission a renvoyé tous les doutes sur le sujet dans les parties de son rapport qui ne font aucune référence aux auditions. La version officielle de 1964 admet bien une certaine confusion mais la met sur le compte de la méconnaissance des armes de Weitzman, Boone et consorts. Selon Lane, plusieurs d'entre eux, dont Weitzman, avaient une expérience suffisante pour faire la différence entre un Mauser et un Mannlicher-Carcano.

Admettons néanmoins la version de la commission Warren même si elle n'a donné aucune explication satisfaisante, offrant ainsi à un de ses plus implacables adversaires un sérieux motif de contestation. Admettons que les policiers se soient trompés, qu'ils aient cru voir une arme allemande de calibre 7,65, alors même que le fusil qu'ils avaient entre les mains était marqué « *made in Italy* » et « Cal. 6,5 ». On a donc retrouvé un Mannlicher-Carcano, arme de guerre non-automatique, au cinquième étage du dépôt de livres scolaires. Lors de son enquête et de ses essais, le FBI estima qu'il fallait 2,55 secondes pour réarmer entre deux tirs. Pour tirer ses trois balles, Oswald avait donc eu besoin d'un peu plus de 5 secondes. Le film Zapruder montre que l'attentat a duré entre 5 et 6 secondes. En d'autres termes, Oswald a très bien pu tuer Kennedy et blesser Connally. Toutefois, il lui fallait un peu de temps pour viser, chaque fois qu'il avait manipulé la culasse. Cela diminue un peu ses possibilités. Enfin, il lui fallait réussir un carton presque parfait, à quatre-vingts

mètres, ce qu'aucun des tireurs d'élite mis à l'épreuve par le FBI pour le compte de la commission Warren n'a réussi à faire. Tous, en effet, échouèrent, soit sur le temps, soit sur la précision, alors même que la cible qui leur était proposée n'était pas mobile. Avant même d'aller plus loin, signalons qu'Oswald, ancien *marine*, n'avait jamais été considéré comme un tireur *d'élite*. Sur deux concours auxquels il participa, il fut qualifié, à chaque fois avec un point au-dessus du minimum requis, « très bon tireur » et « bon tireur », ce qui, chez les *marines*, est une notation toujours un peu surévaluée, d'après les spécialistes militaires américains. Par ailleurs, la performance d'Oswald aurait dû être rendue encore plus difficile par l'état du Mannlicher-Carcano. Selon la police de Dallas et les experts, la culasse était « légèrement rouillée » et le système de visée déréglé. La commission Warren affirma que cette dernière caractéristique pouvait avoir favorisé la réussite d'Oswald, permettant « un tir rapide et exact ». En d'autres termes, on tire d'autant mieux que les équipements de visée sont défectueux. CQFD[59].

À ces critiques (manque de fiabilité, impossibilité pour Oswald de faire mouche en si peu de temps), Gerald Posner a répondu par une théorie inédite. Puisque le problème essentiel réside dans la trop courte durée de la fusillade, il lui a fallu trouver le moyen de l'allonger de plusieurs secondes. Il propose donc une nouvelle lecture du film Zapruder. Il avance que c'est en fait la première balle qui a manqué la cible et a blessé Tague. La seconde a blessé

Kennedy et Connally. La troisième, plus de cinq secondes plus tard, a tué le président. Cela laisse donc à Oswald beaucoup plus de temps, puisque le premier tir aurait eu lieu plus de huit secondes avant le tir fatal. Si Posner a raison, l'assassin a pu agir sans précipitation. Pour étayer sa thèse, il s'appuie sur quelques témoignages devant la commission Warren auxquels on peut tout aussi valablement opposer d'autres affirmations qui confirment le déroulement « traditionnel ». De plus, il identifie sur le film Zapruder, une petite fille en jupe rouge qui court à côté de la voiture du président et qui arrête net sa course à l'entrée de *Elm Street*. « C'est la première détonation qui l'a arrêtée dans son élan », explique Posner. Ici aussi, son affirmation est contredite par le témoignage de Phil Willis, le père de la fillette, qui se remémore avoir rappelé sa fille pour qu'elle ne s'éloigne pas trop, ce qui expliquerait qu'elle ait stoppé sa course. Trente ans plus tard, l'ex-fillette de 10 ans, interrogée par Posner, lui a déclaré qu'elle avait été surprise par une détonation. On le voit, la controverse bat son plein, y compris au sein de la famille Willis. Quoiqu'il en soit, la version Posner est démentie par de nombreux autres témoignages, par les analyses acoustiques (si elles sont exactes), par le témoignage de John Connally, des policiers de l'escorte, du chauffeur et de son voisin, etc. De plus, même si c'est par simple interprétation du film Zapruder que la commission Warren a défini que c'est la seconde balle qui a blessé Tague, on s'interroge sur le fait qu'elle n'ait pas retenu à l'époque

une conclusion comme celle de Posner, ce qui lui aurait bien simplifié la tâche.

Mais quand bien même Gerald Posner aurait raison sur l'ordre des tirs, est-on bien sûr qu'il n'y avait qu'un seul tireur sur *Dealey Plaza* ?

À la page 71 de la version américaine du rapport Warren, on peut lire : « Si la commission a pu recueillir les témoignages de personnes qui entendirent et virent tirer des coups de feu du dépôt, son enquête n'a fait apparaître [...] aucun indice valable permettant de penser que des coups de feu auraient été tirés d'un autre endroit ». Voilà qui paraît clair et qui n'admet pas la controverse. Et pourtant...

Au moment de l'impact fatal, le film Zapruder (images 313 et suivantes) montre sans ambiguïté, un violent mouvement du président *vers l'arrière* et *vers la gauche*, comme si la dernière balle l'avait touché de face en venant de la droite. Chacun peut le constater à l'œil nu. Et si l'œil nu ne suffit pas, on peut, si on dispose d'une copie du film, le passer au ralenti. Le mouvement est tout aussi clairement *vers l'arrière* et *vers la gauche*. Les épaules du président, qui était d'abord penché vers l'avant, vont toucher le siège arrière, comme entraînées par le violent recul de sa tête. Dans tous les reportages diffusés, dans tous les ouvrages publiés — y compris celui de Gerald Posner —, personne ne conteste que le président s'effondre *vers l'arrière* et *vers la gauche* après avoir été touché. La

scène au cours de laquelle Costner-Garrison le démontre au jury, dans le *JFK* d'Oliver Stone, est sans doute la plus réussie du film, la plus authentique aussi puisqu'elle n'utilise que les images réelles de Zapruder et fait référence à ce qui se passa vraiment devant le tribunal après que Garrison ait obtenu la communication du film. Anthony Summers, dans son ouvrage *The Kennedy Conspiracy*, a écrit : « Si [le film Zapruder] avait été diffusé à la télévision au soir du 22 novembre 1963, la plupart des Américains seraient allés se coucher cette nuit-là en étant certains que leur président avait été tué de face et peut-être de derrière ». Dans ces conditions, on comprend mal que la revue historique française *L'Histoire*, pourtant réputée pour son sérieux, ait pu, dans un numéro paru en novembre 1993, légender la photo de ce moment crucial en affirmant qu'on voit sur le film le corps de Kennedy « brutalement projeté en avant ». Une telle erreur se situe dans la droite ligne de ce qu'a voulu faire croire initialement la commission Warren.

Certes, dans le rapport, elle ne décrit pas le mouvement final du corps pantelant du président. Mais dans son dix-huitième volume de pièces, elle publie toutes les images du film Zapruder. Rapidement, les critiques se sont aperçus que deux des images les plus importantes (314 et 315) avaient été inversées, de telle sorte qu'elles montraient un mouvement de la tête de Kennedy vers l'avant. J. Edgar Hoover, le directeur du FBI, reconnut l'erreur, se contentant de la justifier en disant qu'il s'agissait d'une

« erreur matérielle », comme si, lors de l'impression d'un document aussi fondamental, on avait justement commis une grave faute d'inattention à cet endroit précis. Ceux qui ont relu les épreuves mériteraient pour le moins un blâme pour avoir laissé une telle « coquille » à un endroit aussi crucial. Si Hoover a tenté de faire croire que l'erreur était minime, les enquêteurs non officiels ont vu dans sa désinvolture comme l'aveu d'une tentative de manipulation. L'enjeu est, en effet, de taille : si Kennedy est rejeté vers l'arrière et vers la gauche, c'est qu'on lui a tiré dessus de face et légèrement sur sa droite. Si on a tiré de face, c'est qu'Oswald n'était pas le seul tireur. Le film Zapruder paraît donc militer pour un second tireur, à l'avant du cortège présidentiel. Certains enquêteurs indépendants vont plus loin encore et pensent qu'une autre balle tirée de face aurait atteint Kennedy à l'avant du cou.

Au départ, ceux qui voulaient sauver les conclusions du rapport Warren ont pensé trouver la solution : le mouvement de la tête de Kennedy est provoqué par une brusque accélération de la Lincoln présidentielle. On sait qu'il n'en est rien puisque les films Zapruder et Nix prouvent que la voiture a non seulement ralenti au moment de l'attentat, mais encore qu'elle n'a repris de la vitesse qu'après le tir fatal. C'est d'ailleurs ce qui a permis à l'agent Hill de monter sur le pare-choc arrière et de tenter — mais trop tard — de protéger le président et son épouse.

Pour Gerald Posner et, aujourd'hui, Vincent Bugliosi, tout cela n'est pas sérieux. Si la tête de Kennedy est

projetée vers l'arrière, c'est à cause du *jet effect*. Il s'agit d'un effet de recul provoqué par la trajectoire de la balle qui, après avoir traversé le cerveau fait jaillir le sang et les tissus hors du crâne avec une telle violence qu'elle repousse la tête en arrière. Dans le cas qui nous préoccupe, ce mouvement aurait encore été amplifié par un spasme neuromusculaire et le fait que Kennedy portait un corset — en raison de ses douleurs lombaires — qui l'a empêché de s'effondrer « logiquement ». En la matière, ces auteurs ne manquent ni de connaissances scientifiques ni d'imagination créatrice. Il semble tout de même que cela fasse « un peu beaucoup » de hasards et d'éléments rarissimes cumulés. Certes, le *jet effect* est un phénomène connu. Mais la plupart des spécialistes de médecine légale qui se sont penchés sur le cas Kennedy ne pensent pas qu'il aurait pu provoquer un mouvement aussi baroque. Le *jet effect* ne semble pas, en tout état de cause pouvoir annuler un mouvement initial dans le sens de l'impact : si la version Warren était exacte, la tête de Kennedy aurait d'abord dû aller nettement vers l'avant et vers la droite. Or ce mouvement n'est pas perceptible sur le film Zapruder[60].

Qu'en disent les témoins ?

Dès que la Lincoln présidentielle eut quitté les lieux de l'attentat, une foule de badauds et de policiers se précipita vers le petit monticule gazonné, couronné d'une barrière de bois, se situant à l'avant-droit du cortège au moment du dernier tir.

Lee Bowers, un employé du chemin de fer qui se trouvait dans un poste d'aiguillage surplombant *Dealey Plaza*, affirma à la commission Warren qu'il avait observé certains mouvements de véhicules sur le parking situé à l'arrière de la barrière de bois. Il aurait vu au moins deux hommes — dont un portait un pantalon kaki — attendre derrière la barrière juste avant l'attentat. Après les coups de feu, il déclara avoir cru observer « des choses curieuses ». Lesquelles ? La commission Warren ne voulut pas en savoir plus ! C'est finalement Mark Lane qui a pu, dans un entretien enregistré et filmé, obtenir quelques détails supplémentaires : l'attention de Bowers avait été attirée par une lueur ou de la fumée.

J. C. Price se trouvait à l'opposé de Bowers, sur sa droite. Au moment des coups de feu, déclara-t-il au shérif de Dallas trente minutes plus tard. Son attention fut attirée vers la barrière de bois. Il vit un homme courir vers des voitures garées près des voies ferrées. Il portait un pantalon kaki. Price n'a jamais été entendu par la commission Warren.

Sam Holland se trouvait sur le pont de chemin de fer, face à la Lincoln présidentielle lorsque Kennedy a été assassiné. Il déclara — ainsi que deux au moins de ses collègues — que des coups de feu avaient été tirés depuis la butte gazonnée, derrière la petite barrière de bois : il y vit lui aussi de la fumée. Avec des collègues, il se précipita en courant vers le parking. Derrière la barrière, ils découvrirent des mégots de cigarettes (comme si on avait

attendu là) et des traces de boues sur les pare-choc des voitures (comme si on s'y était appuyé ou si on y avait essuyé ses chaussures).

Seymour Weitzman, le policier qui allait aussi découvrir le fusil au cinquième étage du dépôt de livres, se précipita immédiatement après les coups de feu vers la butte gazonnée. Il sauta la barrière de bois et se retrouva au milieu de la plus parfaite confusion. D'autres policiers étaient déjà sur place. Weitzman croisa un « employé des chemins de fer » dont il oublia de noter le nom — mais qui l'en blâmerait ? — qui lui confirma avoir entendu les coups de feu partir de cet endroit. Weitzman s'était sans doute rendu derrière la barrière de bois parce qu'il croyait qu'un tireur y avait été embusqué.

Au pied du monticule gazonné, douze témoins présents déclarèrent aux équipes du shérif de Dallas avoir eu l'impression qu'on tirait derrière eux. Abraham Zapruder lui-même affirma qu'un des coups au moins était parti dans son dos. Face au monticule, certains pensèrent aussi que la barrière de bois servait de protection à un tireur embusqué. La commission Warren ne retint qu'un seul de ces témoignages, celui de Sam Holland. Non sans une certaine ironie, sa déposition fut utilisée pour démontrer que les conclusions du rapport étaient bonnes : en effet, dit la commission, lorsque Holland courut vers le sommet du monticule gazonné, « il ne vit personne ».

Eddie Hoffmann, un jeune homme sourd et muet, prétend avoir vu un homme tirer depuis l'arrière de la

barrière de bois. Son témoignage n'ayant pas été recueilli par la commission Warren, il fallut attendre l'enquête de Jim Garrison pour le connaître. Il est vrai qu'on est fondé à se demander pourquoi il a autant tarder à se manifester. Hoffmann affirme avoir tenté de raconter son histoire à la police. Il aurait été renvoyé sèchement et même menacé.

Le photographe d'*Associated Press*, James Altgens, déclara avoir vu des personnes s'agiter derrière la barrière, avant l'attentat. Une d'elles portait un uniforme de policier.

Le motard de la police Hargis, qui suivait la limousine présidentielle et était placé *à l'arrière-gauche* de Kennedy, a été éclaboussé du sang du président. On a d'ailleurs retrouvé plus tard des fragments osseux bien à l'arrière de l'endroit où se trouvait la Lincoln au moment du tir fatal.

L'agent du *Secret Service* Paul Landis se trouvait dans la voiture qui suivait immédiatement la Lincoln présidentielle. Il déclara : « J'entendis le bruit de ce qui me sembla être un puissant fusil derrière moi […]. J'entendis une seconde détonation et vit la tête du président s'ouvrir et de la chair et du sang voler dans l'air. Ma réaction fut à ce moment que le tir venait de quelque part vers l'avant. »

Immédiatement après cet événement, un policier de Dallas, Smith, et son adjoint se ruèrent derrière la barrière de bois. Ils y constatèrent eux aussi une vive animation. Ils furent arrêtés dans leur élan par un homme exhibant une carte du *Secret Service*. Les responsables de la sécurité présidentielle déclarèrent plus tard n'avoir placé aucun de leurs hommes à cet endroit.

Passant sur les lieux de la fusillade, dans une des voitures du cortège, le sénateur Ralph Yarborough sentit nettement une odeur de poudre. Il le confia, le 13 décembre 1963, au *Texas Observer*. Il ne fut pas cité comme témoin par la commission Warren. De même lorsque le policier Smith fut interrogé par ladite commission, aucune question ne lui fut posée sur ce qu'il avait déclaré aux premiers enquêteurs : il régnait, derrière la barrière de bois, une forte odeur de poudre. Il est, bien sûr, impossible que cette odeur ait été provoquée par des tirs partis du cinquième étage du dépôt de livres scolaires, à environ quatre-vingts mètres de là.

On pourrait continuer longtemps l'énumération des témoignages directs de personnes ayant pensé que des coups de feu avaient été tirés depuis la barrière de bois couronnant le monticule gazonné sur l'avant-droit de la voiture de Kennedy. On pourrait aussi s'amuser, comme Gerald Posner, à livrer une bataille de chiffres sur le sujet. En 1966, Mark Lane démontrait, en effet, que 58 des 90 témoins auxquels on avait demandé d'où venait les tirs — on a oublié de poser la question à 32 autres — déclarèrent qu'ils venaient du monticule gazonné. L'année suivante, Josiah Thompson, dans un ouvrage au titre célèbre, *Six seconds in Dallas*, parlait de 52%. Posner continue ce jeu, qui ne repose pas sur les mêmes données de départ, et fait tomber le chiffre à 12%.

La véritable question est ailleurs. Comment 58 personnes ont-elles pu se tromper « collectivement » sur la provenance des coups de feu ? Elles furent, la plupart du temps, entendues par les hommes du shérif de Dallas, immédiatement après l’assassinat, sans être encore conditionnées par une autre version. Leur témoignage est, au sens littéral, de première main. Que de simples badauds se soient trompés peut être envisageable, encore que leur nombre soit imposant. Mais comment expliquer que de nombreux collaborateurs du shérif — il y en avait seize sur la place — se soient trouvés parmi ceux qui coururent vers le sommet du monticule gazonné. L’argumentation de la commission Warren selon laquelle ceux qui agirent ainsi étaient en fait en train de fuir le lieu de la fusillade ne peut être retenue. De même apparaît pour le moins curieux le comportement des enquêteurs officiels lors des auditions. Même lorsqu’ils disposaient d’un premier témoignage à chaud recueilli par les hommes du shérif, les interrogateurs omirent de poser les questions sur la provenance des tirs ou sur les petits nuages de fumée qui s’élevaient des buissons. Ils oublièrent aussi de se demander pourquoi, depuis sa voiture, la première réaction du shérif Decker avait été d’ordonner par radio à ses hommes de se diriger en priorité vers le monticule gazonné. Ils ne se demandèrent pas non plus pourquoi Oswald, s’il était le tireur, avait préféré faire feu, dans une situation inconfortable, sur une cible s’éloignant et partiellement cachée par le feuillage d’un arbre, alors qu’il aurait été

plus aisé de tirer sur la Lincoln remontant *Houston Street*, donc lui faisant face et s’approchant de lui.

Restent encore d’autres éléments qui militent pour un tireur embusqué face à la voiture du président. Le premier est le film d’Orville Nix, réalisé depuis le centre de *Dealey Plaza*. Récemment restauré — car il avait été malencontreusement abîmé dans le laboratoire du FBI —, il montre les dernières secondes de l’attentat, juste après le coup de feu fatal. Un agrandissement des images permet de distinguer une ombre en mouvement derrière la barrière. Il est possible mais non certain que cette ombre soit l’image d’un homme qui épaule un fusil. Autre élément, les photos prises par de nombreux spectateurs. Il y en a plusieurs dizaines, mais celle qui a retenu — et pour cause — l’attention est une photo polaroïd prise par Mary Ann Moorman. Selon les experts qui ont pu en examiner l’original et les copies les plus proches de l’original, il y a une probabilité qu’une silhouette soit visible, à l’endroit où certains témoins pensent que les coups de feu sont partis, à l’arrière de la barrière de bois. Cette silhouette est celle d’un homme qui pourrait porter un uniforme de policier[61]. Enfin, rappelons que les analyses acoustiques menées par le HSCA ont conclu qu’il y aurait eu 4 coups de feu en 8,31 secondes (et non pas trois en 5 à 6 secondes). Les tirs numéros 1, 2 et 4 viendraient du dépôt de livres. Le numéro 3 viendrait du haut du monticule gazonné. Hélas, le HSCA n’est guère allé plus loin. Pour lui, le tir de face a

manqué le président et la balle qui a blessé à la fois Kennedy et Connally était bien la balle « magique ». Ainsi, les Représentants ont reculé devant une mise en cause encore plus profonde du rapport Warren. Pouvaient-ils faire autrement ? Dire que la commission Warren et ses alliés — l'administration Johnson, le FBI et la CIA — avaient à ce point menti, c'était, en quelque sorte, soutenir la thèse de Garrison d'un complot ayant des ramifications dans l'appareil d'État.

IV

Un corps qui ne veut pas parler

« Alors que je m'étais placé sur le haut de la banquette arrière [de la Lincoln présidentielle], je remarquai qu'une partie de la tête du président à l'arrière-droit était manquante et qu'il saignait beaucoup. Une partie du cerveau était partie. Je vis un morceau de son crâne, avec des cheveux dessus, sur le siège [...]. Lorsque nous arrivâmes à l'hôpital *Parkland Memorial* de Dallas, je sautai de la voiture, enlevai ma veste et en couvris la tête et le haut du corps du président. J'aidai alors à le transporter du siège arrière à un brancard à roulettes et accompagnai le président et Madame Kennedy jusqu'à la salle d'urgence ». Le rapport de l'agent du *Secret Service* Clint Hill, daté du 30 novembre 1963, est un témoignage fort, celui du seul homme qui, dans la fusillade, ait su comment réagir et l'ait fait avec sang-froid. Ni Greer, le chauffeur, ni Kellermann ou ses autres hommes installés dans la voiture suiveuse n'en firent autant.

Le témoignage de Hill a plusieurs intérêts. Il permet d'abord de connaître l'ambiance qui régnait dans la Lincoln présidentielle immédiatement après les coups de feu : Jacqueline Kennedy et Nelly Connally était toutes deux penchées sur leurs maris. Mais Hill, qui est le premier à avoir vu le corps de Kennedy après les coups de feu, donne aussi quelques détails intéressants, notamment sur la localisation des blessures. Car si l'agent du *Secret Service* a bien vu ce qu'il dit, si c'est l'*arrière-droit* du crâne de Kennedy qui était manquant, alors, il y a de bonnes chances pour que la balle fatale soit entrée à l'*avant* de la tête.

Nous entrons ici dans un champ de turbulences terrible. Il s'agit pour nous d'ouvrir le dossier des constatations médicales et de l'autopsie de Kennedy. Il suffit pour le moment de dire que les médecins de Dallas, qui tentèrent en vain de sauver Kennedy, de nombreux témoins et les médecins de l'hôpital militaire de Washington, qui pratiquèrent l'autopsie, n'ont pas vu les mêmes blessures. On ajoutera que la sincérité du rapport d'autopsie est douteuse, alors que les photos et radiographies du président ne permettent guère de trancher.

Une dizaine de minutes après les coups de feu, John Kennedy était entre les mains des spécialistes du *Parkland Memorial Hospital*. Comme la plupart des hôpitaux des grandes villes américaines et plus particulièrement texanes, dans un État où la possession et le port des armes sont largement autorisés, celui de Dallas avait une grande

habitude des blessures par balles et les médecins qui furent appelés au chevet du président n’étaient pas des amateurs. Dans la salle d’urgence numéro un, il ne régna aucune panique et il apparaît, d’après tous les témoignages, que chaque membre de l’équipe médicale accomplit son travail avec professionnalisme. Il y avait là, en dehors de Jacqueline Kennedy qui, après un temps d’hésitation, avait été autorisée à rejoindre son époux, une dizaine de médecins et internes, de chirurgiens, de réanimateurs et de cardiologues, plusieurs infirmières, le médecin personnel du président, Burkley, des agents du *Secret Service*. Pendant une vingtaine de minutes, les docteurs MacClelland, Clark, Perry et Peters s’affairèrent autour du blessé. Ils pratiquèrent une trachéotomie à l’endroit où ils avaient déjà décelé une petite blessure par balle. Selon plusieurs témoins, ils pensèrent immédiatement à une *blessure d’entrée*, juste au-dessous de la pomme d’Adam. Perry et Clark le déclarèrent même lors d’une conférence de presse diffusée à la radio et à la télévision. L’enregistrement sonore de cette déclaration est introuvable. Selon Mark Lane, il aurait été saisi à la station de radio KLIF par des agents du FBI ou du *Secret Service*. Heureusement pour les chercheurs indépendants, le compte rendu, sténographié et authentifié par le service de presse de la Maison Blanche, de cette conférence de presse a été retrouvé à la bibliothèque Lyndon Johnson (qui réunit les ouvrages et archives de la présidence du successeur de Kennedy).

Le 27 novembre 1963, le docteur Clark déclara à nouveau à des journalistes que, selon lui, la blessure à la gorge du président était un trou d'entrée d'une balle qui ne pouvait avoir été tirée que de face. Cette impression est corroborée par l'observation de la cravate et de la chemise du président, dont les photos ont été publiées par le FBI. On y voit un petit trou à la base du nœud de cravate. Certains spécialistes de balistique et de médecine légale pensent qu'il ne peut s'agir que d'un trou d'entrée d'une balle, le diamètre d'un trou de sortie — même à grande vitesse — étant plus important. D'ailleurs, dans les heures qui ont suivi l'assassinat, les premières versions communiquées par la presse (agence UPI, *New York Times*, *Los Angeles Times*,…), d'après des « sources proches de l'enquête », faisaient état d'une balle ayant frappé le président à la gorge : si elle avait frappé par l'arrière, ils auraient écrit « dans la nuque ». L'hypothèse avancée à ce moment, et alors même que la thèse « Oswald-tireur solitaire » commençait à circuler, était que l'assassin avait tiré sa première balle alors que le cortège remontait *Houston Street*. Quelques heures plus tard, le film Zapruder allait plonger les enquêteurs dans l'embarras. Il démontre que, en entrant dans *Elm Street*, Kennedy n'avait pas encore été touché puisqu'il continuait à saluer la foule.

Lorsque, le 23 novembre, on fit remarquer au docteur Perry que les enquêteurs pensaient que tous les coups étaient partis du dépôt de livres, il ne renonça pas pour autant à sa version : la plaie sur laquelle avait été

pratiquée la trachéotomie était probablement celle provoquée par l'entrée d'une balle. Il déclara alors à un journaliste du *Boston Globe* qu'il était possible que le président ait été touché alors qu'il tournait la tête vers le dépôt de livres. Le film Zapruder infirme cette hypothèse. Le 1er décembre 1963, le *Saint-Louis Post Dispatch* publia une interview du docteur MacClelland. Sur la plaie à la gorge, il déclara : « Elle ressemblait certainement à une blessure d'entrée ». Il ajouta cependant qu'il était possible qu'il se trompe. Pour finir, il concluait : « Nous sommes familiers des blessures. Nous en voyons tous les jours. Celle-ci apparaît être une blessure d'entrée ». Dudman, le journaliste de Saint-Louis qui avait recueilli le témoignage, fit remarquer que, selon ses sources, le FBI avait rendu visite aux médecins de Dallas avec les résultats de l'autopsie qui ne confirmaient pas leur vision des choses. C'est alors qu'ils commencèrent à moduler, voire à modifier leur avis.

Devant la commission Warren, les médecins de Dallas furent, en effet, bien moins précis qu'ils ne l'avaient été à chaud. Le docteur Perry reconnut qu'il n'était pas en mesure de déterminer la trajectoire de la balle. Il ajouta qu'il ne pouvait pas davantage confirmer l'hypothèse de la commission. Enfin, s'il admit ne pouvoir qualifier la plaie à la gorge de « trou d'entrée », il déclara qu'elle en avait pourtant toutes les caractéristiques. Lorsqu'il lui fut suggéré, par des questions d'une longueur suspecte reprenant tous les arguments de l'enquête officielle, de

confirmer ce que le FBI avait communiqué aux commissaires, il précisa que c'était « en tenant compte des éléments qui venaient de [lui] être donnés » qu'il acceptait de le faire. Le docteur MacClelland n'aida guère plus la commission puisqu'une de ses premières déclarations concernant la plaie à la gorge fut : « Si je voyais une plaie dans l'état que le docteur Perry m'a décrit, il est probable que je commencerais par la considérer comme un orifice d'entrée de balle ». Le docteur Jones, lui aussi présent dans la salle des urgences, confirma que « l'ouverture était très petite et assez bien découpée, comme c'est généralement le cas pour un orifice d'entrée plutôt que de sortie » qui est le plus souvent une plaie « éclatée », avec « des lésions plus importantes que celles que nous avons relevées ». Le docteur Baxter, chirurgien-chef de l'hôpital *Parkland Memorial*, qui avait promis de renvoyer le premier de ses collaborateurs qui gagnerait un seul dollar sur l'affaire Kennedy, vint dire exactement la même chose : compte tenu des observations faites à l'arrivée du président, la plaie à la gorge était probablement un trou d'entrée.

Cela n'empêcha pas la commission Warren de rejeter ces témoignages. Elle le justifia d'une phrase : « […] de nombreuses personnes étaient arrivées à des conclusions erronées à cause des déclarations du docteur Perry à la presse ». C'était oublier que Perry n'était pas le seul à avoir communiqué une telle information.

Les médecins de Dallas constatèrent que Kennedy avait été mortellement touché à la tête. Leur première impression fut identique à celle de Clint Hill, l'agent du *Secret Service* : la balle était ressortie à l'*arrière droit* du crâne. Le docteur MacClelland témoigna devant la commission Warren : « J'étais dans une bonne position pour examiner la blessure à la tête, et j'ai noté que la portion postérieure du crâne avait été extrêmement endommagée ». L'infirmière Bowron confia à une journaliste qu'elle avait vu une blessure grave à l'arrière de la tête. Le docteur Perry déclara devant la commission Warren qu'il avait vu « une lésion étendue, par arrachement, de la région occipitopariétale droite ». Selon les premières constatations, une balle était entrée par la tempe droite et avait eu un parcours « tangentiel », ce qui expliquerait qu'une partie du crâne du président avait été emportée. Tout le personnel médical présent dans la salle d'urgence a, au moins une fois, confirmé cette hypothèse. Seul le docteur MacClelland a écrit dans son rapport que la balle était entrée « par la tempe gauche ».

Par la suite, les principaux médecins se rangèrent à la version officielle pour laquelle il était indispensable que la balle soit entrée à l'arrière du crâne. La raison de leur changement de position fut essentiellement la visite qu'ils reçurent des enquêteurs du FBI qui leur livrèrent les résultats de l'autopsie. Certains des médecins pensèrent sincèrement s'être trompés, car après tout, ils étaient en pleine action et n'étaient pas là pour un exercice de

médecine légale. D’autres dirent par la suite avoir compris à l’époque qu’on n’attendait pas d’eux qu’ils viennent troubler la sérénité des travaux de la commission Warren. Ils préférèrent se taire. Cela ne les empêcha pas, comme nous l’avons vu, de la mettre dans l’embarras lors de leurs auditions. Ainsi, *aucun d’eux* ne vit un petit orifice d’entrée à l’arrière du crâne qui allait apparaître ensuite sur les dessins produits par la commission.

D’autres éléments militent en faveur d’une balle entrée à l’avant du crâne de Kennedy. On sait déjà que c’est vers cette solution que fait pencher le visionnage du film d’Abraham Zapruder. Il ne s’agit pas du seul indice. On peut en énumérer d’autres. Ainsi, le conducteur de la voiture suiveuse, Sam Kinney, déclara devant la commission avoir « vu un coup de feu atteindre [le président] sur le côté droit de la tête ». Son collègue Hickley eut la même impression. Les motards d’escorte Hargis et Martin, qui se trouvaient sur le côté gauche de la voiture, furent aspergés de sang et de matières cervicales. Les témoins Hill (amie de Mme Moorman, on l’aperçoit, avec un manteau rouge, sur le film Zapruder), Newman, Sitzman, Brehm virent la même chose : le président touché de face et des morceaux de sa tête s’envolant vers l’arrière (ce qu’on distingue aussi sur le film). Quant au témoin le plus proche, Jacqueline Kennedy, elle mima ce qui s’était passé dans la Lincoln lors d’un entretien avec Theodore White, daté du 29 novembre 1963 et rendu public des années plus tard. Elle montra comment elle avait tenté de

maintenir les matières cervicales à l'intérieur du crâne de son mari en plaçant ses mains… à l'arrière de la tête. Elle fut, bien sûr, entendue par la commission Warren, le 5 juin 1964. Ayant protégé le corps de son mari après les coups de feu puis ayant posé sa tête sur ses genoux, elle était évidemment la mieux placée pour décrire les blessures. Warren et le conseiller Rankin se refusèrent à lui poser des questions sur ce point, jugeant, dirent-ils, que cela aurait été trop pénible pour elle. Mais la veuve du président insista pour décrire les blessures. Nous en resterons là. En effet, dans son audition publiée par la commission, cette description spontanée est remplacée par : « Référence aux blessures supprimée ». Il faudra sans doute attendre l'année 2039 pour avoir accès à l'intégralité de la déclaration de Jacqueline Kennedy, lorsque le délai de soixante-quinze ans, fixé par la commission, sera passé.

Autre témoin, le médecin personnel de Kennedy, le docteur Burkley, déclara, lors de la conférence de presse qui suivit l'annonce du décès du président : « Il a suffi d'une simple balle à travers la tête. D'après ce que je comprends, la balle est entrée par la tempe, la tempe droite ». On relèvera ici que sur les dix pages de témoignage de ce médecin dans les auditions du rapport Warren, pas une seule ligne n'est consacrée à la description des blessures. Quant à Kilduff, le porte-parole de la Maison Blanche pour le voyage au Texas, mimant la balle fatale lors de sa conférence de presse, il pointa son index vers sa tempe droite. Citons enfin un indice moindre :

dans ses carnets — devenus pièces à conviction de la commission Warren, parce qu'il avait été présent tout au long du week-end tragique de novembre 1963 —, le journaliste Seth Kantor écrit que tout le monde lui a parlé d'une blessure mortelle à la tempe droite.

En 1978, lorsque, sous la pression de l'opinion et du Congrès, 100 000 pages de documents du FBI furent rendues publiques, on apprit que, le 23 novembre 1963, un étudiant en médecine, William Harper, avait découvert un petit morceau du crâne du président, sur le gazon, à l'arrière-gauche de l'endroit où se trouvait le véhicule au moment du tir fatal. Avant de remettre cette pièce au FBI, il l'avait montrée à un de ses amis, le docteur Cairns, médecin légiste à Dallas, qui avait identifié le fragment comme un morceau d'occiput. Le FBI fut mis au courant le 25 novembre. Il reçut l'ordre de ne faire aucune publicité sur cette découverte. Mais le médecin de Dallas avait eu le temps de mesurer et même de photographier le fragment d'os. Il écrivit donc à Robert Kennedy pour lui faire part de sa découverte et de ses conclusions. L'*attorney general* transmit la lettre à la commission Warren qui ordonna l'audition de Cairns. Il y maintint qu'il avait eu entre les mains un morceau d'occiput.

Ainsi, les constatations faites à Dallas laisseraient nettement penser que le président a été touché deux fois de face : à la gorge et à la tête. À juste titre, les médecins des urgences ont dû penser que l'autopsie allait leur permettre d'en savoir plus. Le *Secret Service*, Kellerman en

tête, ne leur en laissa pas le temps. Bousculés, le médecin légiste et le juge ! Emporté de force, le cercueil du président assassiné !

Chargé à bord d'*Air Force One*, le corps fut emmené vers Washington et l'hôpital naval de Bethesda (Maryland). Il n'aurait pas été choquant que l'on retire le précieux corps des mains d'une petite équipe « provinciale » (ce que n'étaient pas les chirurgiens de l'hôpital *Parkland*) pour le confier à de grands professionnels. Mais, au lieu de spécialistes sûrs, l'autopsie fut confiée à une équipe d'incapables.

L'autopsie du président Kennedy aurait dû être le point final à l'affaire. Bien réalisée, elle aurait fait taire les critiques et rassuré l'opinion. Clé de voûte de l'argumentation du rapport Warren, elle est mise en avant par les défenseurs de la version officielle pour colmater toutes les brèches du dossier : les conclusions de l'autopsie contre les doutes sur le mouvement de la tête du président ; les conclusions de l'autopsie contre les témoins oculaires ; les conclusions de l'autopsie contre les constatations des médecins de Dallas ; les conclusions de l'autopsie contre les contestations de la théorie de la balle magique, etc. Selon le rapport Warren, l'examen du cadavre du président « confirme » en effet que toutes les balles qui ont atteint les victimes ont été tirées de derrière, qu'il s'agisse de celle qui frappa Kennedy à la base du cou, ressortit par la gorge et traversa en plusieurs endroits le corps de Connally, ou de celle qui fit exploser la tête du

président. Les médecins militaires de Washington sont ainsi les accusateurs principaux de Lee Harvey Oswald. Pourtant, les résultats affichés de cet acte essentiel de l'enquête sont critiquables. Ils s'opposent à toutes les constatations visuelles et médicales effectuées jusque-là.

Le *House Select Committee on Assassinations* a été d'une grande sévérité avec les trois militaires — les docteurs Humes, Franck et Boswell — qui présidèrent à l'autopsie de Kennedy. Ils avaient, dirent les Représentants, « un entraînement et une expérience insuffisants pour interpréter une mort par arme à feu ». Ces médecins bâclèrent leur travail, ouvrant grande la porte aux suspicions. Ils auraient dû clore le dossier dès le soir de l'assassinat. Il n'en fut rien. Mieux, le comportement et les déclarations des participants et témoins à la soirée macabre de Bethesda ne font qu'épaissir le mystère. Au centre de la polémique, le *commander* Humes, un médecin militaire qui se déclara étonné que ses supérieurs lui aient demandé de déterminer les causes de la mort du président, tant cela n'entrait pas dans ses compétences. « Nous avons fait de notre mieux pour comprendre ce que nous voyions », déclara-t-il avec candeur lors de son audition par le HSCA. Sur le même ton, il raconta dans quelles circonstances il avait rédigé son rapport, téléphonant à ses confrères de Dallas pour découvrir, après coup, que la trachéotomie avait été effectuée sur une plaie pré-existante, modifiant alors son rapport pour que l'ensemble cadre avec la version officielle. Il avoua avoir détruit ses

notes aussitôt après l'autopsie et avoir procédé de même avec une première mouture de son compte rendu. Que Humes ait détruit toute trace de ses travaux — pour un des actes médicaux les plus importants de sa vie — ne prouve certes pas qu'il aurait falsifié ses conclusions. Mais on avouera que cela n'est pas banal. La commission Warren ne partagea pas notre surprise. Lors de l'audition de Humes, le 16 mars 1964, il ne lui fut demandé aucune explication sur ce point.

Air Force One arriva à l'aéroport militaire d'Andrews vers 18 heures, heure de l'Est, ce 22 novembre 1963. Rapidement, alors que Robert Kennedy avait rejoint sa belle-sœur dans l'avion, le cercueil contenant le corps du président fut descendu de l'appareil, placé dans une ambulance qui prit la direction de l'hôpital naval de Bethesda, non loin de Washington[62]. John Kennedy avait été marin, il fallait laisser à des marins le soin d'examiner son corps et de conclure sur les causes exactes de sa mort. Telle est officiellement la raison pour laquelle Bethesda fut choisi, de préférence à l'autre hôpital militaire de la région, Walter Reed. Certains chercheurs ont essayé de reconstituer la chaîne décisionnelle de ce choix. Elle est confuse. Selon le docteur Burkley, c'est Jacqueline Kennedy elle-même qui opta pour un hôpital qui avait déjà soigné son mari à plusieurs reprises. Mais les enregistrements des communications radio entre *Air Force One* et Washington ainsi que divers témoignages de personnes présentes

laissent penser que la décision fut extérieure à l'entourage présidentiel, apparemment prise par de hautes autorités militaires au sol. Les notes de la secrétaire personnelle de Johnson montrent que, au moment où l'avion atterrissait à la base d'Andrews, elle avait reçu comme information que le cercueil de Kennedy allait être transféré à Walter Reed. Quoiqu'il en soit, l'ambulance se présenta à l'entrée d'honneur de l'hôpital de Bethesda, vers 18 heures 55. Dans la plus grande confusion, le cercueil fut transporté dans une salle où on attendit plus d'une heure avant de commencer les opérations.

On prit d'abord quatorze radios et quarante-deux photographies du corps. Puis, vers dix heures du soir, on commença à l'étudier. De nombreuses personnes assistèrent à l'autopsie. En dehors des chirurgiens et de leurs aides, toute la chaîne hiérarchique menant du commandant en chef des hôpitaux de la Marine aux médecins opérant était représentée. D'autres officiers supérieurs avaient également tenu à être là. Kellerman et Greer, pour le *Secret Service*, et les agents Sibert et O'Neill, pour le FBI, représentaient l'enquête civile. Il n'existe aucune liste fiable des personnes ayant assisté à l'autopsie : au lieu de prendre les noms de chacun, les agents du FBI firent simplement circuler une feuille pour que les présents y inscrivent leurs noms. Ils ne vérifièrent pas que tout le monde l'avait fait. Malgré cette faute, on ne peut soupçonner les deux hommes d'avoir voulu masquer quoi que ce soit. Ils rédigèrent même un intéressant

rapport… qui ne fut pas transmis à la commission Warren. Ils furent en revanche entendus par le conseiller Arlen Specter qui fit ensuite son propre rapport aux commissaires. Ceux-ci ne jugèrent ni utile d'entendre les deux agents du FBI ni même de lire le texte qu'ils avaient rédigé à chaud, à l'hôpital Bethesda. Celui-ci fut cependant publié en 1966. On verra qu'il n'est pas conforme aux conclusions adoptées par la commission Warren. Pour se tirer de cette contradiction, Specter accusa les deux agents d'avoir « falsifié » leur texte… ce qui était en quelque sorte inverser les choses, car c'est en réalité le docteur Humes qui modifia le sien plusieurs heures après l'autopsie.

L'ensemble des témoignages confirme de toute façon l'espèce d'amateurisme qui présida aux opérations.

Premier manquement, les médecins n'explorèrent pas la trajectoire des balles. Dans ces conditions, on se demande à quoi pouvait servir l'autopsie. Il est incroyable que les hommes commis pour une des expertises les plus vitales, dans toute affaire criminelle et plus encore dans le cas qui nous occupe, aient négligé de réaliser le seul acte pour lequel on avait vraiment besoin d'eux. En 1979, le *House Select Committee on Assassinations* a établi que c'est sous la pression « d'officiers généraux » présents dans la salle que la décision de ne pas rechercher la trajectoire des balles avait été prise. Plusieurs témoins, dont l'agent Kellerman, ont pu attester qu'un des médecins opérant, le docteur Finck, avait tenté de suivre le cheminement d'une balle dans le dos de Kennedy. Les « officiers » présents lui

avaient fait remarquer que cela était inutile. Quelques instants plus tard, Finck demanda à voir les vêtements du président. Un « officier supérieur », non identifié par lui, lui refusa cette possibilité, trouvant que cela n'avait qu'un intérêt « académique ». C'est donc sous contrôle de personnes extérieures au corps médical que des médecins peu qualifiés pour ce type de travail réalisèrent l'autopsie du président. Suite au succès du film *JFK*, d'Oliver Stone, dans lequel la scène de l'autopsie est conforme à ce qui vient d'être dit, l'Association Médicale Américaine crut bon de préciser qu'il n'y avait « aucun officier supérieur » à l'autopsie de Kennedy. L'AMA n'a pas dit la vérité. Plusieurs noms d'officiers supérieurs sont mentionnés par le rapport des agents du FBI comme celui de l'attaché militaire du président Kennedy ou de l'amiral commandant l'hôpital. O'Neil a même raconté par la suite qu'il dut refouler le général Wehele, commandant du district de Washington, qui voulait à toute force entrer dans la pièce.

Les résultats officiels de l'autopsie de Kennedy furent intégrés au rapport Warren, sans discussion ni contre-expertise. Ils confirment la théorie de la balle magique et du tir de derrière pour la balle fatale. Depuis 1964, les personnes qui croient aux conclusions de Humes et de ses collègues sont de plus en plus rares.

Selon la version officielle de 1964, l'entrée de la balle magique se situe à la base de la nuque, légèrement à droite de la colonne vertébrale. Cette blessure n'avait pas été

identifiée à Dallas, ni par les médecins, ni par les infirmières qui avaient déplacé le corps de Kennedy. Il est vrai qu'à ce moment, l'équipe médicale était surtout concentrée sur le rétablissement des fonctions respiratoires et cardiaques du patient. Selon Humes et ses collègues, le projectile est entré dans le corps avec un angle de 17 degrés. Il est ressorti par la trachée, la tête du président étant alors légèrement penchée vers l'avant. Elle a alors entamé son parcours dévastateur et irrationnel au travers du corps du gouverneur Connally. On a immédiatement relevé quelques éléments contradictoires. Ainsi, les trous dans les vêtements du président (veste et chemise), dont les photos ont été diffusées par le FBI, laissent penser que la balle a pénétré plusieurs centimètres plus bas que ce qu'a conclu l'autopsie. Hill, l'agent du *Secret Service* (qui a couru vers la Lincoln au moment de l'attentat), son collègue Kellerman (présent à l'autopsie), les agents du FBI Sibert et O'Neill (présents à l'autopsie) ont confirmé qu'ils avaient vu l'impact ou la blessure plus bas que ce qui fut présenté sur les croquis réalisés à Bethesda. Le *House Select Committee on Assassinations* fit procéder à un examen minutieux des photos des vêtements du président. Il constata que le trou dans la veste et la chemise avait une surface respectivement trois fois et deux fois plus grande que le diamètre d'une balle de Mannlicher-Carcano. Les défenseurs de la version officielle arguent que Kennedy était mal assis au moment des coups de feu, en raison de ses douleurs lombaires. Ses vêtements étaient

remontés et les trous qu'on y voit sont donc plus bas que l'entrée réelle de la balle, à la base de la nuque. De même, les plis de la veste et de la chemise expliquent que les trous soient plus gros que ce qu'on pourrait attendre de trous d'entrée.

Avant d'être interrompu, le docteur Finck tenta de suivre avec son doigt la trajectoire de la balle « dans le dos » de Kennedy. Il constata que la profondeur de la plaie était faible et ne permettait pas de penser que la balle avait traversé le corps. Cette constatation est appuyée par les rapports du FBI — fondés sur celui de Sibert et O'Neill — et remis à la commission Warren les 9 décembre 1963 et 13 janvier 1964. Dans celui de décembre, on peut lire : « L'examen médical du corps du président montre qu'une des balles est entrée juste *en dessous de l'épaule*, à droite de la colonne vertébrale [...], qu'il n'y avait *aucun point de sortie* et que la balle n'était pas dans le corps ». Le rapport de janvier dit que « la balle a pénétré de moins de la longueur d'un doigt ». Lorsque la salle d'autopsie — qui était en contact téléphonique avec Dallas — apprit la découverte de la balle magique, chacun pensa qu'il s'agissait de la balle qui avait frappé Kennedy dans le dos et n'avait pas traversé son corps. Selon les médecins de Washington, cette balle avait fort bien pu ressortir d'elle-même, expulsée au moment du massage cardiaque pratiqué sur le président.

Entre les conclusions du rapport d'autopsie — donc de la commission Warren — et celles du FBI, il y a une

contradiction majeure. Selon les premières, la balle a pénétré à la base du cou et est ressortie par la trachée. C'est la balle « magique ». Selon les secondes, la balle est entrée « en dessous de l'épaule » (le rapport de O'Neill et Sibert dit même : « dans le dos ») et n'est pas ressortie. On sait que Humes a changé son rapport après la fin de l'autopsie, en fonction des informations qui lui parvenaient de ses collègues de Dallas et des services impliqués dans l'enquête. Ayant appris qu'il y avait eu trachéotomie sur l'orifice d'une balle, qu'Oswald ne pouvait avoir agi que seul, sans doute a-t-il eu à cœur de faire coller son rapport avec ces « réalités » qu'il ignorait au moment de l'autopsie. Nous verrons plus loin que les photos du corps de Kennedy montrent qu'il s'est largement trompé, ou a menti, sur la localisation de la blessure dans le dos.

Quant à la blessure principale, celle de la tête, le rapport d'autopsie la décrit comme un trou de 13 centimètres carrés situé à l'*avant-droit* du crâne (trou de sortie). Le trou d'entrée, de 2,5 centimètres carrés, se situe à l'arrière de la tête. Cette description corrobore parfaitement la thèse d'un tireur placé à l'arrière du cortège, au cinquième étage du dépôt de livres scolaires. Rien ne peut néanmoins prouver cette seconde affirmation car les tests qui auraient permis de situer exactement la trajectoire de la balle à travers la tête (angle d'entrée, etc.) n'ont pas été pratiqués. On l'aura noté, les médecins et infirmières de Dallas ont déclaré exactement le contraire de leur collègue de Washington. Pour eux, la plaie de sortie

se situait à l'*arrière-droit* du crâne. De plus, aucun d'eux n'a vu le trou d'entrée à l'arrière de la tête, qu'il s'agisse de Perry, Clark, Mac Clelland, de leurs assistants ou de l'agent Greer qui était présent. La commission Warren oublia de retenir leurs témoignages au motif que l'un d'eux, le docteur Clark, avait émis l'hypothèse que cette blessure pouvait être cachée par les cheveux.

Autre fait troublant, lors de l'autopsie, une balle fut extraite du corps de Kennedy, alors que les deux projectiles « officiels » sont censés être ressortis. Cet élément est établi par un procès-verbal signé des agents Sibert et O'Neill et un reçu remis au docteur Burkley. Il n'en est question ni dans le rapport de Humes, ni, cela va de soi, dans le rapport Warren. C'est en 1969, par hasard, que des chercheurs indépendants ont découvert ce fait. Interrogé à ce sujet, le FBI a déclaré qu'il ne s'agissait pas d'une balle mais d'éclats retirés du cerveau du président. Lors de l'autopsie, Humes retira en effet deux minuscules morceaux de métal de la tête de Kennedy. Mais Sibert et O'Neill, deux agents consciencieux et formés, ont bien écrit le mot « balle » (*bullet*) dans leur procès-verbal de saisie de pièces à conviction. Et nous voici donc en présence d'un mystère supplémentaire : si le procès-verbal des agents du FBI est exact, il y a donc eu une quatrième balle dans l'attentat. S'il y a eu une quatrième balle, Oswald n'a pas pu agir seul. Si Oswald n'a pas agi seul, il y a conspiration. Est-il utile de préciser que la balle ou les fragments

récupérés lors de l’autopsie sont « introuvables » depuis 1969 ?

Toutes ces contestations du travail des médecins militaires de Washington pourraient être balayées par l’examen des photographies et des radios du cadavre de Kennedy. Elles existent et sont aujourd’hui accessibles. Plusieurs chercheurs américains les avaient d’ailleurs publiées au milieu des années 1970, après les avoir obtenues clandestinement.

La commission Warren — c’est tout à fait étonnant — n’eut pas accès aux photographies et aux radios faites au soir du 22 novembre. Elle se contenta de dessins d’artiste censés reproduire les clichés. Officiellement, Warren pensait que la vue de ce matériel pouvait choquer davantage encore l’opinion. Soit. Mais les commissaires auraient pu exiger de vérifier de leurs yeux ce qu’on leur demandait de croire sur des croquis. Sans aller jusqu’à les publier, ils auraient pu simplement comparer les photos aux dessins. Ils n’ont pas jugé utile de le faire.

Les clichés ont été pris avant le début de l’autopsie par un photographe de la Marine, Stringer, et par ses assistants. Quarante-deux ont été développés par le *Secret Service*. Une pellicule a été confisquée et immédiatement exposée à la lumière au motif que Stringer avait photographié non seulement le corps, mais aussi les personnes qui se trouvaient dans la morgue. Quant aux quatorze radios, elles ont été développées à l’hôpital de

Bethesda. L'ensemble des originaux fut remis à la famille Kennedy en 1965. On y joignit les prélèvements réalisés lors de l'autopsie dont le cerveau du président, placé dans une boîte métallique. Le tout fut déposé par la famille aux archives nationales américaines, en novembre 1966, sans qu'elle ait jamais examiné le contenu des dossiers et des diverses boîtes. Pendant cinq ans, nul ne put y avoir accès sans l'autorisation de l'avocat des Kennedy, Marshall. Le cortège de ceux qui voulaient vérifier de leurs yeux les affirmations de Humes et de la commission Warren se heurta à de multiples refus. À partir de 1971, sans devenir aisées, les consultations devinrent possibles. L'urologue John Lattimer, partisan convaincu du rapport Warren, fut un des premiers à bénéficier du relatif revirement de la famille Kennedy. Il publia un article dans lequel il déclara que ce qu'il avait vu confirmait sa thèse : toutes les balles avaient été tirées de l'arrière du cortège. Son travail provoqua un tel tollé qu'il fallut bien autoriser un adversaire de la version officielle à opérer à son tour. C'est ainsi que le docteur Cyril Wecht, président de l'Académie Américaine de Médecine Légale, se vit ouvrir les coffres des archives. Sa première surprise fut de constater que la boîte contenant le cerveau de Kennedy avait disparu. Il se proposait de vérifier la trajectoire de la balle fatale, ce qui, selon lui, aurait été possible en raison du mode de conservation choisi en 1963 : le liquide dans lequel baignait le cerveau aurait dû le durcir et permettre un tel examen. Une explication satisfaisante fut donnée sur cette

opportune disparition : un procès-verbal établi en novembre 1966 mentionne que les éléments incriminés étaient déjà manquants à cette époque. Quelques années plus tard, le *House Select Committee on Assassinations* lança à son tour un appel pour retrouver le macabre objet. Le fait qu'il n'obtint aucun résultat semblerait prouver que la famille Kennedy n'est pas en possession du contenu de la boîte de fer, ce que le FBI avait un temps affirmé. Quant aux photos et aux radios, Wecht les jugea peu parlantes. Depuis cette époque, en comparant ce que proposent les archives avec les mentions portées sur les bordereaux de transmission, on a pu s'apercevoir qu'il manquait des radios et des photos par rapport à l'ensemble de ce qui avait été réalisé en 1963. Par ailleurs, le photographe Stringer, qui avait été convoqué aux archives pour vérifier le dossier déposé par la famille Kennedy, a déclaré que, dès 1966, il avait constaté qu'il manquait des clichés et que certains de ceux qui lui furent présentés n'étaient pas de lui[63].

Contrairement à la commission Warren, le *House Select Committee on Assassinations* a eu accès aux photographies et aux radios du président assassiné. Son panel de spécialistes n'a pu en tirer grand-chose mais a mis en doute l'authenticité de certaines des pièces qui lui étaient présentées, notamment des radios. Il sembla par la suite rassuré après avoir comparé celles qui avaient été prises avant l'assassinat, lors d'examens médicaux de routine, et celles qu'on lui disait avoir été réalisées à l'hôpital de

Bethesda, le 22 novembre 1963. On relève néanmoins quelques curiosités sur ces radios. Ainsi, un cliché présumé du crâne de Kennedy laisse apparaître que les parties osseuses de l'avant de la tête seraient manquants, juste au-dessus de l'œil droit. Or, si on compare cette radio avec les photos de la tête du président, on constate que cette partie est intacte. Selon les enquêteurs non officiels, cette incohérence entre les radios et les photos prouverait qu'on a manipulé, après coup, certains des matériaux issus de l'autopsie. Quant aux photos, le HSCA ne put que regretter qu'une partie d'entre elles ait disparu, notamment toutes celles montrant le torse du président.

Lors de l'enquête du Congrès, un événement inattendu vint troubler la sérénité des débats. En juin 1978, un homme s'introduisit dans les bureaux du HSCA, se saisit d'un dossier et détruisit certaines photos originales de l'autopsie. Un test d'empreintes digitales établit que la seule personne non-habilitée à avoir touché aux dossiers était un certain Regis Blahut, agent de liaison entre le comité et la CIA[64]. Arrêté, l'homme reconnut les faits. Il fut renvoyé de la CIA qui évoqua la « curiosité » de son employé comme mobile à son forfait.

Tout cela n'a pas empêché le HSCA de conclure de façon décevante pour les enquêteurs non officiels. En effet, bien que doutant des radios, des photos et de la sincérité des résultats de l'autopsie, bien que stigmatisant l'incapacité des médecins de Bethesda, bien que disant que la mort de Kennedy est le résultat d'un complot, le rapport final

conclut que, s'il y avait sans doute deux tireurs, les balles qui ont atteint Kennedy et Connally ont été tirées depuis l'arrière du cortège. Autre déception, l'audition du docteur Finck eut lieu à huis-clos et ses notes prises lors de l'autopsie, auxquelles le HSCA se réfère souvent, n'ont pas été publiées.

Les photos de l'autopsie de John Kennedy sont librement accessibles depuis 1988. Elles posent plus de questions qu'elles n'en résolvent. Sur plusieurs points, elles ne correspondent pas à ce qui est écrit dans le rapport d'autopsie. La position du trou d'entrée de la balle « magique » se situe bien plusieurs centimètres plus bas que ce que montrent les croquis utilisés par la commission Warren. Il semble, d'après certains, qu'un deuxième trou d'entrée puisse être visible au milieu du dos. La plus grosse plaie à la tête, contrairement à ce qu'ont écrit les médecins de 1963, ne se prolonge pas jusqu'à l'occiput. Plus grave, sur un des dessins de la commission apparaissait un petit trou bien formé et très net à l'arrière de la tête. Il avait été présenté comme l'orifice d'entrée de la balle fatale, en 1963. Les photos qui ont inspiré ce croquis ne montrent aucun orifice de ce genre. C'est sans doute la meilleure preuve d'une manipulation dont auraient été victimes Earl Warren et ses collègues. Devant le HSCA, et à la vue de ces photos, Humes s'est d'ailleurs rétracté de toutes ses déclarations antérieures. Malheureusement, il a oublié d'indiquer les mobiles de ses erreurs.

Les photos de l’autopsie de Kennedy aujourd’hui disponibles sont-elles toutes authentiques ? C’est la question que se posent plusieurs chercheurs indépendants. Ils ont relevé de nombreux faits troublants lors de leurs études : présence d’un petit triangle noir (qui ne laisse pas passer la lumière sur les négatifs, ce qui tendrait à montrer qu’il a été rajouté) près de la temps droite, à l’endroit précis où devrait se situer un trou d’entrée, si Kennedy a été frappé de face ; incohérence des ombres sur plusieurs photos ; présence sur un des murs de fond d’un téléphone qui n’existe pas dans la salle ; placement non conforme à ce qui se passa d’une petite table pour poser les instruments de chirurgie ; œil gauche de Kennedy très ouvert sur une photo, mi-clos sur une autre ; irrégularité du carrelage sur un mur de fond, comme si une photo avait été remontée ; incompatibilité entre les radios et les photographies ; absence de grosse blessure située à l’arrière du crâne.

L’affaire Kennedy a stimulé l’imagination de certains enquêteurs non officiels. Ils ont tenté d’expliquer pourquoi les résultats de l’autopsie paraissaient à ce point fabriqués. Ainsi, pour Bonar Menninger, dans *Mortal error* (*Erreur mortelle*), le mensonge a servi à couvrir le *Secret Service* et un de ses agents qui se trouvait dans la voiture suiveuse. C’est lui qui aurait tué le président en manipulant son fusil ! Un autre pense qu’il y avait bien deux tireurs sur *Dealey Plaza*, qu’ils ont agi sans concertation mais — le hasard faisant mal les choses — au même moment, à la

même minute et au même endroit. Ne sachant comment présenter cette invraisemblable coïncidence, les officiels auraient maquillé les constatations médicales. Mais concernant les résultats de l'autopsie, la thèse la plus invraisemblable est celle de David Lifton. Avec son best-seller paru au début des années 1980, *Best evidence* (*La meilleure preuve*), cet auteur a beaucoup perturbé le milieu des enquêteurs non officiels, avant d'être rejeté par les principaux membres de ce groupe.

Dès 1964, David Lifton s'est intéressé aux aspects médicaux de l'affaire Kennedy. Il a échafaudé, en une quinzaine d'années d'enquête pour laquelle il a tout sacrifié, une théorie fondée sur quelques remarques simples et de bon sens. Comment est-il possible qu'entre Dallas et Washington, les constatations ne soient pas les mêmes ? Comment est-il possible qu'autant de personnes, soit au Texas, soit à l'hôpital de Bethesda, aient pu mentir, sans se trahir vraiment ? Pour sortir du dilemme, Lifton questionne encore : et si tout le monde disait la vérité ? Si les médecins de Dallas avaient effectivement vu des blessures de face et ceux de Washington des blessures de dos ? Il aurait fallu pour cela qu'entre les deux examens, le corps de Kennedy ait été modifié, manipulé, maquillé.

On imagine les sourires qui accueillent parfois les démonstrations de Lifton. On sourit un peu moins lorsqu'on lit *Best evidence*. Car l'auteur tente de prouver chaque point qu'il avance. Il se fonde sur les incohérences entre les déclarations des différents témoins. Ainsi, à Bethesda,

Humes remarqua — et les agents du FBI le consignèrent dans leur rapport — que le crâne de Kennedy semblait avoir subi une intervention chirurgicale à Dallas, alors que les médecins de *Parkland* ont déclaré n'en avoir pratiquée aucune, en dehors de la trachéotomie. Des brancardiers, des médecins et les spécialistes chargés de réaliser les radiographies ont expliqué à Lifton comment ils avaient reçu le corps du président dans un cercueil militaire et un sac en plastique, alors que c'est dans un cercueil d'apparat, entièrement nu, la tête seulement emballée dans un linge, que Kennedy avait été embarqué à bord d'*Air Force One*. La « livraison » du corps aurait eu lieu, selon eux, par une porte à l'arrière de l'hôpital dans une ambulance qui ne ressemblait pas à celle que tout le pays avait vue à la télévision lors de l'arrivée à la base d'Andrews. Les registres de Bethesda confirment d'ailleurs que ce sont bien deux ambulances qui arrivèrent ce soir là à l'hôpital naval de Washington. Selon la presse de l'époque, lorsque Jacqueline et Robert Kennedy eurent quitté l'ambulance, à l'entrée d'honneur, Galloway, le commandant de l'hôpital, prit personnellement le volant de celle-ci et se dirigea vers une entrée secondaire, au grand désappointement de la garde d'honneur qui ne put donc remplir sa fonction. Un bruit d'hélicoptère fut entendu tant à Andrews qu'à Bethesda, lors du transfert. Dans la morgue, le corps fut laissé plus d'une demi-heure en la seule possession des médecins militaires, les agents du FBI ayant été priés de sortir. Le docteur O'Connor, assistant de Humes, devait

prélever le cerveau du président : il ne put le faire, dit-il plus tard, pour la bonne raison que celui-ci avait disparu du crâne de la victime. Cela expliquerait que le cerveau ne soit pas aux archives nationales. Mais, fait remarquer Lifton, les plaies à la tête de Kennedy ne permettaient pas d'extraire son cerveau sans peine. Il a donc fallu opérer pour le retirer. Quant aux photos de l'autopsie, Lifton remarque, à juste titre, qu'elles ne laissent jamais clairement voir la blessure fatale, ni à l'avant, ni à l'arrière de la tête. Seule une plaie en « Y » est visible sur le sommet du crâne. Les médecins de Dallas ne se souviennent pas de la forme, pourtant caractéristique de cette plaie. Quant à l'orifice de la trachéotomie, il mesurait deux à trois centimètres à Dallas. Il en faisait quatre à huit à Washington. Sur l'agrandissement d'une photo, David Lifton croit déceler la présence d'un clip chirurgical qui maintient ensemble les deux parties du crâne.

Partant de ces éléments, l'auteur de *Best evidence* émet l'hypothèse de l'enlèvement du corps de Kennedy pendant la prestation de serment de Johnson — le seul moment où il a été laissé sous la seule surveillance du *Secret Service*. On aurait alors placé le corps dans un sac en plastique et on l'aurait caché à bord d'*Air Force One*. Arrivé à Washington, alors que le cercueil vide se dirigeait par la route vers Bethesda, un hélicoptère aurait rapidement transporté le cadavre vers une salle d'opération de l'hôpital naval où on aurait eu tout loisir de masquer les blessures de face et de recréer des blessures de dos. Selon Lifton, l'intérêt de

maquiller le corps était double : transformer les blessures et récupérer les balles. Intellectuellement, son hypothèse se tient. Elle permet de limiter le nombre de personnes engagées dans la conspiration : seuls les assassins, les quelques chirurgiens qui ont opéré *post-mortem* et les commanditaires sont au courant. Quant aux médecins de Dallas, ils disent ce qu'ils ont vu. Idem pour ceux de Washington. La commission Warren, elle non plus, ne triche pas : on lui donne un rapport d'autopsie et des conclusions du FBI concordants (ce qui, on l'a vu, n'est pas exact). C'est logiquement qu'elle parvient, sur cette base, à la culpabilité du seul Oswald et « triture » certains faits, pour la bonne cause. Ce faisant, Lifton désigne comme principaux complices des agents du *Secret Service*. Ce sont eux qui conduisaient la voiture présidentielle, qui ont enlevé de force le corps de Kennedy à Dallas, qui ont eu sa garde aux moments les plus propices à un enlèvement et à une manipulation, qui ont réparé la Lincoln et changé son pare-brise, qui ont récupéré de nombreuses pièces à conviction et ont mis plus d'un mois à transmettre le rapport d'autopsie au FBI.

La thèse de Lifton est difficile à croire, même s'il faut, dès à présent, s'habituer à tout de la part de l'administration américaine dans cette affaire. Certes, grâce à *Best evidence*, de nouveaux errements du système qui a présidé à l'enquête sur l'assassinat de Kennedy ont été révélés. Mais la théorie de l'enlèvement et du maquillage du corps souffre de limites importantes. Où

cacher le corps à bord d'*Air Force One* ? Comment le transporter à la morgue avec aussi peu de témoins ? Comment opérer le « maquillage » en si peu de temps ? Comment accuser le *Secret Service* et éluder les responsabilités écrasantes dans l'enquête du FBI et de la CIA ? Comme beaucoup d'enquêteurs non officiels, Lifton n'aborde aucun des sujets qui pourraient le gêner dans sa démonstration.

Avec ou sans Lifton[65], on dispose aujourd'hui d'un faisceau d'indices suffisant pour contester la version des faits présentée par le rapport Warren et ses supporters. Le *House Select Committee on Assassinations* a modifié la vérité officielle de façon sensible. Selon lui, Oswald n'était pas le seul coupable car il y avait plusieurs tireurs sur *Dealey Plaza*, le 22 novembre 1963. Un de ces tireurs se trouvait sur la butte gazonnée qui faisait face à la voiture présidentielle, derrière la barrière de bois. Les enquêtes indépendantes n'avaient d'ailleurs cessé de l'affirmer, bien avant 1979. Plusieurs tireurs, des conclusions balistiques insuffisantes, une balle « magique », une arme du crime ne permettant pas d'effectuer le « travail » comme il est décrit dans la version Warren, des témoins qui avaient des choses à dire et n'ont pas été entendus, des constatations médicales contradictoires selon qu'on les fasse à Dallas ou Washington, des mystères non officiellement résolus qui plongent l'observateur dans le doute, telle est la matière première du dossier Kennedy. En soi, cela est déjà beaucoup.

Restent à découvrir des mobiles et des commanditaires. Pour trouver la voie, il faut d'abord revenir à deux des acteurs principaux du week-end tragique de Dallas : Lee Harvey Oswald et Jack Ruby.

Deuxième partie

LEE HARVEY OSWALD

I

Oswald, solitaire et minable ?

Lee Harvey Oswald vit le jour le 18 octobre 1939, à La Nouvelle-Orléans[66]. Son père, petit agent d'assurances, était mort deux mois plus tôt. Incapable d'élever ses trois enfants, Robert, Lee et John Pic (issu du premier de ses trois mariages), Marguerite Oswald, maîtresse femme qui allait avoir une grande influence sur sa progéniture, les plaça provisoirement chez son frère, Charles « Dutz » Murret, un *bookmaker* lié à la mafia et à son chef à La Nouvelle-Orléans, Carlos Marcello. À trois ans, après un bref séjour dans un orphelinat, Lee rejoignit sa mère à Dallas. L'enfant était vif, introverti, aimant la lecture. Il n'avait cependant aucun goût pour l'école, en dépit — ou à cause — du fait qu'il allait en fréquenter un grand nombre, au gré des vingt-cinq déménagements que lui ferait subir sa mère en une quinzaine d'années. En 1952, la petite famille se retrouva à New York. Pour la première fois, des témoins font état du comportement violent du jeune Lee : il

aurait menacé sa mère et sa belle-sœur (l'épouse de John Pic) d'un couteau pour une affaire de volume sonore trop élevé d'un poste de télévision. Bien plus tard, on allait se saisir de cet incident pour démontrer son penchant pour la violence. Ses résultats scolaires allèrent ensuite en se dégradant. Un juge estima qu'il fallait surveiller l'incontrôlable adolescent. Une assistante sociale et un psychologue entrèrent en scène. Un des psychologues ayant examiné le jeune garçon en 1953, déclara plus tard devant la commission Warren l'avoir trouvé « socialement et émotionnellement pauvre » et plus « anxieux » dans ses relations avec sa mère que dans d'autres domaines. Ceci n'en faisait évidemment pas un individu placé sur une trajectoire meurtrière. Détestant voir son fils « persécuté » de la sorte, Marguerite Oswald décida de rentrer en Louisiane. Là, pensait-elle, les juges interviendraient moins dans ses affaires de famille.

À La Nouvelle-Orléans, ceux qui retrouvèrent Lee furent troublés par son changement de caractère. Il est vrai que leurs souvenirs furent sollicités alors que chacun se demandait comment on pouvait expliquer que le fils de Marguerite ait déchaîné le fer et le feu sur l'idole de toute une génération. Dans ces cas-là, les « braves gens » trouvent toujours quelque chose à dire et on peut compter sur eux pour révéler de l'inédit. En la matière, il consista à orienter les recherches dans deux directions : l'arrogance du sujet et son penchant pour les idées communistes. L'arrogance était un trait de caractère certain de Lee

Oswald. Son attirance pour le communisme ne semble pas moins réelle à cette époque. Impressionné par le sort réservé aux Rosenberg, un couple communiste qui espionnait en faveur de Moscou et qui fut exécuté en juin 1953[67], il était plongé dans la lecture d'œuvres et d'articles l'entraînant sur la pente — si dangereuse à ce moment de l'histoire américaine — des sympathies pour l'Union soviétique. Un de ses amis d'enfance dira plus tard qu'il vit dans sa chambre un exemplaire du *Capital* et du *Manifeste du parti communiste*. Devant la commission Warren, Marguerite Oswald fera remarquer que si ces livres se trouvaient alors dans toutes les bibliothèques publiques, c'était sans doute parce qu'il n'était pas interdit de les lire.

Paradoxalement, à la fin de 1956, alors qu'il n'avait à ce jour aucun projet professionnel et attendait une réponse à sa demande d'adhésion au parti socialiste américain, Lee Harvey Oswald se décida à rejoindre le corps des *marines*. Sans doute voulait-il imiter son frère aîné, Robert, déjà engagé. Ses frères ajoutent qu'il voulait aussi échapper au (mauvais) caractère de leur mère. Certains enquêteurs non officiels pensent qu'Oswald était en réalité un authentique patriote. Son père avait été un temps soldat, ses frères servaient aussi leur pays. Pourquoi n'aurait-il pas voulu suivre cette voie ? Les mêmes auteurs ajoutent qu'on ne dispose d'aucune preuve directe de la passion d'Oswald pour le marxisme *avant* son départ pour l'armée.

Le 26 octobre 1956, l'armée américaine compta donc un *marine* de plus. Il venait juste d'avoir 17 ans.

Oswald fut incorporé à la base de San Diego, en Californie. Pendant sa formation, il afficha des sympathies pro-russes ce qui lui valut les surnoms de « Oswaldovitch » ou « Camarade ». Les autres *marines* le trouvaient « bizarre » et ne comprenaient pas pourquoi il s'était engagé. Ils le soupçonnaient d'être homosexuel. On l'appelait aussi « Madame Oswald ». Il fut orienté vers des cours complémentaires d'opérateur radar, réussit à obtenir sa qualification et fut affecté à la base d'Atsugi, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Tokyo. Dans la foulée, le *marine* soi-disant marxiste fut habilité au niveau « confidentiel ».

À Atsugi, toujours tenu à l'écart par ses camarades, il fréquenta les milieux communistes japonais, approchés avec la complicité d'une entraîneuse de boîte de nuit. Il lisait des journaux en russe, ayant appris cette langue dans des conditions difficiles à préciser mais probablement avec la bénédiction de l'armée. Une telle attitude aurait pu lui attirer des ennuis. Atsugi abritait les activités ultra-secrètes de l'avion espion U2. Bijou de l'électronique militaire, cet appareil effectuait des missions d'espionnage au-dessus de l'URSS. Certes, Oswald n'avait pas accès au programme U2 qui ne semble pas, au dire de ses collègues, l'avoir passionné. Mais on peut s'étonner qu'en pleine guerre froide, dans une armée américaine se préparant au grand affrontement avec l'Armée rouge, un *marine* se proclamant marxiste, ayant demandé son adhésion au parti

socialiste américain et parlant le russe, puis s'enthousiasmant pour la guérilla castriste, ait été affecté sans autre formalité au contrôle radar d'une base aussi sensible. Certains auteurs pensent que, dès cette époque, Oswald a pu être un petit agent des services secrets des *marines* ou de la CIA. Rien n'est prouvé sur ce point. Dans un ouvrage à succès, un des rares à avoir été (partiellement) censuré aux États-Unis (*The CIA and the cult of intelligence*, 1974), Victor Marchetti, ancien assistant à la direction de l'Agence, explique cependant qu'il n'était pas rare que la CIA et les services secrets de la Marine recrutent des soldats russophiles, faisant pression sur eux en utilisant leurs goûts sexuels ou d'éventuels ennuis avec la justice militaire et les employant dès lors pour espionner soit leurs camarades, soit les organisations de gauche gravitant autour de l'armée. Si le soupçon d'homosexualité ne paraît pas être fondé concernant Oswald, on note qu'il se fit remarquer à deux reprises par la justice militaire. Il fut condamné à des réductions de solde et à 48 jours d'arrêts pour avoir possédé sans autorisation un pistolet et avoir insulté un officier.

En novembre 1958, Oswald quitta Atsugi pour la base d'El Toro, au Texas. Là, pour la première fois, semble-t-il, un officier s'étonna de ses convictions politiques mais aucune suite ne fut donnée à son rapport. Ayant encore une année de service à accomplir, Lee préparait sa reconversion, suivit des formations au sein de l'armée puis s'inscrivit aux cours d'été d'un collège suisse, pour 1960.

Enfin, malgré la prolongation de son temps à servir dû à ses ennuis avec la justice militaire, il obtint sans difficulté un retour anticipé à la vie civile, au motif, dit plus tard l'armée américaine, qu'il devait venir en aide à sa mère dans le besoin. Pourtant, dès l'annonce de sa libération, il sollicita la délivrance d'un passeport pour voyager en Europe et en Amérique centrale. Libéré le 11 septembre 1959, il se rendit brièvement auprès de Marguerite, à Fort Worth. Trois jours plus tard, il prit le chemin de La Nouvelle-Orléans.

Ainsi s'acheva la carrière de *marine* de Lee Harvey Oswald. Son étude approfondie laisse apparaître de nombreuses lacunes et interrogations. La commission Warren ne reçut communication du dossier militaire de son accusé qu'expurgé des notes des services secrets de la Marine. Le *House Select Committee on Assassinations* n'a pu corriger cet oubli : les notes en question ont été détruites « par routine », en 1973. On ne manquera pas de s'étonner qu'une telle « routine » ait pu concerner un dossier aussi sensible que celui de l'assassin d'un président des États-Unis en pleine polémique sur sa culpabilité.

Lee Oswald obtint sans difficulté son passeport et son visa pour voyager. Au milieu des destinations anodines qu'il prévoyait (Suisse, France, Allemagne, République Dominicaine, mais aussi Cuba), l'attention des autorités auraient dû être attirée par le fait qu'il souhaitait se rendre aussi en Russie. À une époque où l'administration

américaine était très sourcilleuse à l'égard de ses ressortissants désirant se rendre dans un pays des Soviets, nul ne semble s'être ému de la demande de l'ancien *marine* d'Atsugi. Embarqué le 20 septembre 1959 à bord du *Marion Lykes*, il débarqua au Havre, le 8 octobre, et se rendit immédiatement à Londres puis, par avion, à Helsinki. Selon le rapport Warren, il s'installa dans un hôtel le 10 octobre. Or, en reconstituant son parcours, on s'aperçoit qu'il lui a été impossible de se faire enregistrer ce jour-là, compte tenu de l'horaire de l'avion Londres-Helsinki. Richard Helms, directeur de la CIA, l'a concédé devant le HSCA. Une des hypothèses avancées par ceux qui pensent qu'Oswald travaillait pour « le gouvernement américain » est qu'il aurait pu être transféré de la capitale anglaise à la capitale finlandaise en avion militaire. Et comme un tel voyage n'était pas très bon marché, des chercheurs se sont demandé comment il avait pu régler les frais de son périple, et ce d'autant plus qu'il ne se refusa rien, descendant dans des hôtels de première catégorie. L'administration fiscale américaine a toujours refusé de rendre public le dossier de l'assassin présumé de Kennedy qui permettrait de connaître ses revenus exacts de l'époque et de les comparer avec son train de vie.

À peine arrivé à Helsinki, Lee Oswald prit contact avec le consul soviétique, Gregory Golub, un homme habilité à délivrer des visas sans en référer à Moscou en raison de ses fonctions de confiance au KGB. Il obtint l'autorisation de se rendre pour six jours, et comme touriste, en Union

soviétique. Il partit donc pour la capitale russe, en utilisant les services de l'incontournable *Intourist*, agence de voyage officielle de l'URSS. On s'est beaucoup interrogé sur les raisons qui ont poussé Oswald à choisir la Finlande comme point de départ de sa « désertion ». Il y avait des itinéraires plus directs pour se rendre en URSS. Pourquoi avoir compliqué les choses — et les avoir rendues plus onéreuses — en faisant escale au Havre ou à Londres ? De plus, comme par miracle, Oswald se rendit directement chez un des rares fonctionnaires soviétiques qui avait le droit d'autoriser son voyage sans feu vert formel de son gouvernement. Si Oswald avait été envoyé en URSS par les services secrets américains, on ne s'y serait pas pris autrement : la CIA profitait souvent des libertés accordées à Golub pour faire passer ses agents à l'Est. À moins que l'itinéraire d'Oswald et sa rencontre avec un fonctionnaire soviétique aussi bien placé ne soit que le fruit du hasard ce qu'on ne peut exclure.

Faire du tourisme à Moscou, en 1959, n'était pas chose aisée, surtout pour un Américain. Pris en charge par *Intourist*, on vous assignait des secteurs bien définis et des programmes tout faits. Surtout, on désignait un guide officiel qui, dans la plupart des cas, n'avait rien de la fraîche *Nathalie* popularisée par une chanson de Gilbert Bécaud. C'est ainsi que Lee Oswald se retrouva flanqué de Rima Shirokova. Le lendemain de son arrivée dans la capitale soviétique, il l'informa qu'il souhaitait immigrer en URSS, renoncer à sa nationalité américaine et devenir

citoyen soviétique. Il déposa dans la foulée une demande de visa permanent. Le 21 octobre, lorsqu'il apprit qu'elle risquait de lui être refusée, il tenta de se suicider en s'ouvrant les veines… au bon moment pour être sauvé par Rima Shirokova. Une fois rétabli, il apprit que l'URSS voulait bien de lui. Anastase Mikoyan, numéro deux du régime soviétique, aurait été informé de l'aventure touchante du jeune Américain et aurait donné des instructions pour qu'asile lui soit donné. L'hypothèse est plausible. En août 1999, en effet, le président russe Boris Eltsine remit à son homologue américain, Bill Clinton, un dossier contenant tous les télégrammes et documents concernant le séjour d'Oswald en URSS. On s'aperçoit en effet que son arrivée et son séjour furent surveillés à des niveaux très élevés de l'État.

Avant même de recevoir l'autorisation officielle de s'installer en URSS, l'impatient Oswald s'était rendu à l'ambassade des États-Unis. Reçu par Richard Snyder, second secrétaire, il avait déclaré vouloir renoncer à sa nationalité américaine. Il se serait dit prêt à livrer aux Soviétiques les informations dont il disposait sur le système radar des *marines*. Le second secrétaire refusa d'enregistrer la demande de Lee Oswald, afin, écrivit-il dans son rapport, de lui laisser le temps de la réflexion. De retour à son hôtel, Oswald s'aperçut que l'ambassade avait informé la presse de sa défection. Plusieurs journalistes américains demandèrent à le rencontrer. Il refusa d'abord les interviews, puis, le 13 novembre, accepta de se confier

à Aline Mosby, d'*United Press International* (UPI). Trois jours plus tard, Priscilla Johnson, de la *North American Newspaper Alliance*, recueillit d'autres confidences. Cette journaliste allait jouer plus tard un rôle au moment de l'enquête de la commission Warren, en restant très proche de la femme d'Oswald. Cela la rend suspecte aux yeux de certains enquêteurs non officiels. Mark Lane la soupçonne d'avoir eu des liens avec les services secrets américains[68]. Il a raison : les documents publiés depuis 1993 montrent que Priscilla Johnson a rendu compte à l'ambassade des États-Unis de ses contacts avec Oswald, dans les heures qui les ont suivies. Quoiqu'il en soit, chacun de ces journalistes a pu témoigner plus tard que, bien que tenant des propos prosoviétiques et anti-américains, Oswald ne semblait pas être aussi décidé qu'il le disait à renoncer à sa nationalité. Quelque chose semblait « clocher » dans ses propos.

Le 4 janvier 1960, Lee Harvey Oswald fut informé par les autorités soviétiques que Minsk, allait être désormais son lieu de résidence. Cette ville de Biélorussie, à 900 kilomètres au sud-ouest de Moscou, comptait à l'époque environ 500 000 habitants, dont très peu d'étrangers, ce qui rendait aisée la surveillance de l'ancien *marine*. Dès ce moment, Oswald fut pris en charge par la « Croix Rouge », organisme social et d'entraide contrôlé par le gouvernement soviétique et qui n'avait donc rien à voir avec l'organisation internationale que nous

connaissons. Elle lui versa de substantielles indemnités, à commencer par une prime de 5 000 roubles. Le 7 janvier, Oswald arriva à Minsk où le maire le reçut et lui annonça qu'il serait employé dans une usine de fabrication de postes de radio (*Minsk Radio Zavod*), avec un salaire de 700 à 900 roubles par mois. Ce salaire n'avait rien d'exceptionnel pour un technicien de son niveau. Mais, ajouté aux 700 roubles mensuels que lui avait alloués la « Croix Rouge », il plaçait les revenus de l'ancien *marine* au niveau de ceux du directeur de l'usine. Oswald commença son travail le 13 janvier et se vit attribuer, deux mois plus tard, un bel appartement au loyer de 60 roubles. Durant son séjour, d'après des témoignages soviétiques, il ne se fit pas remarquer, loin s'en faut, par son ardeur au travail.

On présente depuis trente ans le séjour d'Oswald en Russie au travers de plusieurs sources. Son « Journal historique » est une sorte de journal intime de douze pages dans lequel il a consigné ses activités et ses sentiments durant cette période. Il montre un Oswald changeant, entre son arrivée en URSS et les mois qui suivent. D'abord enchanté, il ne tarit pas d'éloges sur le pays, ses « vertes étendues », sa propre adhésion au syndicat de l'usine qui lui donne accès aux récréations orchestrées par l'administration. Il fréquente les bals, va à la chasse, se régale d'opéra et de sorties culturelles. Bien accueilli par ses collègues de travail, il doit faire face au flot de leurs questions sur la vie américaine. Il accède, écrit-il, au *Russian dream*, le « rêve russe ». Puis, au fur et à mesure

que les mois passent, il se désenchante, manque de bowling et d'endroits où dépenser l'argent qu'il gagne. Il commence à ressentir le mal du pays[69].

Le « Journal historique » peut être complété d'autres documents. Les différents dossiers soviétiques transmis aux autorités américaines en font partie, de même que des témoignages d'origine américaine. La commission Warren s'est penchée avec intérêt sur cet épisode peu banal de la vie du jeune homme, ne serait-ce que pour établir si la mort de Kennedy était le résultat d'un complot communiste. Les agents consulaires, la jeune femme qu'épousa Oswald en Russie, des journalistes et des agents des diverses administrations américaines furent entendus. Norman Mailer et quelques autres se sont rendus sur place (l'appartement qu'occupait Oswald est encore mentionné de nos jours sur les guides touristiques de la ville)[70]. Leur moisson n'a pas permis de dresser un portrait bien extraordinaire du transfuge. Les témoins qui vivent encore se rappellent de lui, certes, mais leur mémoire est déformée par la suite de l'histoire.

Une question vient évidemment à l'esprit. Si Oswald était aussi bien traité par les Soviétiques, n'était-ce pas parce qu'il collaborait avec eux ? A-t-il eu des contacts avec le KGB local ou le ministère de l'Intérieur, le fameux MVD ? Il est impossible que cela n'ait pas été le cas. Lee Oswald était un transfuge d'un type tellement particulier qu'il ne pouvait qu'être étroitement surveillé. Cela ne signifie pas qu'il ait travaillé pour les Soviétiques. C'est ce qu'a

toujours affirmé le fameux espion passé à l'Ouest, Yuri Nosenko. Dans son pays, cet homme était en charge des étrangers prêts à collaborer avec le KGB. Pour lui, Oswald n'a jamais appartenu, de quelque manière que ce soit, aux services officiels soviétiques qui le considéraient comme « inintelligent et instable[71] ». Les documents qui sont parvenus en Occident depuis la chute du mur de Berlin tendent à le confirmer.

Au début de 1961, Oswald entreprit ses premières démarches pour rentrer aux États-Unis. Il correspondit à plusieurs reprises avec son ambassade. Snyder lui répondit que, pour obtenir la possibilité de rentrer, il lui faudrait venir à Moscou, en discuter avec lui et récupérer le passeport qui lui avait été retiré à son arrivée en URSS. Dans le même temps, aux États-Unis, Marguerite Oswald multipliait les démarches pour entrer en contact avec son fils qui n'avait presque pas donné signe de vie. Elle raconta plus tard qu'elle était alors persuadée que son fils travaillait pour les services secrets américains et qu'elle craignait pour sa vie.

À des milliers de kilomètres de là, l'ancien *marine* engageait une autre aventure : il avait décidé de prendre femme, en la ravissante personne de Marina Nikolayevna Prusakova, préparatrice en pharmacie à l'hôpital de Minsk.

C'est à un bal syndical, le 17 mars 1961, que Lee et Marina se sont rencontrés. Elle avait 19 ans et lui 21. Si on en juge au calendrier de leurs relations, ce fut un coup de

foudre. Dès le 30 avril suivant, ils étaient mariés. Nièce d'un lieutenant-colonel du MVD chez qui elle vivait à Minsk, Marina était membre des Jeunesses Communistes. Certes, elle était bien jeune pour être une espionne. Mais la facilité avec laquelle elle obtint l'autorisation d'épouser l'ex-*marine* qui avait déjà entrepris des démarches pour rentrer aux États-Unis est surprenante. Peut-être son oncle a-t-il tout simplement mis son poids dans la balance pour obtenir un passe-droit. Peut-être a-t-elle été autorisée à quitter l'URSS dans l'espoir d'en faire un contact « dormant » au Texas. Peut-être était-elle seulement amoureuse d'Oswald et tellement décidée à le suivre qu'elle sut passer les obstacles. Ce qui est certain, c'est qu'elle allait jouer un rôle déterminant dans la vie et la réputation de son époux, tant au moment de son arrestation qu'après sa mort. Dans son « Journal historique », Oswald dit n'avoir informé son épouse de son mal du pays que vers la fin juin 1961. L'ambassade américaine avait pourtant reçu de lui, depuis plus d'un mois, une demande officielle comprenant aussi des questions sur les possibilités d'immigration de sa femme.

Rentrer aux États-Unis ne fut pas une chose trop difficile. Certes, il y eut bien quelques retards et chicaneries de l'administration soviétique, les interminables séances au cours desquelles Marina dut subir les suppliques de ses compatriotes et camarades politiques pour qu'elle n'abandonne pas sa patrie, les pressions de l'oncle du MVD. Il fallut aller à Moscou, revoir

Snyder, répondre à ses questions, attendre encore. Et comme Marina était enceinte, il fallut patienter jusqu'à la venue au monde d'une petite June, en février 1962. Mais finalement, le 1er juin, l'ambassade des États-Unis leur remit, contre remboursement, un titre de transport par train pour la Hollande. On s'étonnera encore longtemps que l'ex-*marine*, qui avait renié son pays et avait annoncé qu'il livrerait des « secrets militaires » ait pu obtenir son visa de retour sans autre formalité. Bien sûr, il était encore citoyen américain, ce qui peut expliquer que l'ambassade ait suivi le dossier avec bienveillance. Mais, en pleine guerre froide, on aurait pu penser que les choses seraient plus compliquées. On aurait dû prévenir l'intéressé qu'il risquait des poursuites à son retour au pays natal. Ce ne fut pas fait. Snyder a expliqué plus tard que, dès sa première rencontre avec Oswald, il s'était dit que celui-ci était trop jeune pour que sa décision soit définitive. C'est pourquoi il lui aurait facilité les choses. D'ailleurs, à cette époque, Oswald n'était pas le seul Américain dans son cas. Un dénommé Robert Webster, ancien *marine* ayant demandé à vivre en URSS — et qui a pu avoir d'ailleurs de furtifs contacts dans ce pays avec Lee —, obtint les mêmes avantages de Snyder.

À suivre les pérégrinations d'Oswald, on se confirme dans l'idée que la légende de l'efficacité des services américains pendant la guerre froide, tant vantée par les officiels et mise en scène dans d'innombrables fictions, était surfaite. Les administrations américaines pouvaient se

montrer aussi routinières que toutes celles du monde. Quelle que soit la singularité du cas Oswald, on ne peut totalement exclure qu'il ait pu passer entre les mailles du filet. L'avenir allait abondamment prouver que *Big Brother* est parfois aveugle et sourd. Il ne peut tout voir et tout savoir.

À moins que…

Comment Lee, Marina et June Oswald ont-ils regagné New York ? Une chose est sûre, c'est en train qu'ils ont accompli le voyage de Moscou à Amsterdam, traversant Minsk de nuit. Le reste du parcours est moins certain. Selon la version officielle, ils arrivèrent en Hollande deux jours après avoir quitté l'URSS, restèrent deux jours encore à Amsterdam et débarquèrent à Hoboken, dans le New Jersey, le 13 juin 1962. Là, ils furent pris en charge par différents organismes spécialisés, pour un bref passage à New York. Le 14 juin, ils s'envolèrent pour Fort Worth.

Cette version est contestée par certains chercheurs, tels Mark Lane ou Anthony Summers. Pour eux, il y a quelques invraisemblances dans le récit officiel. D'abord, sur le bateau qu'ils empruntèrent entre la Hollande et les États-Unis, le *Maasdam*, nul ne se souvint du jeune couple et de leur petite fille. De son côté, Marina affirma plus tard, avant de se rétracter, avoir fait cette partie du voyage en avion. Autre élément curieux, les postes diplomatiques américains ne furent pas informés du passage du « traître », comme cela aurait dû être le cas, d'après la

procédure de l'époque. Interrogé sur cette question, le Département d'État invoqua « l'erreur humaine ». À Amsterdam, contrairement aux habitudes des ambassades américaines, les Oswald furent logés dans un appartement privé et non à l'hôtel. Marina déclara par la suite qu'ils avaient passé « trois jours » dans cet endroit — alors qu'ils sont censés en avoir passé un seul. Selon les contestataires de la version officielle, il y aurait une bonne chance pour qu'Oswald ait été « débriefé » par la CIA à son arrivée aux Pays-Bas.

Une fois aux États-Unis, on aurait pu penser que le transfuge serait attendu par le FBI, voire la CIA. Cela aurait été d'autant plus logique qu'à son départ — qui avait provoqué quelque émoi — certains codes avaient été changés et sa défection avait été classée comme « affaire intéressant les services secrets » par la Marine. Par ailleurs, Oswald était passible de poursuites, en vertu de son contrat d'engagement dans l'armée qui stipulait que, même rendu à la vie civile, il ne pouvait révéler ce qu'il savait et encore moins avoir des activités anti-américaines. Un bref entretien avec un agent du FBI eut lieu, en juin 1962, puis un autre en août : Oswald refusa de subir le test du détecteur de mensonges et affirma ne jamais avoir eu de contact avec le KGB. On se contenta de ce serment. Partant, on est frappé par la facilité avec laquelle Oswald put rentrer aux États-Unis et y reprendre une vie d'apparence normale. Si on en croit la CIA et le FBI, on ne se préoccupa pas du tout du retour de l'ancien *marine*.

Devant le *House Select Committee on Assassinations*, William Colby, directeur de la CIA en 1976, justifia cette carence par la masse de travail de l'Agence — qui avait été destinataire du compte rendu du second interrogatoire d'Oswald par le FBI —, eu égard au grand nombre de personnes revenant d'URSS. C'est donc par manque de temps qu'on aurait négligé de s'intéresser de près à Lee Oswald. Le jeune homme était pourtant — et sans contestation possible — connu des services officiels car, outre les entretiens qu'il avait accordés à des journalistes américains, sa défection avait été largement évoquée dans des journaux comme le *Washington Post*, le *Washington Star*, etc. Par ailleurs, les documents rendus publics depuis 1993 ont montré que la CIA suivait pas à pas son aventure. Pour Oswald, *Big Brother* ne dormait finalement que d'un œil. Ainsi, il était sur les listes du cabinet noir : son courrier et celui qu'il adressait à sa mère étaient discrètement ouverts avant d'être remis à leurs destinataires. La commission Warren ne s'est pas étonnée des oublis de la police fédérale et des services secrets. Un document aurait pu la mettre sur la voie et l'aider à y voir plus clair dans les rapports de l'assassin présumé de Kennedy avec le monde du renseignement. À son retour aux États-Unis, Oswald se vit accorder une aide matérielle par le département de la Santé. Dans le rapport qui accompagnait cette décision, il était indiqué que cette aide était accordée au motif que l'intéressé s'était rendu en URSS « avec l'accord » du Département d'État.

En résumé, la question principale est ici de savoir si Oswald était un agent américain — même de petit niveau — au moment de son émigration. Beaucoup d'enquêteurs le pensent, sans pouvoir en apporter la preuve formelle. Ils doivent se contenter d'un faisceau d'indices. D'autres imaginent qu'Oswald n'est entré au service de son gouvernement qu'à son retour. En échange de l'impunité, il aurait accepté de devenir un indicateur du FBI, d'abord en révélant ce qu'il avait vu et vécu en Russie, puis en infiltrant les milieux communistes américains. Une troisième catégorie d'analystes, composée des partisans de la version officielle, pense que Lee Oswald était sincèrement pro-marxiste à son départ et que c'est par déception à l'égard du monde communiste qu'il serait rentré aux États-Unis. On avouera qu'il est bien difficile, à ce stade, de trancher. On relèvera néanmoins que les relations entre Oswald et les services américains sont loin d'être claires et d'avoir été justifiées de façon satisfaisante par les Administrations successives. Dans les *marines*, en URSS et à son retour, l'assassin présumé de Kennedy a bénéficié de facilités qui, si elles pouvaient s'expliquer seulement par des « routines », des « erreurs matérielles » et des surcharges de travail, jetteraient un doute sérieux sur les aptitudes du FBI et de la CIA à l'époque. Voici en effet deux agences qui, depuis plus de quinze ans, proclamaient qu'il fallait extirper du pays tout ce qui ressemblait à du marxisme, qui mettaient en œuvre pour y parvenir des moyens considérables (et parfois illégaux),

établissaient des fichiers colossaux sur les agissements de leurs concitoyens… et qui négligèrent de se pencher sérieusement sur le cas d'un jeune homme qui, ayant travaillé sur une base sensible, avait déclaré vouloir trahir son pays au bénéfice de l'ennemi mortel, avait vécu de longs mois en URSS, s'y était marié avec une militante des Jeunesses Communistes, nièce d'un officier supérieur du MVD et était rentré aux États-Unis avec son épouse. C'est sans aucun excès de scepticisme qu'on a du mal à y croire.

L'année qui précède l'assassinat du président Kennedy est, dans la vie de Lee Harvey Oswald, un moment crucial et confus. Il est nécessaire de le pénétrer pour approcher son rôle dans l'affaire. Les pistes sont nombreuses, embrouillées et contradictoires. On ne peut y évoluer qu'avec prudence. Pas plus ici qu'au fil des dizaines d'études publiées sur le sujet, on ne pourra arriver à des conclusions définitives.

Toute cette année, Oswald la passa entre le Texas et la Louisiane, menant une double vie, entre de petits emplois et une activité discrète au service de causes difficiles à identifier. Immédiatement après son arrestation et plus encore après son assassinat par Jack Ruby, l'ancien *marine* fut présenté comme un militant communiste et pro-castriste. Selon la version officielle, sa passion brûlante pour la révolution cubaine est un des mobiles pour lesquels il a assassiné Kennedy. La commission Warren et ses successeurs se sont empressés d'interpréter cette passion

comme celle d’un solitaire illuminé, voulant apporter sa contribution à l’Histoire par une action d’éclat. Mais Oswald fut-il aussi « minable et solitaire » qu’il a été dit ?

C’est au Texas que Lee et Marina s’installèrent à leur retour d’URSS. Rapidement, si on en croit le rapport Warren, les relations entre les deux époux se dégradèrent. Selon la version officielle, Oswald était une sorte de tyran domestique, interdisant à sa femme de perfectionner son anglais, de lire les journaux, de sortir seule et d’avoir des relations normales avec son voisinage. Au besoin, il la battait pour le lui faire mieux admettre. Déçue à son tour par la vie américaine, Marina envisagea de retourner dans son pays. Bien que vivant souvent séparés — au gré des petits boulots de Lee —, les époux évitèrent de justesse l’échec conjugal lorsque la jeune Russe se retrouva enceinte d’un second enfant. Entre-temps, la famille avait successivement habité Fort Worth puis Dallas (octobre 1962), avant que Lee n’aille tenter seul sa chance à La Nouvelle-Orléans (avril 1963), pendant que Marina s’installait à Irving, banlieue de Dallas, chez une amie, Ruth Paine, rencontrée en février 1963. De la mi-mai au 22 septembre 1963, les époux vécurent ensemble à La Nouvelle-Orléans, avant que Marina, enceinte de huit mois, regagne Irving. Le 3 octobre 1963, Lee s’installa à Dallas, rendant visite à son épouse tous les week-ends. Le 20 octobre, Marina donna naissance à une petite Rachel. Depuis quatre jours, Lee travaillait au dépôt de livres scolaires du Texas, au 411 *Elm Street*, à Dallas.

La commission Warren a relevé de nombreux indices permettant de conclure qu'Oswald était un militant d'extrême-gauche. Lecteur de Marx, *marine* communiste, immigrant en URSS, l'intéressé avait donc poursuivi une trajectoire entamée quelques années plus tôt. Et, c'est vrai, Oswald s'inscrivit dans plusieurs mouvements, jusqu'à devenir le président — et seul membre — du comité de La Nouvelle-Orléans du mouvement pro-castriste *Fair Play for Cuba* (Franc-jeu pour Cuba). On le vit alors distribuer des tracts sur la voie publique, faire le coup de poing avec des militants de droite. Son activité lui valut même les honneurs de la télévision. Lors d'une émission sur une station locale, il précisa son engagement : « Je suis marxiste, pas communiste ». *Fair Play for Cuba*, dont le siège central était à New York, avait reçu ses offres de service dès son retour d'URSS. Il demandait des conseils et du matériel de propagande. Le responsable du comité lui avait écrit pour lui recommander la prudence, compte tenu du contexte politique du Texas et de la Louisiane, où l'extrême droite avait pignon sur rue. Utilisant le pseudonyme d'Osborne, Oswald entreprit néanmoins de faire imprimer des tracts et des cartes de membre de son association. En plus de son activité militante, il reprit, a-t-on dit, des contacts avec l'ambassade d'URSS, dans le but de retourner à Minsk. Paradoxalement, à la même époque (juillet 1963), il eut l'occasion de s'exprimer en public à Mobile, en Alabama, sur l'invitation de son cousin Eugene Murret. Là, lors d'une conférence sur l'URSS, il critiqua le

style de vie communiste et exprima sa déception devant l'échec de l'expérience menée en Europe de l'Est.

C'est encore à cette époque, nous dit la commission Warren, qu'il commença à utiliser une autre fausse identité : A. J. Hidell. Ce pseudonyme lui servit à louer une boîte postale, à donner un nom au président fictif de son comité et à commander, par correspondance, un fusil Mannlicher-Carcano. Le choix du nom de « Hidell » a fait l'objet de controverses entre les partisans et les adversaires du rapport Warren. Selon la version officielle, il s'agissait d'un nom « totalement fictif ». Or, il se trouve que pendant son temps chez les *marines*, à Atsugi, Oswald avait fréquenté un camarade du nom de John Heindel, dont le sobriquet était précisément « Hidell ». Par un de ses autres « hasards » dont le dossier Kennedy regorge, Heindel vivait, en 1963, à La Nouvelle-Orléans. Selon Mark Lane, la commission Warren fut informée de ces faits. Elle n'en fit aucune mention dans son rapport, omettant de signaler qu'il y avait donc bien un « Hidell » — et, qui plus est, proche d'Oswald — en Louisiane. En ce sens, elle a caché une vérité, confirmée par John Heindel lui-même aux enquêteurs non officiels. Autre fait troublant, après la mort de Kennedy, ce sont les services secrets américains qui ont fourni au FBI et à la police de Dallas plusieurs informations sur le pseudonyme d'Oswald permettant de remonter jusqu'à l'achat du fusil et à la boîte postale du suspect numéro un. Les premières fiches du FBI concernant le nom « Hidell » le présentent comme celui d'un des complices

possibles de l'assassin du président. Le dossier Oswald des services secrets de la Marine ayant été détruit « par routine », en 1973, il est impossible de savoir si « Hidell » était un simple pseudonyme ou un nom de code cachant les activités d'un petit groupe. Après la mort d'Oswald, la police de Dallas déclara que lors de son arrestation, le meurtrier portait sur lui des faux-papiers à ce nom. Or, il est prouvé, tant par les déclarations des policiers qui procédèrent à l'arrestation que par celles de leur chef, Jesse Curry, qu'on avait établi la vraie identité du suspect — Lee Harvey Oswald — *en consultant ses papiers*. Oswald refusait, en effet, de répondre aux questions qu'on lui posait. S'il avait eu sur lui de faux-papiers au nom de « Hidell », on n'aurait pas pu entendre le procureur Wade proclamer, avec son indescriptible accent, que le nom du suspect était « Lee Harvey Oswald. O.S.W.A.L.D. ». Il aurait dû dire alors : « Son nom est A.J. Hidell. H.I.D.E.L.L. ». Le 23 novembre, alors que Curry révélait à la presse que le FBI venait de lui apprendre qu'Oswald avait commandé un Mannlicher-Carcano par correspondance sous le faux nom de « Hidell », un journaliste lui demanda si le suspect avait déjà utilisé ce pseudonyme auparavant. Curry répondit : « Je ne sais pas ». Si on avait trouvé sur Oswald de faux papiers au nom de « Hidell », le chef de la police de Dallas, responsable de l'enquête, en aurait sans aucun doute été informé et se serait fait un plaisir de le préciser à la presse.

Les activités pro-castristes d'Oswald furent-elles une couverture d'activités anti-castristes et d'infiltration des

mouvements marxistes du Texas et de la Louisiane ? La question est centrale.

Dès leur retour d'URSS, les Oswald se mêlèrent aux émigrés russes, nombreux dans la région de Fort Worth et de Dallas. Attirés par une communauté de langue et de culture, ils y firent quelques rencontres amicales. C'est à ce moment que Lee se lia avec George de Mohrenschildt. Cet aristocrate, fils d'un notable de Minsk, avait quitté son pays lors de la révolution bolchevique, à l'âge de 10 ans. Spécialiste de la géologie du pétrole, authentique aventurier, il était un homme d'expérience à la conversation brillante. Il avait parcouru le monde depuis la Seconde Guerre mondiale et entretenait des contacts serrés avec les services secrets américains. Après un voyage en Yougoslavie, au début des années 1950, il avait été contacté par la CIA pour un débriefing approfondi. Plus tard, on le retrouva encore dans la mouvance de l'Agence lors de discussions sur la Chine et l'Amérique latine. Au moment du raid manqué sur la Baie des Cochons, il se trouvait en mission à Guatemala Ciudad, ville réputée abriter la base la plus importante de la CIA dans la région. Il joua ensuite un rôle dans des livraisons d'armes au président d'Haïti, François Duvalier, le fameux « Papa Doc ». Le *House Select Committee on Assassinations*, contrairement à la commission Warren qui s'était contentée de rencontrer de Mohrenschildt comme simple ami d'Oswald, creusa les relations de l'émigré russe avec la CIA

et finit par penser que ce dernier était employé régulièrement par l'Agence.

C'est donc ce vrai baron russe, frayant avec l'extrême droite à certaines heures, avec la gauche à d'autres, mais agissant toujours dans un périmètre ayant pour centre la CIA, que le « marxiste » Oswald fréquenta avec assiduité. C'est George de Mohrenschildt qui trouva un emploi à l'assassin présumé, en octobre 1962. Il le plaça dans une entreprise de graphisme de Dallas travaillant notamment pour l'armée américaine. C'est lui qui lui présenta Ruth Paine, fille d'un de ses amis et mariée à un ingénieur de *Bell Helicopter*, la même qui, le 14 octobre 1963, deux semaines après que la visite de Kennedy à Dallas eut été confirmée, téléphona à Roy Truly, responsable du dépôt de livres scolaires d'*Elm Street*, pour lui demander d'embaucher le mari de son amie russe.

Selon le HSCA, au moment où il rencontra Oswald, George de Mohrenschildt voulut savoir qui était ce jeune homme. Il questionna un de ses amis de la CIA, J. Walton Moore. Celui-ci lui répondit que, « bien que lunatique et seul », Lee Harvey Oswald était « *okay* ». Pour quelle raison la CIA pouvait-elle donner son feu vert à un de ses honorables correspondants concernant Oswald, en 1962 ? Le rôle de Moore a toujours été de contacter pour les interroger, les voyageurs de retour de destinations sensibles. C'est ainsi qu'il était entré en relation avec de Mohrenschildt, après son séjour en Yougoslavie. S'il avait des informations, n'est-ce pas parce qu'il connaissait

Oswald ? Pour quelle raison la CIA a-t-elle toujours nié un tel contact ? Lorsque le HSCA commença ses travaux, de Mohrenschildt multiplia les déclarations favorables à Oswald. Il trouvait son ami « délicieux », intelligent et sa conversation agréable. Il affirma que, pour lui, l'assassin présumé n'était qu'un « pigeon » (terme employé par Oswald après son arrestation) et qu'il fallait rechercher la vérité du côté du « monde des services secrets ». Il déclara qu'avec sa femme Jeanne, il préparait un ouvrage sur le sujet, dans lequel il dirait tout. George de Mohrenschildt précisa encore les choses : c'est à la demande de Moore qu'il avait contacté Oswald. La réalité d'une telle affirmation, si elle était prouvée, changerait l'approche des relations d'Oswald avec les services secrets. En mars 1977, le HSCA décida d'entendre celui qu'il considérait comme un « témoin crucial ». L'après-midi du jour où de Mohrenschildt et un enquêteur du comité prirent rendez-vous, le baron russe fut retrouvé mort, tué d'une balle dans la bouche. Le médecin légiste conclut au suicide. Le lendemain, Charles « Chuckie » Nicoletti, individu proche du crime organisé, soupçonné par certains d'être un des tireurs de *Dealey Plaza* et lui aussi convoqué par le HSCA, fut assassiné de trois balles dans la nuque, à Chicago. Quatre jours plus tard, Carlos Prio Socarras, ancien président de Cuba, lui aussi sur la liste des témoins du comité de la chambre des Représentants, se suicida d'une balle dans la poitrine.

En dehors de ses relations avec de Mohrenschildt, Lee Oswald eut d’autres liens avec des milieux qui ne correspondent pas à son militantisme « de gauche ». La dernière année de sa vie fut un mélange difficile à démêler de rencontres avec le castrisme, l’anti-castrisme, le monde des services secrets, le FBI, voire le crime organisé, puisqu’il reprit contact avec son oncle “Dutz”, l’ami de Carlos Marcello.

Sur un des tracts distribués par Oswald à La Nouvelle-Orléans figurait une adresse, celle du comité *Fair Play for Cuba* : 544 *Camp Street*. Cette adresse était celle d’une des entrées d’un immeuble abritant en réalité un repère d’agitateurs d’extrême droite conduits par un détective privé, ancien du FBI et des services secrets de la Marine, ancien chef-adjoint de la police de La Nouvelle-Orléans, très impliqué dans la lutte anti-castriste : Guy Banister. Là, on entreposait des armes, on réunissait des Cubains exilés qui recevaient dans les environs un entraînement militaire dispensé par la CIA. La commission Warren fut informée de cette paradoxale proximité entre l’assassin présumé de Kennedy et le groupe Banister. Elle ne poussa pas ces investigations, se contentant de relever que ni Oswald, ni le comité *Fair Play for Cuba* n’étaient locataires du 544 *Camp Street*. Elle ne se demanda pas — du moins pas officiellement — pourquoi cette adresse figurait sur les tracts distribués par Oswald. Elle conclut qu’il lui avait été impossible de faire le lien entre l’adresse et le coupable désigné. Elle considéra au demeurant que cet aspect de la

vie d'Oswald à La Nouvelle-Orléans avait un intérêt mineur. Telles ne furent pas les conclusions du procureur Garrison et, surtout, du *House Select Committee on Assassinations*, qui, bien qu'ayant considéré qu'il ne pouvait établir la preuve formelle d'un lien entre Oswald et Banister, rendit publics des témoignages essentiels.

Grâce à ces éléments, on peut estimer qu'en 1963, Banister recevait des fonds de la CIA et du FBI pour le financement de ses activités anti-communistes. Membre de la *John Birch Society* et proche du groupe paramilitaire des *Minutemen*, il avait participé à la logistique de l'invasion de la Baie des Cochons et semble avoir été un de ces hommes appointés clandestinement par la CIA pour réaliser les opérations douteuses dont elle ne pouvait revendiquer la responsabilité. Dans l'immeuble du 544 *Camp Street* — dont l'entrée utilisée par Banister se trouvait au 531 *Lafayette Street* —, il avait installé un bureau du *Cuban Revolutionnary Council* (CRC), sorte de gouvernement anti-castriste en exil. On y voyait souvent Sergio Arcacha-Smith, représentant du CRC, mais aussi meneur d'activités paramilitaires financées par Carlos Marcello. Après l'assassinat de Kennedy et la mort d'Oswald, le FBI ne força pas son talent dans l'enquête sur Banister. Pour masquer cette carence, il identifia le bâtiment concerné par son adresse sur *Lafayette Street* plutôt que sur *Camp Street*, espérant peut-être ainsi brouiller les pistes. Banister ne put donner plus de détails sur ses activités et ses liens avec Oswald : il mourut d'une crise cardiaque en

1964. Ses dossiers, évidemment, disparurent ou furent saisis par différentes agences officielles, en présence de sa veuve qui a témoigné en ce sens. Lorsque le HSCA demanda à ce que ces pièces lui soient communiquées, il ne put que constater leur destruction.

Une des techniques préférées de Banister était de tenter d'infiltrer les mouvements pro-castristes. Il utilisa ainsi de jeunes gens pour se faufiler dans les milieux étudiants, sur les campus. Pourquoi n'aurait-il pas tenté la même expérience avec Oswald pour le comité *Fair Play for Cuba* ? Deux anciens *marines* recrutés par Banister, les frères Allen et Daniel Campbell, ont affirmé avoir rencontré l'assassin présumé de Kennedy au 531 *Lafayette Street*. Delphine Roberts, la secrétaire de Banister, est sûre que son patron le connaissait. Le frère de Banister, un de ses anciens associés et collègues du FBI et un ancien agent de la CIA ami de l'étrange locataire du 544 *Camp Street* confirmèrent ses dires devant le HSCA. On retrouva dans le carnet d'adresses d'Oswald les coordonnées de plusieurs militants anti-castristes notoires.

Si Oswald a fréquenté l'officine de Banister, il y a retrouvé David Ferrie. Ancien pilote virtuose d'*Eastern Airlines*, ce mystique homosexuel atteint d'une maladie ayant provoqué d'importants ravages dans son système pileux portait une perruque et de faux sourcils. Il ne passait pas inaperçu. Renvoyé de sa compagnie aérienne, il retrouva une seconde jeunesse dans la lutte anti-castriste. Son expérience des vols périlleux lui permit de devenir un

des meilleurs livreurs d'armes clandestines à Cuba, ainsi que l'attestent plusieurs rapports des douanes américaines. Le HSCA s'est penché avec attention sur les liens entre Ferrie et la CIA. Il n'a pas réussi à les établir formellement, son nom ne figurant pas — mais qui s'en étonnerait ? — dans les registres de l'Agence. Victor Marchetti, ancien de la CIA qui dénonça les errements de son ancien employeur dans un sulfureux ouvrage, dit qu'il est convaincu que Ferrie travaillait pour la CIA. Il en donne pour preuve le vent de panique qui souffla à Langley — quartier général de la CIA — lorsque le procureur Garrison s'intéressa de trop près aux allées et venues de l'ancien pilote de ligne.

Oswald et David Ferrie se connaissaient probablement. En 1955, le jeune Lee avait fait partie de la *Civil Air Patrol*, organisme préparant les Américains à la guerre aérienne et atomique. Le HSCA a retrouvé six témoins attestant qu'Oswald a assisté au moins à une causerie de Ferrie. Dean Andrews, avocat à La Nouvelle-Orléans et ami de Ferrie, a croisé à plusieurs reprises l'existence d'Oswald, lors des bagarres survenues pendant des distributions de tracts et lors de son arrestation, après l'assassinat de Kennedy. Selon Delphine Roberts, Oswald accompagna Ferrie dans un camp d'entraînement des exilés cubains. Enfin, Oswald et Ferrie auraient été vus ensemble à Clinton, en Louisiane, lors d'un incident survenu à l'occasion d'une action collective d'inscription des Noirs de la ville sur les listes électorales.

Dans les années 1960, le *Congress of Racial Equality* (CORE) était un organisme qui luttait pour mettre fin à la ségrégation raciale. Un de ses moyens d'action était d'encourager les Noirs à s'inscrire sur les listes électorales. On sait aujourd'hui que J. Edgar Hoover, le tout-puissant patron du FBI, encouragea ses propres hommes et divers groupes réactionnaires à troubler ces opérations. Certaines interventions donnèrent lieu à des scènes de violence. En septembre 1963, le CORE organisa une campagne d'inscriptions à Clinton, petite ville paisible de la région de La Nouvelle-Orléans. Une Cadillac noire s'approcha lentement de la queue formée par les électeurs en attente de régularisation. Trois hommes étaient à bord. L'un d'entre eux vint se mêler à la foule et patienta jusqu'au moment où vint son tour de s'inscrire. D'après des témoins, cet homme était Oswald. Il expliqua qu'il souhaitait trouver du travail dans les environs et qu'il pensait que le meilleur moyen était d'être électeur à Clinton. Le responsable refusa de l'inscrire au motif qu'il n'avait aucune ancienneté dans la localité. Puis, ayant peur d'un possible incident, il demanda au *marshall* présent de vérifier le véhicule, ce qui fut fait. Le *marshall* témoigna plus tard qu'il pensait que Ferrie était un des deux hommes restés à bord. Le troisième ne fut pas identifié. D'après la description qui en a été faite, Jim Garrison pense qu'il s'agissait de Clay Shaw. Les enquêteurs postérieurs optent plutôt pour Guy Banister. Le déroulement de l'incident de Clinton s'explique difficilement. Pourquoi Oswald et ses amis n'ont-ils pas

perturbé plus ouvertement les opérations d'inscription sur les listes électorales, comme c'était alors l'habitude de l'extrême droite ? On l'ignore. Mais les témoins sont formels : ils ont bien vu Oswald et Ferrie ensemble.

Ainsi peut se résumer la presque totalité de la vie de Lee Harvey Oswald. À quelques semaines de la venue à Dallas de Kennedy, l'attention des services officiels américains, du FBI à la CIA, en passant par les services secrets de la Marine, aurait dû être attirée sur lui. Si on en croit la version officielle, une cascade de négligences et de routines empêcha le système de bien fonctionner. J. Edgar Hoover affirma, après l'assassinat de Kennedy, qu'il avait pris des sanctions à l'encontre de quinze agents du FBI, suite aux négligences constatées dans la surveillance d'un individu aussi dangereux qu'Oswald. Malgré cela, tout ce qui est énoncé par la version officielle et concerne l'existence d'Oswald après 1956 reste sujet à interrogations.

Après les doutes et certitudes sur les éléments matériels, nous voici placés devant l'imbroglio de la vie de l'assassin présumé. Fut-il communiste ou seulement « marxiste », comme il eut l'air de s'en excuser ? Fut-il anti-américain et prosoviétique ? Aima-t-il la vie à Minsk ou la détesta-t-il ? Battait-il ou non sa femme ? Était-il aussi « mégalo » que le laisse entendre son « Journal historique » ? Était-il solitaire ? Ne fréquentait-il pas au contraire des cercles secrets d'agitateurs d'extrême

droite ? Admirait-il Castro ou apportait-il sa contribution aux tentatives de le détruire ?

À cette liste non exhaustive de questions, il est impossible de répondre de façon catégorique. Lee Harvey Oswald garde encore sur ces plans une grande part de mystère.

II

« Je ne suis qu'un pigeon ! »

Lee Harvey Oswald fut-il un des tireurs de *Dealey Plaza* ? Si on admet assez facilement aujourd'hui qu'il y en avait plusieurs, à Dallas, le 22 novembre 1963, la question de la participation d'Oswald comme tireur ou comme « simple » complice reste largement ouverte. Les interrogations sur ce point sont apparues dès les premières semaines de l'enquête officielle. Des journalistes, des chercheurs indépendants et même de simples citoyens s'aperçurent que la culpabilité du jeune homme n'allait pas de soi. En décembre 1963, l'avocat Mark Lane publia un premier article allant dans ce sens. Quelques mois plus tard, le Français Léo Sauvage lui emboîtait le pas dans son remarquable ouvrage : *L'affaire Oswald*. À cette époque, ces auteurs s'inspiraient seulement des résultats de l'enquête officielle. Depuis, d'autres éléments sont venus s'ajouter à ces premières impressions. Le rapport Warren ne s'est pourtant pas embarrassé de scrupules et de

conditionnels. Pour lui, Lee Oswald est coupable, et il prétend en donner « huit séries de preuves ». L'examen de chacune d'elles provoque un certain malaise. Les circonstances de l'arrestation puis de l'interrogatoire de l'assassin présumé, les informations qui ont filtré pour intoxiquer la presse, le comportement du FBI et de la police de Dallas amplifient le trouble. On se demande si un jury aurait condamné l'ancien *marine* sur un tel dossier.

Dans les éléments à charge contre Oswald, le rapport Warren a donné une place importante au voyage que l'ancien *marine* aurait effectué à Mexico, en septembre 1963. Cette affaire est une véritable bouteille à encre. On doit en rappeler les grandes lignes… avant de se rendre compte que la résolution de ce « mystère » ne serait pas essentielle à l'analyse des faits et gestes du coupable désigné dans les journées précédant le 22 novembre 1963. En revanche, il est important pour le portrait psychologique que la commission Warren a voulu laisser de lui : marxiste, à nouveau prêt à émigrer vers un pays hostile aux États-Unis et — en léger filigrane — l'hypothèse qu'il aurait pu avoir des contacts avec des agents ennemis.

Le 17 septembre, Oswald obtint un visa touristique pour Mexico. Il s'y rendit en bus quelques jours plus tard. Le solitaire devint subitement loquace pendant le trajet. À ses voisins — qui en témoignèrent plus tard —, il raconta que l'objet de son déplacement était d'obtenir le droit d'émigrer à Cuba.

Le rapport Warren estime qu'Oswald s'est déplacé seul et est resté six jours à Mexico. Il aurait passé le plus clair de son temps à son hôtel, le *Comercio* (paradoxalement réputé être un repère anti-castriste), au cinéma et… dans les locaux diplomatiques cubains et soviétiques. Le 27 septembre, un homme se présenta, en effet, au consulat de Cuba de Mexico. Il souhaitait obtenir un visa de transit pour se rendre en URSS. L'homme disait s'appeler Oswald. Pour le prouver, il exhiba divers documents dont une carte de membre du parti communiste américain (auquel « notre » Oswald n'a jamais adhéré). L'assistante mexicaine du consul faisant des difficultés, parce que l'homme n'avait pas de photo et se montrait trop pressé, une dispute éclata. L'homme accepta d'aller se faire photographier, revint quelques heures plus tard, repartit et revint encore. Il exigea qu'on accélère les formalités. À la quatrième visite, l'échange devint si bruyant que le consul sortit de son bureau et s'en mêla. Impossible dans ces conditions d'oublier un client faisant autant d'efforts pour se faire remarquer. Selon la CIA, entre sa première et sa seconde visite, Oswald s'était rendu à l'ambassade d'URSS pour obtenir une autorisation d'émigrer et avait peut-être eu un contact avec un représentant local du KGB.

Tels sont les faits admis par le rapport Warren. Outre qu'ils ajoutent des éléments à la présomption des sentiments communistes d'Oswald, ils précisent le portrait de l'assassin. L'homme préparait sa fuite ou, au pire, était aller prendre des instructions chez les ennemis de

l’Amérique. On notera dès à présent que l’épisode de Mexico est un des rares qui ait provoqué une réaction non conventionnelle de la commission d’enquête présidentielle. Celle-ci critiqua, en effet, la CIA pour son manque de coopération. Mais elle n’alla pas jusqu’à enquêter davantage sur les motivations de l’Agence et prit en compte sans retouche ce qu’elle lui avait communiqué pour compléter son portrait de l’assassin. Le séjour d’Oswald à Mexico est un nouveau terrain de divergences entre les chercheurs, le HSCA et la CIA. Cette dernière n’a jamais voulu communiquer les « preuves » qu’elle prétendait détenir de la présence d’Oswald dans les locaux diplomatiques[72].

La question est ici moins de savoir si Oswald est effectivement allé à Mexico que de déterminer s’il y est allé seul. Certains auteurs ont avancé que ce déplacement de l’ancien *marine* a fait partie d’un plan destiné à le « mouiller » davantage dans sa démarche marxiste pour en faire, plus tard, le coupable idéal. On l’aurait persuadé de se rendre à Mexico pour donner encore plus de garanties aux milieux pro-castristes qu’il infiltrait. Les conspirateurs l’auraient attiré dans un piège ayant pour but de donner l’impression qu’il préparait sa fuite. Si rien n’est solidement établi, des doutes subsistent. Passons en revue quelques incohérences de cette partie du dossier :

— Le 10 octobre 1963, un rapport de la CIA fut envoyé au FBI pour lui signaler le comportement bizarre d’un ancien *marine* du nom d’Oswald, à Mexico. Le signalement

mentionné dans ce rapport ne correspondait pas à celui de Lee Harvey Oswald.

— Le consul de Cuba à Mexico n'a pas reconnu en lui l'homme qui avait provoqué les incidents survenus dans ses bureaux, le 27 septembre 1963. Son assistante, Sylvia Duran, a quant à elle donné plusieurs versions : dans son rapport rédigé immédiatement après les faits elle donna un signalement d'« Oswald » ne correspondant pas à celui de notre homme ; plus tard (après l'assassinat de Kennedy), elle témoigna en revanche qu'il s'agissait bien de lui. Duran avait été embauchée au consulat un mois avant le voyage d'Oswald, suite au décès dans un accident de la route de la personne l'ayant précédée dans le poste. Elle fut arrêtée par la police le jour de l'assassinat de Kennedy. Relâchée puis à nouveau arrêtée, elle fut peut-être sermonnée puisqu'elle n'accepta plus de reparler de l'affaire pendant des années. En 1978, on découvrit un câble de la CIA datant du lendemain de la première arrestation : « L'arrestation de Sylvia Duran est extrêmement sérieuse et pourrait compromettre la liberté d'action des États-Unis sur la question de l'entière responsabilité de Cuba ». Ainsi, la CIA souhaitait peut-être laisser accuser le régime de Castro d'avoir fait assassiner Kennedy. L'intérêt que l'Agence eut pour Duran est au moins inexpliqué, sinon suspect.

— Quant aux documents remis par le visiteur pour obtenir son visa pour Cuba, ils comportent bien la photo d'Oswald et ont été remplis par lui.

— De son côté, le correspondant du KGB à Mexico, en 1963, Oleg Nechiporenko, a laissé entendre, trente ans après les faits, qu'il avait bien eu un contact avec l'assassin présumé, les 27 et 28 septembre[73].

— Comme preuve de la présence d'Oswald dans les locaux diplomatiques cubains et soviétiques, la CIA aurait dû pouvoir produire des photos et des enregistrements. À l'époque des faits, les locaux diplomatiques communistes du monde entier étaient surveillés par des caméras et des micros. La CIA a toujours soutenu que, le 27 septembre 1963, sa caméra braquée sur l'ambassade d'URSS à Mexico était en panne. Or, dès l'arrestation d'Oswald, le 22 novembre, un fonctionnaire zélé de l'Agence expédia à la police de Dallas une photo d'un individu répondant au nom d'Oswald qui avait visité cette ambassade un mois plus tôt. Diffusée depuis, cette photo ne représente pas l'assassin présumé. Le fait qu'elle ait été prise le 27 septembre 1963 prouve au moins que la caméra de la CIA n'était pas en panne. Un responsable de la CIA, David Philipps, reconnut, lors d'un débat avec Mark Lane, qu'aucune photo du vrai Oswald n'avait pu être prise, alors qu'il avait affirmé le contraire auparavant. Quant aux enregistrements de « la voix d'Oswald » conversant avec une sentinelle russe et des employés cubains que la CIA assuré avoir possédés, ils ont été détruits — par routine, comme d'habitude —, en 1976, juste avant la réunion du *House Select Committee on Assassinations*, alors même qu'ils étaient un élément essentiel de l'accusation. D'autres

enregistrements, notamment les conversations téléphoniques entre le consulat cubain et l'ambassade soviétique, semblent confirmer qu'Oswald voulait effectivement retourner en URSS. Mais les chercheurs mettent en doute la façon dont ils ont été transcrits, leur contenu, leur interprétation, voire l'authenticité de certains d'entre eux. Dernier élément, la transcription d'une conversation téléphonique entre J. Edgar Hoover et le président Johnson fut rendue publique, en 1993. « Avez-vous établi qu'Oswald a rendu visite à l'ambassade soviétique à Mexico », demandait le président. Le directeur du FBI lui répondit : « Non, c'est une affaire compliquée. Nous avons l'enregistrement et la photographie d'un homme qui était à l'ambassade soviétique et qui utilisait le nom d'Oswald. La photo et l'enregistrement ne correspondent ni à la voix, ni à l'apparence (d'Oswald). En d'autres termes, il apparaît qu'il y a une seconde personne qui s'est rendue à l'ambassade soviétique ».

Cela étant dit, le voyage à Mexico joue un rôle important dans le déroulement de l'affaire Kennedy. Disons d'abord qu'il est établi que le FBI fut immédiatement informé de l'épisode : il figurait dans certains de ses dossiers, avec même la précision inédite qu'Oswald avait rencontré un certain Kostilov, vice-consul soviétique et espèce de « barbouze » du KGB. Hoover donna l'ordre de ne pas en informer la police de Dallas. Il utilisa cependant ces faits pour convaincre Johnson qu'il y avait une chance pour que l'assassinat du président ait été fomenté par une puissance

étrangère. Il y eut un moment de panique à la Maison Blanche qui alla jusqu'à mettre l'*US Air Force* en état d'alerte et de préparer un bombardement de Cuba. On se rappelle aussi des arguments utilisés par le successeur de Kennedy pour convaincre Warren d'accepter de prendre la tête de la commission d'enquête.

Nous concluons qu'Oswald s'est probablement rendu à Mexico en septembre 1963, mais que ses motivations ne sont pas établies. Y est-il allé seul ? Mark Lane a révélé qu'un activiste d'extrême droite voyageait dans le même bus que lui. Les partisans du rapport Warren l'ont nié. En 1993, lors de la communication au public de divers documents, un d'entre eux, établi par la CIA postérieurement aux révélations de Lane, confirma la présence de cet homme dans le bus allant à Mexico. Le même rapport précisait cependant que les deux voyageurs n'eurent aucun contact, ce qui est plausible. Il n'empêche qu'une fois encore, la CIA et le FBI avaient caché des faits dont ils avaient connaissance.

À la mi-octobre 1963, Lee Harvey Oswald s'installa à Dallas. Il loua une chambre chez des particuliers en utilisant un faux nom : « O. H. Lee ». Pensionnaire « calme et solitaire » — selon sa logeuse, Mme Roberts —, il téléphonait souvent à son épouse, installée chez les Paine, et lui rendait visite à Irving chaque week-end. C'est en famille qu'il fêta son vingt-quatrième anniversaire, le 18 octobre. Deux jours plus tard, Marina mit au monde la petite Rachel. Selon son épouse, Lee envisageait alors de

trouver un emploi permettant au couple de reprendre la vie commune. C’est le 16 octobre — un mois avant la visite présidentielle et deux jours après que le *Secret Service* eut validé l’itinéraire définitif de la parade présidentielle — qu’il commença à travailler au dépôt de livres sur *Elm Street*. Gerald Posner fait remarquer que si Oswald avait été manipulé et placé là pour servir de bouc émissaire, il faudrait rechercher des complicités à la fois chez les Paine — puisque c’est Ruth qui l’aida à être embauché —, chez une Mme Randle — voisine des Paine dont le frère travaillait déjà au dépôt de livres — ou encore chez Truly — le patron du dépôt — qui choisit d’affecter l’ancien *marine* au bâtiment principal plutôt qu’à l’annexe, loin de *Dealey Plaza*. L’argument de Posner n’est pas dénué de bon sens et, mis à part l’intervention de George de Mohrenschildt, les enquêteurs non officiels n’ont pas trouvé grand-chose sur ce point. À moins que la décision de se servir d’Oswald n’ait été prise qu’après son embauche au dépôt de livres, ce qui n’est pas impossible non plus et remettrait en cause au passage l’idée que le voyage à Mexico ait été une manipulation pour le compromettre.

Le 1er novembre, un événement inattendu vint troubler l’existence de la famille Oswald. Un agent du FBI, James Hosty, se présenta chez Paine, demandant à rencontrer Lee. En poste à Dallas, Hosty s’occupait du cas Oswald depuis plusieurs mois[74]. Il déclara plus tard que son attention avait été attirée sur le jeune homme par un rapport lui ayant appris qu’il s’était abonné au journal

marxiste *The Worker* (*Le Travailleur*). Fin octobre, informé par une note de la CIA qu'un certain Oswald avait été en contact avec des diplomates cubains et russes à Mexico, il eut envie d'en savoir plus. Chez Paine, on lui donna l'adresse du dépôt de livres. N'ayant pas réussi à toucher le jeune homme, il revint à Irving quelques jours plus tard. Lorsque Marina informa son époux de ces visites, celui-ci décida de se rendre lui-même au bureau local du FBI pour régler l'affaire. Hosty étant absent, Oswald laissa pour lui un billet dans une enveloppe. Cette affaire ne fut connue qu'en 1975, après avoir été découverte par un journaliste. Elle plongea l'administration américaine dans l'embarras. Le FBI reconnut, en effet, que le billet d'Oswald avait été détruit volontairement après le 24 novembre 1963. Selon Hosty, il contenait une demande d'Oswald de ne pas persécuter son épouse et de s'adresser directement à lui. La secrétaire d'Hosty — formellement démentie par son patron — crut utile d'en rajouter : Oswald menaçait aussi de faire sauter le bureau du FBI si on continuait à tourmenter son épouse. C'est après l'assassinat d'Oswald que le chef du FBI de Dallas, Gordon Shanklin, avait découvert l'épisode et ordonné à Hosty de se débarrasser du billet de l'assassin présumé du président. Ainsi, en toute connaissance de cause, le FBI détruisit un élément du dossier, probablement pour éviter qu'on l'accuse d'avoir manqué de vigilance. Il en détruisit d'autres plus tard.

Si la commission Warren l'avait voulu, il n'aurait pas été nécessaire d'attendre 1975 pour savoir officiellement

qu’Oswald était connu du FBI avant l’assassinat de Kennedy. Immédiatement après l’arrestation du suspect, Jesse Curry, le chef de la police de Dallas, déclara à la presse que le FBI avait connaissance de la présence de l’ancien *marine* dans sa ville. Le lendemain, lors d’un autre point de presse, il rectifia son propos, disant que c’était par erreur qu’il avait fait sa première déclaration. Dans son livre *Portrait de l’assassin*, publié en 1965, Gerald Ford, membre de la commission Warren et futur président des États-Unis après la démission de Richard Nixon, raconte de son côté qu’Earl Warren et ses conseillers apprirent qu’Oswald et le FBI avaient eu des contacts[75]. Selon Waggoner Carr, le procureur du Texas, l’assassin présumé avait travaillé pour le « Bureau » et figurait même sur la liste des indicateurs appointés. Cette information provoqua un tel émoi que Warren convoqua une réunion à huis-clos de la commission, en présence de Carr, Wade et plusieurs officiels de Dallas. L’affaire n’alla pas plus loin, et notamment pas dans le sens d’une enquête sur les contacts entre Oswald et Hosty. Ce dernier, dans les années 1980, a décrit en détail la panique qui s’empara du FBI de Dallas après l’arrestation d’Oswald. C’est selon lui ce qui explique la « bénigne conspiration » (*sic*) qui consista à masquer les éléments permettant de relier l’ancien *marine* au Bureau. Cette destruction de preuves fut ordonnée par William Sullivan, chef de la division du contre-espionnage du FBI[76].

On a donc cherché à dissimuler les liens entre l’assassin présumé de Kennedy et le FBI. Une fois cette affaire

découverte — douze ans plus tard —, on balbutia de pénibles explications. Elles auraient été à la rigueur admissibles si elles avaient été émises dès 1963. Certes, il aurait été grave que le FBI, s'il avait effectivement surveillé Oswald, ait été incapable de l'empêcher d'agir. Mais il est plus grave que le FBI ait tenté de cacher les faits. Si, comme l'ont affirmé J. Edgar Hoover et de nombreux officiels américains — dont le président Clinton, en novembre 1993 —, le FBI a mené une enquête « transparente et honnête », il faudrait bien expliquer pourquoi l'épisode Hosty n'a pas été révélé, étudié, commenté, voire justifié par le rapport Warren. Selon certains, l'explication de cette dissimulation est simple : le FBI a voulu cacher qu'il se servait d'Oswald comme informateur et que la CIA l'utilisait depuis longtemps pour infiltrer les activités « anti-américaines[77]. » L'incident électoral de la ville de Clinton en serait une preuve supplémentaire. À cette époque, Hoover — patron omnipotent, réactionnaire et raciste — s'évertuait à perturber la campagne du CORE en couvrant les incidents les plus divers. Les rapports des commissions parlementaires du Congrès des années 1970 sont sans équivoque : le FBI et la CIA ont non seulement tenté d'empêcher l'application des droits civiques des Noirs, mais ils ont, en outre, infiltré, voire créé, des organisations marxistes ou pro-castristes. Ne pourrait-on pas retrouver Oswald quelque part dans ce schéma ? Certes, cela ne signifierait pas que le FBI ou la CIA ont fait assassiner

Kennedy. Cela montrerait en revanche que les agences officielles ont, une fois encore, tenté de cacher des éléments importants.

Si Lee Oswald a préparé seul un attentat contre Kennedy, le moins qu’on puisse dire est qu’il a, comme le petit Poucet, semé son itinéraire de cailloux blancs. En novembre 1963, on peut, en effet, le suivre à la trace. La commission Warren a identifié toute une série d’apparitions du coupable présumé dans des situations permettant de le rendre suspect. On le vit ainsi, successivement et en vrac, écrire à l’ambassade d’URSS pour obtenir l’autorisation de retourner à Minsk, demander par courrier au secrétaire d’État à la Marine de retirer de son dossier militaire les mauvais rapports qui pouvaient s’y trouver, conduire une voiture rapide (alors qu’il n’a jamais conduit), envoyer des télégrammes (qu’on ne retrouva jamais), demander autour de lui l’adresse d’immeubles dominant les rues de Dallas, acheter des boîtes de munitions (qu’on ne retrouva pas), faire réparer une lunette de visée (alors que celle retrouvée au dépôt de livres était déréglée), regretter publiquement qu’on ne soit pas débarrassé de Kennedy après l’affaire de la Baie des Cochons (ce qui est surprenant pour un prétendu pro-castriste), etc. Chacun de ces épisodes eut ses témoins. Ils prétendirent que leur acteur principal était bien Oswald. Certains le reconnurent sur photo. D’autres pas.

Le caillou blanc le plus célèbre est celui qu'on a appelé « l'incident Odio ». Sylvia et Annie Odio étaient deux jeunes cubaines exilées, dont les parents croupissaient dans les prisons castristes et qui, depuis Dallas, tentaient de lutter pour la libération de leur île. Fin septembre 1963, elles reçurent la visite de trois hommes, dont un Américain du nom de « Léon Oswald ». On parla du renversement de Castro, sans plus de détails. Le lendemain, un des trois hommes téléphona à Sylvia et lui expliqua que « Léon » était un dur, un ancien *marine* tireur d'élite, prêt à tout et qui pensait qu'il fallait se débarrasser de Kennedy pour faciliter la chute de Castro. Après l'assassinat du président, Sylvia reconnut Oswald à la télévision et se rapprocha des enquêteurs. Ces derniers se jetèrent avec délectation sur cette preuve supplémentaire de la culpabilité du jeune homme. Ils ne relevèrent pas qu'il y ait eu au moins deux autres personnes au courant de ses projets. Le seul problème, mais il est de taille, fut qu'à la date de l'incident, Oswald était censé se préparer à partir en bus pour Mexico. Il se trouvait, d'après la reconstitution de son emploi du temps, à La Nouvelle-Orléans, loin de Dallas. Les deux jeunes femmes n'en démordent pas : c'est bien Oswald qu'elles ont reçu chez elles. La commission Warren ne retint pas ce témoignage, qui perturbait sa propre théorie et ne pouvait se justifier que si Oswald avait eu un jumeau ou un moyen de locomotion rapide (un avion?) pour se rendre en une soirée de La Nouvelle-Orléans à Dallas et être de retour le lendemain matin pour prendre le bus. Le

House Select Committee on Assassinations n'a pas pu éclaircir l'incident. Il a simplement établi que les hommes qui accompagnaient « Oswald » chez les deux sœurs étaient des activistes anti-castristes. Il les retrouva. Tous deux affirmèrent que leur compagnon de ce soir-là… n'était pas l'assassin désigné de Kennedy.

La commission Warren a rejeté d'autres témoignages. Elle ne croit pas qu'un armurier d'Irving ait eu affaire au vrai Oswald pour le montage et le réglage d'une lunette de fusil. Elle doute qu'Oswald ait voulu acheter une voiture. Elle réfute que l'assassin présumé ait été vu s'entraînant sur cibles. Elle ne croit pas qu'il a proféré des menaces ouvertes contre Kennedy. Pourtant, chacun de ces témoignages parvenus spontanément à la police de Dallas ou au FBI s'appuyait sur la certitude des témoins soit d'avoir vu des documents au nom d'Oswald, soit d'avoir reconnu l'assassin présumé. La commission ne s'en est pas émue plus que de raison. Pour elle, tous ces témoins se trompaient, ce qui est fort possible. Les enquêteurs non officiels et le HSCA ne l'entendirent pas de la même oreille. Pour eux, il y a une probabilité que quelqu'un se soit fait passer pour Oswald-Poucet, dans les semaines qui précédèrent l'assassinat de Kennedy. Comme pour le compromettre…

Le vendredi 22 novembre 1963, Lee Harvey Oswald prit normalement son poste de travail au *Texas School Book Depository* de Dallas. La veille, pourtant, il avait changé ses habitudes puisqu'il s'était rendu à Irving pour passer la

soirée et la nuit en compagnie de sa femme et de ses deux enfants, ce qui ne lui arrivait en principe que le week-end. C'est son collègue Buell Frazier, voisin des Paine, qui l'avait conduit à Irving et le ramena à Dallas. Au moment de partir, Frazier et sa sœur, Linnie Randle, constatèrent que l'ancien *marine* était porteur « d'un lourd sac brun » en papier. À la question de son collègue sur le contenu du sac, Oswald répondit qu'il s'agissait de tringles à rideau. Arrivé au dépôt de livres, chacun rejoignit son poste.

Lorsqu'éclatèrent les coups de feu sur *Dealey Plaza*, plusieurs témoins avaient déjà remarqué la présence d'un homme armé d'un fusil à la fenêtre la plus à droite du cinquième étage du dépôt de livres. Pensant qu'il s'agissait d'un agent de la sécurité du président, les badauds n'avaient pas porté une attention particulière à ce fait. Au moment des tirs, certains témoins regardèrent à nouveau cette fenêtre. Ils eurent le temps de voir qui le canon d'un fusil, qui un homme semblant vérifier si l'attentat s'était bien passé. Cet homme était-il Lee Harvey Oswald ? Pour la police et la commission Warren, cela ne fait aucun doute. Dès le 22 novembre au soir, la presse en fut informée, avant même que l'enquête ait vraiment débuté. Le 24, après l'assassinat d'Oswald, le *district attorney* Wade fut encore plus catégorique. Sa conférence de presse télévisée, reprise par les journaux, instilla dans l'esprit du public la certitude de la culpabilité du suspect numéro un. C'est dans le sac brun apporté avec lui au matin du 22 novembre, qu'Oswald avait transporté son Mannlicher-Carcano

démonté. Il s'était posté à la fenêtre après s'être ménagé un petit abri avec des cartons et avait pu ensuite opérer. Que faut-il en penser ? Cette version étayée de témoignages présentés comme « irréfutables » était une œuvre cohérente en apparence. Elle servit de fondements à celle de la commission Warren. Lorsqu'on la vérifie point par point, elle apparaît pourtant faible, voire invraisemblable pour certains de ses aspects. Le plus dérangeant est l'impression que cette construction bancale a été officialisée en toute connaissance de cause.

Dans les secondes qui suivirent les coups de feu, le motard Baker, pensant que les tirs venaient du toit du dépôt de livres, se précipita à l'intérieur de l'immeuble et, rencontrant le directeur de l'établissement, Truly, l'entraîna avec lui dans les étages. Au premier, dans la cafétéria, il interpella Oswald qui venait de se servir une boisson gazeuse à un distributeur automatique. Poursuivant leur ascension, les deux hommes ne trouvèrent pas de suspect et, à plus forte raison, de tireur. Ils ne fouillèrent pas les étages (et notamment pas le cinquième), mais se contentèrent de se rendre sur le toit. La fouille complète du dépôt de livres ne fut entreprise que de longues minutes plus tard. S'il y avait eu d'autres tireurs ou complices à l'intérieur de l'immeuble, ils auraient eu assez de temps pour s'enfuir[78].

Quelques instants après les coups de feu, Oswald se trouvait donc au premier étage. Le témoignage du motard de Dallas et du directeur du dépôt de livres est gênant pour

ceux qui pensent qu'il a tiré sur Kennedy depuis le cinquième. Pour l'avoir fait et se retrouver quatre niveaux plus bas une ou deux minutes plus tard, et bien qu'ayant perdu du temps à regarder si le coup avait réussi, il aurait dû courir pour descendre par l'escalier (on vérifia bien sûr s'il avait pu emprunter l'ascenseur : ça n'était pas possible). Il serait ensuite arrivé dans la cafétéria, se serait servi une boisson, le tout sans être essoufflé. Les reconstitutions organisées par le FBI n'ont pas donné de résultats décisifs, ce qui n'a pas ému la commission Warren.

Où se trouvait Oswald au moment de l'attentat ? Il a travaillé au cinquième étage du dépôt de livres, dans la matinée du 22 novembre. Il y a été vu pour la dernière fois à 11 heures 55. Un employé qui aurait pris son déjeuner sur place jusqu'à 12 heures 20 a déclaré ne pas l'avoir revu à cet endroit. Oswald avait été vu par d'autres témoins à la cafétéria, à 12 heures 15. Il est donc confirmé qu'il n'a pas déjeuné au cinquième et qu'il n'y a pas guetté sa proie en y laissant des os de poulets retrouvés sur place. La seule chose dont on soit vraiment certain est donc qu'Oswald était au premier étage 15 minutes avant l'attentat et une ou deux minutes après[79]. Si on suit la commission Warren, il n'était pas au cinquième étage avant 12 heures 20. S'il a tiré sur Kennedy, il fallait donc qu'il soit sûr de lui, à la fois pour n'être en position que cinq minutes avant l'horaire officiel du passage de la parade — annoncée à l'entrée

d'*Elm Street* pour 12 heures 25 par les journaux — et ne posséder que quatre cartouches.

En vérité, on peut raisonnablement douter que Lee Oswald ait pu prendre position après 12 heures 20, réaliser une petite protection avec des cartons, remonter son fusil, se mettre en place, tirer trois cartouches, vérifier que tout s'était bien passé, quitter son poste de tir en contournant les cartons, traverser l'étage, cacher son fusil, dévaler les escaliers, commencer à se servir une boisson gazeuse. Le tout sans être mis hors d'haleine par deux minutes de course et de stress intense.

Et si on admet qu'Oswald était bien au cinquième étage, y était-il seul ? La question peut aussi être posée lorsqu'on examine un morceau de film tourné au moment où la parade remontait *Houston Street*. Lorsque la Lincoln de Kennedy passe au pied du dépôt de livres, celui-ci est visible dans sa totalité. On perçoit une ombre à la fenêtre la plus à droite du cinquième étage, celle du tireur. Immédiatement à gauche, une seconde silhouette apparaît derrière une autre fenêtre. Les enquêteurs officiels ont rétorqué que cette ombre pouvait être celle d'une pile de cartons contenant des livres. Or, nous l'avons dit plus haut, les photos des lieux et leur description prouvent qu'il n'y avait aucun amoncellement de cette nature, à cet endroit, au moment des faits. On est donc en droit de se demander s'il n'y avait pas en réalité au moins deux personnes au cinquième étage.

Dès que la police se rendit compte qu'on venait de tirer sur le président, et alors qu'un fort contingent se précipitait derrière la barrière de bois située face à la Lincoln au moment de la fusillade, d'autres agents coururent vers le dépôt de livres. Après plusieurs minutes de flottement, ils entreprirent de le boucler puis de le fouiller afin d'y relever des indices. On mit quarante minutes pour découvrir l'endroit d'où les tirs étaient partis. La façon dont on procéda laisse rêveur.

La fenêtre suspecte était masquée, de l'intérieur, par un rideau de caisses en carton entassées les unes sur les autres. Derrière cette protection, d'autres caisses avaient permis au tireur de s'asseoir et de prendre appui. La fenêtre à guillotine était à moitié ouverte. Selon six témoins, tous policiers, on découvrit à cet endroit les restes d'un repas froid dont un morceau et des os de poulet. Le tueur avait donc déjeuné — et peut-être fumé car on découvrit aussi un paquet de cigarettes vide — en attendant sa proie. Compte tenu des témoignages, Oswald ne pouvait avoir occupé cette place, ayant été vu ailleurs. Après avoir claironné l'information concernant les os de poulet, la police de Dallas fit machine arrière. Les reliefs de repas, selon la nouvelle version, avaient été découverts à plusieurs mètres de là et constituaient ceux du déjeuner d'un autre employé resté à cet endroit, jusqu'à 12 heures 20, sans rencontrer Oswald. Personne ne pensa à photographier les lieux au moment de leur découverte. Le « mystère des os de poulet » restera entier.

On découvrit aussi trois douilles de cartouches tirées par un Mannlicher-Carcano[80]. Elles étaient parfaitement alignées, tournées dans la même direction, ce qui n'aurait pas dû être le cas de douilles éjectées dans un tir rapide. Autre pièce à conviction, on releva aussi la présence dans le « nid » du tireur d'un sac confectionné dans du papier d'emballage qui avait « sans doute » servi au transport de l'arme du crime, en dépit du fait qu'il ne montrait aucune des traces qu'un fusil graissé n'aurait pas manqué d'y laisser. Une copie du sac réalisées par le FBI — et non l'original qui avait été abîmé lors des analyses infructueuses des empreintes digitales — fut présentée aux deux témoins qui avaient vu Oswald avec un tel objet au matin du 22 novembre (Frazier et Randle). Ces témoins déclarèrent qu'Oswald était porteur d'un sac d'épicerie en papier marron et non d'un sac confectionné spécialement et assemblé à l'aide de ruban adhésif. Dans leur esprit et selon les détails qu'ils donnèrent sur la façon dont l'ancien *marine* le portait, le sac découvert au cinquième étage était un peu trop long. Par ailleurs, Ruth Paine déclara ne posséder chez elle ni le papier, ni le ruban adhésif ayant permis de fabriquer le sac. Ce matériel était, à l'inverse, disponible au dépôt de livres. Le 21 novembre, Frazier n'avait pas remarqué qu'Oswald avait emporté ce matériel avec lui. Malgré ces doutes, la version officielle n'en fut pas moins que l'assassin présumé avait conditionné son fusil à Irving avant de l'emporter, démonté, au dépôt de livres. Là, nouvelle perte de temps, il avait fallu le remonter dans les

minutes qui précédèrent l'attentat. On ne retrouva aucun outil permettant de l'avoir fait (il fallait au moins un tournevis) et la commission en a conclu qu'il avait utilisé pour cela une simple pièce de monnaie.

Devant un tribunal, un avocat se serait joué de telles approximations. Nul doute qu'il aurait, pour le moins, ébranlé le jury. Reste une chose que, malgré toute leur « bonne volonté » à saboter l'enquête, les policiers de Dallas n'ont pas oublié : le relevé d'empreintes. Ils découvrirent d'abord dans le nid du tireur celles de… leurs collègues, ce qui illustre une fois encore le manque de professionnalisme qui présida aux opérations. On releva une empreinte « non identifiée »… ce qui ne surprit personne. Heureusement, on retrouva aussi trois empreintes d'Oswald. L'assassin présumé avait travaillé à l'étage dans la matinée. Il avait donc pu manipuler les cartons ayant servi à créer l'abri du *sniper*. On aurait dû d'ailleurs, s'il avait monté la petite barricade de caisses, retrouver bien plus d'empreintes de lui que cela. La commission Warren estima que l'assassin ne portait pas de gants.

Comment et pourquoi Oswald a-t-il été arrêté ? La police de Dallas qui réussit, une heure et demie seulement après le crime, à mettre la main au collet de l'assassin semble avoir opéré avec une réussite maximale, comme guidée par le destin.

De sept à dix minutes après l’attentat, la porte principale et les accès secondaires au dépôt de livres furent enfin bloqués. À 12 heures 44, la police diffusa par radio le signalement d’un suspect. Il fallait rechercher « un homme de race blanche, mince, âgé d’une trentaine d’années et mesurant environ 1 mètre 80 ». Lee Oswald était bien un homme de race blanche mesurant environ 1 mètre 80. Il avait 24 ans. Ce premier appel fut lancé par l’inspecteur Herbert Sawyer. Il déclara avoir pris cette initiative sur la foi du témoignage spontané d’un passant non identifié. La commission Warren estima que ce passant était un dénommé Brennan, l’un des témoins les moins fiables de l’enquête[81].

À aucun moment, la police de Dallas ne diffusa le nom d’Oswald comme suspect de quoi que ce soit avant son arrestation. On a prétendu qu’il avait été remarqué parce qu’il n’était pas à son poste de travail dans les minutes qui suivirent l’attentat. C’est inexact. D’une part, il n’existait pas de liste exhaustive du personnel du dépôt de livres permettant de faire un « appel ». D’autre part, le 22 novembre 1963, après 12 heures 30, sur soixante-quinze employés de l’établissement, quarante-huit étaient à l’extérieur de l’immeuble (qui pour suivre le cortège présidentiel, qui pour déjeuner), cinq n’avaient pas rejoint leur poste ce jour-là. Un seul nom d’employé du dépôt de livres a été diffusé à la radio : celui d’un certain Charles Givens, individu de race noire connu des services de police. Il fut rapidement mis hors de cause. Ce n’est qu’après

quatorze heures que le nom d'Oswald fut évoqué après un contrôle général des identités des employés.

À 13 heures 16, la radio de la police annonça que, à plusieurs kilomètres d'*Elm Street*, l'agent J. D. Tippit venait d'être abattu. Il s'agissait seulement du troisième policier mort en service à Dallas depuis dix ans. Avant le début de la nuit, nul ne fit le lien entre cet événement rarissime et la mort de Kennedy. Le signalement de l'assassin de Tippit fut donné sur-le- champ par des témoins : « Un homme de race blanche, d'environ 30 ans, 1 mètre 78 environ, mince ».

Vers 13 heures 30, John Brewer, patron d'un magasin de chaussures, remarqua devant sa vitrine un jeune homme qui semblait effrayé par les sirènes des voitures de police qui sillonnaient la ville. Il le suivit du regard et s'aperçut qu'il entrait sans payer au *Texas Theater*, un cinéma situé au bout de la rue. En accord avec l'ouvreuse, Brewer appela la police qui fut sur les lieux en quelques instants et en force (quinze hommes et six véhicules), bientôt rejointe par des journalistes et un assistant du *district attorney*. La défense des droits d'exploitants de salle de cinéma était sans doute portée à un degré d'importance tel dans le Texas des années 1960 qu'un pareil déploiement de forces devait s'imposer, dans une ville où, en moins d'une heure, on venait de commettre deux crimes mémorables. Le policier MacDonald entra dans la salle en compagnie du marchand de chaussures, se fit désigner Oswald et s'approcha de lui. Le jeune homme se leva en disant : « Ça y est ». Après une courte lutte, où, selon la police, il aurait

sorti un revolver et tenté d’en faire usage, on se saisit de lui. Il correspondait à peu près aux signalements émis depuis la fin de la matinée. On l’extirpa du cinéma sans ménagement, alors qu’une foule nombreuse se massait devant le *Texas Theater*. Dans la voiture qui le conduisait au commissariat, Oswald demanda pourquoi on l’arrêtait. Il lui fut répondu qu’on le soupçonnait d’avoir abattu un policier.

Lee Harvey Oswald fut détenu dans les locaux de la police de Dallas du 22 novembre à 14 heures au 24 novembre à 11 heures 20. Il fut accusé du meurtre de l’agent Tippit le 22, vers 22 heures, et de celui de Kennedy deux heures et demi plus tard. Pendant sa détention, l’ancien *marine* subit environ douze heures d’interrogatoires, au deuxième étage du bâtiment, en présence d’un total d’environ trente-cinq personnes, policiers de Dallas, agents du FBI (dont Hosty) et du *Secret Service*, inspecteurs des postes (pour l’affaire de sa boîte postale) et assistants du *district attorney*. D’après ces spécialistes des affaires criminelles et de la procédure pénale, *aucun enregistrement n’a été effectué, ni aucun procès-verbal dressé* de ce moment essentiel et prolongé de l’enquête. Ce fait est absolument « incroyable mais vrai ». Pour justifier ce manquement, les officiels invoquèrent l’exiguïté des locaux pour accueillir un sténographe, l’absence de magnétophone dans le commissariat de Dallas et la priorité qu’ils s’étaient donnée

de rechercher d'abord d'éventuels complices. Interrogé par Gerald Posner, trente ans après les faits, le procureur-adjoint Alexander invoqua l'inutilité de dresser un procès-verbal des déclarations d'Oswald eu égard à la loi et à la jurisprudence fédérales et texanes ne donnant aucun poids aux aveux et dispensant un individu de témoigner contre ses propres intérêts (cinquième amendement de la Constitution des États-Unis). Il n'y avait aucune raison, selon lui, de donner aux interrogatoires un tour plus solennel. Même juridiquement fondée, l'explication paraît un peu courte. Il a fallu attendre plusieurs décennies pour qu'elle soit avancée. Le capitaine Fritz prétendit toutefois avoir pris de nombreuses notes : elles n'ont été rendues publiques que partiellement. Seule une dizaine de comptes rendus rédigés après coup a été remise à la commission Warren qui les a insérés dans les volumes publiés.

Ainsi, en 1963, on assassina un policier en service et le président des États-Unis. On eut la chance d'arrêter un suspect et de l'interroger pendant douze heures… et nul ne songea à noter ses déclarations, à convoquer un sténographe ou à acheter un magnétophone. L'enquête sur la mort de John Kennedy est décidément pleine de surprises.

On priva aussi Oswald du droit d'être assisté d'un défenseur. Un des avantages les plus connus et une des garanties les plus enviables des droits de la défense sont, aux États-Unis, la possibilité offerte à un suspect de « garder le silence » et de ne parler « qu'en présence de

son avocat ». Certes, Oswald put donner le traditionnel coup de téléphone prévu par la procédure. Il reçut les visites de sa femme, de sa mère et de son frère. Robert Oswald arriva d'ailleurs accompagné d'un avocat. Celui-ci ne fut pas autorisé à assister l'assassin présumé. Devant l'étonnement légitime provoqué par ce nouveau manquement, les policiers de Dallas et le *district attorney* prétendirent que le prévenu lui-même ne tenait pas à être assisté d'un conseil. C'est pour cette raison que les offres spontanées des avocats de l'*American Civil Liberties Union* de Dallas furent repoussées. C'est pour cette raison que la participation de l'avocat Dean Andrews, de La Nouvelle-Orléans, qui déclara avoir reçu un coup de fil d'un certain Clay Bertrand pour s'occuper du cas Oswald, fut aussi refusée. Lorsqu'ils affirmèrent qu'Oswald ne souhaitait pas être assisté, les officiels ne dirent pas la vérité. À deux reprises au moins, l'assassin présumé demanda une aide. Il pria sa famille de contacter l'avocat new-yorkais John Abt, célèbre pour être le défenseur des causes politiques. Ruth Paine tenta en vain de le joindre. Puis, le 22 novembre vers minuit, exhibé devant la presse qui occupait en toute liberté le commissariat de police, il déclara : « Eh bien, j'ai été interrogé par le juge [...]. *J'ai protesté, cependant à cette occasion, contre le fait que je ne bénéficiais pas de l'assistance d'un avocat*. Je ne sais vraiment pas de quoi il s'agit. Personne ne m'a dit quoi que ce soit, sauf que je suis accusé d'avoir tué un officier de police. Je ne sais rien de plus, et *je demande que quelqu'un vienne me donner une*

assistance légale ». Quelques instants plus tard, entraîné de force par des policiers dans une pièce du commissariat, il lança : « *I'm just a patsy !* » soit « Je suis juste un bouc-émissaire » ou, si l'on préfère, « Je ne suis qu'un pigeon ! »

Autre curiosité juridique, le chef de la police Curry et le procureur Wade laissèrent entendre que leur suspect allait être accusé de l'assassinat de Kennedy avant de l'en avoir informé. Celui-ci apprit la nouvelle lors d'un point de presse.

Le rapport Warren consacre une page et demie à l'analyse du respect des droits d'Oswald. Il ne trouve aucune matière à critique dans le comportement de Henry Wade et Jesse Curry. Rappelons — mais nul ne l'a oublié — que la commission était présidée par le président de la Cour suprême, dont la fonction est, en temps normal, de défendre les droits des citoyens.

III

Le dossier à charge contre Oswald

Le rapport Warren conclut à la culpabilité du seul Oswald dans l'assassinat de Kennedy : « Les coups de feu qui ont tué le président Kennedy et blessé le gouverneur Connally ont été tirés par Lee Harvey Oswald […]. Pour déterminer les mobiles de l'assassinat du président Kennedy, il faut d'abord observer l'assassin lui-même ». Dans son fondamental ouvrage, *L'affaire Oswald*, le journaliste français Léo Sauvage regrette le caractère tranché d'une telle affirmation : « Pas d'hésitations, pas d'atténuations, aucune de ces formules restrictives qui, dans toutes les langues, permettent de ne pas écarter entièrement l'erreur humaine et de sauvegarder une apparence de modestie ». Ces remarques éludent volontairement la dimension et l'utilité *politique* du rapport Warren que Sauvage, évidemment, ne négligeait pas. Il fallait que l'acte d'accusation n'ouvre la porte à aucune controverse. Il *devait* être cohérent et net. Il ne fut que net.

La commission proclama que son dossier était clos, que toutes les pistes avaient été explorées, qu'aucune ramification ou suspicion de complot n'avait été négligée. Son rapport n'était pas une instruction, mais un jugement sans appel. C'est en bonne logique que ses rédacteurs évincèrent toute approche contradictoire des éléments disponibles. Le doute n'avait pas sa place.

De cette instruction exclusivement à charge, il ressort que la commission Warren a condamné Lee Oswald sur le fondement de huit « preuves » qu'elle jugeait inattaquables. Chacune d'elles mérite qu'on s'y arrête et qu'on la discute.

1°) Pour la commission Warren, « le fusil Mannlicher-Carcano de 6,5 millimètres avec lequel les coups de feu ont été tirés appartenait à Oswald et se trouvait en sa possession ». Lee Oswald possédait bien une telle arme, achetée par correspondance, en mars 1963, chez *Klein's Sporting Goods*. Cette arme avait été livrée à la boîte postale louée par l'assassin présumé sous le pseudonyme de « Hidell ». Lors d'une perquisition chez les Paine, les enquêteurs, informés par Marina Oswald de l'endroit où son mari rangeait son fusil, ne l'y trouvèrent pas. Ils en conclurent que l'arme retrouvée au dépôt de livres était celle qui appartenait à Oswald. À la lecture des analyses postérieures et notamment celles de Vincent Bugliosi, le plus récent défenseur du rapport Warren, on admettra que l'arme retrouvée au cinquième étage du dépôt de livres est

bien celle qui appartenait à Oswald. Ceci étant, cela ne signifie pas que ce fusil soit le seul à avoir servi, le 22 novembre 1963, sur *Dealey Plaza*. Nous avons déjà émis quelques doutes sur ce point, en nous appuyant sur les conclusions officielles du *House Select Committee on Assassinations*.

2°) Si Oswald possédait le Mannlicher-Carcano, encore faut-il qu'il l'ait apporté sur les lieux du crime. La commission Warren n'en doute pas : « Lee Harvey Oswald a apporté ce fusil dans l'immeuble du dépôt de livres, le matin de l'attentat ». C'est sa deuxième « preuve ».

Au matin du 22 novembre 1963, Oswald quitta le domicile des Paine avec, sous le bras, un sac en papier contenant, selon ses dires, des « tringles à rideau ». Celles-ci ne furent pas retrouvées. La commission Warren estima que le sac contenait en réalité le Mannlicher-Carcano démonté. Cela induit que, pour réaliser son forfait, il a fallu qu'Oswald remonte son fusil et établisse son poste d'observation avec des cartons, le tout entre 12 heures 20 (fin du déjeuner présumé d'un de ses collègues avec, au menu, du poulet) et 12 heures 30 (heure de l'attentat). Selon les experts du FBI, il ne fallait pas moins de six minutes pour assembler le Mannlicher-Carcano. Ainsi, si l'horaire de la parade présidentielle avait été respecté et si la Lincoln était passée, comme prévu, sous les fenêtres du dépôt de livres à 12 heures 25, John Kennedy aurait été sauvé… Il fallait que cet assassin soit à la fois très entraîné

et sûr de lui pour ne posséder que quatre balles, se donner le temps d'établir son poste de tir, remonter son fusil et ne s'accorder que cinq minutes pour cette suite d'opérations. Une autre possibilité aurait pu être qu'Oswald ait monté le fusil plus tôt dans la matinée et l'ait caché jusqu'aux alentours de 12 heures 30. Cette piste n'a pas été retenue par le rapport Warren, compte tenu des allées-venues attestées dans l'immeuble pendant toute la matinée.

3°) On peut lire dans le rapport Warren que « Lee Harvey Oswald se trouvait, au moment des faits, à la fenêtre d'où les coups de feu furent tirés ». On ne reviendra pas sur les arguments qui militent en faveur de la présence d'un deuxième tireur situé face au cortège présidentiel. Concentrons-nous seulement sur l'hypothèse de la présence d'Oswald au cinquième étage du dépôt de livres, à 12 heures 30. Car c'est sur ce point que le rapport Warren fait état du *seul* « témoin direct » de la culpabilité de l'ancien *marine*. Juste avant et au moment de l'attentat, plusieurs personnes affirmèrent avoir vu un homme à la fenêtre d'où seraient partis « les » coups de feu. Lors d'une conférence de presse du 24 novembre, le procureur Wade donna à penser que l'ensemble de ces témoins incriminait directement Oswald. En réalité, *un seul* d'entre eux affirma l'avoir reconnu.

Dans les minutes qui suivirent l'attentat, Howard Brennan, employé en tuyauterie de 44 ans, déclara à des policiers qui commençaient à cerner le dépôt de livres qu'il

avait vu à deux reprises un homme à la fenêtre la plus à droite du cinquième étage. Il l'avait même vu « tirer un dernier coup de fusil avant de disparaître ». Cet homme se tenait debout, appuyé sur un des rebords verticaux de la fenêtre. On notera immédiatement que, compte tenu de l'aménagement des lieux, la commission Warren a conclu que le tireur n'avait pu opérer qu'assis ou accroupi. Des photos prises quelques secondes après l'attentat confirment que la fenêtre à guillotine était mi-close. Sur les lieux, on retrouva les cartons qui avaient servi de point d'appui et de siège au meurtrier. Au soir du 22 novembre, Brennan identifia Oswald parmi différentes personnes qui lui furent présentées. Pour lui, l'ancien *marine* était bien l'homme qu'il avait aperçu au cinquième étage. Plus tard, il déclara au FBI, à des journalistes et à la commission Warren qu'il était certain de ce qu'il avait vu. Il devint ainsi « le » témoin oculaire de l'affaire.

Le témoignage de Brennan a été depuis mis en miettes. On passera volontiers sur la déposition au cours de laquelle il admit avoir une mauvaise vue et n'avoir pas porté ses lunettes le 22 novembre 1963. Il se trouvait à quarante mètres du dépôt. Ignorant la nature exacte de ses troubles visuels, on ne peut en tirer de conclusion définitive. En revanche, si on observe les registres de la police de Dallas qui, le 23 novembre, a dressé la liste de ceux qui identifièrent Oswald de façon certaine — dans l'affaire Tippit comme dans l'affaire Kennedy —, on s'aperçoit que le nom de Brennan n'y figure pas. Il a d'ailleurs lui-même

reconnu que, prétendant avoir peur de représailles, il s’était « volontairement » abstenu d’identifier Oswald. Il signala en outre avoir aperçu deux autres employés du dépôt à une fenêtre du quatrième étage (on possède une photo qui atteste leur présence à cet endroit). Il fut incapable de les reconnaître — ni de dire à quelle fenêtre ils se tenaient — lorsqu’on les lui présenta. Toujours devant la commission, il finit par tant s’embrouiller qu’il déclara finalement… n’avoir vu personne à la fenêtre du cinquième étage. On découvrit par la suite que, dans les minutes qui suivirent l’attentat, Brennan faisait partie de ceux qui indiquaient à la presse que des coups de feu étaient partis de la barrière de bois face au cortège. Tous ces éléments n’empêchèrent pas la commission Warren d’écrire qu’elle avait « acquis la conviction que Brennan [avait] pour le moins vu un homme à la fenêtre qui ressemblait de très près à Lee Harvey Oswald, et que Brennan [pensait] que l’homme qu’il [avait] vu était en fait Lee Harvey Oswald ». Malgré cette inhabituelle prudence — qui, en soit, est déjà un signe —, les défenseurs du rapport se servirent largement du témoignage Brennan pour démontrer qu’un témoin direct avait « identifié » l’assassin de Kennedy en action. Leurs adversaires se firent un plaisir d’enfoncer le clou de la fragilité et de l’invraisemblance de ce témoignage. Mark Lane lui consacra un chapitre très réussi de *Rush to judgment*. Léo Sauvage et bien d’autres démontèrent les déclarations du tuyauteur. En 1966, dans un débat public contradictoire, des conseillers de la

commission Warren admirent publiquement que le témoignage de Brennan était fort contestable. En 1979, le *House Select Committee on Assassinations* l'abandonna complètement dans sa recherche sur la culpabilité d'Oswald.

On peut par conséquent dire que la commission Warren ne disposa *d'aucun* témoin oculaire pour confondre Oswald. Mis à part Brennan, tous ceux dont l'attention fut attirée vers le dépôt de livres au moment de l'attentat ne virent qu'une furtive silhouette. Ainsi, Ronald Fischer et Robert Edward, qui se trouvaient non loin de Brennan, « n'ont pas vu l'homme assez nettement ou assez longtemps pour l'identifier ». Cela n'empêcha pas la commission Warren d'ajouter que leur description était « suffisamment probante […] et compatible » avec celle de l'assassin désigné.

Autre « preuve » de la présence d'Oswald au cinquième étage : les empreintes. On a déjà dit qu'on en retrouva trois sur certains cartons seulement. On en releva d'autres — de paume — sur les parties métalliques du Mannlicher-Carcano. Remarquons que si ce fusil était celui d'Oswald, le fait qu'on y ait découvert ses empreintes n'avait rien d'étonnant. Dès que le fusil fut retrouvé, le moins qu'on puisse dire est qu'il fut manipulé sans précaution. Il fut emporté du dépôt de livres par un policier le portant à main nue et le frottant contre son pantalon, ce dont on a la preuve par une photographie prise sur place. Le Mannlicher-Carcano fut ensuite montré à la presse,

examiné par la police de Dallas puis confié au FBI pour une expertise plus poussée dans son laboratoire de Washington. Dans la nuit du 22 novembre, les spécialistes de Dallas ne cachèrent pas leur embarras à quelques journalistes : on n'avait pas retrouvé d'empreintes d'Oswald nettement identifiables sur le fusil. Le laboratoire du FBI fit les mêmes constatations, ainsi que l'atteste un rapport retrouvé des années plus tard par des enquêteurs non officiels. « L'arme du crime » fut de retour à Dallas, le 24 novembre. Ce n'est qu'à ce moment qu'on révéla la présence d'une empreinte de paume sur la partie métallique du fusil (dont les experts de la commission Warren ont dit plus tard que, étant donnée sa rugosité, elle semblait peu propice à retenir les empreintes). À l'arrivée, la seule empreinte formellement identifiée par le FBI dans son laboratoire fut celle… d'un de ses agents[82].

4°) Oswald a tué dans sa fuite l'agent de police Tippit, *donc* il a tué le président Kennedy. Telle est la quatrième « preuve » de sa culpabilité. Selon la version officielle, une fois qu'il eut croisé Baker et Truly à la cafétéria du dépôt de livres, l'assassin présumé se dirigea vers la sortie. Il parcourut quelques centaines de mètres à pied, puis rentra chez lui, en bus et en taxi. Arrivé à treize heures chez sa logeuse, Earlene Roberts, il en ressortit quelques minutes plus tard. À plus d'un kilomètre de là, un quart d'heure plus tard, ayant été « reconnu » par l'agent Tippit, il l'abattit de

plusieurs balles avant de prendre la fuite pour se réfugier au *Texas Theater*.

Commis par Oswald, le meurtre du policier de Dallas aurait donc eu lieu moins de trois quarts d'heure après le départ de l'ancien *marine* du dépôt de livres. Dans *Rush to judgment*, Mark Lane a résumé tout ce qu'a dû faire l'assassin en si peu de temps : « Les actions attribuées à Oswald par la commission comprennent : une sortie tranquille du dépôt de livres, une marche dans *Elm Street* sur une distance égale à sept blocs d'immeubles, un trajet en autobus le ramenant en arrière dans les parages qu'il venait de quitter, une autre marche à pied sur une distance de plusieurs blocs d'immeubles, un trajet en taxi et encore un autre trajet à pied jusqu'à son logement où il passa trois à quatre minutes, une pause d'une durée indéterminée à un arrêt d'autobus, une marche à pied de plus d'un kilomètre […] et, enfin, sa rencontre avec l'agent Tippit et l'assassinat de ce dernier. »[83] Le tout en trois quarts d'heure. L'avocat new-yorkais relève que, pour parvenir à ce scénario, la commission a soigneusement écarté les éléments qui compliquaient son raisonnement et, notamment, nous le verrons, le témoignage d'un des siens, le shérif-adjoint Craig.

Le départ d'Oswald par la porte principale du dépôt de livres n'a pas eu de témoin, malgré la foule qui se pressait dans les environs — dont ses collègues de travail qui auraient pu le reconnaître. L'assassin présumé aurait pris un bus, conduit par Cecil Mac Watters, à plusieurs

centaines de mètres de là. Le 22 novembre au soir, Mac Watters reconnut Oswald, parmi quatre autres personnes. Il précisa que l'homme avait souri à belles dents en apprenant qu'on venait de tirer sur le président. Le lendemain, pourtant, Mac Watters prit en charge un jeune homme, Milton Jones, qu'il reconnut comme étant celui qu'il avait transporté la veille. Il s'était donc trompé dans son identification et s'empressa de le signaler à la police puis, plus tard, à la commission Warren. Cette dernière en tint compte tout en précisant que Jones « ressemblait » à Oswald. On a d'autant plus de doute qu'Oswald ait emprunté ce bus là qu'il n'aurait pas pu le déposer à sa chambre meublée : il allait dans une direction opposée. En revanche, celui qui le suivait immédiatement l'aurait amené directement en face de chez Mme Roberts. Pourquoi Oswald aurait-il pris le mauvais bus, alors qu'il connaissait bien le système de transports en commun de Dallas ? Un seul témoin reconnut l'ancien *marine* dans le bus de Mac Watters : Mary Bledsoe. Elle admit qu'elle connaissait Oswald avant les faits, qu'elle lui devait une petite somme d'argent et… qu'elle le détestait. Elle le décrivit comme ayant au moment des faits une « figure grimaçante » qui lui donnait l'air d'un fou. Elle remarqua aussi que sa chemise était déchirée. Ni Mac Watters, ni Jones ne se souvinrent d'un tel passager. Mieux, l'un et l'autre déclarèrent finalement ne pas avoir vu Oswald dans le bus qui transportait alors très peu de clients. Devant la commission Warren, au moment de son témoignage « décisif » aux yeux

de l’accusation, Mary Bledsoe reconnut que son intervention avait été préparée avec des agents du *Secret Service* qui lui avaient notamment présenté la chemise d’Oswald avec son trou à la manche. Selon la police de Dallas, on retrouva un ticket de correspondance sur Oswald au moment de son arrestation, celui que lui aurait donné Mac Watters au moment où il quitta l’autobus pour marcher un peu avant de finalement prendre un taxi.

Le chauffeur de taxi qui prit alors en charge Oswald s’appelait William Whaley. Son carnet de bord indique un début de course à 12 heures 30, soit un petit quart d’heure plus tôt que l’horaire établi par la commission Warren. Whaley témoigna qu’au moment de démarrer, une vieille dame fit le geste de monter dans le taxi. « Oswald » proposa de lui céder sa place. Mark Lane remarque que « la commission admettait que l’assassin du président des États-Unis laissait son sens de la chevalerie s’imposer à lui dans sa fuite ». Le témoignage de Whaley fut un cauchemar pour la commission d’enquête présidentielle. Il se trompa dans la description des vêtements de son passager, changeant de couleur de blouson au fur et à mesure des questions qui lui furent posées. Et le chauffeur n’avait pas fini à la fois de s’embrouiller et de témoigner sur les méthodes d’enquête de la police. La police de Dallas prétendit qu’il avait identifié Oswald mélangé à d’autres personnes. Il avait choisi le « numéro deux » de l’alignement de suspects qui lui avaient été présentés. Or, d’après les registres de la police, le « numéro deux » de

cette présentation n’était pas Oswald, mais un certain David Knapp, qui, bien sûr, n’avait rien à voir avec tout cela. Pour se justifier, Whaley avoua candidement qu’il avait en fait signé le procès-verbal *avant* que la présentation ne lui soit faite. Selon lui, il aurait déposé Oswald à plusieurs centaines de mètres de chez Mme Roberts. On se demande bien pourquoi ? La question méritait tellement d’être posée qu’en avril 1964, la commission changea de version : Oswald s’était fait déposer bien plus près de son logement. Ainsi, devant l’imprécision de leurs « témoins », Warren, ses collègues et, surtout, leurs conseillers triturèrent les distances et les horaires pour qu’Oswald arrive chez lui « entre 12 heures 59 et 13 heures ».

Chez Roberts, le seul endroit où l’on est certain qu’il se soit trouvé à 13 heures, Oswald alla dans sa chambre et en ressortit trois à quatre minutes plus tard. Il venait d’enfiler un blouson et en avait profité pour se munir d’un revolver. « Tout ce qui concerne ce revolver, à vrai dire, est éminemment suspect, écrit Léo Sauvage, et on peut se demander, pour commencer, pourquoi la police de Dallas n’a pas imaginé qu’Oswald l’avait déjà dans la poche en arrivant à son travail le matin. Craignait-elle que quelque témoignage ne vienne contredire cette hypothèse en montrant qu’Oswald ne pouvait guère avoir eu un 38 dans la poche de son pantalon, la veille à Irving ou pendant ses quatre heures de travail au dépôt, sans attirer l’attention ? C’est possible. Sans doute aussi entendait-elle expliquer

ainsi le fait que l'assassin se soit précipité chez lui, après l'assassinat, au lieu de prendre le chemin de la frontière mexicaine ». Ici se glisse encore un autre incident que la commission a réfusé de creuser. Earlene Roberts déclara que, pendant qu'Oswald était dans sa chambre, une voiture de police ralentit devant la maison et fit fonctionner deux fois son avertisseur, comme pour appeler quelqu'un. Elle dit que ce véhicule portait le numéro 207. Or, cette voiture était, depuis un quart d'heure stationnée devant le dépôt de livres, il est vrai sans personne à bord. Donc, ou Mme Roberts a menti, ou elle s'est trompée de numéro de voiture, ou c'est bien la 207 qui a ralenti devant chez elle, ce qui est peu probable. Dernier mystère du témoignage Roberts, lorsqu'il sortit de chez elle, Oswald alla se poster à un arrêt de bus où elle put l'observer pendant de longues secondes, avant de retourner devant son téléviseur : on venait de tirer sur le président.

Il devait être alors 13 heures 05. Dix à onze minutes plus tard, la police de Dallas recevait d'un témoin et depuis la radio de l'agent Tippit, un message l'informant que celui-ci venait d'être abattu, à plus d'un kilomètre du meublé d'Oswald. Cela place donc le meurtre de Tippit entre 7 et 10 minutes après le départ d'Oswald de chez Roberts.

On l'aura compris, il y a un doute sérieux sur le chemin suivi par Oswald pour se rendre du dépôt de livres (12 heures 33) au lieu de la mort de Tippit (13 heures 15). Un seul témoin l'a vu monter dans un bus (Bledsoe), mais ses affirmations sont contestables. Seule Earlene Roberts

semble digne de foi. Oswald était donc dans sa chambre à 13 heures. La poussive reconstitution de son itinéraire entre le dépôt de livres et sa chambre meublée n’avait au fond qu’un but : montrer qu’il avait agi seul et qu’aucun complice ne l’avait aidé à fuir le lieu du crime.

C’est sans doute pourquoi la commission présidentielle éluda le témoignage du shérif-adjoint Robert Craig. Cet homme se trouvait sur *Elm Street*, vers 12 heures 45, lorsqu’il entendit quelqu’un siffler. Il se retourna et vit un jeune homme, qu’il identifia plus tard comme étant Oswald, courir vers un break conduit par un homme de couleur. Le véhicule démarra en trombe. Confronté à l’assassin présumé au soir du 22 novembre, Craig lui demanda à qui appartenait ce break. Oswald répondit : « Il appartient à madame Paine, ne la mêlez pas à cela ». La commission Warren ne creusa pas le sujet et considéra que Craig s’était trompé, pour la bonne raison qu’elle avait « établi » qu’Oswald se trouvait alors ailleurs. Ruth Paine possédait bien un break de couleur claire, ressemblant à celui décrit par l’adjoint du shérif. Nous n’avons pas pu retrouver de document expliquant où était ce véhicule au matin du 22 novembre. Peu importe d’ailleurs que le break soit celui des Paine. Ce qui compte c’est de savoir pourquoi on n’a pas exploré la piste Craig, au moins aussi valable et en tout cas bien plus spontanée que celles des Bledsoe, Mac Watters et autres Whaley. Le shérif-adjoint fut interrogé pour le compte de la commission Warren par David Belin, conseiller chargé d’établir la culpabilité d’Oswald. Relisant

plus tard son témoignage dans les volumes de pièces, il déclara qu'il avait été modifié sur plusieurs points. Comme il faisait partie de l'équipe qui, ayant retrouvé un fusil au cinquième étage du dépôt de livres, l'avait identifié comme étant un Mauser, ce que la commission n'avait pas non plus retenu, il versa dans le camp des contestataires de la version officielle et dut quitter la police[84].

Que se passa-t-il dans le quartier d'*Oak Cliff*, vers 13 heures 10 ou 13 heures 15 ? Oswald tua-t-il l'agent Tippit ? Pour la commission Warren, cela ne fait aucun doute. L'agent aurait stoppé sa voiture le long d'un trottoir et interpellé Oswald qui y marchait. Les deux hommes auraient discuté un court instant puis Tippit serait sorti de sa voiture. À ce moment, Oswald avait saisi son arme et froidement abattu le policier avant de prendre la fuite.

Le meurtre de Tippit eut plusieurs témoins. Trois sur neuf identifièrent formellement Oswald, dans des circonstances acceptables, c'est-à-dire dans un laps de temps suffisamment court après les faits pour qu'on puisse garantir qu'ils n'aient pas été influencés par le battage des médias.

Tout indique que l'assassin désigné du président Kennedy est probablement mêlé à la mort du policier, ce qui ne veut pas dire que le truisme de départ de la commission (il tue Tippit *donc* il a tué le président) fonctionne. Qui plus est, semblant poursuivis par une sorte de guigne, les enquêteurs se sont encore donné ici le bâton pour se faire battre. À trop vouloir prouver qu'Oswald était

un individu violent et prêt à tous les crimes, il ont encore un peu plus embrouillé l'affaire, sur un point secondaire… sauf si Tippit a lui aussi quelque chose à voir avec l'assassinat de Kennedy.

Témoignages.

Ted Callaway a vu le tueur du policier s'éloigner de la scène, revolver au poing. Il a identifié Oswald lors de la présentation de l'assassin présumé parmi plusieurs autres personnes alignées. C'est le témoin le plus crédible, bien qu'il se soit contredit à plusieurs reprises dans les différentes versions qu'il a données à la police puis à la commission Warren. William Scoggins est un chauffeur de taxi qui prenait son déjeuner dans sa voiture au coin de la rue dans laquelle Tippit fut assassiné. Il vit le tueur s'éloigner en passant à quelques mètres de son véhicule au fond duquel il s'était tapi en entendant les détonations. Il identifia Oswald lors d'une nouvelle séance d'identification, le lendemain, non sans avoir vu sa photo dans un journal, précisa-t-il[85]. Un autre témoin, Benavides, celui qui fut le plus près de l'action, n'a jamais identifié Oswald autrement que sur des photos et après sa mort, alors que tout ce que les États-Unis comptaient d'officiels de police et de justice affirmaient que l'ancien *marine* était coupable. La police de Dallas n'a d'ailleurs pas retenu son témoignage. D'autres ne virent pas grand-chose mais en racontèrent beaucoup, entendus par la police parfois plusieurs semaines après les faits. Les contradictions entre tous ces témoins sont importantes : nombre de balles tirées, rechargement ou

non de l'arme par l'assassin après son forfait, nombre de tueurs, etc. Malgré ces réserves, les témoignages de Callaway et Scoggins auraient pu être suffisants. Mais la police de Dallas en voulait plus, poussée par le procureur Wade. On découvrit donc un troisième témoin « oculaire » qui devint bientôt plus important que les précédents parce que moins avare de détails : Helen Markham.

Helen Markham est le type parfait du témoin dont les affirmations auraient volé en éclats lors d'un procès contradictoire. On ne reprendra pas ici en détail les failles de ses déclarations à la police, à la commission, à la presse, à Mark Lane même qui réussit à la discréditer. En gros, elle donna une description de l'assassin qui ne cadrait pas avec celle d'Oswald : elle l'avait vu trapu et aux cheveux « touffus ». On peut tout dire de Lee Harvey Oswald, sauf qu'il était trapu et avait une chevelure touffue. Malgré sa description, elle n'en identifia pas moins Oswald au commissariat. Elle se trouvait alors, de l'aveu même des enquêteurs de Dallas, en pleine crise d'hystérie. À un journaliste qui l'interrogea, elle « confirma » que l'assassin de Tippit « n'était pas très grand ». Elle ajouta : « Il était petit, enfin, plutôt petit, pour autant que je me souvienne ». Mark Lane lui fit répéter sa description. Elle confirma les détails sur la petite taille et la chevelure du suspect, et s'embrouilla sur le scénario du meurtre. La publication de ce tissu de sottises provoqua une inhabituelle réaction de la commission Warren qui, bien qu'elle l'eût déjà entendue, rappela devant elle Helen Markham. Elle nia avoir jamais

parlé à Lane. Or, l'avocat avait enregistré la conversation. Il en fit écouter la bande et l'intéressée fut bien obligée de reconnaître qu'elle avait menti. Bien qu'ayant essayé de tromper la commission, elle fut tout de même considérée comme un témoin crédible qui avait permis une « identification positive » (*sic*). Le rapport se fonde essentiellement sur ses dires pour charger Oswald du meurtre de Tippit. Et Léo Sauvage d'écrire : « [Ce] témoignage est, clairement et sans discussion possible, indigne de confiance [...]. Tout aussi incontestablement, hélas, un organisme d'enquête qui accepte la validité de tels témoignages n'est guère plus digne de confiance. » Laissons la conclusion à Mark Lane qui résume les incohérences de Madame Markham : « Elle a été la seule à voir l'agresseur venir de l'Ouest ; un autre témoin a affirmé qu'il venait de l'Est. Elle a vu l'homme se pencher à l'intérieur de la voiture de police ; deux témoins et une photographie prouvent que la vitre était fermée. Elle se serait mise à hurler comme une folle en se précipitant vers l'agent abattu ; le témoin qui se trouvait entre elle et la voiture de police ne s'est aperçu de sa présence que bien plus tard... » Nous arrêtons là l'énumération de l'avocat new-yorkais. On ne peut pas croire Helen Markham et on se demande pourquoi la commission présidentielle s'est enferrée dans un soutien inconditionnel de son témoignage.

D'autant que les analyses balistiques furent défavorables à Oswald. On estima que le revolver saisi sur

lui au *Texas Theater* était celui qui avait servi à tuer Tippit[86].

Affaire dans l’affaire, l’assassinat de Jefferson Davis Tippit semble bien être une nouvelle bouteille à encre jetée dans la mer des supputations qui entourent l’assassinat de John Kennedy. On ne peut guère avoir de doute sur le fait qu’Oswald ait tué le policier[87]. On s’interroge cependant pour savoir s’il a agi seul et sur l’implication éventuelle de la victime dans la « conspiration » (pour utiliser le terme du HSCA) qui aboutit à la mort de « JFK ». Même le procureur-adjoint Alexander eut des doutes. En 1978, il déclara à l’écrivain Anthony Summers qu’il avait de bonnes raisons de croire qu’Oswald avait des complices lorsqu’il tua Tippit[88]. Et puis, la personnalité du policier n’est pas transparente. Le jour de sa mort, il ne respecta pas les consignes habituelles, patrouillant sans coéquipier, ne prévenant pas son quartier général avant d’interpeller un suspect. Certains disent qu’il connaissait Ruby (plusieurs témoins dirent les avoir vus ensemble dans les jours précédant le 22 novembre), voire même Oswald lui-même. D’autres le voient, dans la conspiration, chargé d’abattre le « pigeon » qui aurait été plus rapide que lui. À moins qu’il ait encore plus simplement voulu intercepter un individu au comportement suspect, ressemblant au signalement qui avait été lancé à la radio quelques minutes après la fusillade de *Dealey Plaza*. Son sens du devoir lui aurait alors coûté la vie. C’est peut-être cette dernière hypothèse qui explique qu’un an après la mort de son mari, Mme Tippit

put verser à son compte bancaire un « don anonyme » de 50 000 $, à comparer à la pension mensuelle de 225 $ que lui servait l'administration.

5°) La cinquième "preuve" avancée par le rapport Warren va nous permettre d'examiner d'autres aspects troublants du dossier à charge établi contre Oswald : « Lee Harvey Oswald s'est opposé à son arrestation en sortant un revolver. »

L'assassin présumé fut bien arrêté au *Texas Theater*, le 22 novembre 1963, vers 13 heures 50. Mais les circonstances de son arrestation après une courte lutte ne sont pas claires. Dans ses premières déclarations, le procureur Wade affirma qu'Oswald avait sorti un revolver lorsque le policier MacDonald s'approcha de lui. Il le lui aurait appliqué sur la tempe et aurait appuyé sur la détente. La balle ne serait pas partie. Après ce coup chanceux pour lui, MacDonald, aidé de plusieurs collègues, aurait maîtrisé l'ancien *marine*, non sans l'avoir sérieusement corrigé, ce qu'attestent les bleus remarqués sur son visage et son arcade sourcilière gonflée, lors de sa présentation à la presse. Le témoignage de MacDonald est marqué de nombreuses contradictions. Il prétendit successivement avoir empêché Oswald de sortir son revolver puis avoir réussi à bloquer le doigt de l'assassin présumé avant qu'il ne presse la détente. On relèvera qu'il déclara à *Associated Press* qu'Oswald lui fut désigné, non par le marchand de chaussures Brewer, mais par un

individu non identifié assis dans les premiers rangs de la salle de cinéma.

Il y avait, selon la police, entre quinze et vingt spectateurs dans le cinéma au moment de l'arrestation, dont, d'après Brewer, « un grand nombre » se trouvaient dans les rangées du fond, près d'Oswald. Deux seulement furent entendus : George Applin et John Gibson. Le premier ne parla pas de revolver dans les mains d'Oswald. Le second dit avoir entendu le déclic du revolver du suspect. Malheureusement pour lui, les experts qui examinèrent l'arme saisie au *Texas Theater* affirmèrent qu'il n'y avait pas eu percussion d'une cartouche. Même le témoignage de Brewer est sujet à caution. Devant la commission Warren, il déclara avoir entendu un policier accuser Oswald d'avoir tué le président : à ce moment, la police croyait seulement arrêter le meurtrier de l'agent Tippit.

Si Oswald avait voulu tirer sur un policier dans le *Texas Theater*, il aurait eu tout loisir de le faire sans attendre le corps à corps. En effet, il était assis au fond de la salle et MacDonald vint vers lui en marchant depuis la scène. Il s'arrêta, contrôla l'identité de deux autres spectateurs à mi-salle et poursuivit son chemin. Oswald n'avait donc aucun doute sur les intentions du policier. Celui qui, selon le rapport Warren, venait d'assassiner — avec détermination et sang-froid — le président des États-Unis puis un agent de la police de Dallas eut alors de longues secondes pour ouvrir le feu. Il ne le fit pas. Une fois de plus, la commission Warren semble bien avoir voulu forcer

les traits de son portrait de « l'assassin », en l'accusant d'avoir voulu commettre un troisième meurtre en quelques heures.

La pièce numéro 143 du rapport Warren est un Smith et Wesson calibre 38. Il a été saisi sur Oswald au *Texas Theater*[89]. Ce revolver lui appartenait-il ? Deux éléments avancés par les tenants de la version officielle militent en faveur d'une réponse positive : un « aveu » de l'ancien *marine* lui-même et la série de photos où, résumé pratique des charges qui pèsent sur lui, on le voit brandissant un Mannlicher-Carcano, revolver au côté et journal communiste à la main. Le 26 novembre, le capitaine Fritz donna une conférence de presse lors de laquelle il informa les journalistes qu'Oswald avait admis être propriétaire d'un revolver calibre 38. C'était la première fois qu'un tel aveu était révélé au public. Pendant la détention de l'ancien *marine*, la question avait été posée par les journalistes à plusieurs reprises sans que la police de Dallas ne révèle qu'Oswald ait admis quoi que ce soit. Il est vrai que le 26 novembre, Lee Oswald n'était plus en mesure de contredire personne. Plus tard, alors qu'elle reconnaissait que jamais son suspect n'avait prononcé la moindre parole qui puisse lui porter préjudice, la commission Warren présenta comme un fait acquis, sans se donner la peine de le prouver, que l'assassin présumé de Tippit et (donc) de Kennedy était en possession d'un Smith et Wesson. Admettons-le… et restons un instant sur la question de ces

fameuses photos et des flots d’encre et de salives qu’elles ont fait couler.

Le 23 novembre, lors de leur première perquisition sérieuse, de nombreuses heures après l’arrestation du suspect, les policiers découvrirent dans le garage des Paine deux photos représentant Oswald posant fièrement comme il a déjà été décrit. De retour au commissariat avec ce matériel, les enquêteurs ne cachèrent pas leur joie. En deux clichés, ils avaient à la fois les mobiles (les idées politiques du coupable) et l’aveu (l’arme ayant servi à tuer Kennedy et celle ayant servi à tuer Tippit). Tout cela était presque trop beau. Mis en présence des photos, Oswald nia qu’elles soient authentiques : c’était bien sa tête, dit-il, mais pas son corps. Pour lui, il s’agissait d’un montage. La commission Warren a retenu ces photos comme preuve directe contre Oswald. Elle s’est même préoccupée de leur authenticité et a conclu que les clichés n’étaient pas des montages : ils auraient été réalisés par Marina Oswald, le 31 mars 1963. La jeune femme reconnut, à cette époque, avoir pris « une photo » — et non pas deux.

Les photos d’Oswald avec ces armes jouent un rôle important dans son image aux yeux de l’opinion. Elles furent publiées en première page de *Life* avant même que le rapport Warren soit connu et aidèrent à en faire pré-admettre les conclusions. Sont-elles authentiques ? Dès leur publication, de nombreuses personnes s’étonnèrent que la tête d’Oswald ait exactement la même taille sur les deux photos alors que son corps était pris de plus près sur

l’une d’elles ; que les ombres du nez, du fusil et du corps d’Oswald ne partent pas dans la même direction ; que la position de son corps sur la photo la plus célèbre n’aurait pas permis la station debout à un homme normal. La polémique était lancée et elle dure encore. Elle donne lieu depuis à une bataille d’experts. Chaque camp a les siens. En 1977, par exemple, le chef du service photographique de l’armée canadienne, travaillant pour une émission télévisée, arriva à la conclusion que les photos étaient des montages. L’année suivante, un expert de *Scotland Yard* parvint au même résultat. Le *House Select Committee on Assassinations* confia une étude à un panel qui conclut que les photos étaient authentiques, même si le porte-parole des experts fit remarquer que les copies dont ils avaient disposé étaient d’assez mauvaise qualité et qu’il n’était pas impossible de fabriquer — même en 1963 — de fausses photos qui paraissent vraies. Dernier élément troublant, une troisième photo fut découverte des années plus tard dans le garage par les héritiers d’un policier de Dallas décédé, Roscoe White. Dédicacée par Oswald à son ami George de Mohrenschildt, elle représentait l’assassin présumé muni de la même panoplie que sur les autres clichés. Sa pose était différente. Réputée inconnue jusque-là, cette pose est pourtant celle mimée, dès 1964, par un agent du FBI pour une reconstitution. Cette troisième photo contredit encore davantage les « aveux » de Marina Oswald. Quant à l’analyse graphologique de la dédicace (“Chasseur de fascistes, ah, ah, ah”), elle est « concluante »

pour les partisans de la version officielle, « non-probante » pour ses adversaires.

Résumons ces incertitudes et frustrations sous forme de questions : pourquoi Oswald n’a-t-il pas pris un taxi dès sa sortie du dépôt de livres ? pourquoi n’a-t-il pas immédiatement tenté de fuir vers le Mexique ? pourquoi, dans sa « fuite », s’est-il fait déposer à quelques centaines de mètres de chez lui, perdant ainsi un temps précieux ? pourquoi, au lieu de se sauver, a-t-il fait un détour par un cinéma ? y est-il allé seul ? qui était l’homme — à part Brewer — qui l’avait désigné à MacDonald depuis sa place ? qui étaient les autres clients du cinéma, et notamment ceux qui, selon les témoins, étaient assis dans le même secteur qu’Oswald ? pourquoi la liste des spectateurs du *Texas Theater* qui aurait été établie par la police de Dallas sur les lieux n’est-elle pas disponible ? Oswald avait-il rendez-vous avec quelqu’un dans ce cinéma ?

6°) On ne s’attardera guère sur la sixième « preuve » du rapport Warren qui affirme que « Lee Harvey Oswald a menti à la police ». En effet, pour en être sûr, il faudrait connaître la teneur exacte des déclarations de l’assassin présumé lors des longues heures qui furent consacrées à son interrogatoire. Pas de procès-verbal. Pas d’enregistrement. Pas même de publication exhaustive des notes qui furent prises par certains témoins, comme le capitaine Fritz. Seuls les souvenirs des interrogateurs sont

disponibles. C’est bien peu pour étayer l’accusation. Un État de Droit ne peut se permettre d’imputer à un suspect des propos dont le compte rendu a pour seule origine la mémoire de ses accusateurs. Au commissariat de police, on en est sûr, Oswald n’avoua rien. Même si le rapport Warren parle de « preuve simple » (et non de « preuve formelle ») au sujet des « mensonges » de l’assassin désigné, il est difficile d’admettre son argumentation. Il est même très surprenant que le président de la Cour Suprême ait accepté cette sixième preuve.

7°) Pour démontrer que l’assassin présumé n’avait aucun respect pour la vie humaine et n’hésitait pas, de longue date, à fomenter des attentats politiques, la commission Warren réussit, et c’est sa septième « preuve », à conclure que « Lee Harvey Oswald a essayé de tuer le major-général Walker ».

Le 10 avril 1963, vers 21 heures, le major-général Edwin A. Walker s’installa à son bureau, dans sa maison du 4011 *Turtle Creek Boulevard*, à une dizaine de kilomètres du centre de Dallas. Leader de l’extrême droite, membre influent de la *John Birch Society*, ami du *Ku-Klux-Klan*, Walker avait été obligé de quitter l’armée après avoir tenu des propos violemment opposés au président Kennedy, accusé par lui de faire le jeu des communistes. Il entreprit, ce soir-là, de préparer sa feuille d’impôts qui devait parvenir à l’administration la semaine suivante. À sa table de travail, éclairée par une petite lampe, il fut alors la cible

d’un tir de fusil. Une balle traversa le montant d’une fenêtre et alla se ficher dans le mur. Le coup ne l’avait manqué que de quelques centimètres. L’enquête menée alors par la police de Dallas ne donna rien. La balle avait été complètement écrasée par le double impact et il était impossible de déterminer quel type d’arme avait été utilisé. Les témoins, convaincus d’avoir vu une voiture s’éloigner avec deux hommes à bord, ne permirent pas de mettre la main sur les coupables.

Le 6 décembre 1963, près de deux semaines après la mort de Kennedy et l’assassinat d’Oswald, une fuite dans l’enquête apprit à la presse que Marina Oswald avait déclaré aux hommes du FBI que son époux était l’auteur de cette tentative de meurtre. Pour faire bonne mesure, on apprit aussi que l’assassin de Kennedy et de Tippit avait en projet de supprimer Richard Nixon — qui, par hasard, se trouvait à Dallas, le 22 novembre 1963, pour une conférence organisée par Pepsi-Cola — et quelques autres politiciens américains. À compter de ce moment, Marina devint un des principaux témoins à charge contre son mari.

Il faut dire ici quelques mots des circonstances dans lesquelles la veuve d’Oswald fut quasiment enlevée et séquestrée par le FBI et le *Secret Service*. Immédiatement après l’assassinat de son mari, elle fut, sous prétexte de la protéger, emmenée et placée au secret dans un motel de Dallas. Inutile de dire qu’une telle pratique ne s’appuyait sur aucune base légale, ni fédérale, ni texane. Tout contact avec la presse, voire un avocat, lui fut refusé. Seul le

patron du motel, James Herbert Martin, fut autorisé à la représenter, en qualité « d’agent ». C’est lui qui distilla quelques confidences à la presse et obtint d’importantes sommes d’argent en échange d’informations ou de documents sur le couple Oswald, soit une somme supérieure à 130 000 $.

Avant la mort de son mari, Marina — qui parlait mal l’anglais et ne connaissait pas grand-chose au droit et aux modes de vie américains — avait livré son sentiment : pour elle, son époux était innocent, il était bon père et bon mari. Si on en croit la commission Warren, c’est elle qui aurait guidé les enquêteurs vers le garage des Paine où le fusil d’Oswald était habituellement entreposé. Malgré cela, et elle le répéta souvent, elle ne pouvait concevoir que Lee soit l’assassin du président Kennedy. Quelques semaines plus tard, son revirement fut total. Entendue par la commission Warren, en février 1964, elle reconnut le Mannlicher-Carcano (alors qu’en novembre, elle s’en était montrée incapable). Elle confirma qu’elle avait pris une photo de son mari muni de son fusil et de son revolver (alors qu’en novembre, elle avait affirmé ne pas savoir si Oswald possédait cette seconde arme). Elle confirma néanmoins que Lee était un bon époux (mais entendue une seconde fois, en septembre 1964, elle le décrivit comme violent et irritable). Bien que des avocats américains aient fait remarquer que si Oswald avait vécu, sa femme n’aurait pas été autorisée à témoigner à son procès, la commission Warren s’appuya à de multiples reprises sur ses

déclarations. Elle chargea tant son défunt mari qu'on est en droit de s'interroger sur les raisons de son revirement, entre novembre 1963 et ses déclarations postérieures. Trop heureuse de l'aubaine, la commission Warren n'a pas cherché à en savoir plus[90].

L'explication pourrait pourtant être simple. Lorsqu'elle fut mise au secret par le FBI, la jeune russe reçut la visite d'un membre des services d'immigration qui lui fit comprendre qu'il valait mieux pour elle — et son avenir aux États-Unis — qu'elle coopère avec les enquêteurs. Par la suite, les agents du FBI ne manquèrent pas de lui rappeler que si elle voulait rester aux États-Unis, il faudrait qu'elle se montre coopérative. Jetée au cœur de l'affaire criminelle du siècle, seule et entre les mains du FBI, elle n'a sans doute pas été un témoin difficile à conditionner. S'il n'est pas question de dire ici qu'on l'a forcée à témoigner sur tous les points contre son mari, il faut reconnaître qu'on a connu, dans les affaires judiciaires, des témoins plus libres de leurs pensées et de leurs déclarations. Les enquêteurs non officiels et, plus tard, le *House Select Committee on Assassinations* ont ironisé sur les « révélations » parfois contradictoires et souvent imprécises de Marina Oswald. Une des critiques les plus significatives est venue de Wesley Liebeler, un des conseillers de la commission Warren. Dans plusieurs interviews, il a reconnu qu'en 1963, on n'avait pas été assez sévère et sélectif avec les témoignages évolutifs de Marina. La jeune femme a refait sa vie, depuis 1963[91]. Elle accepte de temps à autre de

répondre à des journalistes. Elle se dit à nouveau convaincue de l'innocence de Lee Oswald et pense qu'il y a eu un complot dans lequel il n'a été qu'un jouet. Elle persiste à dire qu'elle a bien pris *les* photos — et non plus une seule — de l'assassin présumé avec son fusil, son revolver et des journaux « communistes ». Dans une interview à *Paris-Match*, en 1993, elle a implicitement reconnu qu'on l'avait persuadée de la culpabilité de son premier époux : « Pendant des années, j'ai cru que Lee était coupable : je ne pouvais imaginer que la justice des États-Unis et son gouvernement puissent me mentir. »

Donc, le 6 décembre 1963, on fit savoir à la presse que la police de Dallas venait de résoudre l'énigme de l'attentat contre le général Walker. Lee Oswald était l'homme qui avait ouvert le feu sur le leader d'extrême droite. Marina avait tout raconté : la nuit du 10 avril, Lee était rentré très tard, hors d'haleine et lui avait avoué comment il venait de faire feu sur le général. Elle avait auparavant découvert un billet en russe écrit par son mari, lui donnant la marche à suivre si on l'arrêtait. Ce billet fut présenté à plusieurs témoins dont Ruth Paine. Chacun a pu dire à quel point il était banal et ne comportait aucune information objective sur une tentative d'assassinat contre Walker. Mais là n'était pas la seule « preuve » de la commission Warren. On avait découvert dans le garage des Paine une photo de la maison du général, ce qui montrait qu'Oswald était allé repérer les lieux. Marina elle-même avait identifié l'endroit, ce qui étonne, de la part d'une Russe cloîtrée, ne lisant pas les

journaux anglais et ne parlant jamais politique avec son mari. Non seulement elle avait déjà entendu parler du général Walker, mais, en plus, elle reconnaissait sa maison située dans un quartier isolé de Dallas où elle n'avait sans doute jamais mis les pieds. Par ailleurs, suite à une nouvelle étude de la balle retrouvée dans le mur du bureau, le FBI et la police de Dallas laissèrent entendre que le projectile provenait d'un Mannlicher-Carcano. CQFD.

La plupart des critiques du rapport Warren — et même certains de ses partisans — ne pense pas que Lee Oswald a tenté d'assassiner Walker. Ils remarquent qu'il y avait dix kilomètres à faire entre le domicile de l'ancien *marine* et celui du général. Comment Oswald a-t-il franchi cette distance, dans la nuit ? Sans doute pas en conduisant une automobile puisque, n'ayant pas de permis de conduire, il n'aurait pas pu en louer et, n'étant pas doué pour la conduite (selon Ruth Paine qui tenta de la lui apprendre), il n'en aurait pas volé non plus. Oswald n'a pas, comme l'ont laissé entendre certains enquêteurs de Dallas, emprunté les transports en commun. Imagine-t-on le comploteur prendre le bus, son Mannlicher-Carcano sous le bras et revenir par le même moyen ? De même, le voit-on prendre un taxi, lui demander de le déposer en pleine campagne et de l'attendre ? La seule façon dont Oswald a pu rejoindre la maison de Walker aurait été à pied. Or, les rares témoins de l'attentat ont vu deux hommes s'enfuir et, qui plus est, en voiture. Oswald en faisait peut-être partie, mais dans ce cas, il faudrait retrouver un complice ce qui, si l'on utilise

une logique — bancale — proche de celle de la commission Warren pourrait signifier : si Oswald avait un complice pour tuer Walker, il en avait pour tuer Kennedy. Quant aux photos de la résidence de Walker retrouvées dans le garage des Paine, elles ont sans aucun doute été trafiquées par le FBI. En effet, on y a masqué de noir la plaque minéralogique d'un véhicule stationné devant la maison. Pourquoi ? Qui était le visiteur que recevait Walker le jour où le cliché fut pris ? La réponse n'aura peut-être pas grand intérêt dans l'affaire Kennedy mais le fait d'avoir maquillé les photos montre comment ont procédé les enquêteurs du FBI.

8°) Nous avons déjà abordé plus haut la discussion de la huitième « preuve » de la commission : « Lee Harvey Oswald était suffisamment habile pour se servir du fusil et abattre le président Kennedy ». On rappellera que pour réussir l'attentat du 22 novembre 1963, Oswald a dû, en six secondes environ, toucher deux fois (sur trois tirs) l'épaule puis la tête de sa victime, avec un fusil peu précis et en mauvais état. Rappelons les qualificatifs utilisés par les experts de la commission concernant le Mannlicher-Carcano : « arme vieille et bon marché », « crosse rongée, éraflée, culasse relativement polie, comme si elle avait été manœuvrée de nombreuses fois », « le canon n'était pas en très bon état ; il était dans un état passable [et] montrait les effets de l'usage et de la corrosion ». Le caractère usagé du fusil est, en soi, suspect, si cette arme est celle

commandée quelques mois plus tôt par l'assassin présumé. Enfin, on remarquera que si l'ancien *marine* a fait mouche sur Kennedy, à 80 mètres, alors que la limousine était en mouvement, qu'il devait légèrement se pencher pour bien viser et qu'il avait le feuillage d'un arbre dans sa ligne de mire, on s'explique mal pourquoi il a manqué le général Walker, à quarante mètres, alors qu'il était immobile à sa table de travail, la tête éclairée par sa lampe de bureau.

« Convoquez les cent meilleurs tireurs du monde. Trouvez celui qui était à Dallas, le 22 novembre 1963, et vous aurez le coupable », fait dire Oliver Stone, dans *JFK*, au sénateur Russel Long lors d'un voyage en avion avec le procureur Garrison. Les meilleurs tireurs furent emmenés sur des champs de tirs où aucun ne réussit à reproduire exactement ce qu'on imputait au « tireur moyen » Oswald. Lors de la reconstitution organisée par le *House Select Committee on Assassinations*, on modifia même l'emplacement des sacs de sable représentant la Lincoln présidentielle au moment du deuxième tir : le tireur d'élite posté au cinquième étage était tellement gêné par le feuillage de l'arbre dans son champ de vision qu'il ne pouvait pas voir la cible.

Le moins qu'on puisse dire est qu'on peut nourrir de sérieuses réserves sur la façon dont la commission Warren tenta d'établir la culpabilité de Lee Harvey Oswald. La plupart des « preuves » à charge n'aurait pas résisté à un examen contradictoire devant un tribunal. Mais il *fallait*

qu'Oswald soit coupable et, surtout, qu'il ait agi seul. Dès les heures qui suivirent son arrestation, il fut présenté comme l'*incontestable* suspect numéro un puis l'*incontestable* assassin. Du chef de la police Curry au patron du FBI Hoover, en passant par Wade, Alexander, Fritz et plus tard Warren et ses coéquipiers, nul n'admit jamais la moindre discussion sur ce point. Ce faisant, ils radicalisèrent la critique et contribuèrent à envenimer tout débat sur leur enquête. Pourtant, que d'approximations, d'exagérations, d'inexactitudes on peut relever dans le dossier à charge. On peut en ajouter une de plus, s'il en était besoin.

Elle concerne l'incertitude qui subsiste sur le test de la paraffine, ou test de Gonzalez, que l'on fit subir à Oswald après son arrestation. Ce test permet, par la détection de traces de nitrates contenus dans la poudre, de savoir si une personne a récemment fait usage d'une arme à feu. L'assassin présumé avait deux bonnes raisons d'être positif : il avait tiré trois coups de fusil et quatre balles de revolver, le 22 novembre 1963. On aurait donc dû retrouver les traces de poudre sur son visage et ses mains. Dans la nuit du 22 novembre, la police informa la presse que le test de la paraffine était positif pour Oswald. C'était la bonne nouvelle attendue : l'assassin de Kennedy avait été confondu. Le filet se refermait sur le monstre et la police de Dallas avait bien mérité de la patrie. Cette version se révéla être une nouvelle exagération. Le test n'était pas aussi positif qu'attendu et les faibles traces de nitrates

relevées sur une main d'Oswald ne pouvaient correspondre à l'usage du Mannlicher-Carcano. Il n'avait par ailleurs aucune trace sur les joues. Les résultats du test ne furent pas utilisés par la commission pour démontrer la culpabilité de l'assassin présumé. Cela veut tout dire. Il n'empêche que Curry, Fritz et Wade avaient encore menti, le 22 novembre.

Mais si Oswald n'a pas tiré sur Kennedy, est-il innocent de tout ? Certains enquêteurs non officiels vont jusqu'à le dire. La plupart pourtant pense que, s'il fut un bouc émissaire, il n'en joua pas moins un rôle dans la conspiration qui le broya ensuite. On relève, en effet, de nombreux points obscurs dans son comportement dans les jours qui précédèrent l'assassinat. Le fait qu'un fusil qui peut lui être rattaché ait été retrouvé sur le lieu de certains tirs ne fait qu'alourdir les présomptions de participation à « quelque chose » : ou il fut complice direct et éclairé (car nul ne peut affirmer qu'Oswald ne transportait pas un fusil dans son sac en papier, le 22 au matin), ou il fit preuve de balourdise (se laissant entraîner dans le complot et prendre son fusil par des « amis »). Sur le comportement d'Oswald planent quelques questions essentielles. Pourquoi et comment a-t-il quitté le dépôt de livres après l'attentat ? Pourquoi a-t-il au moins participé au meurtre de l'agent Tippit ? Pourquoi était-il armé au moment de son arrestation ? Que faisait-il au *Texas Theater* ? Connaissait-il Tippit ? Nul doute que Lee Harvey Oswald aurait pu s'en

expliquer lors d’un procès public et contradictoire. Jack Ruby ne lui en laissa pas le temps.

IV

Jack le Justicier

Si l’affaire Kennedy a autant marqué les esprits, on le doit indubitablement au fait qu’à chacune de ses étapes et pour la première fois lors d’événements historiques de cette importance, la presse en a non seulement été le témoin, mais l’acteur. Dès les coups de feu de *Dealey Plaza*, le drame a pénétré dans tous les foyers du Texas, des États-Unis et du monde entier par le biais de la télévision et de la radio. La presse écrite a elle aussi contribué à rendre familiers les noms, les visages, les moindres faits et gestes des protagonistes. D’*Elm Street* et de l’hôpital *Parkland Memorial* au commissariat de police de Dallas, en passant par le *Texas Theater*, la maison des Paine, le Capitole, le cimetière d’Arlington, pas un développement de l’enquête et de ses à-côtés n’a échappé aux objectifs des caméras et des appareils photographiques, aux micros des reporters et aux colonnes des journaux. Nul ne se crut autorisé à limiter les débordements dans les premières heures de l’enquête.

À commencer par le *City hall* de Dallas, immeuble abritant à la fois les services municipaux et le commissariat de police de Dallas où, sur instruction du maire de la ville, le journaliste trouva les portes grandes ouvertes. Dès le 22 novembre 1963, on y entra comme dans un moulin et de tardives mesures de sécurité — dont on sait qu'elles n'eurent aucun résultat — ne changèrent rien à l'affaire. C'est en direct à la télévision que l'assassin présumé du président Kennedy fut abattu par une ombre sortie de la foule et opérant comme dans les productions de série B.

Plus tard, la commission Warren stigmatisa ces comportements et ces libertés accordées à la presse : « La commission estime que les organes de diffusion, tout comme les autorités de police, n'ont pas su faire régner des conditions plus conformes au déroulement normal de la justice et doivent partager la responsabilité de la mise en échec de la loi auquel a donné lieu la mort d'Oswald ». Selon le rapport, la presse était donc co-responsable des œuvres de Jack Ruby alors qu'elle n'avait fait que profiter des largesses et des imprudences de la police de Dallas. Ce ne furent pas des journalistes qui ouvrirent les portes à « l'assassin de l'assassin ». Mais la commission Warren ne voulait pas, de Washington, froisser les susceptibilités texanes, toujours prêtes à se ranimer contre le pouvoir fédéral. Et comme elle n'était pas non plus à une affirmation purement politique près, elle n'hésita pas à stigmatiser les médias, sans pouvoir dédouaner totalement les policiers de Jesse Curry.

Ces derniers se sont d’ailleurs bien servis de la presse pendant toute la détention d’Oswald. Ils ont distillé les informations devant mettre en valeur leur efficacité et leur certitude que l’homme qu’ils détenaient était le bon. Ils le traînèrent à plusieurs reprises et sans précautions devant les journalistes. Le suspect put en profiter pour réclamer l’assistance d’un avocat et clamer son innocence. Mais qui l’écoutait ? On se contentait d’enregistrer ses déclarations qu’on montait pour les journaux télévisés ou l’article du lendemain au milieu des exagérations et mensonges du procureur Wade, du chef Curry ou du capitaine Fritz. Quant à la commission, elle eut bonne mine de reprocher à la presse ce qu’elle organisa avec encore plus de constance pendant son enquête : les fuites ne manquèrent pas et ce sont bien les conseillers de la commission qui suggérèrent quelques articles retentissants, photos à l’appui, dans lesquels plus personne ne s’estimait lié par l’élémentaire prudence qui aurait d’abord consisté à qualifier Oswald d’assassin « présumé » et non d’« assassin du Président ».

Dans un tel contexte, on n’avait pas voulu que son transfert puisse avoir lieu hors de la présence des caméras, lors d’un « décrochage » d’antenne alors que les programmes étaient centrés sur ce qui se passait à Washington. On fit tout pour qu’il soit visible dans les foyers américains avant le repas dominical, en dépit de menaces reçues par le bureau local du FBI qui les transmit à Curry et ne fut pas écouté.

Avant d’en venir aux faits, faisons la connaissance de Jacob Léon Rubenstein, le Justicier de l’affaire (si l’on en croit ses premières déclarations) ou celui qui a fait taire Oswald (si l’on se laisse aller à sa première impression). Qui était-il ? Comment a-t-il tué l’assassin présumé ? Qu’a-t-il révélé lors de son procès et de ses interrogatoires ? Autant de questions qui, loin de nous conduire vers l’épilogue, relancent encore l’affaire.

Jacob Léon Rubenstein vit le jour le 25 mars 1911, à Chicago, dans une famille d’émigrants juifs polonais. Son enfance fut marquée par une scolarité médiocre, rythmée par les arrestations successives de son père, un homme violent. Placé dans une famille d’accueil à la suite du décès de sa mère dans un hôpital psychiatrique, ayant quitté l’école à 16 ans pour traîner dans les rues, Ruby — c’est ainsi qu’il se fit très vite appeler — devint « garçon de course » de la pègre locale, la plus célèbre du monde, celle d’Al Capone. Il appartint au gang de Daniel Miller, très impliqué dans les paris clandestins, le racket, les trafics en tous genres, la manipulation des syndicats ouvriers et la guerre des gangs. Il put ainsi améliorer son ordinaire tant par les pourboires des truands que par ses propres rapines. En 1937, il devint l’homme de confiance — et de main — du président du syndicat des ferrailleurs et des chiffonniers. On le soupçonna, en 1939, d’avoir participé à l’élimination d’un syndicaliste récalcitrant, mais la police ne parvint pas à le confondre. Dès lors, il put être considéré comme un

membre à part entière du milieu de Chicago. Tout en ayant une couverture professionnelle légale et changeante, il participa aux « remises en ordre » des sections syndicales. Un trafic de fausses partitions de musique lui valut une petite condamnation. L'homme semblait attiré par le music-hall car, dès cette époque, il géra aussi des boîtes de strip-tease.

En 1943, Ruby fut incorporé dans l'*U.S. Air Force* mais ne quitta pas la base en territoire américain sur laquelle il avait été affecté. Démobilisé en 1946, il s'installa quelques mois plus tard à Dallas, apparemment chassé de Chicago par ses employeurs qui n'appréciaient pas qu'il essaie de gagner un peu d'argent sans leur aval. Il rejoignit sa sœur, Eva Grant, qui tenait commerce de boisson et d'amusement dans la grande ville texane. On a dit aussi qu'il avait été nommé au Texas pour servir les complices de la pègre du Nord avec laquelle il n'avait pas rompu les ponts. Son nom apparaît souvent dans les dossiers du FBI, y compris pour une affaire de meurtre en 1946. Petite main des bas-fonds, il n'en parvint pas moins à se tailler quelques succès dans les affaires. Il devint le patron de boîtes de nuit fréquentées à la fois par les truands et la police de la ville. Au besoin, il n'hésitait pas à mettre la main à la pâte et montait sur scène pour un numéro de claquettes. Dans ses établissements, on pouvait s'amuser ou parler tranquillement, en fonction de son humeur. On pouvait aussi se détendre en assistant à des numéros de strip-tease, spécialité artistique la plus remarquable du metteur

en scène de la maison. Pour peu qu'on veuille « aller plus loin », le personnel féminin, peu farouche et en quête d'argent de poche, le permettait parfois. Tout était possible pour se distraire chez Jack Ruby. Et gare aux fauteurs de trouble : le maître des lieux, qui soignait sa droite et sa condition physique les expulsait *manu militari*. Au *Carousel Club*, son entreprise la plus florissante, le policier et le magistrat étaient les bienvenus. Une des employées de Ruby déclara plus tard que son patron ne détestait rien plus que la présentation de l'addition à ces hôtes de choix. Est-ce grâce à ce lobbying actif et généreux que les activités illégales de Ruby, de la prostitution aux trafics les plus divers, ne furent jamais contrecarrées par les défenseurs locaux de la loi ? Non, bien sûr, proclamèrent les autorités de Dallas après novembre 1963. À la commission Warren, un de ses amis — au milieu d'une foule d'autres — déclara : « Il était plein de déférence à l'égard des notables et des fonctionnaires, membres de la police et du clergé, personnages officiels, et il aimait s'entourer de personnes bien renseignées et hautement estimées du public. Il pensait que le président des États-Unis était le plus grand homme du monde, non pas à cause de sa personnalité, mais en raison du respect qu'il avait de cette fonction et de son respect pour le gouvernement américain ». Si l'on en croit ce touchant témoignage, Jack Ruby avait toutes les qualités pour devenir un Justicier…

Le rapport Warren s'employa à balayer les rumeurs négatives sur sa carrière. Il affirma qu'il n'avait aucun lien

avec le milieu, ce qui fut démenti par toutes les investigations postérieures, y compris celles du *House Select Committee on Assassinations* qui démontra, pour le regretter, que les enquêteurs de 1963 aient renoncé à se servir d'éléments connus d'eux sur les liens entre Ruby et le crime organisé. Le patron du *Carousel* fut en effet un contact permanent de la mafia à Dallas. Il n'était sans doute qu'un soldat dont on se servait, mais il n'en fréquenta pas moins les patrons du crime organisé du Texas comme Joseph Civello, mais aussi ceux de La Nouvelle-Orléans (Carlos Marcello), de Chicago (Sam Giancana) ou les « gloires nationales » comme Santos Trafficante (très impliqué dans les positions de la mafia américaine à Cuba) ou Jimmy Hoffa, le très controversé patron du syndicat des camionneurs, ennemi mortel de Robert Kennedy. Ruby n'aurait jamais pu travailler à Dallas, dans son domaine comme dans ses activités annexes de paris clandestins, de petits trafics de drogue ou de machines à sous, sans « l'autorisation » de Civello, correspondant local de « capo » Carlos Marcello.

Les enquêteurs non officiels, s'appuyant sur les travaux du HSCA et de son avocat conseil Blakey, montrèrent que tous les contacts de Ruby furent réactivés et intensifiés dans les mois qui précédèrent la visite de John Kennedy à Dallas. Ses relevés de téléphone sont instructifs sur ce point. En octobre 1963, il appela souvent les amis de Giancana, Trafficante et les hommes de main de Hoffa. Il en

reçut même plusieurs au *Carousel*, avant d'être convoqué par Marcello en personne.

Aujourd'hui, plus personne ne songerait sérieusement à nier que l'assassin d'Oswald avait des relations suivies et actives avec la pègre.

Le 24 novembre 1963, la police de Dallas estima avoir recueilli suffisamment de charges contre Lee Harvey Oswald. On décida de le transférer à la prison du comté, sur *Houston Street*, avec vue sur *Dealey Plaza*. Annoncé pour dix heures, le mouvement ne put avoir lieu qu'avec une heure et quart de retard. Sur un signal donné par le capitaine Fritz, on conduisit l'assassin présumé par l'ascenseur, jusqu'au sous-sol du *City Hall*. Une voiture banalisée l'attendait. On avait jugé ce mode de transfert plus sûr. Quelques minutes avant l'arrivée de ce véhicule, un « panier à salade » de la police avait quitté le commissariat. Il était vide et devait servir de leurre.

Plus de cent personnes, dont une bonne moitié de journalistes, étaient présentes pour voir Oswald franchir les quelques mètres qui séparaient la porte de l'ascenseur de la voiture banalisée. À 11 heures 21, alors que la mise en place du dispositif de sécurité n'était pas achevée, tenu sous les bras par les inspecteurs Leavelle — qui avait proposé sans succès d'emprunter un autre chemin afin d'éviter de traverser une foule aussi considérable — et Graves, menotté au premier des deux policiers, l'assassin présumé du président apparut. Quelques secondes plus

tard, Jack Ruby fendit la foule, dirigea son revolver sur l'abdomen d'Oswald et fit feu, une seule fois. Oswald s'effondra sans dire un mot. Graves se jeta sur Ruby, bientôt imité par plusieurs de ses collègues. Le patron du *Carousel* fut promptement maîtrisé et entraîné sous bonne escorte vers les étages supérieurs. En quelques minutes, Oswald fut installé dans une petite pièce du sous-sol, puis dans une ambulance et conduit à l'hôpital *Parkland Memorial*. Il décéda, à 13 heures 07, sans avoir repris connaissance.

Au commissariat de police de Dallas régnait, comme on l'imagine, la plus totale incompréhension et la plus belle panique. Solidement surveillé, Jack Ruby se contenta de déclarer qu'il souhaitait la mort de ce « fils de pute » d'Oswald. Hagard, tremblant et transpirant, il ne retrouva une certaine contenance que lorsque la mort d'Oswald fut confirmée. La plupart des policiers présents avaient depuis longtemps reconnu le meurtrier. Plusieurs d'entre eux révélèrent son identité à la presse dans le sous-sol même du *City Hall*, une ou deux minutes après les faits[92].

Dans la soirée, le *district attorney* Wade organisa une conférence de presse, une des plus incroyables de la série qui ne manquait pourtant pas de piquant jusque-là. Pour lui, il n'y avait aucun mystère. Oswald avait bien assassiné le président. Jack Ruby avait agi, en individu dérangé qu'il était, sur un coup de tête et pour des motifs personnels. Non, Oswald n'avait aucune chance de s'en sortir devant un tribunal. Non, Ruby n'avait pas supprimé l'assassin

présumé pour le faire taire. Pour Wade, l'action publique concernant le meurtre de Kennedy s'éteignait du fait du décès de son meurtrier. Et le capitaine Fritz d'ajouter : « L'instruction relative à la mort du président Kennedy est à présent terminée. »

Tout semblait donc simple, malgré l'éditorial interrogateur du *New York Times*, le 25 novembre : « La honte que tous les Américains ressentent devant l'explosion de folie et de haine qui a abattu le président Kennedy est multipliée par le meurtre monstrueux de son assassin présumé, alors qu'on le transportait d'une prison à l'autre. Les autorités de Dallas, encouragées et aidées par la presse, la radio et la télévision, ont foulé aux pieds tous les principes de justice, en traitant Oswald comme elles l'ont fait. Maintenant, le procès, qui aurait prouvé l'innocence ou la culpabilité d'Oswald selon des critères de justice impartiale, qui sont les piliers de notre démocratie, n'aura jamais lieu. » Le même jour, en réponse aux déclarations de Wade et Fritz, Robert Kennedy fit publier un communiqué dans lequel il faisait remarquer : « L'enquête n'est pas close parce que [l'] assassin présumé a été tué. Nous ne considérerons l'affaire comme close que lorsque nous aurons obtenu les preuves que nous désirons. »

Aussi incroyable que cela puisse paraître, la commission Warren ne modifia pratiquement pas la version initiale. Les mobiles reconnus à Jack Ruby pour l'assassinat d'Oswald furent son amour pour Kennedy, son agacement à la vue du sourire d'Oswald (en fait un rictus quasi permanent), son

souci d'éviter à Jacqueline Kennedy le supplice d'un retour à Dallas pour un procès et le désir d'effacer, par une action d'éclat, la honte faite au Texas par le meurtre du président. Tout au plus concéda-t-on que Ruby avait aussi recherché la publicité et n'avait pas toute sa tête. Dans ses interrogatoires, le patron du *Carousel Club* alla jusqu'à pleurer le sort de « Caroline et John-John », les enfants de Kennedy à présent « privés de leur papa ». Immédiatement après son arrestation, il signa un procès-verbal dans lequel il déclara : « Me croirez-vous ? Je n'avais aucun plan. Je suis arrivé au sous-sol tout juste au moment où Oswald apparaissait au bout du couloir ». Le hasard avait donc « bien » fait les choses. La commission Warren se contenta de cette explication. Pour elle, « aucun élément » ne permettait de dire que l'assassin d'Oswald était membre d'une conspiration. Il n'était proche « ni des pro-castristes, ni des anti-castristes » et n'avait « aucun lien avéré » avec le crime organisé.

Les amis de Jack le Justicier ne manquèrent pas d'ironiser sur le « patriotisme » tardif d'un homme qui, toute sa vie, n'avait eu comme souci que de gagner un maximum d'argent et ne s'était guère fait remarquer pour ses activités au service d'autrui et encore moins de la nation.

Le 27 mars 1967, *Newsweek* publia un billet qu'il avait envoyé à un de ses avocats, Joe Tonahill, et qui montre que ses motivations ont fait l'objet d'une préparation avec ses défenseurs : « Tom Howard[93] m'a demandé de dire que

j’avais tué Oswald pour éviter à Caroline et à Madame Kennedy de venir témoigner à Dallas ».

À ce stade, on pourrait croire avoir tout vu dans l’affaire Kennedy. On n’est, hélas, pas au bout de ses surprises. Le procès de Jack Ruby, du 17 février au 14 mars 1964, alors que l’enquête de la commission Warren battait son plein, fait partie des événements les plus folkloriques du dossier. On en sourirait aujourd’hui, s’il ne fallait se rappeler les enjeux de l’époque, l’effarement d’une partie de la presse (notamment dans tous les pays hors les États-Unis) et de l’opinion devant cette authentique mascarade. Elle illustre d’ailleurs ce que peut parfois offrir le fédéralisme des États-Unis en matière de procédures pénales. Sur ce point, la législation propre au Texas mérite un coup de chapeau appuyé. Le déroulement du procès montre aussi que nul, parmi les officiels de Dallas, à commencer par le procureur Wade et son équipe, n’a cherché la vérité sur l’assassinat d’Oswald. On a, en fait, jugé le particulier Ruby, auteur d’un homicide banal sur un autre particulier du nom de Lee Harvey Oswald. À aucun moment, l’assassinat de John Kennedy n’a pénétré le prétoire. Mieux — ou pis —, l’accusé n’a pas ouvert une seule fois la bouche pendant les trois semaines d’audience. Il n’a pas été interrogé, n’a pas eu à s’expliquer. Les enquêteurs non officiels sur l’affaire Kennedy peuvent, à bon droit, considérer ce procès à la mode texane comme nul et non avenu pour éclairer les circonstances du week-end tragique de Dallas, en novembre 1963.

Dans les premières heures de sa détention, Jack Ruby fut défendu par l'avocat Tom Howard, connu pour être le défenseur des prostituées et des « petites frappes » de la ville. Ce personnage avait eu quelques difficultés avec ses collègues du barreau qui le soupçonnaient d'être proche de la pègre texane et d'avoir été un proxénète. Une procédure de radiation avait été engagée sans aboutir. On notera que Howard était présent dans les sous-sols du commissariat de Dallas au moment de l'assassinat d'Oswald. Trois heures plus tard, il était aux côtés de Ruby et préparait sa défense avec lui. On les laissa seuls de longues minutes et c'est après cet entretien que la version « patriotique et familiale » du patron du *Carousel* fut livrée aux enquêteurs puis à la presse. Ruby se tourna aussi vers d'autres défenseurs, Joe Tonahill, pénaliste vedette du Texas, et, surtout, Melvin Belli, dandy californien connu dans tous les États-Unis, spécialiste des affaires civiles. Vexé, Howard se retira, laissant le champ libre au duo paradoxal Tonahill-Belli[94]. La double ligne de défense de ces derniers était, d'une part, d'obtenir que Ruby soit jugé ailleurs qu'à Dallas et, d'autre part, de plaider la démence. Selon Belli, Dallas ne pouvait juger sereinement l'assassin d'Oswald. La honte qui s'était abattue sur la ville suite à l'assassinat de Kennedy ne pouvait permettre d'examiner le cas Ruby avec la neutralité que réclame toute affaire pénale. De plus, Belli mettait en doute — parfois publiquement — les qualités du système judiciaire texan, ce que les autorités et la population locale prenaient très mal, demandant de quoi se

mêlait cet « étranger ». En ce qui concerne la démence de Ruby, la loi texane faisait obligation aux avocats du défendeur de l'établir. Tonahill et Belli prétendirent que leur client souffrait d'épilepsie psychomotrice, variante rare de l'épilepsie dans laquelle les convulsions sont remplacées par des accès de rage. Les premières expertises ne furent guère convaincantes. En janvier 1964, trois psychiatres trouvèrent même Ruby « normal ». Il fallut faire appel à un spécialiste de Chicago (ville dans laquelle Ruby avait beaucoup sévi et où il comptait des amis), le docteur Gibbs. Il décela des traces d'épilepsie psychomotrice dans les courbes de l'encéphalogramme du patient.

Le 17 février 1964, trois mois après les faits, le juge Joe Brown ouvrit le procès de l'assassin d'Oswald. Face à Joe Tonahill et Melvin Belli, l'accusation était soutenue par Henry Wade et son équipe, dans laquelle on avait donné le rôle moteur au procureur-adjoint Alexander. Nul ne se faisait vraiment d'illusion sur la portée des débats qui allaient suivre. Mais nul ne s'attendait à ce que l'ensemble soit aussi décevant. Frédéric Pottecher, correspondant de la télévision française, a fort bien raconté l'ennui qui avait envahi les centaines de journalistes présents, dès leur arrivée à Dallas et au fur et à mesure de l'avancée du procès. Il ne se passa rien et le brillant chroniqueur en fut réduit à multiplier les papiers d'ambiance[95].

Au Texas, le jury d'un procès criminel est soigneusement sélectionné. La composition de celui du procès Ruby ne prit

pas moins de deux longues semaines. Belli voulut profiter de cette opportunité pour démontrer qu'on ne pouvait juger son client à Dallas. Plus de cent soixante-dix candidats furent ainsi récusés avant que les douze jurés puissent être trouvés. L'avocat de la défense avait éliminé tous ceux ayant admis avoir vu le meurtre d'Oswald à la télévision, car au Texas, un témoin des faits ne peut être juré. Et comme tout le monde ou presque avait vu la scène du 24 novembre au moins une fois, Belli s'amusa beaucoup mais fatigua tous les spectateurs, y compris le juge Brown qui dut se faire remplacer pendant plusieurs audiences… car au Texas, on pouvait aussi changer de juge en cours de procès. Quant à Wade et Alexander, ils récusèrent tous les candidats hostiles à la peine de mort. Ils l'avaient déclaré d'entrée : pour Jack Ruby, ils demandaient la chaise électrique. Lorsque, enfin, le 4 mars, le fond du dossier put être abordé, chaque camp s'en tint à sa théorie. Meurtre avec préméditation pour Wade-Alexander : c'est en voyant, la veille du meurtre, le sourire d'Oswald que l'accusé avait décidé d'agir. Démence et recherche d'un acquittement pour Tonahill-Belli : c'est pris d'un accès subit de rage que Ruby avait sorti son arme et tiré sur l'assassin présumé du président.

Pouvait-on attendre que l'équipe du *district attorney* recherche la vérité ? Pouvait-on croire un seul instant que ceux qui avaient claironné depuis des mois que Ruby ne faisait partie d'aucune conspiration feraient le moindre effort pour rechercher les vrais mobiles du meurtre du

24 novembre ? Certes non, et c'est bien ce qui se passa. Selon la journaliste Dorothy Kilgallen — qui ne fut pas démentie par les autorités —, un accord avait été passé — comme c'est souvent le cas aux États-Unis — entre la défense et l'accusation pour se contenter de débattre sur les faits, sans remonter à aucune autre connexion ou complicité. Lors des brefs débats, rien ne fut fait pour étudier les relations possibles entre Ruby et Oswald, les amitiés troubles du patron du *Carousel*, les moyens qu'il utilisa pour entrer au commissariat le matin des faits. L'honneur du système judiciaire et policier de Dallas était sauf. En revanche, les débats d'experts sur l'épilepsie psychomotrice furent longs et de haut niveau. Chaque partie avait ses spécialistes et chaque spécialiste son avis. Ceux produits par la défense admirent cependant que leurs conclusions souffraient d'une marge d'erreur et de doute. Alexander en profita pour ridiculiser leur témoignage. Chacun attendait, après l'ennui des premières audiences, l'audition de Ruby. Elle ne pouvait être demandée que par la défense car, aux États-Unis, nul ne peut témoigner contre lui-même. Même cet aspect essentiel fut refusé à la vérité. Tonahill et Belli n'appelèrent pas leur client à la barre. Durant tout le procès, Jack Ruby n'ouvrit pas une seule fois la bouche.

Plaidoiries. Réquisitoires. Deux heures et vingt minutes de délibéré. Le 14 mars 1964, Ruby fut condamné à mort. À l'annonce de ce verdict, Belli interpella les jurés avec violence : « Merci, jurés de Dallas pour ce verdict qui est

une victoire du fanatisme ! Nous venons d'assister à une parodie de justice ! [...] Vous avez envoyé la victime expiatoire aux abattoirs de la ville, croyant ainsi effacer la honte de Dallas ! ». La réaction outragée de l'avocat a fait dire que l'accord entre la défense et Wade incluait aussi une condamnation plus mesurée. C'est peu probable. Mais il est vrai en revanche que Belli n'avait rien fait pour justifier sa harangue, et notamment pas permis au coupable de s'expliquer. Quoiqu'il en soit, le Californien décida de faire appel. Il fut entendu deux ans plus tard. Le 5 octobre 1966, la condamnation de Dallas fut cassée et un nouveau procès fixé au Kansas, pour l'année suivante. Dans sa prison, l'assassin d'Oswald jouissait de certaines libertés, pouvant parfois recevoir des visites et utiliser le téléphone. Ses gardiens le disaient dépressif. Il tenta même de se suicider en se pendant. La mort ne voulut pas de lui. Il fit expédier par un co-détenu une lettre de confessions dans laquelle il mettait en cause ceux qui voulaient « la mort des juifs » et Lyndon Johnson, comme acteurs principaux de la mort de Kennedy. En décembre 1966, on apprit que Jack Ruby avait été admis à l'hôpital *Parkland Memorial* pour une pneumonie consécutive à un méchant rhume. Le 3 janvier 1967, il s'éteignait, officiellement d'un cancer des glandes lymphatiques, maladie qui peut être foudroyante, certes, mais dont les symptômes n'auraient pas dû être confondus avec un rhume.

Le procès du Justicier n'avait pas répondu aux questions essentielles. Comment le patron du *Carousel* avait-il pu

s’approcher aussi facilement d’Oswald ? Pourquoi l’avait-il assassiné ?

On comprend mal que les policiers de Dallas aient pu laisser Jack Ruby s’approcher de leur suspect numéro un et l’abattre. Le commissariat de police était-il à ce point ouvert, ce 24 novembre 1963, qu’un simple citoyen pouvait se poster sur la route d’Oswald et ouvrir le feu sans difficulté ? À cette question, les officiels répondirent par la négative : pour le transfert, dirent-ils, les mesures de sécurité avaient été renforcées. Curry et Fritz se montrèrent catégoriques sur ce point, afin qu’on ne puisse rien leur reprocher. S’ils disent vrai, Ruby a bénéficié de complicités à l’intérieur du *City Hall*. La commission Warren renonça à creuser le sujet puisqu’elle disposa très vite d’une version estampillée par Ruby lui-même, après ses entretiens avec Tom Howard. Il était entré dans le sous-sol du commissariat par une rampe d’accès réservée aux véhicules. Il avait pu tromper la vigilance des hommes en faction. Le hasard avait voulu qu’il soit sur la route d’Oswald. Pris d’une crise de rage, il avait sorti son revolver et tiré. Rien ne sembla étonner une commission ravie de posséder une version aussi favorable à ses conclusions préétablies. Elle ne fouilla pas le passé de Ruby. Elle ne s’étonna pas que cet homme soi-disant aux abois, poursuivi par le fisc qui lui réclamait 40 000 dollars, désireux de vendre une partie de ses affaires, ait pu déposer 7 000 dollars en liquide à sa banque au matin du

22 novembre et ait été trouvé porteur de 2 000 dollars supplémentaires au moment de son arrestation. Elle ne s'obstina guère non plus à reconstituer son emploi du temps lors du week-end tragique. Elle se contenta de ce qu'on lui offrit, sans discuter. Quinze ans plus tard, le *House Select Committee on Assassinations* se montra aussi sévère avec cette partie de l'enquête qu'avec les autres conclusions. Il qualifia de « naïves » les conclusions du rapport Warren sur Ruby.

Dans les semaines et les heures qui précédèrent l'assassinat de Kennedy, les agissements et mouvements du propriétaire du *Carousel* furent inhabituels. Il intensifia d'abord ses contacts avec la pègre, ainsi que l'attestent plusieurs témoignages et l'étude attentive de ses relevés téléphoniques. En août, on le vit deux fois à New York et une fois à Chicago. On remarqua qu'il avait multiplié les appels à des membres notoires du syndicat du crime, notamment ceux de Las Vegas. Il expédia un calibre 38 à un ami qui n'en prit jamais livraison et qui lui fut donc retourné. L'automne 1963 fut tout aussi riche. Les appels téléphoniques en interurbain depuis le *Carousel* furent multipliés par vingt et vingt-cinq en octobre et en novembre. Dans le même temps, Ruby reçut dans son club ou alla voir des membres du milieu proches de Johnny Roselli, mafieux de l'Ouest des États-Unis, de Santos Trafficante, chef des activités louches à La Havane d'avant Castro, de Sam Giancana, parrain de Chicago, et de Jimmy Hoffa, patron des camionneurs. Il se rendit à La Nouvelle-

Orléans pour y rencontrer Carlos Marcello et Santos Trafficante. Le 7 novembre 1963, Barney Blaker, assistant de Hoffa appela Ruby, depuis Chicago, pour une conversation de sept minutes. Le lendemain, Blaker rappela encore pendant quatorze minutes, précédé par « Dusty » Miller, chef du syndicat des camionneurs du Sud. D'autres appels tout aussi suspects furent repérés sur les relevés téléphoniques du *Carousel* dans les jours qui précédèrent l'attentat de Dallas. Aucun de ces contacts avec la pègre ne fut approfondi par la commission Warren, bien que le FBI en ait eu vent pendant l'enquête officielle.

Où était Ruby, le 22 novembre 1963, vers 12 heures 30 ? Officiellement, il se trouvait dans les locaux du *Dallas Morning News*, pour régler des problèmes de publicité pour son club. L'immeuble du plus grand quotidien de Dallas donnait sur *Dealey Plaza*. Pendant au moins un quart d'heure, cinq minutes avant et dix minutes après l'attentat, Ruby aurait été laissé seul dans un bureau d'où il pouvait apercevoir *Elm Street*. On s'explique mal que cet « amoureux » de Kennedy ait résisté à sa passion et ne se soit pas posté sur la route de la parade présidentielle pour acclamer son héros. Ici, la commission Warren se contenta de reprendre des témoignages du procès Ruby. Elle ne se donna pas la peine de recevoir et d'interroger elle-même les témoins concernés. De même, elle n'entendit pas ou ne retint pas les dépositions de la demi-douzaine de personnes qui, au contraire, prétendirent avoir vu Jack Ruby autour du dépôt de livres, juste après les coups de feu. Elle prit

même le soin de retoucher avant publication une photo des lieux sur laquelle apparaît un individu qui ressemble comme deux gouttes d'eau à Jack Ruby : sur le cliché de la commission, le visage de ce personnage est tronqué ! On a eu depuis confirmation que Ruby se rendit bien aux environs du dépôt de livres. Au milieu des années 1990, une chaîne de télévision de Dallas se débarrassa en effet de ses rushes d'actualité devenus inutiles ; sur ceux de la journée du 22 novembre 1963, juste après l'attentat, Jack Ruby circule bien autour de l'entrée de l'immeuble.

Immédiatement après l'attentat, Ruby fut pris d'une frénésie téléphonique : il appela sa sœur, son club, des amis. Selon ses interlocuteurs, il se disait effondré par le sort du président. Il se rendit ensuite à l'hôpital *Parkland Memorial*. Il y fut aperçu par deux personnes au moins. L'une d'elle, le journaliste Seth Kantor — qui avait été en poste à Dallas et connaissait bien le patron du *Carousel* — eut même une courte conversation avec lui. La commission Warren n'a pas retenu ce témoignage pourtant solide. En 1977, Kantor publia un ouvrage sur Ruby (*Who was Jack Ruby?)*. À la suite de cette parution, un des conseillers de la commission présidentielle qui l'avait beaucoup combattu en 1963 lui fit savoir qu'il regrettait son attitude de l'époque. Dans son livre, Kantor alla plus loin : selon lui, c'est Ruby qui aurait déposé la « balle magique » sur le chariot où elle fut découverte quelques minutes plus tard.

Toujours le 22 novembre, vers sept heures du soir, c'est — déjà — au commissariat de police de Dallas que Jack

Ruby se fit remarquer. Il croisa plusieurs autres journalistes. Il tenta même d’entrer dans la pièce où Oswald était interrogé. Deux policiers l’en empêchèrent en lui disant : « Tu ne peux pas entrer là, Jack. » Il alla ensuite assister à un office religieux donné à la mémoire du président assassiné. À minuit, il était de retour au commissariat et distribuait des sandwichs à ses amis policiers. Il assista — ainsi que le prouvent les bandes d’actualité de l’époque — à une conférence de presse du *district attorney* Wade. Oswald fut présenté à la presse. Bien qu’armé, Ruby ne tenta rien ce soir-là. Placé au fond de la salle, il n’aurait sans doute pas pu atteindre sa cible, si l’idée lui en était venue. Une fois Oswald sorti, Wade commença à dresser son portrait, affirmant qu’il était membre du *Free Cuba Committee* (organisation anti-castriste). La voix de Jack Ruby s’éleva alors pour corriger : l’assassin présumé était membre du comité *Fair Play for Cuba* (organisation pro-castriste). Comment connaissait-il ce détail et pourquoi rectifia-t-il ? Il ne l’a jamais dit et la commission Warren n’a cherché ni à le lui faire dire ni à en savoir plus.

On s’explique mal aussi l’emploi du temps de Ruby pour le reste de la nuit du 22 au 23 novembre : passage dans les studios d’une station de radio, visite dans un journal de Dallas, excursion nocturne avec des amis pour photographier des affiches politiques hostiles au président de la Cour Suprême, Earl Warren, « grand satan » de l’extrême droite. Pendant cette nuit riche en activités les

plus diverses, Ruby eut encore un contact avec un policier de Dallas, Olsen, fiancé d'une de ses danseuses[96].

La visite de Ruby au commissariat dans la soirée du 22 novembre est la seule que l'intéressé ait reconnue. Il est vrai qu'il pouvait difficilement la nier dès lors que les caméras avaient révélé sa présence. Plusieurs témoignages laissent par ailleurs penser que Ruby se rendit également au *City Hall*, le 23 novembre, vers midi puis vers dix-sept heures, distribuant sa carte aux journalistes de la presse internationale (dont Philippe Labro, à l'époque correspondant de *France Soir*), cherchant des informations sur l'heure du transfert d'Oswald à la prison du comté. Ce même jour, un garagiste de ses amis l'entendit passer plusieurs coups de téléphone dans lesquels il était question de l'assassin présumé de Kennedy. La conclusion d'une des conversations fut : « Vous savez que je serai là ». Le transfert d'Oswald à la prison du comté de Dallas devait d'abord avoir lieu à 16 heures, le 23 novembre. On annonça à la presse que l'opération était repoussée au lendemain, à *10 heures*. Une fois encore, Jack Ruby fut saisi par l'envie de téléphoner. On l'entendit parler d'Oswald, d'armes à feu. Il appela un hôtel de Galveston (ville où se trouvait à ce moment-là David Ferrie, rencontré plus haut) puis l'hôtel *Cabana*, de Dallas. Ruby s'était déjà rendu dans cet établissement la nuit précédente, lors de ses inexplicables pérégrinations. Il y avait rencontré un dénommé Connors, jamais retrouvé. Mais, au *Cabana*, était aussi descendu un certain Braden (ou Brading), homme de main de la mafia[97].

Le 24 novembre au matin, d’après son colocataire, George Senator, Jack Ruby ne se leva pas tôt et ne quitta son domicile que vers 11 heures pour, disait-il, se rendre à son club. D’autres témoins (au moins quatre) affirment avoir croisé le patron du *Carousel* dans les couloirs du commissariat à 10 heures 30, demandant si le transfert avait eu lieu. Sur ce point, la commission Warren s’est réfugiée dans le doute : les versions données par Senator ont tellement évolué que les enquêteurs officiels ont choisi celle qui les arrange le plus. Ils l’ont reconnu implicitement puisqu’ils ont critiqué le « conflit » entre les différents témoignages du colocataire tout en concluant que Ruby avait quitté son appartement fort tard et s’était rendu au *Carousel*. Peu après 11 heures, Ruby se présenta aux guichets de la *Western Union* et expédia un mandat de 25 dollars à une de ses anciennes danseuses, Karen Carlin. Son reçu marque 11 heures 17. Quatre minutes plus tard, il abattit Lee Harvey Oswald. Un tel emploi du temps est possible, la *Western Union* ne se trouvant qu’à un pâté de maisons du commissariat. Selon les partisans du rapport Warren, le fait que Ruby se soit donné si peu de temps pour régler son affaire personnelle et se mettre à l’affût d’Oswald est la preuve qu’il n’avait pas prémédité son forfait. Les chercheurs indépendants rétorquent que, au contraire, cette précision pourrait être le signe d’une parfaite organisation de l’élimination de l’assassin présumé. Lorsque le Justicier est apparu dans le sous-sol, le « grand signal » aurait été donné — alors même que le

dispositif de sécurité n’était pas encore en place. D’autres, comme Blakey (le principal conseiller du HSCA, rappelons-le) et David Scheim (qui a beaucoup emprunté, il est vrai, aux travaux du précédent) ont cherché du côté de Karen Carlin, pour vérifier s’il n’y avait pas une complicité entre elle et son patron. Le *House Select Committee on Assassinations* n’a pu interroger mademoiselle Carlin, et pour cause : elle a été assassinée quelques mois après la condamnation à mort de Jack Ruby[98].

Comment Jack Ruby a-t-il pu pénétrer dans le sous-sol du *City Hall* ? Selon la commission Warren, il aurait trompé la vigilance de plusieurs policiers et emprunté la rampe d’accès, en profitant du passage d’un véhicule. Cette version a été retenue après coup par la police de Dallas qui l’a présentée comme un aveu du patron du *Carousel*. En croisant les procès-verbaux des policiers et leurs déclarations postérieures, on s’aperçoit que Ruby n’a jamais dit une telle chose immédiatement après son arrestation, mais bien après avoir conféré avec son avocat. Par ailleurs, d’après les registres du commissariat et divers témoignages, une douzaine de personnes se trouvaient à la sortie du garage au moment où la commission Warren place l’entrée de l’assassin par la rampe d’accès. Un seul témoin a dit avoir vu un homme passer par là et n’a reconnu Ruby, sur photo, que plusieurs semaines après les faits, tout en précisant ne pas être sûr de ses souvenirs. Le *House Select Committee on Assassinations*, suivant les découvertes de nombreux chercheurs indépendants, a

conclu que la commission Warren s'était trompée et que Ruby était probablement entré au *City Hall* par une porte sur le côté du bâtiment, au préalable débloquée par un complice. Selon les Représentants, ce complice ne pouvait qu'être membre de la police.

Découvrir ce complice serait faire un pas décisif dans la découverte d'une éventuelle conspiration. Cela n'est pas facile, tant Jack Ruby avait de connaissances, d'amis et d'obligés dans la police de Dallas. Après son arrestation, Curry et Fritz ont juré que rares étaient ceux, parmi leurs collaborateurs, qui connaissaient le patron du *Carousel*. Ils ont menti. L'assassin d'Oswald avait ses entrées au commissariat de Dallas et connaissait des dizaines de policiers de la ville. On a déjà dit qu'ils avaient un traitement de faveur auprès des *girls* qui animaient le cabaret. On retrouva dans les papiers de celui-ci un carnet d'adresses comprenant les numéros de téléphone, cartes de visite et coordonnées privées des principaux chefs de la police, non seulement de Dallas, mais aussi d'Austin, d'El Paso, etc. Le *district attorney*-adjoint Alexander (celui qui allait plus tard demander la mise à mort du Justicier), plusieurs adjoints du shérif Decker (lui-même accusé par certains chercheurs d'avoir eu des liens avec la pègre), des collaborateurs directs des principaux responsables de l'ordre et de la loi de Dallas avaient des cartes de membre du *Carousel*, sans parler de ceux qui avaient accès au club sans carte ni bourse délier. La sœur de Ruby affirma même y avoir un jour croisé l'agent Tippit. À titre d'exemple,

l’agent Leavelle (costume blanc, chapeau texan), qui escortait Oswald au moment de sa mort, déclara qu’il reconnut Jack Ruby dès qu’il le vit fendre la foule. Quelques secondes après le meurtre de l’assassin présumé de Kennedy, les journalistes présents furent informés de l’identité du coupable par les policiers présents dans le sous-sol.

Celui qui a ouvert la porte latérale ne pouvait être qu’un des hommes connaissant l’horaire du transfert d’Oswald. Ruby a pu en être informé soit lors d’une éventuelle visite au commissariat, le matin du 24 novembre, soit par téléphone. Selon la police de Dallas, cinq personnes étaient informées de l’heure du transfert : Curry, Fritz et trois de leurs collaborateurs, Harisson, Butler et Dean. Au vu du dossier, on exonérera les deux premiers du soupçon de complicité. Les cas des trois autres policiers ont été étudiés par des chercheurs indépendants et le *House Select Committee on Assassinations*. À divers titres, tous avaient des liens avec Ruby depuis des années.

Harisson, que l’on entrevoit aux côtés de Ruby au début du film de l’assassinat d’Oswald, n’a pas donné d’explications satisfaisantes sur son emploi du temps du 24 novembre au matin. Son itinéraire a pu l’amener vers la porte latérale par laquelle le tueur aurait pu entrer. Il s’est rendu à plusieurs reprises dans une zone où il aurait pu téléphoner sans peine.

Butler n’était pas à son poste au moment de l’assassinat d’Oswald. Il fut remarqué par des journalistes qui le

décrivirent comme agité et nerveux. Il expliqua qu'il l'était, en effet, car il avait « conscience que la sécurité n'était pas assurée ». Nul ne songea à creuser davantage ses déclarations. Il aurait pourtant été passionnant de savoir ce qui lui permettait d'avoir de tels doutes.

Quant au sergent Dean, responsable de la sécurité dans le sous-sol au moment du transfert d'Oswald, son emploi du temps ne révèle rien de suspect, même si une reconstitution minutieuse montre qu'il a eu plusieurs opportunités pour téléphoner sans être dérangé dans la matinée. C'est plutôt son passé qui le rendit suspect aux yeux du HSCA. Bien qu'ayant été l'un des principaux témoins à charge lors du procès de Ruby, il était une de ses très anciennes connaissances. Le *House Select Committee on Assassinations* réussit à découvrir que, par ailleurs, Dean était proche de la mafia et, notamment, de Joseph Civello[99], parrain de Dallas. Les Représentants retrouvèrent également les traces des doutes des conseillers de la commission Warren au sujet des témoignages du sergent de police et se rappelèrent que lors de l'appel du procès Ruby, les propos de Dean avaient été de ceux qui avaient amené les juges à casser le premier jugement. Malheureusement, Dean ne se présenta pas devant le comité et ne put être entendu sous serment. Robert Blakey, avocat conseil du HSCA, a écrit qu'il s'agissait là d'un de ses plus grands regrets.

Comme celui de Kennedy, l'assassinat d'Oswald est donc entouré de mystères et de questions sans réponses.

Heureusement, des enquêteurs non officiels et le *House Select Committee on Assassinations* ont tenté — souvent avec bonheur — d'en savoir plus. Mais qu'en a dit l'acteur principal de cette deuxième partie du drame ?

Hors de son procès, Jack Ruby a été très bavard. Il a beaucoup et trop peu parlé à la fois. Nul n'a cherché à le pousser. Nul n'a voulu savoir ce qu'il voulait dire vraiment. Nul ne l'a même écouté. Il fut interrogé, en juin 1964 — huit mois après les faits ! — , dans sa prison de Dallas, par Earl Warren, Gerald Ford et quelques conseillers — dont aucun de ceux qui s'étaient spécialisés dans les recherches sur le patron du *Carousel*, il faut le noter. À plusieurs reprises, l'assassin d'Oswald a clairement proposé à ses interlocuteurs de l'emmener à Washington. Dans la capitale fédérale, il promettait de tout dire. Ces suppliques figurent en toutes lettres dans les pièces du rapport Warren : « Je demande à aller à Washington […]. Je veux dire la vérité et ici, je ne le peux pas […]. Messieurs, ma vie est en danger ici ». Alors que Ford lui demandait s'il accepterait « d'en dire plus », Ruby confirma son intention. Il demanda à être interrogé hors de la présence de policiers de Dallas et de son avocat, Joe Tonahill. « Je ne peux simplement pas parler ici » — , mais Warren lui indiqua à plusieurs reprises qu'il n'était pas obligé de le faire : « Je veux que vous vous sentiez libre de ne pas témoigner si vous en éprouvez le désir » ou « si vous ne pensez pas qu'il est sage de parler, c'est d'accord ». Il lui indiqua qu'il n'avait aucun moyen de le transférer à Washington. Mais si,

juridiquement, le *Chief Justice* avait peut-être raison, il lui aurait suffi, on s'en doute, de dire haut et fort qu'il voulait Ruby à Washington pour avoir gain de cause ou provoquer une crise suffisamment retentissante pour que les demandes de l'assassin d'Oswald soient satisfaites. Pour cela, il aurait fallu que Warren ait vraiment envie de découvrir si, oui ou non, John Fitzgerald Kennedy avait été victime d'un complot.

Pour clore, citons un passage de l'interrogatoire du 7 juin 1964 qui est, à lui seul, un exemple de la retenue de Warren — pour ne pas dire plus — devant les « perches » tendues :

« *Ruby* : Président Warren, si vous sentiez vos jours menacés, quelle serait votre réaction ? N'hésiteriez-vous pas à continuer de parler, même si on vous demandait de le faire ?

— *Warren (au lieu de le rassurer et de l'encourager à parler)* : Je crois que j'aurais peut-être une hésitation à votre place […]. Je pense que je chercherais à savoir avec beaucoup de précautions si cela me met en danger ou pas. Si vous pensez que ce que je fais ou ce que je vous demande vous met en péril, sentez-vous absolument libre de dire que cette séance est terminée. […].

— *Ruby* : Vous dites que vous avez le pouvoir de faire ce que vous voulez, n'est-ce pas ?

— *Warren* : Exactement.

— *Ruby* : Sans limite ?

— *Warren* : Dans la limite du décret qui établit la commission. Nous avons le droit de prendre la disposition que nous voulons dans ce cadre […].

— *Ruby* : Mais vous n'avez pas le droit de ramener un prisonnier avec vous si vous le voulez ?

— *Warren* : Non, nous avons le pouvoir de convoquer des témoins à Washington si nous le voulons, mais nous avons déjà entendu deux cents ou trois cents personnes à Dallas sans avoir eu besoin d'aller à Washington.

— *Ruby* : Oui, mais tous ces gens ne sont pas Jack Ruby ».

Ainsi, si on ne peut découvrir les motivations et les éventuelles complicités de Ruby dans le rapport officiel, c'est largement parce que Warren lui en a refusé la possibilité, en ne le transférant pas à Washington. Devant le *House Select Committee on Assassinations*, Gerald Ford déclara, en juin 1978 : « Je rendis compte aux autres membres de la commission de l'interrogatoire que nous avions eu […]. Les autres membres adhérèrent à l'idée [de Warren] qu'il n'était pas nécessaire d'amener Ruby de Dallas à Washington et de poursuivre son interrogatoire dans la capitale fédérale ». De même, Warren refusa que l'assassin d'Oswald soit soumis au test du détecteur de mensonges, au motif — justifié — que la marge d'erreur de ce type d'exercice est très élevée. Un conseiller de la commission passa outre et le test fut réalisé tout de même, dans des conditions telles que le FBI (en 1964) et le HSCA (en 1978) refusèrent d'en prendre en compte les résultats

— conformes, dans ses grandes lignes, à la version officielle.

Jack Ruby était un homme bavard, contrairement à ce que son mutisme imposé par la défense à son procès pourrait laisser croire. Il adorait la publicité et les journalistes. C'est donc à ces derniers qu'il fit quelques confidences décousues au cours des entretiens improvisés qu'il accorda lors de ses apparitions publiques. Avant son procès, il déclara : « On ne saura jamais la vérité, ni pourquoi j'ai agi. Les gens qui ont gros à gagner et un motif puissant pour me mettre où je suis, ne laisseront jamais la vérité faire surface ». Lors des audiences devant la Cour d'appel du Texas, interpellé par un journaliste dans les couloirs, il mit en cause « l'homme qui est aux commandes aujourd'hui », incriminant directement le président Johnson. Il est vrai qu'il avait déjà accusé beaucoup de monde d'être derrière l'attentat de Dallas.

Peu avant sa mort, Jack le Justicier accepta de se confier à un psychiatre, Werner Teuter. Il lui déclara que la mort de Kennedy était un coup d'État et qu'il savait qui l'avait organisé. Il ajouta : « On m'a entourloupé pour que je tue Oswald ».

L'assassinat d'Oswald et, partant, la personnalité et les mobiles de Jack Ruby soulèvent donc d'autres questions dans l'affaire Kennedy. Elles ne sont pas toutes restées sans réponses. Le simple déroulement des faits, du sous-sol du *City Hall* de Dallas à la condamnation à mort du meurtrier,

est à lui seul révélateur des incohérences et des imperfections de la version officielle. On doit y ajouter les plaintes adressées par Ruby à ses défenseurs sur des substances non identifiées qu’on lui aurait injectées dans sa cellule, ses déclarations enregistrées par sa famille alors qu’il était à l’agonie — en contradiction avec ses « aveux » antérieurs —, les recherches des enquêteurs non officiels et du HSCA sur ses liens avec les anti-castristes et la mafia, des témoignages divers tendant à montrer qu’Oswald et le patron du *Carousel* s’étaient déjà rencontrés (par l’entremise de David Ferrie?) avant le 24 novembre 1963.

Troisième partie

CONSPIRATIONS

I

À qui profite le crime ?

L’Amérique des années 1960 n’était pas seulement ce qu’elle a montré d’elle-même dans les productions de cinéma et les séries télévisées où la famille, la morale, le bonheur de vivre et le *rock’n roll* représentaient le triomphe des valeurs du « Monde Libre ». La société traversait une période d’opulence due à une forte croissance économique. Sûre de sa force, de son bon droit, de la validité de son modèle, l’Amérique entendait aussi être à la pointe de la lutte contre le communisme et contre toutes les contestations de son schéma triomphant. Mais cette réalité ne doit pas en masquer d’autres, moins glorieuses. L’Amérique des années 1960 était aussi une terre de contrastes et de conflits. La ségrégation raciale continuait à être la règle, notamment — mais pas exclusivement — dans les États du Sud. La violence était une donnée non négligeable du paysage politique. On mourait dans les manifestations de protestation, la police

n’hésitant pas à ouvrir le feu. On assassinait des Noirs et des Blancs au motif qu’ils se battaient pour les droits civiques. L’interventionnisme extérieur des États-Unis était une donnée permanente de la géopolitique de l’époque et les manœuvres en tout genre de la CIA, un secret de polichinelle. Le crime organisé et ses « filiales financières » syndicales occupaient une place de choix dans les bas-fonds tout en ayant à se mêler de grande politique. Cela, les témoins les plus avertis le savaient ou, au moins, s’en doutaient. Ils n’en parlaient pas et ce que les citoyens américains allaient découvrir plus tard n’était guère réjouissant : le fonctionnement opaque et les activités illégales du FBI et de la CIA, la vie dissolue des présidents, les complots ourdis contre les gêneurs à l’étranger, les cabinets noirs, les écoutes illégales, les listes de suspects, etc…

Élu dans ce contexte, John Fitzgerald Kennedy figure sur les deux faces de cette même pièce. Côté pile, l’élan de la « nouvelle frontière », la lutte contre le crime organisé, la recherche d’un mieux-être social et racial, la croisade des États-Unis pour la liberté. Côté face, les mœurs débridées du quadragénaire insatiable, les amitiés et les fréquentations douteuses, les tricheries et les luttes politiques sans merci, les coups tordus en politique étrangère. Les côtés Mister Hyde du personnage restèrent longtemps confinés dans un cercle d’initiés. Ils constituent la toile de fond du drame de Dallas, celle sur laquelle les tenants des théories de la conspiration — dont le très

officiel *House Select Committee on Assassinations* — tentent de découvrir leur vérité.

Et si « JFK » avait préparé lui-même sa mort par son comportement, ses fréquentations et ses pratiques ? Ne faut-il pas rechercher dans sa carrière les inimitiés mortelles qui aboutirent au drame de Dallas ? Au mieux, son exécution — si on ne retient pas la thèse du rapport Warren, on peut utiliser ce mot — n'est-elle pas, à l'inverse, le résultat de son obstination à faire triompher le justice et le droit, contre les forces du mal ? Étudier la carrière du président assassiné, c'est dessiner l'arrière-plan de la recherche de nombre d'enquêteurs. Et si on admet qu'Oswald n'est pas l'unique assassin de Kennedy, si on pense qu'il fut un des exécutants d'un complot plus vaste, on doit se demander d'abord ici plus que dans toute autre affaire : à qui profite le crime ?

Les théories de la conspiration dans l'affaire Kennedy ont rapidement rencontré un vif succès. Il est vrai que les révélations qui suivirent et infirmèrent sur de nombreux points les premières enquêtes encourageaient les sceptiques à ne pas croire au rapport Warren. Si Oswald s'était contenté de tirer quelques coups de fusil sur *Dealey Plaza*, si son arrestation et ses interrogatoires avaient permis de le confondre, nul ne se serait permis de douter de l'efficacité du travail du président de la Cour Suprême et de ses collègues. Mais, voilà, il y eut Ruby. Les mensonges, les contradictions internes du rapport officiel,

les résultats de l'autopsie, le comportement contestable du FBI et de la CIA, tout aurait pu « passer », s'expliquer, être cru, en faisant un effort. Mais Ruby ! L'assassin assassiné en plein commissariat par un patron de bar louche, les enquêteurs qui s'empressent de clore leur dossier et de déclarer l'action publique éteinte en raison de la mort du coupable, le peu d'envie de la commission d'aller au plus profond des choses, il y avait suffisamment de motifs pour mettre la puce à l'oreille. Ainsi fut fait. On se mit à creuser, à mettre le doigt sur les failles du rapport Warren, à trouver de nouveaux témoins, de nouveaux indices, de nouveaux coupables. Les enquêteurs non officiels se mirent en chasse. Ils furent peu soutenus — c'est le moins qu'on puisse écrire — par la presse et le monde de l'édition de leur pays, alors même que la réputation des médias américains, largement surfaite, fait l'admiration de l'étranger. Ils trouvèrent un moment « refuge » en Europe, singulièrement en Angleterre où les liens entre les pouvoirs et les journaux sont moins congénitaux qu'outre-Atlantique. Sans doute moins aveuglée par le mythe de « JFK » et moins convaincue de la division simpliste du monde entre les bons et les méchants que sa consœur américaine, la presse du vieux continent fut à la pointe du combat pour contester la vérité imposée par la commission Warren. Cela lui valut l'inimitié de nombreux auteurs américains qui se demandaient de quoi on se mêlait ici. Puis les doutes commencèrent à pénétrer les esprits aux États-Unis, ouvrant de plus en plus la porte, les colonnes et les rayons

des libraires à des œuvres de remise en cause de la version officielle.

En 1963, toutes les études le montrent, les citoyens américains croyaient à peu près tout ce que leur gouvernement leur racontait. Les journalistes n'échappaient pas à la règle. Luttant pour la liberté, l'Amérique était aussi considérée comme la patrie de la vérité. Dans son ouvrage sur *Les Américains*, André Kaspi exprime bien cet idéalisme : « Pour les Américains [du début des années 1960], point de doutes : ils ont la meilleure constitution du monde [...]. Le citoyen américain n'exprime jamais de philosophie cohérente et globalisante de la vie politique. Il ne craint pas les contradictions, sans doute parce qu'il ne les saisit pas. De là un contentement qui ne surprend pas. À la question : “le gouvernement est-il malhonnête?”, 28 % répondent “pratiquement pas”, 26 % “beaucoup”. “Les hommes publics se soucient-ils de ce que pense le peuple?” “Oui” pour 64%. Enfin, “le gouvernement fonctionne-t-il au bénéfice de quelques-uns ou bien au bénéfice de tous?”, 80 % pensent que c'est au bénéfice de tous. Bel enthousiasme ! ». Les années 1960 et 1970 rééquilibreront la situation. La cote de confiance de la Maison Blanche passera alors de 41 % en 1966 à 14 % en 1978, celle du Congrès de 42 % en 1966 à 10 % en 1978, celle de l'armée de 62 % en 1966 à 29 % en 1978. Il est vrai que le Vietnam, le *Watergate* et les enquêtes parlementaires sur les dysfonctionnements de la démocratie américaine étaient passées par là. Cela ne

signifie pas, d'ailleurs, que les travers des grands médias américains aient disparu : lorsqu'ils supposent que « l'intérêt national » est en jeu, ils peuvent encore se transformer en simple lecteurs des dépêches de la Maison Blanche et du Pentagone. Des exemples récents rappellent que la manipulation est possible et toujours autant recherchée par le pouvoir. Ainsi, en 1989, lors de l'invasion de Panama, pas un seul des grands réseaux de télévision ou des grands journaux n'a remis en cause le bien-fondé de la sanglante et brutale invasion américaine (entre 2 000 et 4 000 civils tués, selon les sources). Il a fallu, là aussi, que des enquêteurs non officiels, soutenus par quelques membres du Congrès, mènent une lutte solitaire pour faire éclater la vérité et les intentions de l'administration Bush-père. Le même phénomène se déroula lors de la préparation de la première guerre du Golfe. Et que dire des mensonges et des pressions grossières, hélas relayées par le gouvernement britannique, de l'administration de Georges W. Bush pour conduire la seconde invasion de l'Irak, triste manipulation dont les effets n'ont pas fini de se faire sentir dans une région à la fois fragile et stratégique.

Pendant des années, en attendant les conclusions du HSCA, la thèse du complot dans l'affaire Kennedy n'a pas été « officielle ». Elle n'en existait pas moins. Elle apparut dès les minutes qui suivirent l'assassinat du président. Le *Secret Service* n'évacua-t-il pas Johnson en cachette de l'hôpital *Parkland Memorial* et *Air Force One* n'adopta-t-il pas un plan de vol particulier pour rejoindre Washington,

comme si l’on craignait une vaste conspiration ? Puis, avec l’arrestation d’Oswald, la version officielle commença à se mettre en place, en dépit du rebondissement du 24 novembre 1963. Vint le rapport Warren, si rassurant pour les uns, si contestable pour les autres. C’est un peu Earl Warren lui-même qui valida la thèse du complot. Lors de la présentation du travail de sa commission, il informa la presse et, à travers elle, l’opinion que de nombreux documents de l’enquête ne pourraient être rendus publics avant longtemps, pour des motifs de « sécurité nationale », qui équivaut, outre-Atlantique à notre raison d’État. De nombreux observateurs se demandèrent en quoi le comportement d’un pauvre fou solitaire comme Oswald ou d’un malade mental comme Ruby pouvaient avoir un rapport avec la sécurité nationale. La porte était ouverte aux spéculations gratuites comme aux recherches sérieuses. Tous ceux qui, dès l’hiver 1963 avaient commencé à mettre en doute la version officielle en furent comme encouragés. Ils découvrirent les failles du rapport : les doutes sur le nombre de tireurs, la nature des blessures de Kennedy et de Connally, l’invraisemblance de la théorie de la balle magique, les témoignages contradictoires sur la provenance des tirs, la présence de personnages suspects sur *Dealey Plaza* au moment de l’attentat, l’incohérence du dossier à charge contre Oswald, les fréquentations douteuses de Jack Ruby, l’inconsistance de ses mobiles, la mollesse des enquêteurs pour emprunter les pistes ne cadrant pas avec la thèse officielle, etc.

L'incurie du système policier et judiciaire fut la première justification des rumeurs de complot. Nous avons passé en revue bon nombre de ces errements, qu'il s'agisse de ceux de la police de Dallas, du *Secret Service*, du FBI, des hommes du *district attorney* Henry Wade ou de la commission Warren. Un tel désastre, qui frappa tous les niveaux du système, était-il le fruit du hasard ou celui d'un accord entre les différents services pour étouffer la vérité ?

Et d'abord, le drame de Dallas et ses suites auraient pu être évités si chaque responsable de la sécurité du président avait fait son travail avec application. Plusieurs faits auraient dû tenir en éveil les hommes chargés de la protection du président. Des rumeurs d'attentats avaient circulé dans les semaines qui précédèrent la visite présidentielle au Texas. À Chicago et à Miami, un vent de panique avait soufflé sur le *Secret Service*, suite à l'interception de conversations téléphoniques menaçantes. Le programme de Kennedy avait dû être modifié. Malgré ces avertissements, aucune mesure particulière ne fut prise à Dallas, ville pourtant fort hostile à la politique de l'hôte de la Maison Blanche. Une unité spéciale de l'armée, cantonnée au Texas, fut laissée au repos, alors que sa mission aurait dû être de compléter le dispositif lors du voyage présidentiel. La police de Dallas et le *Secret Service* se contentèrent d'une inspection insuffisante — la suite le prouva — des immeubles situés sur le parcours de la parade. Alors qu'à l'aéroport, la sécurité était voyante, rien ne fut prévu pour le parcours en ville, ni ordre de fermer

les fenêtres sur le passage du président, ni tireurs d'élite sur les toits, comme cela était déjà la pratique à l'époque. Ne parlons pas de la palissade située sur *Dealey Plaza*, endroit idéal pour une embuscade, qui fut laissée sans surveillance. On admit que, pour passer de *Houston Street* à *Elm Street*, la Lincoln présidentielle négocie à petite vitesse un virage à 120 degrés, alors que les règles prévues par le *Secret Service* lui-même stipulaient que l'angle maximum à admettre était de 90 degrés. Le fait que Kennedy se soit déplacé en voiture découverte et à faible allure n'est pas non plus de nature à rassurer sur la compétence de Roy Kellerman et de ses hommes ce jour-là. Certes, la tournée était électorale et ce genre d'exercice comporte une part de risque plus élevée. Mais on aurait pu néanmoins s'attendre à ce que le *Secret Service* ne se contente pas du minimum. Rappelons encore que, pendant l'attentat, l'agent Greer mit plusieurs secondes à accélérer. Pire, il freina au moment des premiers tirs, ce qui est établi par le film Nix sur lequel on voit les feux « stop » de la Lincoln s'allumer. Seul l'agent Hill eut une réaction professionnelle alors que tous ses autres collègues semblaient avoir l'esprit ailleurs, comme le montrent les photos prises au moment de l'assassinat.

C'est d'autant moins pardonnable qu'on apprit par la suite que l'alerte avait peut-être été donnée par le FBI, dès le 17 novembre 1963. Un télex — dont l'existence ne fut révélée qu'en 1976 — aurait alerté les agences locales : « Menace assassinat président Kennedy à Dallas, le

22 novembre 1963. Diverses informations ont été reçues par le Bureau. Bureau a déterminé groupe révolutionnaire militant pourrait tenter assassiner président Kennedy lors de son voyage […]. » En conclusion, le FBI demandait à ses agents de se montrer vigilants. Après l'attentat, le texte en question — qui donnait cinq jours aux services compétents pour agir — aurait été retiré des dossiers des antennes qui l'avaient reçu. On sait aujourd'hui que le FBI ne prévint personne de la menace qu'il avait pourtant remarquablement identifiée. De même, les autorités de Dallas ne furent pas informées de la tentative d'attentat déjouée à Chicago, au début du mois de novembre. Un ancien *marine* du nom de Thomas Vallee, militant d'extrême droite et virulent critique de la politique de Kennedy, avait été arrêté en possession d'un fusil d'assaut « M-1 ». Le bruit avait circulé qu'un groupe anti-castriste songeait à assassiner le président lors de sa visite dans la ville et que Vallee n'était en réalité qu'un homme de paille qu'on devait compromettre une fois Kennedy mort. Le dossier de cet incident n'avait pas été rendu public par le *Secret Service* et le FBI.

Autre avertissement, le 20 novembre 1963, une prostituée se faisant appeler Rose Cherami fut retrouvée rouée de coups sur une route de Louisiane. Conduite à l'hôpital, elle affirma aux médecins qu'on allait assassiner Kennedy, à Dallas. La jeune femme étant sous l'emprise de la drogue, ils ne prêtèrent pas attention à ses révélations. Après la mort d'Oswald, toujours hospitalisée, Cherami

poursuivit ses accusations : elle transportait de la drogue pour le compte de Jack Ruby, en compagnie de deux individus non identifiés qui lui avaient révélé les projets d'attentat. Comme elle protestait, ils l'avaient frappée et laissée pour morte sur la chaussée. Ayant travaillé dans une des boîtes de nuit de Ruby, elle affirma à la police — enfin prévenue par les médecins — que son ancien patron et Oswald se connaissaient. Selon elle, c'est « le milieu de La Nouvelle-Orléans » qui avait commandité l'assassinat du président. Le HSCA vérifia point par point les déclarations de Rose Cherami et conclut que son témoignage était crédible. Les médecins qui la soignèrent, le 20 novembre 1963, confirmèrent ce qu'ils avaient déjà dit à l'époque. Quant à l'intéressée, elle fut tuée, en septembre 1965, au Texas, par un automobiliste qui ne put éviter son corps inerte en travers de la route.

Dans la même veine, chacun put s'étonner du peu de publicité fait autour des personnages suspects dont la présence, sur *Dealey Plaza* et aux environs, fut révélée au fur et à mesure des diverses enquêtes indépendantes. On a parlé plus haut de la brève arrestation de Braden-Brading et de la présence d'un autre homme aperçu dans le *Dal-Tex Building* au moment des faits. Plus tard, l'étude des films et des photos réalisés le 22 novembre 1963 révéla d'autres curiosités. La première d'entre elles concerne « l'homme au parapluie ». Il est prouvé par des clichés qu'au moment de l'arrivée du cortège présidentiel sur *Dealey Plaza*, un homme ouvrit puis referma un parapluie noir. Connue dès

les mois qui suivirent l'assassinat, cette anecdote — considérée par certains comme la preuve qu'un signal avait été donné pour ouvrir le feu — ne fut pas étudiée à fond par la commission Warren. La presse ayant exhumé l'épisode, quinze ans plus tard, le *House Select Committee on Assassinations* entreprit — sans grands espoirs — de retrouver cette personne au comportement inexplicable, compte tenu de l'absence de risque de pluie et du soleil qui inondait Dallas le jour de la mort de Kennedy. Le miracle se produisit pourtant et un dénommé Louis Stephen Witt se présenta. Il confirma sa présence sur la place au moment des faits et l'anecdote du parapluie. Il témoigna qu'il avait agi de la sorte pour rappeler à Kennedy l'attitude de son père au moment du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Ambassadeur à Londres, Joe Kennedy faisait alors partie des isolationnistes et conseillait que les États-Unis ne fassent pas monter la pression contre Hitler. Witt avait imaginé qu'en agitant son parapluie, il signalerait à « JFK » que son père avait été un adepte… des doctrines de Neville Chamberlain, Premier ministre britannique de l'époque qui portait tellement souvent un parapluie noir qu'on finit par baptiser un tel objet un « chamberlain ». Une autre version fut ensuite présentée : le parapluie représentait le parapluie aérien que Kennedy n'avait pas accordé aux exilés cubains anti-castristes lors de l'affaire de la Baie des Cochons. Le HSCA sembla se contenter de ces explications frisant le ridicule. Il eut moins de chance avec un autre homme, voisin de Witt au moment des faits.

Plusieurs images le montrent porteur de ce qui pourrait être un talkie-walkie. Il s'appelait James Hicks. Il fut convoqué par Garrison au procès Shaw. La veille de témoigner, il fut violemment battu par deux individus non identifiés et déclara que cela n'avait rien à voir avec son témoignage. Il déclara au tribunal qu'il ne portait pas de talkie-walkie. Il ne put être entendu plus tard par le HSCA car, ayant perdu la raison, il avait été enfermé dans un asile psychiatrique.

À part Braden-Brading, d'autres personnes (une douzaine) furent interpellées sur *Dealey Plaza* et aux alentours, juste après la fusillade. La plupart d'entre elles furent relâchées dès l'arrestation d'Oswald et, parfois, la police de Dallas n'a pas conservé de documents les concernant. Les plus célèbres sont les trois « vagabonds » dont on se saisit non loin des voies de chemin de fer, au fond du parking situé derrière la barrière de bois. Les photos prises montrent que, pour des vagabonds, deux des trois hommes sont plutôt bien habillés et bien rasés. Certains auteurs ont fait remarquer que les policiers qui les escortent ne portent pas l'uniforme réglementaire de la police de Dallas. Même si la photo est de mauvaise qualité, les enquêteurs non officiels ont tenté d'identifier les trois hommes. Certains ont cru reconnaître Howard Hunt, célèbre « agent très spécial » de la CIA. D'autres suivirent la piste plus sérieuse de Charles Harrelson, homme de la mafia en rapport avec les services secrets américains[100]. Convaincu, au début des années 1980, d'avoir assassiné un

juge fédéral, cet homme purge actuellement une peine de prison à perpétuité. Il a donné plusieurs interviews dans lesquelles il n'a pas hésité à déclarer qu'il avait quelque chose à voir avec ce qui s'est passé à Dallas, le 22 novembre 1963. La piste s'est arrêtée là. En 1992, le procès-verbal d'arrestation des trois « vagabonds » a été rendu public par la police de Dallas. Il s'agirait de trois hommes sans travail ni domicile nommés Doyle, Geney et Abrams. Les dossiers de leur interrogatoire auraient disparu des archives. Il est très possible que ces hommes n'ont rien à voir avec l'assassinat de Kennedy. On avouera cependant qu'il y avait jusqu'à cette révélation de quoi s'interroger sur les raisons poussant les services de police à conserver ce dossier dans leurs coffres, alors qu'il aurait suffi de les en sortir pour mettre fin à cette polémique[101].

Autre arrestation qui ne donna pas de suite, celle de Jack Lawrence, ancien tireur d'élite de l'*US Air Force*. Employé depuis une dizaine de jours — grâce à de fausses références — chez un vendeur de voitures, Lawrence ne se rendit pas à son travail, le 22 novembre au matin. Son patron s'aperçut qu'il lui avait emprunté un véhicule, qui fut retrouvé plus tard sur le parking derrière la petite barrière de bois, sur *Dealey Plaza*. Lorsqu'il arriva au magasin, dans l'après-midi, Lawrence était ému, pâle et couvert de boue. Ses collègues trouvèrent son comportement si anormal qu'ils appelèrent la police. Lawrence fut arrêté, interrogé et relâché le lendemain matin. On connaît plusieurs témoignages faisant état de

relations qu’il aurait entretenues avec Jack Ruby ou son colocataire, George Senator.

Comme dans tout mystère politique et criminel de bon aloi, l’affaire Kennedy compte aussi un certain nombre de morts plus ou moins suspectes. Elles ont alimenté la chronique du dossier. On doit ici concéder qu’il ne faut rien exagérer. Certes, de nombreux témoins et personnages de la périphérie du drame de Dallas ont quitté ce monde, depuis 1963. Mais, après tout, on peut considérer que les décennies écoulées ont, tout simplement, fait leur œuvre. En plus de quarante ans, il est normal qu’une certaine mortalité se soit installée dans cette population, surtout dans des milieux où les règlements de comptes sont fréquents. On peut néanmoins relever que plusieurs décès ont été enregistrés dans des circonstances troublantes et sont intervenus à des moments opportuns. En dresser une liste (non exhaustive) aboutit à recréer un contexte, pas grand-chose de plus.

Dès les premiers mois de leurs enquêtes, les chercheurs ont pu constater une accélération de la mortalité des témoins et des acteurs, y compris dans leurs rangs. Ainsi, Dorothy Killgallen, célèbre journaliste et adversaire des conclusions du rapport Warren, mourut d’une overdose de somnifères et d’alcool, en novembre 1965, alors qu’elle venait d’interviewer Ruby et prétendait avoir des révélations à faire dans un prochain livre. Ce décès a toujours été considéré comme suspect. Son amie Earl

Smith, avec laquelle elle travaillait parfois, mourut deux jours plus tard, d'une crise cardiaque. Jim Koethe, journaliste au *Dallas Times herald*, avait réussi à s'introduire avant la police dans l'appartement de Ruby et à avoir un entretien à chaud avec George Senator. En septembre 1964, il fut tué par un inconnu dans sa maison. Ses dossiers furent volés. En avril, son collègue Bill Hunter, du *Long Beach Press Telegram*, qui l'accompagnait chez Ruby, le 24 novembre 1963, avait été tué « accidentellement » dans un commissariat de police : un agent avait maladroitement laissé tomber son revolver sur le sol et le coup était parti[102].

Du côté des témoins, les premiers mois furent tout aussi difficiles. Le 12 octobre 1964, Mary Pinchot Meyer fut abattue en pleine rue, à Georgetown : elle avait été l'épouse d'un ancien responsable des opérations spéciales de la CIA en même temps que la maîtresse de John Kennedy. Mona Saenz, du service de l'emploi de l'État du Texas, qui avait reçu Oswald à son arrivée à Dallas fut renversée par un bus (août 1965). William Whaley, le chauffeur de taxi qui avait déposé l'assassin présumé chez lui, le 22 novembre 1963, juste après l'attentat, périt dans un accident de la circulation (décembre 1965). Lee Bowers, qui avait vu ce qui se passait derrière la barrière de bois, connut le même sort, en août 1966, de même que James Worrell qui avait vu un homme s'enfuir du dépôt de livres quelques instants après les coups de feu. Le shérif-adjoint Craig échappa à plusieurs tentatives de meurtre non

élucidées, avant de se suicider (version de la police), en mai 1975.

L'entourage de Ruby ne fut pas épargné par le malheur. Betty MacDonald, danseuse, fut retrouvée pendue (février 1964). Bill Chesher qui déclara que Ruby et Oswald se connaissaient mourut d'une crise cardiaque en mars 1964. Hank Killam, mari d'une des entraîneuses du *Carousel* qui prétendait avoir des informations sur le même sujet, fut assassiné le même mois. Teresa Norton fut tuée par balle (août 1964), comme Karen Carlin et Marilyn Walle (toutes les deux en 1966). Jimmy Levens, tenancier d'un night-club de Fort Worth, qui reprit dans ses entreprises l'ancien personnel de Ruby, ne passa pas non plus l'année 1966.

Après cette première vague de disparitions, les morts violentes de personnages ayant eu un rapport avec l'affaire Kennedy s'étalèrent dans le temps, avec deux pics statistiques : l'enquête de Jim Garrison et celles du Congrès. Dans le premier cas, on eut à déplorer, notamment, le trépas de Harold Russel (témoin du meurtre de Tippit, tué par un policier dans un bar, février 1967), David Ferrie (mort déclarée naturelle mais en réalité suspecte car il était le grand témoin de l'enquête du procureur de La Nouvelle-Orléans, février 1967), Eladio Del Valle (ami de Ferrie, tué par balle et à coups de machette, mars 1967), Mary Sherman (amie de Ferrie, morte dans un incendie, mars 1967), Nicholas Chetas (médecin légiste qui examina Ferrie, attaque cardiaque, mai 1968), Clyde Johnson (témoin à charge de Garrison contre Clay Shaw,

tué par balle, juillet 1969). Moururent de mort naturelle : J. M. English (agent de liaison du FBI avec la commission Warren), Donald Taylor (chargé de l'analyse des empreintes d'Oswald), Alan Belmont (assistant de J. Edgar Hoover) et James Cardigan (documentaliste de l'affaire Kennedy au FBI), Winston Scott (chef de station de la CIA à Mexico en 1963). Au moment des enquêtes du Congrès sur les services secrets et sur les assassinats, disparurent encore Hale Boggs (membre de la commission Warren, accident d'avion inexpliqué, 1972), Dave Yaras (ami de Ruby et relation de Jimmy Hoffa, assassiné, 1974), Sam Giancana (parrain de la mafia de Chicago, assassiné, 1975), Sheffield Edwards (chargé des tentatives d'assassinat de Castro pour la CIA, mort naturelle, 1975), John Roselli (parrain de Las Vegas, assassiné, 1976), George de Mohrenschildt (ami d'Oswald, proche de la CIA, « suicide », 1977), Charlie Nicoletti (homme de main de la mafia, assassiné, 1977), David Morales (parfois soupçonné d'être un des organisateurs cubains de l'assassinat de Kennedy, mort apparemment naturelle, 1978), etc.

Ces disparitions, surtout les meurtres avérés, peuvent avoir d'autres mobiles que de faire taire des témoins ou des suspects de l'affaire Kennedy. Le milieu concerné est souvent le théâtre de sanglants règlements de comptes. Mais on concédera que ce bouquet d'assassinats, accidents stupides, suicides, attaques cardiaques opportunes et autres catastrophes imprévisibles a de quoi surprendre. Encore n'en avons-nous pas donné la liste exhaustive.

Chronologiquement, la première théorie du complot fut celle de la conspiration communiste, et particulièrement cubaine. Dès le 26 novembre 1963, l'ambassadeur des États-Unis à Mexico câbla à Washington que la culpabilité de Castro ne faisait, à ses yeux, aucun doute. Kennedy s'était posé en adversaire de l'URSS et de Cuba. Lors de l'affaire de la Baie des Cochons, il avait autorisé la désastreuse tentative d'invasion de l'île par des troupes soutenues par les États-Unis. Pendant la crise des missiles[103], il n'avait pas hésité à frôler la guerre pour faire plier Castro et ses alliés. Chacun soupçonnait bien que l'Amérique ne restait pas inerte face au dictateur de La Havane, sans pour autant se douter que des complots pour l'assassiner étaient ourdis directement par la CIA. « JFK » gênait donc la conquête de l'Amérique du Sud par les communistes. De là à penser que les Cubains, voire les Soviétiques, l'avaient fait disparaître de la scène, il n'y avait qu'un pas que franchirent allègrement tous ceux qui y avaient intérêt. L'extrême droite américaine — qui ne portait pourtant pas Kennedy dans son cœur — fut la première à hurler au complot « rouge » : Oswald était un communiste qui avait agi seul, certes, mais avec le concours idéologique et logistique des ennemis des États-Unis. Les publications de la *John Birch Society* ne se privèrent pas d'accuser ce qu'elles appelaient « la Conspiration » — c'est-à-dire l'« Internationale communiste » — d'être derrière le crime de Dallas. Mais

les partisans de Robert Welch ne furent pas les seuls à brandir la menace d'une tentative de subversion. Le chef du contre-espionnage de la CIA, James Angleton, tenta de persuader son homologue du FBI, William Sullivan, de la complicité de Moscou. Le président Johnson lui-même utilisa à plusieurs reprises la menace d'une guerre nucléaire pour justifier les errements de la commission Warren et l'étouffement progressif de l'affaire. À l'appui de cette thèse, on peut citer le refus d'Earl Warren d'autoriser ses conseillers à enquêter auprès des autorités cubaines — notamment au sujet du voyage d'Oswald à Mexico — au motif qu'on ne pouvait demander des informations à un gouvernement qui était « un des principaux suspects ».

Warren et ses collègues furent pourtant rassurés par la communication qui leur fut faite de quelques réalités diplomatiques. En 1963, en coulisses, Kennedy, effrayé par les conséquences possibles d'un nouvel affrontement direct avec Cuba, tentait de négocier une forme de rapprochement ou, au moins, un pacte de non-agression visant à neutraliser l'île et à la mettre hors du champ des menées soviétiques. Des contacts informels mais prometteurs avaient eu lieu à New York comme à La Havane où « JFK » avait dépêché des émissaires. Adlaï Stevenson, représentant des États-Unis à l'ONU, avait été autorisé à tester les possibilités d'accord. Devant la bonne volonté manifestée par ses interlocuteurs — qui se concrétisa notamment par la libération, moyennant indemnités, des prisonniers de la Baie des Cochons —, il fut

décidé d’aller plus loin. Jean Daniel, alors journaliste à *L’Express*, reçut de Kennedy la mission de porter un message d’ouverture à Castro, lors d’un de ses déplacements à La Havane. Le 19 novembre 1963, de longs entretiens entre le journaliste et le leader cubain commencèrent. Peu de temps auparavant, à Miami, pour compléter le message, Kennedy avait annoncé que si Cuba renonçait au soutien de l’URSS, « tout devenait possible ». Le 22 novembre, Jean Daniel et Castro travaillaient ensemble lorsque le téléphone sonna : on venait de tirer sur le président américain qui était très sérieusement touché. Castro parut très troublé et triste : « Tout va changer, soupira-t-il, […] la guerre froide, les relations avec la Russie, l’Amérique latine, Cuba, la question noire […]. C’est une mauvaise nouvelle. » Le lendemain, on commença à diffuser l’information selon laquelle Oswald était « castriste ». Sans attendre, le leader cubain prit la parole à la télévision nationale, déclarant que, selon lui, l’assassinat de Kennedy, contre qui il n’avait « aucune haine », avait été selon lui fomenté par des « ultraconservateurs » américains associés à des anti-castristes. Il était hors de question qu’il porte le chapeau[104].

La piste cubaine fit long feu. Le rapport Warren, refusant de creuser toutes les hypothèses contraires à sa thèse de l’assassin solitaire, n’y fut pas étranger. Par ailleurs, chacun pouvait constater que l’intérêt politique pour Cuba et l’URSS de la disparition de Kennedy avait été

nul. L'anti-communisme de l'administration américaine s'était radicalisé avec l'arrivée à la Maison Blanche de Lyndon Johnson, tant face à Castro qu'au Vietnam. De plus, si les communistes avaient été derrière l'attentat, ils n'auraient sans doute pas choisi, pour le réaliser, un homme comme Oswald. Son passé en URSS, son engagement apparent auraient trop ouvertement désigné ses commanditaires. Toutes les tentatives de retour au complot communiste se soldèrent par des échecs. En 1964, la CIA conclut que, bien que deux témoins aient affirmé avoir vu Oswald recevoir de l'argent du consul de Cuba à Mexico, la piste n'était pas sérieuse. En 1967, en pleine affaire Garrison, le FBI tenta de relancer les soupçons mais dut admettre qu'il n'avançait pas en terrain solide. Le *House Select Committee on Assassinations* semble avoir mis un point final à toute supputation. Pour conclure que les communistes n'avaient pas fait assassiner John Kennedy, il disposa d'un témoin imprévu : Fidel Castro en personne.

Pour obtenir leur collaboration, Robert Blakey, principal conseiller du HSCA, et Louis Stokes, président du comité, négocièrent discrètement avec les autorités cubaines, fin 1977. Celles-ci se montrèrent favorables à une enquête des Représentants américains sur leur sol. Fin mars 1978, une délégation du Congrès et ses conseillers s'envolèrent pour La Havane. Aux dires des membres du HSCA eux-mêmes, les castristes firent preuve d'un excellent esprit de coopération. Ils semblaient décidés à effacer définitivement

tout soupçon à leur égard dans l'affaire Kennedy. Des documents furent exhumés, des témoins retrouvés, des réunions de travail tenues. À chaque fois, le ministère de l'Intérieur cubain montra un grand zèle à satisfaire les demandes des Américains. Rassuré sur les intentions des enquêteurs de Washington, Castro les convoqua, le 3 avril 1978. Il accepta de répondre à leurs questions. Il précisa que ses propos de septembre 1963, rapportés par un journaliste américain et constituant une menace contre Kennedy, étaient généraux et ne concernaient pas la vie du président des États-Unis. Il rappela qu'il connaissait bien Kennedy comme adversaire et n'avait aucun intérêt à lui voir substituer une nouvelle équipe qu'il mettrait du temps à appréhender. Il nia enfin avoir jamais déclaré que ses services secrets lui avaient rapporté des menaces proférées par Oswald lors de ses visites dans les locaux diplomatiques cubains. Il confirma enfin qu'à l'époque du drame de Dallas, des négociations discrètes étaient menées à l'ONU entre son représentant et celui des États-Unis, en vue d'un spectaculaire rapprochement[105]. Autre signe de la bonne volonté cubaine, interprété par le HSCA comme une des preuves que La Havane n'avait rien à se reprocher, Castro autorisa deux consuls cubains qui avaient pu connaître les projets d'immigration d'Oswald à se rendre à Washington pour témoigner en séance publique. Le *House Select Committee on Assassinations* conclut que Cuba n'était pas complice de l'assassinat du président Kennedy. Au début des années 1990, le gouvernement Eltsine

accepta de transmettre à l'administration Clinton une partie de sa documentation sur Oswald et les échanges entre dignitaires au moment de l'assassinat de Kennedy. On n'y trouve rien de suspect[106].

À l'époque où le Congrès enquêtait sur l'assassinat, la « piste » communiste a connu un petit rebondissement avec la publication, en 1977, de l'ouvrage du chercheur anglais Michael Eddowes, *The Oswald file* (*Le dossier Oswald*). L'hypothèse émise par cet auteur prêterait à sourire s'il elle n'avait connu d'importantes suites allant jusqu'à l'exhumation du cadavre de l'assassin présumé de Kennedy. Eddowes posait une seule question : Oswald était-il Oswald ? En d'autres termes, l'homme qui émigra en URSS et celui qui en revint sont-ils une seule et même personne ? Il répondait par la négative et écrivait que l'homme arrêté à Dallas, le 22 novembre 1963, était un sosie envoyé aux États-Unis par le KGB. C'est donc Moscou qui était derrière la mort de « JFK ». C'est en examinant le rapport d'autopsie d'Oswald que l'auteur britannique avait été frappé par les différences entre la description du corps du « vrai Oswald » et celui de l'« imposteur » de Dallas. Il utilisait en outre des dires de la famille Oswald déclarant ne pas avoir « reconnu » le fils ou le frère à son retour de Minsk, tant il avait changé, maigri, perdu ses cheveux. Il avait interrogé des témoins, notamment la veuve de George de Mohrenschildt et d'autres exilés russes qui considèrent que le russe parlé par Oswald était d'une impeccable perfection, loin d'une langue apprise par un autodidacte.

Ce faisceau de questions ébranla la famille Oswald. Eddowes réussit à convaincre Marguerite Oswald et Marina qu'il avait raison. Après bien des péripéties judiciaires, le 4 octobre 1981, la tombe du cimetière Rose Hill fut ouverte et le corps examiné dans un centre médical de Dallas. Les médecins conclurent qu'ils avaient bien entre les mains les restes de Lee Harvey Oswald. La dentition correspondait. Les cicatrices recherchées étaient bien à leur place. La taille était la bonne. Le dossier était donc clos. Mais les entrepreneurs de pompes funèbres qui avaient opéré en 1963 contestèrent les conclusions des médecins. Ils s'étonnèrent de ne pas retrouver leurs scellés. Ils affirmèrent qu'avec le cercueil hermétique qu'ils avaient choisi et le soin avec lequel ils avaient embaumé Oswald, ses restes n'auraient pas dû être en état de décomposition. Une contre-expertise eut lieu qui confirma les premiers résultats.

Dans l'affaire Kennedy, lorsqu'on veut savoir à qui profite le crime, on ne peut manquer de s'interroger sur le rôle de Lyndon Johnson. C'est bien lui qui, en devenant le trente-sixième président des États-Unis, a été le premier et immédiat bénéficiaire de la mort de son prédécesseur. Dans son *JFK*, Oliver Stone va même jusqu'à le mettre en scène dans une réunion de conspirateurs qui concluent que pour maintenir la grandeur de l'Amérique, ses positions stratégiques au Vietnam et les bonnes affaires du complexe militaro-industriel, il faudrait éliminer le gêneur de la

Maison Blanche. Longtemps suggérée, la thèse de la complicité de Johnson a pris un tour plus construit avec la parution, en 1991, de l'ouvrage de Craig Zirbel, *The Texas Connection*. Pour bâtir son livre, Zirbel s'appuie autant sur des faits avérés que sur des impressions invérifiables. Il désigne les pétroliers texans comme principaux commanditaires et Robert Blaker, secrétaire de Johnson, comme cheville ouvrière de l'opération. En France, les travaux du journaliste William Reymond, bien introduit dans les milieux américains de l'affaire, vont dans le même sens.

Lyndon Johnson était un personnage étonnant. D'origines assez modestes, il ne dut son ascension politique qu'à une volonté de fer doublée d'une utile absence de scrupules. Menteur, tricheur, voleur, calculateur, tel est en quelques mots le portrait qu'en dresse Craig Zirbel. Il force le trait, certes, mais on doit constater que Johnson était loin d'être un ange. Doté d'un ego surdimensionné, hostile aux intellectuels (« Je n'ai pas lu un seul livre depuis ma sortie du collège », déclarait-il), il ne rêvait que d'une chose : entrer à la Maison Blanche[107]. Professionnel de la politique, il ne se sentait à son aise que dans les milieux proches de la conquête du pouvoir. Il sollicita donc l'investiture de son parti pour la présidentielle de 1960. Battu par Kennedy, il réussit à se faire choisir comme vice-président, en raison de sa grande connaissance des mécanismes parlementaires et, surtout, parce qu'il était texan. Il put ainsi attirer sur le patricien de la côte est les

voix des démocrates du Sud — y compris les plus conservateurs — et contribuer de façon décisive à l'élection de celui qu'il appelait presque gentiment « le blanc-bec », lorsqu'il avait décidé de maîtriser sa coutumière grossièreté.

Pour Zirbel, c'est dans le passé de Johnson, son ambition, sa haine des Kennedy — la rumeur voulait que le sénateur George Smalthers allait être choisi à sa place pour faire équipe avec « JFK » en 1964[108] — qu'il faut chercher ses mobiles. Il rappelle d'abord les zones d'ombre de la carrière du Texan, ses violations des lois « morales », la multiplication de ses adultères, son goût pour l'alcool. Il étudie les tricheries aux élections dont l'intéressé se serait rendu coupable et les affaires louches dans lesquelles il aurait trempé : pots-de-vin pour l'octroi de marchés publics, enquêtes fiscales (stoppées par Roosevelt), fortune personnelle bâtie malhonnêtement (évaluée à sa mort entre 15 et 20 millions de dollars), etc. Outre qu'il ne s'entendait pas avec Kennedy, Johnson craignait de nouvelles révélations sur ses mœurs. Deux scandales le touchant menaçaient d'éclater : les affaires Estes (du nom d'un de ses amis soupçonné d'avoir fait assassiner un agent du ministère de l'agriculture[109]) et Baker (du nom de son collaborateur direct convaincu d'avoir touché des pots-de-vin et de l'en avoir fait bénéficier). L'une et l'autre enquête allaient être mises en sommeil une fois Johnson à la Maison Blanche.

Craig Zirbel fait remarquer que l'assassinat de Kennedy a été perpétré au Texas, l'État de Johnson, dans lequel il avait beaucoup d'amis, à commencer par le chef de la police de Dallas, Jesse Curry, les principaux pétroliers et le personnel politique. Il insiste — un peu lourdement — et surinterprète les manières cavalières du trente-sixième président, exigeant d'emprunter *Air Force One* pour rentrer à Washington, débattant longuement avec les assistants de Kennedy pour quitter l'avion le premier, sans réserver cet honneur à la dépouille du président assassiné, expulsant le secrétariat de son prédécesseur de la Maison Blanche dès son installation, etc. Enfin, Zirbel remarque que c'est Johnson qui mit fin à toute enquête sérieuse en créant la commission Warren, qu'un de ses conseillers intervint auprès des autorités locales pour qu'on ne pousse pas trop loin les investigations, qu'il prépara, au nom de la présidence, le voyage au Texas et définit avec les autorités locales le trajet de la parade présidentielle. Zirbel et Reymond ont enfin recueilli le témoignage d'une ancienne maîtresse de Johnson, Madeleine Brown, qui affirmait l'avoir entendu dire qu'il avait fait disparaître son rival[110].

Peu étayée, la thèse de la culpabilité de Johnson ne résiste pas à l'analyse en l'état actuel de ce que l'on sait. Certes, le Texan voulait devenir président et avait peu de chances de l'être du vivant de Kennedy. Mais cela n'est pas suffisant pour qu'il se soit transformé en commanditaire d'un assassinat. Si tel avait été le cas, il aurait fallu monter un scénario encore plus compliqué pour le couvrir. Aucune

piste actuelle ne le met en cause directement. Qu'il n'ait pas beaucoup pleuré sur le sort de son prédécesseur ne change rien à l'affaire. Mais il est tout aussi certain qu'il eut très peur pour sa vie dans les heures qui suivirent l'attentat de Dallas. Tous les témoins décrivent son angoisse et sa terreur, à l'hôpital *Parkland*, à bord d'*Air Force One*, voire à l'arrivée à Washington. S'il avait été commanditaire du meurtre, il n'aurait pas été aussi effrayé à l'idée d'une vaste conspiration visant à neutraliser l'exécutif des États-Unis. Sans doute contestable, le personnage de Johnson ne cadre pas avec un complot aussi diabolique, même s'il a profité du crime et infléchi ensuite la politique de son pays.

Continuons la revue des conspirations possibles avec trois autres hypothèses.

La conspiration des pétroliers texans, alliés au Conseil des Citoyens de Dallas, a connu un certain succès à la fin des années 1960. Son mobile est politique et économique. Sur le plan politique, le leader des pétroliers, H. L. Hunt était réputé être un activiste d'extrême droite, sponsor des efforts les plus divers pour lutter contre le communisme envers lequel Kennedy lui semblait trop tendre. On sait que son fils Lamar participa au financement et à la rédaction des pamphlets anti-Kennedy parus dans le *Dallas Morning News* ou distribués sous forme de tracts, le 22 novembre 1963. Il n'en fallait pas plus pour qu'il soit accusé d'avoir financé une conspiration. Il y avait aussi un intérêt

économique immédiat : le projet de réforme fiscale de Kennedy visant à faire perdre à l'industrie du pétrole le bénéfice d'un texte ancien prévoyant pour elle un dégrèvement fiscal de près de 30%. Un des assistants de H. L. Hunt déclara plus tard que son patron disait souvent que « l'Amérique vivrait mieux sans Kennedy » et que le milliardaire connaissait Oswald et son épouse, ce qui paraît invraisemblable. On se demande bien en effet pourquoi un magnat du pétrole aurait pu prêter attention à l'ancien *marine*. De toute façon, si, comme c'est probable, les « pétroliers » ont souhaité l'éviction de Kennedy (ce qui ne veut pas dire qu'ils ont voulu le tuer), ils n'ont sans doute pas réglé les détails techniques de l'exécution du projet. Il leur aurait fallu l'aide de spécialistes.

Autre cible des enquêtes indépendantes : l'extrême droite américaine et, singulièrement, texane. Depuis quarante-cinq ans, on a pris l'habitude de dire que l'attentat contre Kennedy ne pouvait avoir lieu ailleurs qu'à Dallas, ville réputée pour la violence de son opposition à tout progrès social ou racial. C'est oublier l'affolement des services de sécurité à Miami (où c'est l'interception de conversations téléphoniques d'un leader d'extrême droite qui a mis le FBI en émoi) et, surtout, à Chicago — bien loin de Dallas — lors d'autres visites présidentielles. Quoiqu'il en soit, Dallas apparaît bien, après coup, comme un des endroits propices pour tuer Kennedy. L'extrême droite y était spécialement haineuse à son endroit et possédait sans doute les moyens d'organiser un attentat, par exemple en

se servant des réfugiés anti-castristes. On reprochait à Kennedy de vouloir se rapprocher des pays de l'Est européen, d'être sans volonté au Vietnam et, surtout, de n'avoir pas su profiter des crises de la Baie des Cochons et des missiles pour débarrasser le continent des menaces castriste et communiste. « Vous êtes un traître ! », résumait-on alors sur les banderoles les plus hostiles au président. De plus, cet « aristocrate » de l'Est prétendait garantir les droits civiques des « nègres » et soutenait de plus en plus ouvertement le combat du révérend Martin Luther King pour les développer. Le Sud ne pouvait le supporter. Si l'on retient la thèse de la conspiration, on doit donc, pour la suite, garder un œil ouvert sur l'extrême droite.

Et Richard Nixon ? Aujourd'hui disparu, il a retrouvé, dans la mort, une image digne et polie, grâce à une entreprise de réhabilitation qui va jusqu'à la négation de ses travers et de ses activités troubles. Le *Watergate* ne fut, en quelque sorte, que le bouquet final d'une carrière qui avait valu à Nixon le surnom de « Tricky Dick », ce qui peut aussi bien vouloir dire « Richard le Rusé » que « Richard des Coups Tordus ». On ne prête qu'aux riches, c'est bien connu. Alors pourquoi ne pas prêter aussi un rôle dans l'assassinat de Kennedy à l'homme qui, après tout, fit travailler dans le cambriolage du *Watergate*, et paya pour leur silence, des individus comme Howard Hunt et ses complices anti-castristes. Des enquêteurs non officiels se sont lancés sur cette piste. Ils ne sont pas revenus

complètement bredouilles… mais n’ont rien réussi à prouver. En résumé, Nixon se trouvait à Dallas, au matin du 22 novembre 1963, sur l’invitation de Pepsi-Cola, firme de tout temps proche du pouvoir nixonien. Il quitta la ville deux heures avant l’arrivée de celui qui l’avait vaincu en 1960. Dans les années 1970, grâce à la loi sur la liberté de l’information, un chercheur obtint la copie d’un rapport du FBI datant de 1947 et concernant un certain Jack Rubenstein (dit « Ruby »). L’homme était à surveiller avec précaution, disait la note, car il travaillait comme informateur du sénateur Nixon. Interrogé, le FBI déclara que la note était… un faux. Que faisait un faux dans les dossiers de John Edgar Hoover ? Alléchés par cette découverte, les chercheurs tentèrent d’en savoir plus. En vain. Tout au plus peut-on aujourd’hui s’attarder sur des coïncidences et sur la proximité entretenue, à certains moments de sa vie, par Richard Nixon avec des personnages louches.

Pendant toute sa carrière, le « rusé » Richard bénéficia du soutien et de l’amitié de bon nombre de commensaux plus que supposés du crime organisé. Des dizaines de témoignages l’attestent. Pour l’anecdote, on relèvera que Frank Sinatra soutint Nixon lors de la campagne de 1968. Ce fut la première fois que l’interprète de *Stranger in the night* se rangea dans le camp républicain. Plus curieusement, on a déjà dit qu’en 1960, Nixon bénéficia de l’aide des camionneurs de Jimmy Hoffa. Ami de Bebe Rebozo, un des hommes de liaison entre la mafia et la CIA,

soutenu par James Crosby, patron des intérêts de la mafia dans le tourisme, employant directement dans l'équipe qui cambriola l'immeuble du *Watergate* des hommes à mi-chemin entre les services secrets et le crime organisé, Nixon renvoya l'ascenseur et, contre l'avis de la justice américaine, grâcia Hoffa, en 1971, après quatre ans de prison, sur les treize qu'il aurait dû accomplir.

Une autre coïncidence frappante est le nombre de personnes ayant servi la commission Warren à avoir travaillé pour Richard Nixon et son équipe, notamment au moment du *Watergate* : Charles Shaffer (employé administratif de la commission, assistant de John Dean, conseiller du président), Joseph Ball (conseiller juridique de la commission, assistant de John Ehrlichman, conseiller du président), David Bellin (avocat de la commission, coordinateur des avocats de Nixon), Arlen Specter (avocat de la commission, défenseur de Nixon devant la commission parlementaire), J. Lee Rankin (avocat de la commission, « éditeur » des fameuses bandes enregistrées par Nixon à l'insu de ses visiteurs). On relèvera que, lors du choix du procureur spécial qui devait enquêter sur le *Watergate*, Nixon proposa successivement Rankin et John Mac Cloy (ancien membre de la commission Warren) avant d'accepter la nomination de Leon Jaworski (ancien représentant de l'*attorney general* du Texas auprès de la commission Warren). On n'oubliera pas, bien sûr, de rappeler que le vice-président des États-Unis choisi par Nixon, après la démission de Spiro Agnew, fut Gerald Ford,

membre de la commission dont un des titres de « gloire » fut d'avoir participé à l'interrogatoire de Ruby et d'avoir soutenu *mordicus* la thèse de la balle unique.

La disparition de Kennedy ne changea rien aux soucis de ses ennemis. Pour les pétroliers ou l'extrême droite, sa mort ne pouvait signifier la fin de la politique de la Maison Blanche. Johnson ne fit pas machine arrière sur tous les dossiers que lui légua son prédécesseur. Il accéléra même certaines des réformes les moins agréables aux notabilités et aux militants de Dallas, en matière fiscale comme en matière raciale. Quant à Nixon, on ne comprend pas trop les mobiles qui l'auraient poussé à prendre le risque de tremper dans une telle conspiration. À l'époque de l'assassinat, il vivait en marge de la politique et, même s'il préparait un *come-back*, la mort de Kennedy ne le servait que très indirectement.

Le seul point sur lequel l'assassinat eut un impact quasi immédiat fut la rupture des conversations américano-cubaines. Deux puissances avaient un intérêt vital à voir s'accélérer cette évolution de la politique américaine : la mafia et une partie de la CIA. Elles sont aujourd'hui les principales accusées dans l'affaire Kennedy.

II

La mafia et l’assassinat de John Kennedy

Le 19 juin 1975, par une chaude soirée, dans sa maison de la banlieue de Chicago, Sam (dit « Momo ») Giancana entreprit de terminer sa journée en se faisant plaisir. Il mit une poêle sur le feu, y fit chauffer un peu d’huile et y jeta quelques grosses saucisses. Il alla ensuite ouvrir la porte à quelqu’un. Peut-être était-ce un ami. C’était en tout cas une connaissance car Momo le laissa entrer sans difficulté. L’homme était-il venu partager les belles pièces de charcuterie à l’ail qui commençaient à brunir ? Non, car sa mission était autre : ce soir, la carrière du parrain de la mafia de Chicago devait prendre fin. Des coups de feu retentirent. D’abord touché à la nuque, Sam Giancana fut achevé d’une balle dans la bouche. Avait-il trop parlé ? Voulait-on éviter qu’il en arrive là, à quelques jours de sa comparution devant une commission sénatoriale d’enquête sur les activités illégales et les liens avec le crime organisé

des services secrets américains ? Aujourd’hui encore, on ignore les vrais mobiles de l’élimination du chef de clan.

Quinze ans plus tard, Samuel et Chuck Giancana, respectivement neveu et frère du gangster, décidèrent d’exorciser leur peur du passé et voulurent « réhabiliter » leur nom, à défaut de pouvoir faire apprécier — tout de même ! — l’œuvre de leur parent. Ils publièrent *Double cross*, paru en France sous le titre de *Notre homme à la Maison Blanche*. Passionnante biographie d’un des parrains les plus célèbres de son époque, cet ouvrage a aussi, pour nous, une saveur particulière. Entre les lignes, on y devine qui a fait assassiner Giancana, et pourquoi. De plus, y figurent des aveux du parrain concernant l’assassinat de Kennedy : « Nous l’avons fait », aurait-il confessé à son frère. En 2005, la famille récidiva avec un nouvel ouvrage : *JFK and Sam*.

Cette littérature révèle que Momo en savait beaucoup sur les activités para-politiques de la mafia et ses alliances avec la CIA. Convoqué devant une commission sénatoriale d’enquête, il représentait un danger, même si cet homme n’était pas du genre à révéler les secrets de l’organisation du crime. Il fallait pourtant ne prendre aucun risque et qu’il n’ait plus jamais l’occasion de le faire. Selon ses parents, c’est donc pour le faire taire en quelque sorte à titre préventif qu’on l’a exécuté, dans la plus pure tradition mafieuse. Le scénario et l’arme du crime (un calibre 22) ne correspondent pas pourtant aux méthodes habituelles de la mafia. Chuck et Samuel Giancana y voient une pratique

volontaire de tueurs ayant voulu que les initiés les reconnaissent. On s'étonna, à l'époque, de la facilité avec laquelle on avait pu entrer chez Giancana et l'assassiner. Sa maison était, en effet, sous l'étroite surveillance du FBI. Avant même qu'on lui ait posé la question, la CIA publia un communiqué alambiqué pour dégager sa responsabilité dans « l'effacement » de son ancien allié… car Giancana avait beaucoup travaillé avec les services officiels.

La sortie de *Double cross* n'a pas fait l'effet d'une bombe. Depuis de nombreuses années, le soupçon de l'implication du crime organisé dans le complot qui tua Kennedy avait été proclamée par plusieurs chercheurs, et non des moindres.

Le plus fameux est G. Robert Blakey. Principal conseiller du *House Select Committee on Assassinations*, cet homme connaît l'affaire Kennedy sur le bout des doigts. Il a largement participé à la rédaction du rapport final de la commission d'enquête du Congrès, tout en ressentant de l'insatisfaction. Le HSCA, dit Blakey, ne pouvait pas tout dire et ne pouvait pas désigner les commanditaires de l'assassinat de Kennedy sans preuves formelles. Or, les Représentants jugèrent qu'elles faisaient défaut et Blakey respecta leur jugement. Une fois libéré des obligations liées à sa mission, cet ancien assistant de Robert Kennedy publia, dès 1981, avec le concours de Richard Billings, autre ancien conseiller du HSCA, un ouvrage intitulé *The plot to kill the president* (*Le complot pour tuer le président*). Il y accusait, cette fois sans détour, la mafia

d’être au cœur du complot. D’autres auteurs le suivirent, tel David Scheim, dont un ouvrage a été traduit en français. Certes, avant eux, beaucoup s’étaient intéressés aux agissements de la mafia au moment de l’attentat de Dallas, ne serait-ce qu’en raison du rôle de Ruby dans l’affaire. Mais jamais un tel faisceau d’indices n’avait pu être réunis, à partir du travail colossal du HSCA. Aujourd’hui, l’idée que la mafia a fait assassiner Kennedy est fort répandue. Blakey est cependant critiqué par les autres enquêteurs, en dehors même du cercle des défenseurs du rapport Warren. C’est le cas de Jim Marrs, un des plus tenaces pourfendeurs de la version officielle, au motif que Blakey dédouane ainsi les services officiels américains. Rien n’est simple dans l’affaire Kennedy.

Quel pourrait être le mobile de la mafia dans l’assassinat de Kennedy ? Les tenants de cette version affirment que le président aurait fait des promesses non tenues au crime organisé. Les attaques de Robert Kennedy contre les intérêts vitaux de « l’honorable » société et la politique cubaine de son frère auraient redoublé la colère des gangsters.

L’ascension des Kennedy avait été rapide. Arrivée d’Irlande en 1848, cette famille avait mis moins d’un siècle pour s’imposer comme l’une des plus influentes du pays, bien avant l’entrée d’un des siens à la Maison Blanche. À Boston, un des premiers Kennedy américains, Patrick, créa un petit fond bourgeois, grâce au commerce de l’alcool.

Son fils, Joe, né en 1888, entra à Harvard en 1912. Il devint, deux ans plus tard, le plus jeune directeur de banque des États-Unis et du monde. Il épousa Rose Fitzgerald, la fille du maire de Boston. Le couple eut neuf enfants, dont John (né en 1916), Robert (1925) et Edward (1932). Joe Kennedy s'installa à New York et y bâtit en quelques années une immense fortune. Pour y parvenir, il spécula sur les actions et sut empocher ses bénéfices, juste avant le krach de 1929. Il profita ensuite de la fin de la prohibition en investissant dans la production d'alcool. Fortune faite, il prit le chemin de Hollywood, le temps de séduire Gloria Swanson, de produire quelques films et de gagner quelques millions de dollars de plus. Dans les années 1930, il se tourna vers la politique. Il représentait déjà une des grosses fortunes du pays. Il ne lui manquait que le pouvoir. Il fit tout pour l'obtenir. Il apporta son soutien financier à Roosevelt qui n'en conçut aucune reconnaissance. Rêvant parfois à la vice-présidence, Joe Kennedy dut se contenter de l'ambassade des États-Unis à Londres. Il y transforma sa famille en modèle de santé, de joie de vivre et d'union. Il devint un des enfants chéris des actualités filmées de son temps, ce qui contribua à le faire encore mieux connaître, voire à le populariser. Ses positions politiques finirent cependant par lui nuire. Prônant l'isolationisme, voire le compromis avec Hitler, il fut sèchement rappelé à Washington, en 1940. Il consacra alors toute son énergie et sa fortune à aider ses fils à gravir les échelons. La Seconde Guerre mondiale lui arracha son

premier grand espoir avec la mort au combat de son aîné, Joe Jr. John prit le relais. Sa réussite fut fulgurante et trouva son apothéose le 21 janvier 1961, avec l'entrée — toujours en famille, avec sourire et verni de bonheur — à la Maison Blanche. Lors du défilé inaugural, passant devant la tribune où se tenait son père, le nouveau président se leva dans sa décapotable et souleva son chapeau pour le remercier de tout ce qu'il avait fait pour lui. Sans lui, « JFK » n'aurait jamais été plus qu'un sénateur comme les autres.

La vie de Joe Kennedy fut une cascade de réussites et de rencontres. Elle fut aussi une suite de compromis et d'échanges. Pour lui, « l'important [était] d'être le premier ». Les moyens mis en œuvre pour y parvenir ne l'embarrassaient pas. Cet esprit conquérant l'amena à avoir, dans sa carrière, des fréquentations peu avouables, tous les biographes de la famille Kennedy en conviennent. À Boston, à New York et à Hollywood, il eut besoin d'amis bien placés dans les affaires et proches de tous les pouvoirs. Il entra donc presque naturellement en relation avec la mafia américaine, alors jamais loin des deux cercles. Lorsqu'il se mêla de commerce d'alcool, il fut en contact avec Frank Costello et Meyer Lanski, figures légendaires de la pègre. À la fin de leur vie, l'un et l'autre ont confié à des journalistes qu'ils avaient travaillé pendant la prohibition avec le père du président assassiné[111]. Frank Costello avait coutume de dire : « J'ai aidé Joe Kennedy à devenir riche ». Les collaborations entre le père du

président et le crime organisé ne cessèrent plus. Un de ses partenaires de golf, pendant les années 1930, fut John Roselli, un des principaux parrains de Las Vegas. Son agent d'affaires à Chicago était un homme de la mafia… qui mourut d'ailleurs assassiné. Joe eut ainsi des liens étroits — et pas seulement sur les terrains de golf — avec Sam Giancana, de Chicago. Ce dernier et ses amis auraient rendu « des services », y compris pour favoriser l'ascension politique, voire l'élection à la présidence de John Kennedy. Au moins une conversation téléphonique entre Giancana et Roselli fut enregistrée par le FBI, laissant penser que le crime organisé avait reçu une aide financière pour soutenir la campagne de « JFK ». Parallèlement — car il n'est pas conseillé de mettre tous ses œufs dans le même panier —, on a démontré que Jimmy Hoffa soutint aussi Nixon.

Kennedy fut porté à la Maison Blanche par la plus faible majorité qui soit. Il aurait suffi que quelques dizaines de milliers de voix se déplacent pour que son adversaire soit vainqueur. Pendant les semaines qui suivirent l'élection, les républicains vérifièrent les décomptes et le déroulement des élections. Dans l'Illinois et au Texas, il s'était en effet passé « quelque chose ». Dans le second État, des milliers de votes furent annulés. On apprit aussi que dans la région de Chicago, les hommes de Giancana, dirigés sur place par Skinny d'Amato (par ailleurs célèbre propriétaire d'un club d'Atlantic City), avaient distribué beaucoup d'argent et convaincu nombre de leurs amis de voter et faire voter pour le candidat démocrate qui ne l'emporta dans l'État

que de 9 000 voix[112]. À cette époque, Momo commença à répandre le bruit que Joe Kennedy lui avait demandé de l’aider à porter son fils au pouvoir, qu’il l’avait soutenu, qu’il avait désormais « un homme à la Maison Blanche » et entendait bien récolter le fruit de ses efforts. Autre facteur de rapprochement, à partir de février 1960, John Kennedy et Sam Giancana eurent une maîtresse en commun : l’envoûtante Judith Campbell[113]. La jeune femme avait été présentée au candidat par Frank Sinatra, ami des Kennedy et proche de la pègre de Las Vegas à qui il devait une partie de son succès. Après l’élection, Giancana disait parfois à sa maîtresse (qui l’a raconté dans son autobiographie) : « Si je n’avais pas été là, ton petit ami ne serait pas à la Maison Blanche ».

Ainsi, par l’intermédiaire du vieux Joe mais aussi par ses propres errements, John Kennedy était entouré de personnages douteux. Il ne le détestait pas. Ce monde ressemblait à celui qu’avait fréquenté son père et, issu d’une famille où la compétition était la principale raison de vivre, il avait envie de le dépasser. Joe avait eu Gloria Swanson, fréquenté Costello et Lansky. Il aurait Marilyn Monroe dans son lit et Giancana et consorts comme alliés[114]. « JFK » n’hésita pas à rencontrer Momo à plusieurs reprises. Judith Campbell a raconté qu’elle avait organisé plusieurs rendez-vous, y compris après l’élection de novembre 1960. Elle servit aussi de messager entre ses amants et John Roselli, en transportant parfois des enveloppes au contenu mystérieux. Elle aurait aussi remis

une valise de billets aux mafieux de Chicago, pendant l'élection de 1960, pour financer leurs menées électorales. Le crime organisé aurait ainsi payé une partie des efforts entrepris pour convaincre d'abord les électeurs démocrates de désigner Kennedy pendant les primaires, puis les électeurs tout court de le choisir comme président. Un rapport du FBI, de mars 1960, ne laisse planer aucun doute sur ces affaires : « Des membres du milieu […] Joe Fischetti [un associé de Giancana, NDLA] et d'autres gangsters non identifiés soutiennent financièrement et font d'actifs efforts pour assurer la nomination comme candidat démocrate à la présidence du sénateur John F. Kennedy […] pour assister la campagne du sénateur […] ». De même, des rapports du FBI font état de contacts entre le futur-président et Meyer Lansky, à Cuba, en 1957.

L'ensemble de ces épisodes a été dévoilé et, pour la plus grande part, vérifié dans les années 1970, après la parution de l'ouvrage de Judith Campbell, *My Story* (1977) et l'ouverture de certaines archives du FBI. Les biographes des Kennedy ne les passent plus sous silence depuis cette époque, ne tenant en l'espèce aucun compte des serments, main sur le cœur, des membres de la famille comme Edward Kennedy[115]. Les anciens de la Maison Blanche autant que les proches de Giancana ont confirmé ces relations « contre nature » du président des États-Unis avec des parrains. Une commission d'enquête du Sénat s'est aussi penchée sur les liens étroits entre l'administration Kennedy et la mafia. Dans les années 1960,

nul ne se doutait, en dehors de cercles restreints, que les frasques du président pouvaient aller jusque-là. On savait dans les milieux de Washington que son père avait bâti sa fortune avec les moyens du bord, que son fils trompait sa femme et que le *glamour* de la Maison Blanche était une image vendue aux magazines et inoculée aux électeurs. Nul n’osait en faire état publiquement. L’Amérique de l’époque était naïve parce que ses dirigeants, aidés par une presse bien moins combative qu’on le dit, jouaient la carte de la discrétion sur leurs travers. Cette naïveté bafouée explique sans doute la rigueur absolue avec laquelle les mœurs des hommes politiques, et singulièrement des présidents, sont aujourd’hui passées au crible. Le président Clinton en sait quelque chose. Les affaires de cœur et de sexe passionnent l’opinion. Leur divulgation et la place qu’elles finissent par prendre dans l’actualité permettent souvent de ne pas parler d’autre chose.

À l’époque de la présidence de Kennedy, un homme était néanmoins au courant de tous les détails : J. Edgar Hoover, le directeur du FBI. Depuis qu’il était devenu un personnage public, le fils de Joe était suivi (on connaît aujourd’hui des photos prises par ses « anges gardiens » lors de sorties nocturnes). Évidemment, Giancana, Roselli, Sinatra et autres étaient eux aussi surveillés. Lorsque Hoover apprit que le président fréquentait Judith Campbell, il laissa d’abord faire pour emmagasiner quelques éléments puis demanda un rendez-vous à la Maison Blanche. Il informa le locataire de la nature des liens de la jeune

femme avec Sam Giancana, des ennuis de Sinatra avec un casino qu'il gérait et du danger que cela pourrait représenter pour la sécurité des États-Unis et, bien sûr, pour la réputation de leur chef. Le directeur du FBI, qui détestait le président et son frère, possédait à présent un moyen de pression sur eux : il savait. Kennedy feignit de découvrir les liens entre sa maîtresse et le milieu[116]. Il rompit avec elle, éloigna Sinatra de la Maison Blanche… tout en continuant à travailler avec Giancana.

Parallèlement à ces bonnes relations avec la pègre et de façon pouvant apparaître paradoxale, l'administration Kennedy entreprit une campagne sans précédent contre le crime organisé. C'est le ministre de la Justice, Robert Kennedy qui dirigea ce qui fut présenté comme une croisade. Dès les années 1950, le jeune homme avait déjà été à la pointe du combat. Il entraîna dans son sillage le futur président qui accepta de siéger dans une commission sénatoriale dont il était l'implacable conseiller. En février 1961, le nouveau ministre de la Justice annonça que la lutte contre le « syndicat » allait être intensifiée et n'hésita pas à se heurter violemment à J. Edgar Hoover qui soutenait que ce type d'intervention n'était pas de la compétence de la police fédérale. La bête noire de Robert Kennedy était Jimmy Hoffa, patron du syndicat des camionneurs, *The International Brotherhood of Teamsters* (littéralement : la confrérie internationale des rouliers), le syndicat le plus riche du monde.

Porté à la présidence de l'organisation en 1957, Hoffa avait su faire profiter ses amis de la mafia de la richesse de la caisse de retraite de la profession, estimée à près de trois milliards de dollars. Les *teamsters* adhérents avaient, sans le savoir, des parts dans les casinos de Las Vegas et, plus largement, finançaient les activités de la mafia en blanchissant l'argent des trafics. Robert Kennedy choisit de s'attaquer à cette puissance. Il ne le fit probablement pas sans avoir d'abord apprécié le bénéfice politique qu'une telle déclaration de guerre pourrait rapporter à sa famille et à son frère, alors en marche vers la présidence. Robert Kennedy n'était pas l'idéaliste qui a souvent été peint par ses supporteurs. Il était un froid politicien, un spécialiste de la carte et des méthodes électorales, un stratège incomparable. Si, par exemple, il s'engagea à fond, en 1968, dans la lutte pour la défense des minorités, c'est autant par conviction que parce que la disparition de Johnson de la course à la Maison Blanche lui avait enlevé un bouc-émissaire essentiel à son discours et que l'émotion suscitée par l'assassinat de Martin Luther King pouvait être canalisée et récupérée.

En 1957, le sénateur John Kennedy participa donc à la commission MacClellan, appelée aussi « comité des rackets », dont l'objet était notamment d'enquêter sur les malversations des *teamsters*[117]. Cet engagement valut un regain de notoriété aux deux frères et leur ouvrit les antennes de la télévision pendant de longues heures. L'affrontement verbal entre Robert Kennedy et Jimmy Hoffa

lors d’une des audiences de la commission est resté célèbre. Les deux hommes se toisèrent et s’invectivèrent devant les caméras. Finalement, Hoffa ne fut pas poursuivi, même si la commission MacClellan conclut que le pouvoir exorbitant concentré entre les mains du président des camionneurs était une menace pour le syndicat lui-même et pour le gouvernement. Dès cet instant, les Kennedy comptèrent dans la pègre un implacable ennemi. Hoffa apporta son soutien à Nixon, en 1960. La victoire du candidat démocrate et, pire, l’arrivée au ministère de la Justice de son jeune frère lui fit dire à l’un de ses proches : « Inutile de me dire qu’à présent, il va se mettre en chasse de mon scalp ». Et ainsi fut fait. Robert Kennedy créa un groupe spécial destiné à lutter contre le crime organisé et le racket. Il avait en effet constaté que J. Edgar Hoover ne mettait guère de zèle à empêcher la pègre de prospérer[118]. On sut, à la fin des années 1970, que le directeur du FBI avait lui aussi des liens avec une partie de la mafia (les hommes de Lanski, notamment) et la ménageait[119]. Robert Kennedy créa son groupe d’intervention quasiment hors de la hiérarchie de Hoover et parvint à augmenter considérablement le budget consacré à la lutte contre la mafia. Évitant au départ d’affronter les troupes de Giancana, le ministre de la Justice ne put empêcher ses hommes (dont Robert Blakey faisait partie) de piétiner les plates-bandes des alliés de Hoffa. Rapidement, les inculpations (environ trois cents) se mirent à pleuvoir contre les dirigeants du syndicat des camionneurs et Jimmy

Hoffa se vit signifier plusieurs poursuites pour fraude fiscale, subornation de jury, détournement de fonds.

Les frères Kennedy s'étaient attaqués à d'énormes intérêts aux ramifications « systémiques » dans la société américaine. Si John souhaitait surtout en profiter pour sa popularité, son image et sa réélection, son cadet avait fini par s'identifier à la « croisade ».

Le 20 novembre 1963, Robert Kennedy donna une réception au ministère pour son anniversaire. Il s'adressa à ses collaborateurs, les félicitant d'avoir fait autant de choses en si peu de temps. Il avoua que ces efforts étaient de nature à assurer la réélection du président. Au premier rang des succès, il plaça la lutte contre Hoffa. Le lendemain, le ministre de la Justice et ses hommes entraient en séminaire pour deux jours. L'objet de leur réunion était de réfléchir à une intensification de la lutte contre le crime organisé. Le 22 novembre vers midi, le sujet arriva sur Sam Giancana et Chicago. Robert Kennedy proposa une pause pour le déjeuner et partit pour sa résidence de Hickory Hill, en Virginie, non loin de Washington. Le téléphone sonna. J. Edgar Hoover annonça qu'on venait de tirer sur le président et que son état était inquiétant. Puis vint la nouvelle de la mort de « JFK ». Dans l'après-midi, le ministre confia à Edwin Guthman, son attaché de presse : « Je pensais qu'ils auraient l'un de nous […]. Je pensais que ça serait moi ». Quelques semaines plus tard, il renouvela cette déclaration à son proche conseiller, l'universitaire Arthur Schlesinger. Pour lui, il y avait peu de

doutes qu'Oswald ait été impliqué. Mais il considérait comme certain qu'il faisait partie d'un complot. Il le confia aussi à Johnson lors de plusieurs conversations téléphoniques, allant même jusqu'à lui demander s'il n'était pas pour quelque chose dans la mort de son frère[120].

Robert Kennedy demanda à un de ses collaborateurs du ministère de la Justice d'enquêter discrètement pour savoir si Hoffa n'avait pas manigancé l'élimination du président. Ce collaborateur, Daniel Moynihan, conclut que le patron des *teamsters* n'était pas directement lié au complot. En public, Robert Kennedy cacha toujours ses doutes et déclara ne jamais avoir lu le rapport Warren[121]. « Ce dédain pour la commission fut interprété par certains comme le signe que le sujet était trop pénible pour lui ; mais d'autres y virent la preuve qu'il ne pouvait pas poser trop de questions de peur des réponses qu'il pourrait obtenir », écrivent Collier et Horowitz, dans leur ouvrage fondamental, *Les Kennedy. Une dynastie américaine*. En privé, il en allait tout autrement. Il doutait des conclusions du rapport Warren mais, disent ceux qui l'ont approché, il n'avait pas d'opinion bien arrêtée sur les commanditaires de la mort de son frère. Il mena ses propres recherches. C'est ainsi, par exemple, qu'il se rendit à Mexico, à l'automne 1964, pour rencontrer les témoins du voyage d'Oswald. Au moment de l'enquête de Jim Garrison, il envoya aux nouvelles son ancien collaborateur Edwin Guthman et renouvela ses demandes d'information après la mort de Martin Luther King (avril 1968). Une autre fois, il

demanda à son attaché de presse Frank Mankiewicz s'il pensait que Garrison « savait quelque chose ». Mankiewicz lui répondit : « Non, mais je crois qu'il y a quelque chose. » Et Robert Kennedy de conclure : « Moi aussi. Suivez l'affaire ». Pourtant, le 25 mars 1968, à l'université de San Fernando, alors qu'il commençait sa campagne pour l'investiture dans la course à la Maison Blanche, Robert Kennedy fut interrogé par des étudiants sur les conclusions du rapport Warren et les enquêtes postérieures. Il tenta d'éluder les questions, mais les jeunes gens insistèrent. « Vous m'accablez », leur dit-il. Puis, voyant qu'il ne pourrait pas éviter le débat, il lâcha prise : « Allez-y, posez vos questions ». Un étudiant se lança : « Allez-vous autoriser l'ouverture des archives ? ». Il répondit : « Personne n'est plus intéressé que moi de savoir qui est responsable de la mort du président Kennedy. Je ne rouvrirai pas le rapport. Je sais tout ce qu'il contient. Je me contenterai du rapport Warren. » En privé, il tenait un discours opposé. Ainsi, il confia à des proches que « seul le président » pourrait ordonner une reprise de l'enquête[122] et il espérait bien être celui-ci. Il y a quelques années, Frank Mankiewicz déclara que « RFK » pensait que Carlos Marcello avait quelque chose à se reprocher dans la mort de son frère.

Les mêmes remarques sont valables pour Edward Kennedy. Dans son livre *The Senator* (*Le sénateur*), Richard Burke, son ancien collaborateur écrit : « Au fond de lui, le Sénateur se posait des questions. En public, il se réfugiait

dans la réponse traditionnelle de sa famille : l’enquête avait été bonne et il admettait les conclusions du rapport Warren. Lors de conversations privées, j’appris que certains des enfants [Kennedy] avaient une opinion différente. Joe Kennedy tendait vers la théorie de la conspiration et pensait qu’un groupe était responsable de la mort du président et avait aussi tué son père, Robert. » À un des témoins de *Dealey Plaza*, Ed Hoffman, qui lui avait écrit en 1975, Ted Kennedy répondit : « Ma famille est consciente des différentes théories concernant la mort du président Kennedy, comme elle est informée des spéculations qui ont surgi depuis la mort de Robert Kennedy. Je suis sûr que vous comprendrez que ces spéculations continuelles sont pénibles pour les membres de ma famille. Nous avons toujours accepté les conclusions de la commission Warren et n’avons aucune raison de remettre en question la qualité des efforts de ceux qui ont enquêté sur la mort de Robert Kennedy ». Dans ses Mémoires (2007), le dernier des frères Kennedy ne consacra que quelques lignes aux deux assassinats qui avaient endeuillé sa famille. Il apprit la mort de John alors qu’il présidait, comme plus jeune sénateur, une séance de sa chambre. Un de ses collègues, blême et ému, lui murmura à l’oreille qu’il fallait qu’il le suive pour venir voir « quelque chose ». Edward écrit qu’il comprit immédiatement qu’on allait lui apprendre une mauvaise nouvelle. On le conduisit devant un téléscripteur qui déroulait des dépêches d’agence. C’est ainsi qu’il apprit ce

qui s'était passé à Dallas. Il n'en dit guère plus dans ses Mémoires et surtout pas sur ses pensées intimes, pendant et après l'assassinat. La mort de Robert est traitée de façon aussi brève. Dans les deux cas, Edward Kennedy reprend la thèse familiale : il n'a rien à dire de plus que les thèses officielles.

L'implication de la mafia (ou des anti-castristes dans le cadre d'un accord mafia-CIA) dans le meurtre des frères Kennedy pourrait expliquer la position de la famille. Creuser dans cette direction serait mettre à jour les liens entre Joe et le crime organisé, les frasques et les alliances contre nature de John, la possible « responsabilité » de Robert (par son obstination) dans la mort du président. Le mutisme est donc la règle chez les Kennedy, malgré les doutes émis en privé et les quelques « coups de gueule » des enfants de Robert : son fils aîné a ainsi pris violemment la parole lors de l'inauguration de la Bibliothèque Kennedy de Boston, à la fin des années 1970, pour fustiger les compromissions de la société politique avec les activités les plus inavouables. Il faudra donc encore attendre pour savoir ce que le « clan » de Boston pense vraiment de l'assassinat de « JFK », du rapport Warren et de ses suites. Il est peu probable qu'on en apprenne davantage avec les cassettes vidéo enregistrées par Jacqueline Kennedy, décédée le 19 mai 1994 : elles ne seront rendues publiques, sauf décision contraire de la famille, qu'en 2067.

Les vagues provoquées par la guerre quasi personnelle de Robert Kennedy contre Hoffa finirent par toucher d'autres rivages que ceux du président du syndicat des camionneurs. Se prenant au jeu, le ministre de la Justice lança, dans toutes les directions, une opération anti-crime organisé. « Si nous n'attaquons pas le crime organisé avec des armes et des techniques aussi efficaces que les leurs, ils nous détruiront », avait-il écrit dans son ouvrage *L'ennemi intérieur*[123]. Les caïds du milieu furent placés sur écoute, surveillés jour et nuit par le FBI (qui en profita pour intercepter des conversations entre John Kennedy et Judith Campbell) dans le cadre d'un « programme de surveillance électronique ». Les procédures se succédèrent à un rythme soutenu. Carlos Marcello, parrain de La Nouvelle-Orléans (arrêté puis exilé au Guatemala avant de pouvoir rentrer aux États-Unis), Santos Trafficante, ancien parrain de Cuba replié en Floride, John Roselli, de Las Vegas, et bientôt Sam Giancana, de Chicago, ne purent plus dormir tranquilles… alors que, parallèlement, la CIA s'était alliée à eux pour faire chuter Castro. Même pour des parrains patients et habitués à la politique, il y avait quelque chose de déroutant dans les activités de l'administration Kennedy. Les médias louaient les activités du ministre de la Justice et, par ricochet, l'énergie de son frère. L'objectif politique de la lutte contre le crime organisé était atteint. Sans doute aussi les Kennedy voulaient-ils montrer à la mafia que, bien qu'ayant été aidés par elle, ils ne lui devaient rien et que « JFK » n'était pas « leur homme ». Le message fut clair :

19 actes d'accusation fédéraux contre les membres du crime organisé en 1960, 121 en 1961, 96 condamnations en 1961 et 101 en 1962. L'offensive de 1962 fut très violente. Partout, la police fédérale fit irruption dans les activités des amis de Sam Giancana. Près de 2 000 poursuites furent engagées. Robert Kennedy et ses hommes utilisèrent surtout les procédures fiscales pour confondre leurs adversaires. À l'*Internal Revenue Service*, branche de l'administration du Trésor spécialisée dans la lutte contre la fraude, le nombre de journées de travail consacrées aux investigations contre le crime organisé passa d'environ 9 000 en 1960 à 96 000 en 1963.

Ceux qui pensent que la mafia joua un rôle dans l'assassinat de Kennedy y voient un mobile suffisant. Au départ, les mafieux auraient voulu se débarrasser de Robert Kennedy. Mais cela aurait donné une bonne raison à son frère pour amplifier encore la lutte et anticiper sur les chantages possibles concernant ses anciennes relations avec le crime organisé. Ils auraient donc décidé de frapper la tête. Une fois le président éliminé, il y aurait peu de chance que Lyndon Johnson conserve « RFK ». Il était même peu probable qu'il poursuive la lutte contre le crime à ce niveau. Le calcul, s'il a eu lieu, n'était pas mauvais. C'est exactement ce qui se passa, après le 22 novembre 1963.

Dans son ouvrage *The crime confederation* (*Le syndicat du crime*), en 1969, le spécialiste new-yorkais Ralph

Salerno écrivait : « L'organisation du crime a sa propre conception de la justice. Si la mort de quelqu'un [lui] rapporte plus qu'elle ne [lui] fait perdre, qu'il soit flic ou président des États-Unis, c'est un homme mort[124]. » Le « syndicat » du crime disposait à l'époque de l'assassinat de Kennedy — comme aujourd'hui, peut-être — d'une « commission » centrale réunissant ceux qu'on appelait les « patrons ». C'était là l'héritage de la structure mise en place par Lucky Luciano dans les années 1930. En 1963, la commission était composée de Geraldo Catelena (remplaçant de Vito Genovese, emprisonné), Thomas Lucche, Carlo Gambino et Joseph Bonano (New York), Joseph Zerilli (Detroit), Stefano Magaddino (Buffalo), Angelo Bruno (Philadelphie) et Sam Giancana (Chicago). On peut donc parler de crime *organisé*, contrairement à ce qu'a longtemps estimé J. Edgar Hoover. La commission eut sans doute à connaître des plaintes qui affluaient du pays entier contre la politique des frères Kennedy.

Chez les proches de la mafia, Jimmy Hoffa ne fut pas le moins actif. Dès le début de la présidence Kennedy, il commença à chercher le moyen de faire chanter la famille au pouvoir. Rapidement, il connut tout des habitudes et des travers de ses ennemis. La vie intime du président lui fournit un joli plan d'action. Puisque John ne pouvait se passer de femmes, il fallait lui en fournir et l'espionner. La liaison entre le président et Marilyn Monroe fut, dans ce projet, une occasion rêvée. La jeune femme, amie de Sinatra, connaissait personnellement des membres

influents du milieu, dont Sam Giancana. Hoffa se disait que s'il parvenait à compromettre le président ou son frère, il leur proposerait un marché, à quelques mois des élections de 1964 : soit ils abandonnaient la « guerre », soit il dévoilait tout, photos et enregistrements à l'appui. À Los Angeles, la villa de Peter Lawford, acteur de seconde ordre et beau-frère des Kennedy, était un des lieux de rencontre de Marilyn et du président. Elle fut placée sous surveillance et truffée de micros. La résidence de la star connut le même sort. La mort prématurée et dans des circonstances pas vraiment élucidées de Marilyn Monroe, le 4 août 1962, ne permit pas à Hoffa de mener son projet à terme : les documents les plus compromettants, comme les notes personnelles de l'actrice, disparurent. Il est vrai que le jour de sa mort, Robert Kennedy était à Los Angeles et que Lawford a confessé depuis qu'il avait « nettoyé » la villa de Marilyn avant l'arrivée des enquêteurs. La thèse du suicide ou de l'overdose accidentelle de médicaments est contestée par certains auteurs. S'ils pensent généralement que les Kennedy ne sont pour rien dans la mort de la star, ils soupçonnent le crime organisé d'être passé par là. Chuck et Samuel Giancana ne disent pas autre chose dans leur biographie de Momo : la mafia voulait donner un avertissement aux frères Kennedy en liquidant la maîtresse du président et, pensait-on à tort, de l'*attorney general*. C'est aussi la position, semble-t-il, de Michael Korda, ami de Marilyn et des Kennedy, qui a exposé cette thèse dans un roman plus vrai que nature[125], ou de chercheurs comme

Anthony Summers, un des spécialistes du « dossier Monroe ».

Hoffa ne s'arrêta pas aux indiscrétions d'alcôve.

Le patron des *teamsters* de Louisiane, Edward Partin, accepta de collaborer avec le ministère de la Justice. Il espionna son leader national et fut un témoin essentiel dans les procès qui permirent aux tribunaux américains d'expédier Hoffa derrière les barreaux, après la mort de Kennedy. Partin déclara plus tard avoir participé à plusieurs réunions lors desquelles il fut question d'abattre Robert Kennedy, soit en faisant sauter sa maison, soit en tirant sur lui lors d'un de ses déplacements dans une ville du Sud. On pourrait dès lors accuser les milieux d'extrême droite d'avoir commandité le meurtre. Soumis au test du détecteur de mensonge par le FBI, Partin semble avoir dit la vérité. Que Hoffa ait détesté les Kennedy ne fait pas l'ombre d'un doute. Qu'il soit passé à l'action est plus difficile à prouver, même si rares sont ceux qui pensent que le patron des camionneurs avait pour habitude de jeter des menaces en l'air. Il est, avec ses collègues Giancana, Trafficante et Marcello, au premier rang des suspects montrés du doigt par Blakey et ses successeurs.

Le programme de surveillance électronique du FBI permet en effet de constater que Hoffa n'était pas le seul à nourrir une haine implacable contre les Kennedy. D'autres parrains proférèrent des menaces. Passons sur celles d'Angelo Bruno, de New York, et de son associé William Weisberg, parlant de tuer Kennedy « au couteau », ou

celles du parrain Stefano Magaddino, de Buffalo, voulant éliminer « toute la famille, le père et la mère aussi ». Intéressons-nous à ceux qui avaient les moyens de décider et de négocier des alliances avec les autres ennemis du président et du ministre de la Justice. Ceux aussi qui en parlèrent froidement.

Santos Trafficante, de Tampa, en Floride, avait un nom prédestiné. Avant la révolution castriste et son basculement vers le camp communiste, son territoire était Cuba. Il avait sur l'île de tels intérêts, dans le jeu, le racket, les trafics et la prostitution que le changement de régime avait été pour lui une catastrophe. Il conçut alors une action à la frontière du crime et de la politique, passant des alliances avec les Cubains anti-castristes et la CIA. En 1976, le *Washington Post* publia une interview de Jose Aleman, membre du gouvernement cubain en exil après la prise de pouvoir de Fidel Castro. L'homme y révélait qu'en septembre 1962, Trafficante lui avait dit : « Kennedy va être assassiné ». Aleman renouvela ce témoignage lors d'une rencontre avec les conseillers du *House Select Committee on Assassinations*. Il se refusa à le réitérer en séance publique. Trafficante fut lui aussi entendu par le HSCA. On lui posa trois questions essentielles : « Avez-vous discuté de l'assassinat de Kennedy avant que celui-ci ne survienne ? », « Connaissiez-vous Ruby ? », « Avez-vous reçu la visite de Ruby lorsque vous étiez en prison à Cuba ? ». À chaque fois, Trafficante invoqua le cinquième amendement de la Constitution qui autorise un citoyen à éluder des questions

dont la réponse pourrait lui faire du tort. Plutôt que de nier, le parrain de Tampa préféra donc utiliser une protection juridique. Il y a là comme une sorte d'aveu. Le 22 novembre 1963, Trafficante dîna avec un ami, Frank Ragano, son avocat de même que celui de Hoffa. Celui-ci raconta plus tard que « Santos était euphorique ». Il déclara : « Le fils de pute est mort. Nous allons pouvoir retourner à Cuba » Ragano a déclaré, dans les années 1980, que, selon lui, Hoffa, Trafficante et Marcello avaient sans doute trempé dans l'assassinat. Il aurait lui-même servi de messager entre les différents complices, au début de 1963, lorsque le patron des camionneurs eut décidé de passer à l'action. Le témoignage de Ragano est le plus important jamais recueilli sur la complicité de la mafia dans l'assassinat de Kennedy. Le juriste était, en effet, très proche des principaux suspects que sont Marcello, Trafficante, Giancana et Hoffa[126]. Quelques temps après la mort de Sam Giancana, le FBI surprit une conversation téléphonique de Trafficante dans laquelle il confiait : « À présent seules deux personnes sachant qui a tué Kennedy sont vivantes. Et elles ne parleront pas ». Trafficante a quitté ce monde à son tour, le 17 mars 1987. Sur lui, le HSCA avait écrit que, comme Carlos Marcello, il avait « le mobile et les possibilités de faire assassiner le président Kennedy. [Sa] stature dans le syndicat du crime, notamment dans le trafic de drogue, et son rôle de chef criminel au travers de la communauté cubaine en exil, lui

fournissaient la capacité de préparer une conspiration contre le président Kennedy ».

Venons-en à Carlos Marcello. Ce parrain de La Nouvelle-Orléans, avait aussi de très bonnes raisons de haïr les Kennedy : Robert l’avait fait expulser des États-Unis vers le Guatemala, comme un vulgaire immigrant clandestin (avril 1961). Il avait fallu ruser et revenir sans gloire pour subir d’autres humiliations fiscales et la suspicion publique. Les procès d’appel se passèrent mal et Marcello voyait, en 1963, la perspective d’une nouvelle expulsion se rapprocher. À partir de cette époque, les témoignages sur ses menaces proférées contre les Kennedy sont nombreux. Un promoteur de Las Vegas, Edward Becker, confessa par exemple avoir participé à une réunion au cours de laquelle Marcello parla d’éliminer le ministre de la Justice : « Ne vous inquiétez pas au sujet de ce fils de pute. Nous allons prendre soin de lui. Enlevez-moi ce caillou de ma chaussure ! » En 1967, le FBI rédigea un mémorandum au sujet de cette réunion dans lequel on pouvait lire : « Marcello a été soupçonné d’avoir suggéré qu’au lieu d’avoir Bobby Kennedy, ils devraient plutôt avoir le président. » Carlos Marcello fut convoqué par le *House Select Committee on Assassinations*. Il nia en bloc toutes les accusations portées contre lui, allant même jusqu’à déclarer que la croisade contre le crime organisé de Robert Kennedy ne le concernait pas. Plus tard, il prétendit que sa maladie d’Alzheimer l’empêchait de se souvenir de rien.

Dans une biographie parue en 1989, *Mafia Kingfish : Carlos Marcello and the assasination of John F. Kennedy* (*Un gros poisson de la mafia : Carlos Marcello et l'assassinat de John F. Kennedy*), John Davis[127] met directement en cause la responsabilité de Marcello. Il révèle notamment un oubli troublant du FBI dans ses rapports à la commission Warren. En mars 1963, un homme d'affaires de Georgie, Gene Summer, dîna dans un restaurant appartenant à la famille du parrain de La Nouvelle-Orléans. Il assista à la remise d'une liasse de billets de banque à un jeune homme par le patron de l'établissement. Le 22 novembre suivant, il reconnut le jeune homme à la télévision : c'était, selon lui, Lee Harvey Oswald. Il en fit part sans attendre au FBI. Le Bureau engagea des vérifications avant de se désintéresser de l'épisode. Aucun document relatif à cette piste ne fut transmis à la commission présidentielle. Davis révèle en outre que de nombreux associés de Carlos Marcello furent interrogés par le FBI après l'assassinat de Kennedy. Aucun procès-verbal d'interrogatoire ne parvint aux hommes d'Earl Warren. Le HSCA s'en étonna, creusa la question et en conclut que Marcello avait pu être mêlé à l'affaire de Dallas, relevant notamment « de crédibles relations [du chef mafieux] avec Lee Harvey Oswald et Jack Ruby, deux figures ayant des liens, quoique ténus, avec la nébuleuse criminelle de Marcello ». Enfin, en 1980, lorsque la police fédérale décida de mettre fin aux agissements de Marcello, par une opération de grande envergure, beaucoup de ses

complices firent état du rôle de leur chef dans l'assassinat de Kennedy. Le FBI découvrit ainsi que l'oncle d'Oswald, Dutz Murret, était plus proche de Marcello qu'on l'avait cru, que la mère de l'assassin du président avait eu comme amant un des hommes de main du parrain, que le détective privé de La Nouvelle-Orléans Guy Banister et le pilote David Ferrie avaient parfois travaillé pour lui, etc. Des écoutes téléphoniques permirent de surprendre plusieurs conversations au cours desquelles le vieux parrain évoquait l'assassinat. Les enquêteurs officiels préférèrent passer sous silence leurs découvertes, même vingt ans après les faits. Le FBI ne souhaitait pas, sans doute, que les soupçons se portent sur un autre que ce pauvre fou solitaire, ce Lee Harvey Oswald dont personne ne se souciait. En 1992, Frank Ragano commença à révéler ce qu'il savait sur Marcello, sa haine des Kennedy et son désir d'en finir avec eux. Le 2 mars 1993, l'ex-parrain de La Nouvelle-Orléans mourut dans son lit. Il avait 83 ans.

Quant à Sam Giancana, après avoir observé les mésaventures de ses collègues, il dut à son tour affronter les ennuis concoctés par les hommes de Robert Kennedy : contrôles fiscaux, écoutes téléphoniques, filatures et petites tracasseries destinées à lui faire commettre des erreurs. Cette tactique ne réussit pas immédiatement. Mais au cours d'une de ces tentatives, Giancana perdit son calme et devint menaçant. Sa maîtresse, la chanteuse Phyllis MacGuire ayant été inquiétée, sous ses yeux, par des agents du FBI, il leur hurla : « Allez vous faire enculer !

Que votre patron aille se faire enculer ! Je vous aurai pour ce que vous avez fait. Vous avez allumé un feu qui n'est pas prêt de s'éteindre. Je vous aurai. » À la même époque, Chuck Giancana, frère de Sam, entendit beaucoup parler des Kennedy et, singulièrement, cette fois, du président. Il écrit, dans ses Mémoires : « En janvier 1963, dans tout le pays, le milieu réclama l'élimination des Kennedy. Et [Momo], qui était implicitement devenu le parrain, subit les pressions, notamment de Hoffa et de Marcello, qui lui demandèrent de passer à l'action. » Le FBI enregistra plusieurs conversations téléphoniques entre le parrain de Chicago et ses amis. Il se plaignait que les Kennedy ne lui aient pas « renvoyé l'ascenseur » après ce qu'il avait fait pour eux. À un politicien de Chicago, il confia : « Ils prennent ce que vous pouvez leur donner. Mais ils ne vous donnent rien ». Alors qu'un de ses interlocuteurs lui proposait de faire assassiner Sinatra pour donner un avertissement clair à la Maison Blanche, Momo le coupa : « J'ai un autre plan ».

Le 22 novembre 1963, Chuck Giancana entendit à la radio la nouvelle de la mort du président. Il ne put s'empêcher, dit-il, de penser aux conversations entendues chez son frère. Lorsqu'on commença, deux jours plus tard, à parler de Jack Ruby, nom qui lui était familier, il ne douta plus : Sam Giancana et ses amis étaient, selon lui, passés à l'action.

Si un fil unit l'affaire Kennedy et la mafia, il passe par Jack Ruby. Que la commission présidentielle de 1964 n'ait

pas approfondi cette piste et, pire, qu'elle ait démenti tout lien du patron du *Carousel* avec le milieu est tout simplement confondant. Par exemple, il est établi que Ruby était un proche ami de Joseph Civello, lieutenant de Carlos Marcello à Dallas[128]. Ayant travaillé à Chicago sous Al Capone, il connaissait le cercle de Sam Giancana. Comme participant à certaines opérations clandestines à Cuba, il était lié aux actions de Santos Trafficante, mais aussi à celles de la CIA, au travers d'officines comme celle de Guy Banister, à La Nouvelle-Orléans. Les enquêteurs le savaient et n'ont pas suivi cette piste, au contraire du *House Select Committee on Assassinations*.

Comme le font remarquer les spécialistes de la mafia américaine, Jack Ruby n'était pas un membre notoire du « syndicat ». Il en était toutefois suffisamment proche pour pouvoir participer à la logistique d'une « opération Kennedy », même très en amont. Quant à l'exécution d'Oswald, elle lui fut, peut-être, imposée. Le « pigeon » aurait dû disparaître bien avant le 24 novembre. Peut-être lors d'une arrestation mouvementée ou lors de sa rencontre avec Tippit. L'affaire ayant manqué, Ruby fut contraint d'intervenir. Chuck et Samuel Giancana écrivent : « Un type dans la situation de Ruby devait tout faire pour tuer Oswald, qui détenait des informations susceptibles d'exposer toute l'opération au grand jour. Quand ils avaient salopé le boulot, tous les gars du milieu, sans exception, aimaient mieux mourir en prison pour meurtre, ou même sur la chaise électrique, qu'entre les mains des tueurs de

[Momo]. » On ne peut évidemment se contenter d'une telle opinion pour valider l'hypothèse. Soutenue par Blakey, elle est un peu étayée par plusieurs faits non négligeables.

Dès que le voyage de Kennedy à Dallas fut connu, Jack Ruby commença une grande « campagne » téléphonique, ainsi que le révèlent ses factures et relevés. Il fut en contact permanent, de mai à juillet 1963, avec les lieutenants de Carlos Marcello à La Nouvelle-Orléans. En août, ses appels et ses déplacements se concentrèrent sur Las Vegas, New York et Chicago, toujours chez des proches de Marcello. À l'automne, les contacts furent aussi intensifs, en direction de collaborateurs de Hoffa, Marcello et Roselli. En 1977, le *New York Times* révéla qu'un motel de Miami avait servi de cadre à au moins deux rencontres entre Ruby et Roselli, à l'automne 1963. On a dit plus haut qu'il rencontra peut-être aussi les parrains de La Nouvelle-Orléans et de Miami en personnes.

Le 27 novembre 1963, la police de La Nouvelle-Orléans fit savoir aux enquêteurs de Dallas que Ruby avait été repéré dans cette ville quelques semaines plus tôt, en compagnie de Frank Caracci, associé dans l'exploitation des boîtes de nuit de Marcello. Il ne fut tenu aucun compte de ce rapport qui ne fut rendu public que plusieurs années après. Roselli se montra très bavard, au début des années 1970 : « Ruby était un des nôtres », confia-t-il à des journalistes, admettant clairement l'hypothèse d'un complot de ses amis de la pègre contre Kennedy. Il ne put en dire plus. Convoqué devant la commission sénatoriale

sur les agissements conjoints de la mafia et de la CIA (dite « commission Church » du nom de son président), il reçut au préalable des représentants de cette instance et leur parla très librement des relations entre Trafficante et Ruby, proposant d'en dire plus en séance plénière. Le 28 juillet 1976, on retrouva son corps atrocement mutilé dans un tonneau au large de Miami.

Revenons en 1963. Pour justifier ses appels et déplacements, Jack Ruby invoqua alors les difficultés de ses affaires, la concurrence déloyale qu'on lui menait et la nécessité d'obtenir le soutien de ses collègues tenanciers de *night clubs* dans ses démêlés avec l'*American Guild of Variety Artists* (Association Américaine des Artistes de Variété). Ses interlocuteurs reprirent le même argument. Des vérifications ont convaincu les chercheurs et les conseillers du HSCA que cette explication ne tenait pas debout. Quant à ses voyages, Ruby a menti sur leur objet et sur son emploi du temps, comme l'a démontré le FBI, dès 1963.

Dans les semaines qui précédèrent l'arrivée de Kennedy à Dallas, Ruby eut, sur place, un emploi du temps chargé. Les employés du *Carousel* ont décrit son activité fébrile et le peu d'intérêt qu'il semblait manifester pour son club. L'employé Larry Crafard déclara que son patron ne faisait que passer à l'ouverture, retrouvait « des gens » au *Carousel* et partait avec eux pour ne revenir qu'à l'heure de la fermeture. Jamais il n'avait eu un tel comportement. Ses collaborateurs étaient habitués à le voir passer tout son

temps à leurs côtés. On vit bientôt au Carousel des hommes de Hoffa, d'autres venant de Los Angeles ou de Chicago. Certains témoins et employés dirent aussi qu'on y croisa Jefferson Davis Tippit et Lee Harvey Oswald.

Le 21, il fut reçu pendant quelques minutes par Lamar Hunt, fils de H.L. Hunt, le magnat du pétrole. Lamar avait un jour déclaré : « Le seul moyen de se débarrasser des traîtres du gouvernement est de les abattre. » La veille de l'attentat contre le président, il dîna dans un restaurant de Dallas avec Joseph Campisi, un intime de Carlos Marcello. N'a-t-il fait que ce qu'il a bien voulu avouer à la commission Warren ? A-t-il rencontré Braden-Brading et d'autres à l'hôtel *Cabana* de Dallas, après qu'ils eurent été reçus par Lamar Hunt, comme nous l'avons vu plus haut ? A-t-il assisté à la visite de Kennedy à Houston, comme le laissent entendre des témoignages repris par un rapport du FBI ?

À la question de savoir si Ruby et Oswald se connaissaient, la commission Warren a catégoriquement répondu par la négative dans son rapport. En revanche, ses documents de travail montrent que le débat et les doutes furent plus vifs qu'il n'y paraît dans la synthèse. Quant au HSCA, il fut plus souple dans ses conclusions : « La commission n'a découvert aucune preuve que Ruby et Oswald se soient jamais rencontrés, bien que les deux hommes vivaient dans le quartier d'*Oak Cliff* de Dallas, qu'ils aient eu une boîte postale [dans le même bureau] et aient eu de possibles [amis ou tiers] en commun, à savoir notamment la logeuse d'Oswald, Earlene Roberts, dont la

sœur se rendit à la boîte de nuit de Ruby le 18 novembre, et un voisin d'Oswald, John Carter, qui était très proche d'une amie et employée de Ruby, Wanda Killam[129]. » Ainsi, dans son texte, le comité de la Chambre des représentants avoua ne pas avoir pu *prouver* mais énuméra les éléments qui pourraient laisser penser que Ruby et Oswald se connaissaient. On peut ajouter qu'un témoin affirma avoir vu Ruby et Oswald sur le pont de chemin de fer face à *Dealey Plaza*, le 22 novembre au matin. Que Marguerite, la mère de l'assassin désigné, affirma que lors de son premier interrogatoire, avant la mort de son fils, le FBI lui présenta des photos de Ruby comme possible complice. Le 26 novembre 1963, le procureur-adjoint Alexander déclara à la presse que ses services faisaient vérifier les « centaines de pistes » reliant Ruby à Oswald. Bien que non exploitées par la commission Warren, ces pistes sont depuis remontées à la surface. Elles amènent à douter que Ruby et Oswald n'aient eu aucun rapport, avant le 24 novembre 1963.

En février 2008, le *Dallas Morning News* annonça que l'on avait retrouvé dans de vieux papiers stockés au tribunal de la ville un « mémo » établi le 23 octobre 1963 : il s'agissait de la transcription d'une conversation entre Oswald et Ruby, sans doute captée par un mouchard. L'authenticité de ce document a immédiatement été contestée. Peu importe : même s'ils ne se sont pas « physiquement » connus, Lee Harvey Oswald et Jack Ruby étaient liés. Si leur seul rencontre fut celle, furtive et

tragique, des sous-sols du *City Hall*, elle paraît avoir été inévitable.

La mafia est aujourd'hui considérée par de nombreux enquêteurs comme ayant pu avoir « un mobile, l'idée et les moyens d'attenter aux jours du président Kennedy », comme l'a écrit le HSCA. Son implication aurait été motivée, en premier lieu, par la guerre que lui avait déclarée Robert Kennedy, le ministre de la Justice. Les menaces des parrains, la présence autour de *Dealey Plaza* d'un certain nombre de ses « soldats », l'intervention brutale de Jack Ruby plaident en faveur de ce soupçon. Ce qui se passa après l'assassinat de « JFK » ne peut que contribuer à renforcer l'accusation. Les échanges téléphoniques, les enquêtes restées secrètes du FBI dans les milieux du crime organisé montrent que les autorités soupçonnaient quelque chose. Leur retenue est dès lors inexplicable. De même qu'est suspecte la déclaration de la commission Warren lavant Ruby de tout lien avec le « syndicat ».

Puis sont venues les confessions. Les « soldats » se sont mis à parler, suivis bientôt par certains parrains. Quelques-uns l'ont payé de leur vie. John Roselli, Sam Giancana, mais aussi Jimmy Hoffa sont morts ou ont disparu mystérieusement. Bien sûr, leurs activités criminelles étaient si variées qu'il serait *a priori* exagéré de dire qu'ils sont morts des suites de bavardages concernant l'affaire Kennedy. C'est presque un fait pour Jimmy Hoffa, disparu

sans laisser d’adresse au milieu des années 1970. Son assassinat ne fait aucun doute, même si son corps n’a jamais été retrouvé. Les disparitions de Roselli et Giancana eurent lieu en revanche au moment où le Congrès américain voulait en savoir plus sur les liens de la mafia avec certains services officiels (dont la CIA). Les deux hommes, se sentant lâchés par leurs complices, étaient-ils prêts à parler ?

Si on retient la thèse du complot dans l’affaire Kennedy, l’implication de la mafia apparaît presque certaine. Mais beaucoup d’auteurs font remarquer que, si le crime organisé avait les moyens d’assassiner le président des États-Unis, il n’avait pas forcément la possibilité d’étouffer l’enquête au point où elle l’a été. Il fallait maîtriser les services de la police et du *district attorney* de Dallas, brouiller certaines pistes mises à jour par le FBI, truquer l’autopsie, contrôler une commission d’enquête présidée par le *Chief Justice*. La mafia aurait eu besoin d’appuis dans les milieux officiels pour y parvenir. Dans ce cas, certains se tournent vers J. Edgar Hoover, le patron omnipotent du FBI, dont on sait aujourd’hui qu’il n’a pas toujours mis un grand zèle à poursuivre la mafia et, pour se départir de tout euphémisme, l’a parfois aidée à échapper à la justice. L’hypothèse est séduisante mais courte, car Hoover était détesté par le monde politique américain qui aurait pu bondir sur une telle occasion pour se débarrasser de lui. Le « Bouledogue » n’a peut-être qu’appuyé une

démarche d'étouffement lancée ailleurs, pour éviter que l'opprobre ne soit jetée sur son cher Bureau.

Beaucoup pensent aujourd'hui qu'il faut rechercher cet « ailleurs » du côté de Langley, en Virginie. C'est là qu'est implanté le siège de la CIA. Jim Garrison l'a affirmé, accusant l'institution d'avoir commandité le crime. Il n'est pas le seul. Peut-être ces accusateurs sont-ils allés trop loin. On voit mal l'Agence planifier la mort de son chef. En revanche, il y avait au sein de la CIA des hommes habitués à agir de leur propre initiative et prêts à tout. Spécialisés dans le meurtre et les coups tordus, ces individus étaient alliés au crime organisé depuis des années. La rencontre entre les intérêts des uns et des autres a pu avoir lieu. Le crime a pu être exécuté en commun. C'est ce que disent Chuck et Samuel Giancana, dans leurs Mémoires. Le « téléphone arabe » du milieu leur aurait appris que la mafia et la CIA réalisèrent le coup ensemble : « Selon [Sam Giancana], plusieurs hauts responsables de la police de Dallas participèrent à la préparation concrète de l'attentat : le maire, Earle Cabell, était le frère de l'ancien général adjoint de la CIA, Charles Cabell, ce qui facilita les choses […]. [Sam] ricana : “[La sécurité] était si mal foutue, le jour du meurtre, qu'un enfant de 5 ans aurait pu buter John Kennedy.” [Il] recruta des tueurs professionnels dans plusieurs régions. Des tueurs qui, d'après les gars, devaient être des “tireurs d'élite de première” : deux hommes de Marcello, Charles Harrelson et Jack Lawrence[130], ainsi que deux exilés cubains, amis de Trafficante […]. À Chicago,

[Sam] recruta Richard Cain[131], Chuckie Nicoletti[132] et Milwaukee Phil[133], qui avaient tous travaillé précédemment sur l'affaire de la Baie des Cochons. [Sam] dit que Cain et Nicoletti participèrent directement au meurtre et prirent position aux deux extrémités du dépôt de livres. [Il] prétendit également que la CIA avait intégré plusieurs de ses “soldats” dans l'équipe, Frank Fiorino (*alias* Sturgis) et Roscoe White faisant partie des tueurs, de même que J. D. Tippit et Lee Harvey Oswald. » En 1990, la famille de Roscoe White a affirmé avoir retrouvé dans les papiers de celui-ci les preuves de son implication dans le meurtre de Kennedy. Les documents originaux ont ensuite disparu. White, ancien *marine* et policier de Dallas, en 1963, était effectivement un ami de Chuckie Nicoletti et de Jack Ruby. Il fréquentait certaines des filles employées au *Carousel*. Selon la famille White, après avoir tiré sur Kennedy depuis la barrière de bois[134], Roscoe aurait demandé à son collègue Tippit d'emmener Oswald à un aéroport pour qu'il puisse se sauver. Tippit, sentant que White et Oswald étaient impliqués dans l'assassinat du président, refusa et fut abattu. À l'appui de ces affirmations, on doit noter qu'on retrouva dans le garage des White, en 1975, des photos inédites d'Oswald avec son fusil, son revolver et brandissant un journal communiste. Prévenu, le HSCA versa lesdites photos au dossier mais, malheureusement, ne chercha pas à en savoir plus.

III

Toile de fond cubaine

Au début des années 1960, avant le cauchemar du Vietnam, le souci principal de la politique étrangère des États-Unis fut le « danger communiste » en général et le « problème Castro » en particulier. Alors même que rien ne le laissait prévoir dans les projets de la révolution cubaine, Moscou était parvenu à établir une base avancée à quelques milles des côtes de la Floride. Prête à envoyer ses soldats à des milliers de kilomètres pour enrayer la progression du « mal », l'Amérique ne pouvait le tolérer aussi près du sanctuaire national. La petite île était le point de contact direct entre deux puissances qui entendaient se partager le monde. Elle était, pour l'Union soviétique, un terrain idéal pour tester toutes les provocations. Elle engendra pour l'Amérique une sorte de recherche hystérique d'un but suprême : abattre Fidel Castro.

Pour extirper la peste rouge de Cuba, tous les coups étaient permis et tous furent joués, de la déstabilisation

intérieure à la tentative d'invasion, de l'utilisation des Cubains anti-castristes, des tentatives d'intimidation à l'action clandestine, de la lutte à visage découvert aux tentatives les plus improbables et tordues. Loin du grand échiquier international se joua ainsi, dans la coulisse, une partie incroyable… et pourtant vraie. On y rencontre les ambitions des politiciens de l'époque, des groupes para-militaires anti-castristes, des « barbouzes » à l'américaine, la CIA qui tirait les ficelles et s'alliait clairement avec la mafia pour éliminer physiquement Castro, le FBI qui joua son propre jeu. Les frères Kennedy s'aventurèrent eux-mêmes sur ce terrain nauséabond, tout en jouant les vierges effarouchées dans leurs déclarations publiques. Lorsque vint la crise des missiles, on parla sérieusement de guerre. On sait depuis que la réalité fut encore plus effrayante. Un colloque tenu à Moscou, en 1989, et réunissant les protagonistes encore vivants de la crise a montré qu'on passa vraiment bien près du cataclysme, chaque camp étant peu informé des véritables intentions de l'autre. De ce décalage d'analyses aurait pu venir le conflit majeur. Même s'il n'eut pas lieu, chacun en sortit marqué. John Kennedy sembla vouloir adoucir sa politique cubaine et engager une authentique politique de détente. Mais les mauvais génies que les affaires cubaines avaient libérés ne rentrèrent pas dans leurs bouteilles.

C'est sur ce terrain que de nombreux enquêteurs sont venus chercher la toile de fond de l'affaire Kennedy et les alliances les plus étonnantes qui aboutirent, premièrement,

à l’élimination physique du président et, deuxièmement, à l’étouffement du complot. L’attentat contre Kennedy serait en réalité un « coup d’État » masqué et réussi : remplacement de l’administration Kennedy et retour à une politique extérieure américaine plus « musclée ».

La sécurité des États-Unis était-elle compatible avec l’existence du régime castriste ? À cette question, l’administration américaine n’a pas toujours répondu par la négative. Au départ, la révolution cubaine ne fut pas considérée comme un danger, mais comme une alternative au régime corrompu de Fulgencio Batista. C’est ce qui explique que le gouvernement d’Eisenhower laissa chasser le dictateur sans se faire trop de souci, tout en gardant les yeux ouverts. Mais Cuba se trouvait placée dans « l’hémisphère américain » et comme tel soumise aux règles de la doctrine du président James Monroe, datant de 1823. Selon celle-ci, les États-Unis jouent à bon droit le rôle d’arbitre sur l’ensemble du continent américain, en dehors de toute intervention européenne. Cette doctrine, revigorée par la guerre froide, allait autoriser les gouvernements américains successifs à toutes les audaces et à toute une gamme d’actions subversives contre les régimes leur déplaisant. Ne tolérant pas même les tentatives de réformes profondes, Washington ne pouvait supporter à plus forte raison une révolution communiste.

Le général Batista avait fait et défait les gouvernements cubains dans les années 1940, avant de s’emparer du

pouvoir pour lui-même, en mars 1952. Soutenu par les États-Unis, il était devenu l'un de leurs plus sûrs alliés de la région. En contrepartie, le grand voisin favorisa une certaine expansion économique de l'île. Comme souvent dans les pays en développement, les richesses ne profitèrent qu'à une caste limitée, la corruption s'installa et le régime tendit de plus en plus vers une dictature coupée du peuple. La plus grande partie de la population restait confinée dans la misère et l'analphabétisme. Fidel Castro s'appuya donc sur une structure sociale idéale pour lancer sa révolution. Docteur en droit, il était lui-même issu des classes privilégiées. Son père avait été un des plus gros planteurs de canne à sucre de Cuba. Arrêté en juillet 1953, suite à l'échec d'une première tentative de putsch, Castro fut condamné à quinze ans de prison, amnistié deux ans plus tard et expulsé. Réfugié à Mexico, avec son frère Raul, il se lia avec l'activiste argentin Ernesto « Che » Guevara. Sa petite troupe opta pour la violence et la guérilla, tout en réclamant des élections libres à Cuba. À partir de 1956, les hommes de Castro — dont beaucoup avaient été recrutés sans difficulté dans des camps de réfugiés cubains installés en Floride — s'attaquèrent au régime de Batista sur ses terres. Leur camp de base, dans la Sierra Maestra, devint inexpugnable et légendaire. Il est vrai aussi que Batista ne consentit jamais de vrais efforts militaires pour le réduire. Réclamant la démocratie, Fidel Castro s'attira la sympathie des intellectuels américains. Dans une série d'articles signés Herbert Matthews, le *New York Times* le compara

même à George Washington. Le programme annoncé par les révolutionnaires n'effrayait pas les États-Unis. On parlait de démocratie, d'élections libres et de progrès social. Lorsqu'on mettait ces projets en balance face à la corruption de la dictature de Batista, les Américains n'hésitaient pas à choisir leur camp. Castro avait réussi à fusionner les oppositions, des libéraux aux communistes. Il obtint même l'aide des gouvernements du Venezuela et du Costa Rica. En mars 1958, l'église prit son parti en prônant la constitution d'un gouvernement d'union nationale.

Avec l'enlèvement de plusieurs civils et militaires américains, Castro tenta de marchander la reconnaissance de son mouvement par Washington. Le plus surprenant est que les États-Unis cédèrent. Le 15 juin 1958, l'embargo sur les armes à destination de Cuba fut décrété. Les pressions sur Batista devinrent telles, qu'il organisa des élections en novembre. Castro refusa d'y participer et ses hommes perturbèrent violemment le scrutin. Un fidèle de Batista, Andres Rivero Aguero, fut élu. Il ne fut pas reconnu par les castristes qui intensifièrent la guérilla. En sous-main, les États-Unis commencèrent à demander le départ du général-dictateur. Ce dernier quitta Cuba, le 1er janvier 1959. Après une semaine de règlements de comptes sanglants et de pillages, Fidel Castro entra à La Havane. L'administration Eisenhower reconnut le nouveau régime, les discours menaçants du nouvel homme fort à son égard lui apparaissant comme des rodomontades sans conséquences. À Washington, on pensait pouvoir maîtriser

cette révolution qui, aux premiers jours de son succès, semblait vouloir s'appuyer sur la bourgeoisie. On fit donc preuve d'une sorte d'attentisme positif en faisant même miroiter la possibilité d'une aide économique. Mais le nouveau maître de Cuba savait trop bien que l'anti-américanisme renforcerait son fond de commerce, tant sur l'île que dans l'ensemble de l'Amérique latine. Il fit savoir que sa mission était d'abord de libérer son peuple de tous les jougs et de mettre en chantier la révolution sociale. Partant, les espoirs américains furent de courte durée.

De passage dans la capitale américaine, en avril 1959, Castro ne fit rien pour rassurer ses interlocuteurs. À son départ, le vice-président Nixon se montra convaincu qu'on ne parviendrait pas à s'entendre avec lui et que le mieux qu'on ait à faire était de le renverser. Pour ce faire, les États-Unis pourraient se servir des exilés cubains anti-castristes. Nixon proposa qu'on les regroupe et qu'on les entraîne afin de préparer la reconquête de l'île. Le danger fut étiqueté « communiste » en raison du lancement d'une réforme agraire et d'une vague de nationalisations. Les intérêts économiques des États-Unis étaient en péril, menace qui se doubla assez vite d'une inquiétude stratégique : Castro se rapprochait insensiblement de Moscou. Le 1er janvier 1960, Anastase Mikoyan se rendit en personne à La Havane pour inaugurer une exposition soviétique. Le leader russe Nikita Krouchtchev annonça peu après que l'URSS était prête à se substituer aux États-Unis pour l'écoulement du sucre cubain. Aux

nationalisations cubaines répondit l'embargo commercial américain. Fin juillet 1960, Guevara proclama que la révolution cubaine s'était rangée aux côtés de l'URSS. À compter de ce moment, Castro et ses affidés furent considérés comme « ennemis » par le département d'État. Eisenhower donna l'autorisation à la CIA d'entraîner les exilés et de leur donner les moyens de renverser Castro. Les anti-castristes multiplièrent les coups de main sur l'île même.

Pendant sa campagne électorale, John Kennedy ne fit pas preuve de moins d'ardeur que son adversaire républicain Nixon dans ses promesses anti-communistes et anti-castristes. Il mâtina néanmoins son discours de projets d'aide au développement de l'Amérique latine. Dans son *Kennedy et la révolution cubaine*, Manuela Semidei écrit qu'il mélangea « les intuitions neuves et les conceptions somme toute fort traditionnelles, encore imbues d'un sentiment très net de la supériorité américaine et de la conviction bien ancrée que Cuba ne [devait] en aucun cas chercher à se soustraire à sa dépendance ». Ne voulant pas perdre de terrain sur son adversaire républicain, le candidat démocrate pratiqua aussi la surenchère verbale. Paradoxalement, cela donna l'occasion à Nixon — pourtant anti-communiste viscéral et à l'origine des projets clandestins contre Castro — de le rappeler à plus de mesure et de réalisme diplomatique. Mais Kennedy voulait persuader l'opinion qu'il avait autant de mordant que Nixon. Le 26 août 1960, il désigna Cuba comme un ennemi

décidé à « sauter à la gorge » des États-Unis. Dans ses discours suivants, il promit que, s'il était élu, son premier souci serait d'arrêter, partout dans le monde et, singulièrement à Cuba, la « conspiration communiste ». Il adressa au passage des compliments marqués aux exilés anti-castristes, qualifiés de « Cubains épris de liberté ». Ce faisant, il donnait un gage à ceux qui, dans l'ombre, et avec le soutien de la CIA, préparaient les prochaines opérations de renversement de Castro.

Une fois à la Maison Blanche, « JFK » devint de fait l'héritier de la politique précédente, dominée par Richard Nixon et, avant sa mort, par John Foster Dulles[135]. L'ensemble de ces projets allait l'amener à affronter un État dans l'État, installé à Washington même, puis à Langley, en Virginie. La grande incompréhension entre le président et la CIA allait se développer.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis décidèrent de se doter d'une véritable agence de renseignement capable de prévenir à l'avenir les opérations surprises, comme l'avait été l'attaque japonaise sur Pearl Harbor. Créé en 1941, le fameux OSS (*Office of Strategic Services*) avait plutôt bien fonctionné. Il fut néanmoins dissout, en septembre 1945. Le 15 septembre 1947 fut créée la CIA (*Central Intelligence Agency*) placée sous l'autorité de l'exécutif, *via* le Conseil national de Sécurité. Son rôle fut défini par une « charte » : coordination des activités de ses propres services et de

ceux des différentes armées, collecte de renseignements et opérations spéciales. Afin de ne pas gêner le FBI du puissant et susceptible J. Edgar Hoover, la CIA se vit formellement interdire toute action sur le territoire national.

Sans passé et sans tradition, la CIA devint, en moins d'une décennie, un organisme libre de ses mouvements, mollement dirigé par l'exécutif et quasiment pas contrôlé par le Congrès. Très vite, les violations de la charte de 1947 devinrent habituelles. En février 1953, John Foster Dulles favorisa l'arrivée à la tête de la CIA de son frère Allen Welsh Dulles. Âgé alors de 60 ans, cet ancien avocat d'affaires était entré à l'OSS en 1942. Il avait été, de 1948 à 1950, le véritable patron des opérations occultes de la jeune CIA, avant d'en devenir directeur-adjoint aux plans puis directeur-adjoint tout court. Grâce à la couverture de son frère — qui ne lui fit jamais défaut —, Allen Dulles transforma l'Agence en organisme efficace, mais aussi sans scrupule et sans le moindre souci de légitimité, voire de simple moralité, dans ses actions clandestines.

Dans les années 1970, l'Amérique ébahie apprit qu'on lui mentait sur ses services secrets, depuis trente ans. Fin 1974, une série d'articles de Seymour Hersh, dans le *New York Times*, révéla les « opérations intérieures » de la CIA, notamment le fichage des adversaires de la guerre du Vietnam. On apprit ainsi que les ordinateurs de Langley contenaient des fiches sur plus de 300 000 citoyens, au mépris de la charte de 1947. Le scandale fut immédiat.

Quelques mois après la chute de Richard Nixon suite au *Watergate*, les Américains allèrent de surprises en surprises sur le fonctionnement de leur démocratie. Le 4 janvier 1975, le président Gerald Ford décida de contre-attaquer. Il avait été, pendant de nombreuses années, le correspondant du Congrès auprès des agences de renseignement et pouvait être considéré comme l'un de ceux qui avaient contribué à couvrir les activités illégales de la CIA. Ancien membre de la commission Warren, il tenta d'utiliser la procédure de la commission présidentielle d'enquête. Il en confia la direction au vice-président des États-Unis, Nelson Rockefeller. La commission commença ses travaux sans attendre. Elle profita des luttes internes et des règlements de comptes au sein de la CIA. Son directeur, William Colby, se montra très coopératif et bavard, dans le but de se dédouaner et de charger ses prédécesseurs. Son audition fit la une des journaux mais on se borna à critiquer les seules activités intérieures de l'Agence. Il n'était pas encore question de ce qu'on appelait à Langley les « secrets de famille ». Mais les fuites avaient commencé et rien ne pourrait les arrêter. Le journaliste Daniel Shorr, de CBS, ayant eu vent de déclarations imprudentes de Gerald Ford sur des assassinats commis ou commandités par la CIA, creusa le sujet, réussit à piéger Colby lors d'une interview et fit part de son scoop au journal du soir, le 28 février 1975. Le Sénat avait déjà constitué sa propre commission d'enquête et en avait confié la présidence à Frank Church, de l'Idaho.

La révélation de CBS eut pour effet de lancer et d'élargir le travail de cette commission. En juillet, pour ne pas être en reste, la chambre des Représentants créa à son tour un comité d'enquête, présidé par Otis Pike, de New York. Les recherches feutrées et limitées de la commission Rockefeller furent dès ce moment discréditées.

Les révélations faites par ces commissions d'enquête sont stupéfiantes. Elles éclairent d'un jour cru les « méthodes de travail » de l'Agence. Outre qu'elle ficha des centaines de milliers d'Américains — dont, d'ailleurs, le sénateur Church lui-même —, la CIA eut, sur le territoire des États-Unis, une activité débordante et imaginative. Le courrier des « suspects » était systématiquement ouvert et recopié. Les groupuscules de gauche étaient infiltrés, espionnés, manipulés, au mépris des règles constitutionnelles et de la charte de 1947. Dans le Sud, la CIA créa une véritable machine de guerre contre Castro : camps d'entraînements, bâtiments secrets sur les campus universitaires, infiltration des organismes étudiants, des comités de défense de la révolution cubaine. Elle recruta des personnages douteux (comme Guy Banister, David Ferrie ou Jack Ruby, par exemple) pour des opérations de trafic d'armes. William Colby précisa cependant lors de ses auditions que l'Agence n'avait jamais assassiné personne sur le territoire des États-Unis. Nul ne le crut vraiment.

On le crut d'autant moins que la commission Church établit que la CIA avait comploté contre le pouvoir et la vie de personnalités étrangères dont certaines connurent

effectivement une fin tragique : Patrice Lumumba (ex-Congo Belge, assassiné en 1960), Ahmed Soekarno (Indonésie), Raphaël Trujillo (Saint-Domingue, assassiné en 1961), Ngô Dinh Diem (Vietnam, renversé et assassiné trois semaines avant Kennedy), Fidel Castro (Cuba) puis, après 1963, Salvador Allende (Chili, renversé et tué pendant le coup d'État, en 1973), François Duvalier (Haïti). Le fait que plusieurs d'entre eux aient été assassinés est, selon Colby et son prédécesseur, Richard Helms, une pure coïncidence : la CIA n'eut, dirent-ils, jamais l'occasion de mettre ses plans à exécution. Les recherches complémentaires menées depuis ont montré qu'au moment de la mort de Lumumba, Trujillo, Diem et Allende, les hommes ou la logistique de la CIA n'étaient pas loin.

Les commissions parlementaires dévoilèrent en outre que, avant l'arrivée de Kennedy, les frères Dulles avaient autorisé de nombreuses opérations clandestines visant à financer les forces non communistes en France (répondant ainsi au financement aujourd'hui avéré du PCF par Moscou), à empêcher les communistes italiens de remporter les élections dans l'immédiat après-guerre[136], à chasser du pouvoir Mohamed Mossadegh en Iran (1953), à renverser Jacobo Arbenz au Guatemala (1954), etc. Chaque intervention était précédée d'un lobbying intense de grandes sociétés privées américaines, menacées de nationalisations ou de confiscations de marchés juteux. Ainsi, au Guatemala, c'est *United Fruit Company* qui, effrayée par les projets de réforme agraire d'Arbenz,

demanda à son gouvernement d'intervenir. Elle rencontra des oreilles attentives et bienveillantes : les frères Dulles étaient actionnaires de la société. Le cabinet Sullivan & Cromwell — pour lequel avait travaillé John Foster Dulles — était son avocat. Enfin, le général Cutler, président du Conseil national de Sécurité, siégeait au conseil d'administration d'*United Fruit*. En Iran, les pétroliers avaient été en première ligne. Plus tard, à Cuba, Schlumberger joua un rôle non négligeable. On sait aujourd'hui à quel point la collaboration d'ITT fut décisive dans le renversement d'Allende.

Les années les plus glorieuses de la CIA avaient été les années 1950 et le début de la décennie suivante. Le 21 décembre 1963, l'ancien président Truman déclara au *Washington Post* que l'Agence était « le symbole de mystérieuses intrigues internationales ». Plus tard, Johnson devait admettre que la CIA avait créé une « *damned Murder Inc.* » (« damnée société anonyme de meurtre ») dans les Caraïbes. Agissant en marge du pouvoir, ne l'informant pas toujours de ses opérations (on préférait ne pas savoir), la CIA était devenue, selon le mot de Frank Church, « un éléphant solitaire ». La technique était toujours la même lorsque les agissements inavouables étaient démasqués. Il fallait opposer aux questionneurs un « démenti plausible » (*plausible denial*) ou, si cela s'avérait insuffisant, appliquer une version adaptée du fameux principe de Goebbels : « Plus le mensonge est gros, mieux il passe ».

Dès son installation à la Maison Blanche, John Kennedy voulut montrer sa détermination à « régler » le problème cubain. Il annonça rapidement l'arrêt des importations de sucre en provenance de l'île. En guise de réponse, Castro proclama un état d'alerte général pour faire face aux « agressions des impérialistes ». À La Havane, nul ne pensait sérieusement que les États-Unis interviendraient directement. Mais il fallait maintenir la motivation de la population face aux problèmes économiques qui se profilaient.

Juste après son élection, le nouveau président avait été tenu informé des projets de la CIA pour Cuba. Le 18 novembre, dans le cadre des rencontres entre les sortants et les vainqueurs de l'élection, il avait reçu Allen Dulles et Richard Bissell, responsable des plans (comprendre : actions clandestines) de la CIA. Les deux hommes l'avaient entretenu des préparatifs avancés d'un débarquement d'exilés cubains, recrutés et entraînés par l'Agence, visant à reconquérir Cuba par la force. Pour les hommes de la CIA, il ne faisait aucun doute que la population acclamerait les « libérateurs » et que, très vite, Castro et ses amis « communistes » seraient chassés du pouvoir. La petite armée d'invasion, exclusivement composée de volontaires anti-castristes, avait son camp d'entraînement principal au Guatemala et quelques bases en Floride. Elle parviendrait à gagner la bataille sans aide directe des États-Unis, de la même façon que la CIA et ses

alliés avaient obligé Arbenz à s’enfuir quelques années plus tôt. Le 19 janvier 1961, veille de sa prestation de serment, Kennedy fut reçu par le président sortant, Eisenhower. Ils abordèrent la question de Cuba et la nécessité de changer son gouvernement. Les premières séances de travail de la nouvelle administration consacrées au problème furent de la même veine. En mars, Kennedy renouvela son accord à Dulles et Bissell : il fallait aider l’invasion-libération par les anti-castristes mais sans intervention directe de l’armée américaine. Les deux responsables de la CIA n’ajoutèrent rien et s’en allèrent en se félicitant d’avoir obtenu le feu vert présidentiel. Dulles écrivit plus tard dans ses Mémoires qu’il pensait bien qu’une fois l’invasion commencée, « toute action nécessaire » à son succès serait autorisée par la Maison Blanche. En un mot, il pensait avoir piégé le jeune président[137].

Le 15 avril 1961, quelques bombardiers B-26 fournis par les États-Unis mais officiellement pilotés par des Cubains entreprirent un raid pour détruire l’aviation castriste. Dès que la nouvelle fut connue, Castro dénonça un « nouveau Pearl Harbor ». L’expression fit mouche. Le raid fut mal accueilli à Washington et dans les milieux diplomatiques. Si bien que Kennedy décida d’annuler le second passage des B-26, laissant ainsi les forces aériennes castristes presque intactes. Immédiatement, les responsables de la CIA se rendirent compte que le succès du débarquement de leur « brigade » de 1 400 volontaires était compromis. Au lieu

d’en informer les politiques, ils décidèrent de poursuivre l’action, toujours dans l’espoir de leur forcer la main.

Le 17 avril, la brigade débarqua à la Baie des Cochons. En quelques heures, les troupes castristes écrasèrent cette tentative, grâce à leur aviation et aux tanks qui n’avaient pas été détruits — et pour cause — par les B-26. Le 18, Bissell tenta de convaincre Kennedy d’autoriser une intervention de l’aviation américaine pour soutenir l’invasion déjà bien compromise. Le président refusa. Il concéda tout au plus que quelques avions de l’*US Navy* puissent couvrir un nouveau raid des B-26. L’inorganisation de l’affaire par la CIA fit que les deux escadrilles ne se rencontrèrent jamais. On « oublia » aussi de dire au président que, par suite de la défection des pilotes anti-castristes, les B-26 étaient alors pilotés par des civils américains recrutés par la CIA. Quatre d’entre eux furent tués. Le débarquement de la Baie des Cochons fut un fiasco : 114 envahisseurs tués et 1 189 capturés. Après un peu plus de cent jours de pouvoir, l’administration Kennedy était ridiculisée et dévalorisée, non seulement auprès de l’opinion nationale, mais plus encore à l’étranger. Elle ne parvint jamais à faire croire que les États-Unis n’étaient pour rien dans cette grotesque tentative qui avait consisté à envoyer une poignée de militants affronter sur une plage entourée de marécages et de montagnes une armée régulière plus nombreuse et mieux équipée. Les images télévisées des cadavres, des prisonniers et, plus tard, de leur procès à grand spectacle firent mal au moral des

Américains et de leur président. Kennedy accepta publiquement la responsabilité de l'échec, lorsqu'il ne put plus faire autrement. Mais, déjà, il projetait de prendre sa revanche à la fois sur Castro et sur ceux qui, aux États-Unis, l'avaient trompé. La CIA fut, très vite, dans sa ligne de mire. Jusqu'à la Baie des Cochons, l'Agence avait assez bien réussi ses opérations clandestines, il est vrai plus limitées et moins militarisées. En avril 1961, les hommes de Dulles atteignirent leur seuil d'incompétence.

Après le désastre, le président décida de prendre des sanctions contre ceux qui avaient essayé de l'entraîner sur le chemin de l'intervention directe des États-Unis. Une commission d'enquête présidentielle fut nommée et animée par le général Maxwell Taylor. Robert Kennedy en faisait partie et en fut le véritable moteur. Allen Dulles et l'amiral Arleigh Burke, un des organisateurs militaires du débarquement, furent contraints d'y siéger. Quant à la CIA, elle connut un sort particulier puisque Kennedy confia à Lyman Kirkpatrick, inspecteur de l'Agence, la mission d'étudier en détail son fonctionnement dans l'affaire. Sans doute Robert Kennedy et son frère s'aperçurent-ils au passage qu'un des premiers responsables de l'échec était le président lui-même, non pas tant parce qu'il avait refusé l'intervention de l'aviation américaine que parce qu'il avait accordé son feu vert à l'opération sans se pencher réellement sur le dossier. Sans être un grand stratège, John Kennedy aurait pu au moins s'apercevoir de la disproportion des forces et des moyens, du mauvais choix

du lieu du débarquement et de la nécessité de confier l'opération à l'armée, plutôt qu'aux agents secrets d'Allen Dulles. Il négligea de le faire et s'en mordit les doigts : « Comment ai-je pu être assez stupide pour les laisser faire ? », demanda-t-il à Sorensen, l'un de ses proches conseillers. Il ne pouvait se sanctionner lui-même et laissa transformer la CIA en bouc-émissaire.

L'Agence s'était obstinée à monter le raid, usurpant des responsabilités qui n'auraient jamais dû être les siennes. Elle n'avait même pas respecté ses propres circuits puisqu'elle avait confié l'organisation de l'opération à un service « action », hors des organes d'évaluation et de contrôle interne. Quant aux hommes choisis sur le terrain, ils avaient été des agents de troisième ordre, pour garder le secret à l'intérieur de la maison. L'échec était aussi celui du renseignement : sous-estimation des forces régulières cubaines, surestimation de l'impopularité du régime castriste et des capacités opérationnelles de la brigade anti-castriste. Le 28 novembre 1961, John Kennedy tira les conclusions de ces réflexions. Allen Dulles, décoré d'une médaille d'honneur et nommé « consultant historique » de la CIA, fut relevé de ses fonctions et remplacé par John Mac Cone, un républicain ayant fait fortune dans la construction navale avant de prendre la tête de la Commission de l'Énergie Atomique, en 1958. « Si nous avions un système de représentation parlementaire, c'est moi qui quitterais mes fonctions. Avec le système que nous avons, c'est vous qui devez partir », déclara Kennedy à

Dulles, lors de l'audience de congédiement. Le général Charles Cabell, chef des opérations, fut lui aussi limogé et remplacé par le général Marshall Carter. Quant à Richard Bissell, il fut muté à l'Institut d'Analyses de la Défense, après avoir remis sa démission. Richard Helms prit la tête des opérations clandestines. Au sein de l'Agence et des groupes « action », on commença à murmurer que le président avait lâchement abandonné les « combattants de la Liberté » sur la plage de la Baie des Cochons et qu'il avait décidé d'en faire porter la responsabilité à la CIA. En privé, Kennedy déclara qu'il allait faire voler l'Agence en éclat pour mieux la maîtriser. Un de ses projets était de confier à son frère la direction d'un grand service unifié, comprenant le FBI et la CIA.

Malgré l'échec de la Baie des Cochons, Kennedy ne renonçait pas au projet de renverser Castro. Il ne refusa pas à la CIA l'autorisation de continuer à comploter contre le leader cubain, mais à plus petite échelle. Personnellement vexé par le désastre d'avril 1961, il entendait faire payer au régime de La Havane la grande humiliation du début de son mandat. Le petit comité du général Taylor et de Robert Kennedy proposa une solution moins voyante qu'un débarquement armé : l'opération « Mangouste ».

« Mangouste » fut une des plus importantes et des plus coûteuses opérations jamais menées par la CIA. Elle fut mise au point avec le concours direct de Robert Kennedy et

l’approbation expresse du président. Son directeur opérationnel fut le général Edward Landsdale, sous le contrôle de Mac Cone et de Helms. Elle consistait à développer la subversion à l’intérieur même de Cuba en sabotant l’activité économique, en permettant des coups de main sur des ponts, des routes, des bateaux, en préparant une armée d’invasion qui profiterait cette fois d’un réel mécontentement populaire. La logistique de l’opération fut confiée à un baroudeur de la CIA, William Harvey. Il devait reconstituer des réseaux anti-castristes sur l’île, en enrégimentant des volontaires parmi les exilés de Floride. Il fallait recruter des milliers d’anti-castristes, les armer, les entraîner. Il fallait acheter des bateaux et des avions, trouver des pilotes, organiser des livraisons clandestines à Cuba. Le camp du Guatemala ne suffisant plus, la CIA décida de créer des terrains de manœuvre sur le territoire même des États-Unis. Pour encadrer cette « armée », on fit appel à des spécialistes de la guerre secrète, y compris des personnages douteux qui avaient déjà sévi sur d’autres théâtres.

La Floride et la Louisiane grouillèrent bientôt de ce type d’agents clandestins. Parmi eux, on relève le nom d’un certain Guy Banister, ancien du FBI, installé comme détective privé au 544 *Camp Street*, à La Nouvelle-Orléans, celui d’Eugenio Martinez, homme de main arrêté plus tard dans l’immeuble du *Watergate*, Frank Sturgis, baroudeur et ancien trafiquant d’armes au profit de… Castro, etc. À Miami, plusieurs centaines d’agents de la CIA et leurs alliés

anti-castristes créèrent un quartier général de l'opération[138]. Un bâtiment du campus de l'université fut réquisitionné et servit même de dépôt d'armes clandestin. Pour payer tous ces hommes et cette logistique, l'Agence utilisa les moyens les plus imaginatifs, fruit de trafics divers (en collaboration avec la mafia) ou de contributions de sociétés privées servant d'écran.

Renverser Castro de cette manière devait prendre du temps et coûter cher. Les frères Kennedy s'impatientaient et poussaient la CIA à accélérer ses préparatifs. De son côté, l'Agence menait sa propre politique sur place, sans que son directeur en soit toujours informé. Harvey devenait insupportable à Robert Kennedy qui ne manquait jamais une occasion de s'accrocher avec lui. L'ambiance de l'opération « Mangouste » devint assez vite malsaine. Les hommes d'action reprochaient aux politiciens de ne pas savoir trancher dans le vif. Les politiciens faisaient remarquer aux hommes d'action que la position internationale des États-Unis méritait qu'on garde une certaine retenue et, surtout, un secret total sur le plan d'ensemble.

Pour aller encore plus vite au succès, on réactiva les projets d'assassinat du *Lider Maximo*. La commission Church devait établir que pas moins de huit tentatives furent entreprises. C'est sur ce terrain que la mafia et la CIA se retrouvèrent.

La mafia américaine avait d’énormes intérêts dans le Cuba de Batista. Au début de la révolution castriste, elle pensait, comme le gouvernement américain, qu’il serait possible de s’entendre avec les leaders du mouvement. Elle avait donc joué sur les deux tableaux pour conserver ses positions, finançant l’un et l’autre des protagonistes. Certes, les sympathies du parrain de l’île, Santos Trafficante, et de ses complices allaient plutôt au gouvernement de Batista : certains très hauts fonctionnaires et responsables de l’armée appartenaient au cartel de la drogue qui s’était mis en place à Cuba, en complément du jeu (avec les casinos de Meyer Lanski, notamment) et de la prostitution.

Le calcul de la mafia fut mauvais et Castro s’attaqua au crime organisé dès son avènement. Des millions et des millions de dollars s’envolèrent d’un seul coup, suite à la nationalisation du jeu et à la lutte contre le trafic de drogue et la prostitution. Trafficante fut même un moment détenu[139]. Pour les mafieux américains, c’était une catastrophe majeure. Ils décidèrent de réagir et d’accepter toute aide ou collaboration qui permettraient de se débarrasser de cette révolution spoliatrice des économies et des patients investissements des parrains. Castro voulait chasser la mafia d’un de ses territoires anciens et sûrs. Mais la mafia ne se laisse jamais chasser d’un endroit sans réagir.

L’offre de collaboration ne tarda guère. La CIA proposa au syndicat du crime de s’allier à elle pour parvenir à ses

fins. Dès 1960, Richard Bissell avait demandé aux scientifiques de l'Agence de réfléchir sur les techniques d'assassinat les plus efficaces contre Castro. À cette époque, il supervisait déjà les tentatives de « neutralisation » de Lumumba et Trujillo. Il n'était donc pas à un dossier sale près. Bissell se fondait sur un avis de Howard Hunt, responsable de l'action politique pour l'opération de la Baie des Cochons (et futur leader de l'opération d'espionnage dans l'immeuble du *Watergate*). Ce dernier s'était rendu à La Havane pour évaluer les chances de réussite des tentatives de déstabilisation du régime castriste. Il en revint convaincu que l'exécution de Castro et, le cas échéant, de son frère Raul et de Guevara, devait devenir une priorité. Un groupe spécial fut mis sur pied. Les premières tentatives furent de la responsabilité du colonel Sheffield Edwards. Parallèlement, un responsable de la CIA — que le rapport Church n'a pu identifier — prit contact avec un certain Robert Maheu, ancien agent du FBI et collaborateur occasionnel de l'Agence depuis une dizaine d'années. Attaché au service des relations publiques du groupe Howard Hughes, il avait tenté, par exemple, de produire un film pornographique mettant en scène un sosie du président Sœkarno. Les ébats devaient se passer dans un décor moscovite de telle sorte que le leader indonésien pense à une intoxication russe et rompe ses liens avec l'URSS…

Maheu avait de bons contacts avec John Roselli et ses amis. Il leur proposa d'être, moyennant une juste

rétribution, le bras armé de l'assassinat de Castro. Roselli accepta et, tous frais payés, commença à réfléchir à la faisabilité de l'opération. Sam Giancana et Santos Trafficante furent mis dans la confidence et à contribution. Pour la mafia, collaborer avec le gouvernement américain n'était pas une nouveauté : Lucky Luciano n'avait-il pas aidé, en 1941, à la surveillance des docks de la côte est et, en 1943, aux préparatifs de l'invasion de la Sicile ? Mais c'était la première fois que la CIA descendait au niveau moral d'un tel partenaire et l'associait à un projet d'assassinat d'un chef d'État étranger. On envisagea différents moyens d'action : cigares empoisonnés, pilules foudroyantes, arme blanche, fusil… On réfléchit aussi à des solutions franchement baroques comme un produit devant rendre Castro imberbe et le ridiculiser aux yeux du peuple. On pensa aussi lui faire respirer de la drogue dans un studio de radio où il prononçait ses discours enflammés, pour lui faire dire des bêtises. Les frères Kennedy furent sans conteste au courant de l'accord mafia-CIA et de son objet. Les relations particulières entre le président et Judith Campbell servirent notamment à des échanges de messages et, peut-être, de fonds avec Sam Giancana. Plusieurs témoignages postérieurs montrent même que Robert Kennedy poussa pour qu'on accélère le mouvement. Bissell décida de se passer du colonel Edwards, trop conventionnel à ses yeux, et confia directement le dossier à William Harvey. L'occasion était belle pour la CIA de tester son équipe de tueurs mise sur pied dans le cadre d'un

programme baptisé « *Executive Action* ». Elle laissa pourtant les hommes de main de la mafia manquer au moins deux tentatives. Puis on utilisa des individus à la frontière du crime et des services secrets, comme Frank Sturgis. Celui-ci réussit à « retourner » la maîtresse de Castro, Marita Lorenz, qui, reçut pour mission de supprimer son amant. Mais la jeune femme de 19 ans ne parvint pas à s'y résoudre. Elle s'enfuit de Cuba, tout en restant proche de l'*Executive Action*.

La crise des missiles (octobre 1962) vint tout remettre en cause. Pour la seconde fois, sur le dossier cubain, John Kennedy prit conscience de la difficulté et des responsabilités du métier de chef d'État. Il y perdit ses dernières illusions et la nonchalance héritée de sa jeunesse dorée de *play-boy*. On passa bien prêt de la guerre et Kennedy s'aperçut qu'il fallait que la diplomatie domine l'action clandestine, et non l'inverse. Mais il avait ouvert la boîte de Pandore en permettant le recrutement massif d'individus prêts à tout, incontrôlables par les voies traditionnelles du gouvernement. Il fallait à présent leur expliquer que l'opération Mangouste, la reconquête de Cuba, l'assassinat de Castro étaient une page à tourner, que chacun allait rentrer chez soi et ne devrait plus y penser. La tâche n'était pas mince, d'autant que les frères Kennedy n'avaient pas hésité à se compromettre avec la mafia et avaient laissé les coudées franches aux responsables des opérations clandestines de la CIA qui étaient l'inverse de fonctionnaires soumis à leur

hiérarchie… et encore moins au pouvoir politique qu’ils soupçonnaient d’être toujours prêt à retourner sa veste et à lâcher les « vrais combattants ». Ces forces souterraines poursuivirent leur besogne sans en rendre compte à quiconque.

Être passés si près de la guerre lors de la crise des missiles fit prendre conscience aux gouvernements de La Havane et de Washington que le temps de la politique était venu. Castro devait abandonner les provocations. Kennedy devait cesser de faire de la chute de son ennemi le cœur de ses ambitions pour l’île. Premier pas significatif, les deux pays renoncèrent à se déchirer publiquement aux Nations Unies sur les responsabilités réelles de la crise des missiles. Le président américain évalua sa marge de manœuvre. Elle était étroite. À l’intérieur, si la population continuait à le soutenir, ses opposants politiques, voire certains de ses alliés faisaient de la surenchère : il était mou et c’est sa mollesse qui l’avait empêcher de régler le problème des communistes à Cuba. Certains jouaient délibérément le jeu de la subversion, exigeant de l’administration Kennedy qu’elle reconnaisse un gouvernement cubain en exil. D’autres créaient des comités visant à forcer leur gouvernement à envahir Cuba. Le scénario d’une invasion du type de celui de la Baie des Cochons gardait encore beaucoup de popularité chez les conservateurs et au sein des équipes « action » de la CIA. De plus, le président devait contenir les milliers d’exilés

présents sur le sol des États-Unis, dont beaucoup participaient à l'opération « Mangouste ». Enfin, il devait faire face à une partie de la presse qui, comme le *New York Times*, jetait de l'huile sur le feu. À l'inverse, il pouvait compter sur une garde rapprochée qui partageait (et parfois devançait) son analyse. Généralement, la bureaucratie du département d'État pensait aussi qu'il fallait refroidir les tensions américano-cubaines. À l'extérieur du pays, les alliés des États-Unis étaient, bien sûr, favorables à des arrangements entre les deux adversaires. Même Moscou poussait Castro à composer.

Pour toutes ces raisons, Kennedy devait agir tout en restant prudent. Son premier souci fut d'obtenir, contre paiement d'une forte rançon, la libération des prisonniers de la Baie des Cochons. Leur retour en Floride donna l'occasion au président de prononcer un discours enflammé. Il rappela son engagement et promit à la « brigade » de lui rendre l'étendard qu'elle venait de lui offrir dans les rues de La Havane libérée. Tous les collaborateurs de Kennedy confirmèrent par la suite que leur patron s'était laissé porté par l'enthousiasme de la foule présente dans le stade de Miami lors de cette manifestation. On peut les croire car, hors les discours officiels musclés, le président préparait, sinon un rapprochement, au moins un pacte de non-agression avec le régime de Fidel Castro. Les premiers signes en furent la facilité avec laquelle son administration accepta de payer une rançon assortie d'une livraison de médicaments pour la

libération des prisonniers. Les premiers grincements apparurent lorsqu'il fallut trouver les médicaments promis. Les firmes pharmaceutiques se firent tirer l'oreille pour les fournir. Robert Kennedy fut prié de monter au créneau. Le ministre de la Justice, qui était pourtant un des plus déterminés à éliminer Castro, réussit à convaincre les récalcitrants. De toute façon, sa seule politique était d'assurer la réélection de son frère. Le reste était de la tactique. S'il fallait abandonner les projets meurtriers, il était disposé à le faire.

Les négociations pour la libération des prisonniers avaient été fructueuses et avaient permis de bons contacts entre les envoyés de Kennedy et les représentants de Castro. Sur cette base, des négociations discrètes commencèrent. Pour qu'elles aboutissent, il fallait absolument contrôler les activités désordonnées des exilés cubains. En avril 1963, il fut décidé de mettre définitivement l'opération Mangouste sous le boisseau. La nouvelle fut très mal prise dans les camps du Guatemala et de Floride, comme dans les bureaux clandestins de Louisiane et d'ailleurs. José Miro Cardona, président du Comité Révolutionnaire Cubain, sorte de gouvernement en exil, décida de rompre ses contacts avec l'administration Kennedy. Jusqu'alors, il pensait que le président irait jusqu'au bout de ses promesses. Il se rendit compte que, jamais, sous Kennedy, les États-Unis n'envahiraient Cuba. Officiellement, la CIA reçut l'ordre de ne plus soutenir les groupes paramilitaires anti-castristes. La subvention

mensuelle de 200 000 dollars au CRC fut suspendue. La rupture était profonde et la haine des Kennedy commença à remplacer l'espoir qu'on avait placé en eux. « La CIA est fichue », aurait conclut David Phillips, patron des opérations secrètes en Amérique du Sud. Le 20 avril 1963, le président enfonça le clou, dans un entretien accordé au *New York Times* : « En tant que défenseur principal de la liberté à travers le monde, nous n'avons pas déterminé qu'une invasion serait de l'intérêt national ni de l'intérêt général de cet hémisphère [...]. Nous devons garder le contrôle de notre politique ici, à Washington, et nous avons bien l'intention de le faire ». Quelques semaines plus tard, le FBI commença à intervenir dans le Sud des États-Unis pour fermer des camps de regroupement et d'entraînement des exilés cubains. À l'ONU, les premiers contacts diplomatiques furent pris avec La Havane. Hors de ce cadre officiel, le président dépêcha aussi une équipe officieuse pour poursuivre et approfondir les pourparlers. On a vu que le journaliste Jean Daniel en faisait partie[140]. On commença à murmurer (et on avait raison) que Kennedy était convenu avec Moscou qu'en contrepartie du retrait de ses missiles, il n'envahirait pas Cuba et retirerait une partie de l'arsenal offensif américain installé en Turquie. Bientôt, le président en vint à dire que si Castro renonçait au soutien de l'URSS, « tout devenait possible ».

Que les exilés cubains n'aient pas accepté les changements politiques consécutifs à la crise des missiles se comprend sans difficulté. Que la CIA n'en ait pas tenu

compte et ait poursuivi, à l'insu de l'exécutif, ses activités subversives est moins admissible. Ce non respect des ordres présidentiels fut dévoilé, non seulement par l'enquête du procureur Garrison, mais aussi par la commission Church. On ne sut que plus tard que l'accord mafia-CIA pour assassiner Castro était encore en vigueur. Ainsi, le 22 novembre 1963, un stylo empoisonné destiné au *Lider Maximo* fut remis à un homme de main de la mafia.

L'étude, même succincte, de cet épisode crucial des « mille jours » de Kennedy à la Maison Blanche permet à la fois de montrer dans quelle atmosphère vivaient les États du Sud des États-Unis, noyautés par les anti-castristes et leurs alliés objectifs, la mafia et une partie de la CIA. En 1963, d'ailleurs, nombreux étaient les observateurs qui se doutaient des tensions et des menaces qui existaient dans le pays. Le 3 octobre 1963, Arthur Krock, journaliste particulièrement bien informé puisque confident de son ami John Kennedy, écrivait, dans le *New York Times* : « À deux reprises, la CIA a refusé d'obéir aux instructions de la Maison Blanche. La CIA les désapprouvait. L'importance croissante de la CIA est comparée à une tumeur maligne contre laquelle les hauts fonctionnaires et même la Maison Blanche ne peuvent pas grand-chose. Si jamais les États-Unis sont victimes d'une tentative de putsch destiné à renverser le gouvernement, ce sera l'œuvre de la CIA. »

IV

544 *Camp Street*

Dans la soirée du 22 novembre 1963, un certain Jack Martin fut admis aux urgences d'un hôpital de La Nouvelle-Orléans. Le visage tuméfié, il déclara à la police qu'il avait été frappé à coups de crosse de revolver par son patron, le détective privé Guy Banister. Pris de boisson, ils s'étaient disputés au sujet de l'assassinat du président qui avait eu lieu en début d'après-midi. Banister se réjouissait trop à son goût de la disparition de Kennedy et Martin le lui avait fait remarquer. Le blessé compléta son témoignage en disant que le détective privé, mêlé aux préparatifs de reconquête de Cuba par les anti-castristes avait passé l'été en compagnie d'individus louches dont un ancien pilote, David Ferrie. Ce dernier avait quitté La Nouvelle-Orléans pour le Texas, le 22 novembre au matin. Martin affirmait que Ferrie faisait partie d'une conspiration qui avait abouti à la mort du président. Son rôle était d'aider les assassins à fuir.

À partir de ce moment, le FBI se lança à la recherche de Ferrie, et ce d'autant plus qu'on avait retrouvé sur Oswald une carte d'accès à une bibliothèque au nom de l'ancien pilote. La carte ne fut jamais versée au dossier et le FBI nia par la suite qu'elle ait été à l'origine de leurs recherches, en dépit de l'existence d'un télex informant J. Edgar Hoover de cette enquête. Au même moment, le co-locataire de Ferrie reçut la visite de l'avocat de Carlos Marcello qui essayait lui aussi de le retrouver. Mais c'est finalement le procureur de La Nouvelle-Orléans, Jim Garrison, qui parvint à le localiser. Dès l'arrestation d'Oswald, ayant appris que celui-ci avait passé l'été 1963 dans la ville, il avait lancé ses hommes à la recherche d'informations. Ils avaient eu vent de contacts entre l'assassin présumé du président et David Ferrie. Ce dernier fut appréhendé le 25 novembre. Garrison l'interrogea et le remit au FBI, pensant que son témoignage était incroyable (il prétendait être allé à Houston pour faire du patin à glace) et qu'il avait quelque chose à se reprocher.

Le FBI abandonna rapidement cette piste. Le 18 décembre 1963, il annonça qu'il mettait fin à ses investigations sur Ferrie. Les procès-verbaux de son interrogatoire furent classés « *top secret* », sur ordre de J. Edgar Hoover. En 1976, les archives nationales informèrent les chercheurs qui souhaitaient avoir accès à ces documents qu'ils étaient, hélas, manquants dans le lot transmis par le Bureau.

De son côté, à l’époque, Jim Garrison ne s’inquiéta pas outre-mesure de ces événements. Si le FBI avait décidé de relâcher Ferrie, c’est que ni lui ni Banister n’étaient impliqués dans l’assassinat de Kennedy. Le *district attorney* de La Nouvelle-Orléans reprit donc ses activités, sans plus prêter de réelle attention à l’affaire jusqu’à la publication du rapport Warren. Il venait pourtant de mettre le doigt dans un engrenage qui allait l’amener à accuser la CIA d’avoir trempé dans le meurtre du président, avec la complicité et le soutien opérationnel des anti-castristes, thèse largement reprise et adaptée par Oliver Stone dans son film *JFK*. Mais les deux hommes ne sont pas les seuls à mettre en cause les services officiels américains et, singulièrement, la CIA ou une de ses officines. Chronologiquement, les premiers travaux sur ce point furent ceux de Thomas Buchanan, qui sentit intuitivement que quelque chose n’avait pas fonctionné dans les services de renseignement et de protection, le 22 novembre 1963.

Évoquons cette piste plus en détail que précédemment.

À la lecture du rapport Warren et de ses vingt-six volumes de pièces, Garrison eut la même insatisfaction que ses contemporains. Il décida de reprendre son enquête sur les agissements d’Oswald et ses relations à La Nouvelle-Orléans. Il découvrit ainsi un élément essentiel : le bureau de Banister, au 531 *Lafayette Street*, était doté d’une seconde entrée, au 544 *Camp Street*. Oswald avait parfois utilisé cette dernière adresse sur des tracts castristes qu’il

distribuait dans les rues. Que venait faire ce militant “communiste” chez un homme comme Banister, réputé pour ses opinions d’extrême droite ?

En cherchant encore, l’équipe de Garrison s’aperçut que le 544 *Camp Street* était aussi une couverture pour une partie de l’opération de la CIA visant à préparer les exilés cubains à la reconquête de leur île. Une autre piste apparut lorsqu’il remarqua dans le rapport Warren qu’un avocat de La Nouvelle-Orléans, Dean Andrews, s’était porté volontaire pour être l’avocat d’Oswald, immédiatement après son arrestation. Il avait agi à la demande d’un certain « Clay Bertrand ».

Garrison voulut en savoir plus et, pour cela, s’attaqua d’abord à David Ferrie. Le chercheur indépendant Jim Marrs a donné de ce dernier une description qui mérite d’être citée : « [C’] était un personnage tout droit sorti d’un roman, mais il était réel au point d’en être effrayant. Ferrie ressemblait à un clown avec ses sourcils peints et sa perruque rouge. Mais il était surtout un homosexuel agressif aimant les jeunes garçons. Il se considérait comme un maître de l’hypnotisme, un psychologue, un scientifique et un “évêque” de l’église orthodoxe d’Amérique du Nord ». Spécialiste des missions secrètes, il était aussi proche de Carlos Marcello, pour qui il avait longtemps travaillé[141]. À partir de 1961, il fut intégré aux menées anti-castristes et se lia au Front Révolutionnaire et Démocratique de Cuba, partiellement financé par le crime organisé et dirigé par Sergio Arcacha-Smith, qui était tout sauf un poète de la

guerre contre le communisme. Parmi les multiples activités de l'ancien pilote, on découvrit aussi qu'il avait collaboré avec le docteur Mary Sherman. Cette dernière travaillait, probablement pour le compte de la CIA, sur des questions « d'intelligence médicale » : inoculation de maladies, accélération du développement des cancers, etc[142].

Poussé dans ses derniers retranchements par Garrison, Ferrie finit par admettre qu'il faisait partie d'une équipe soutenue par la CIA dont le rôle était d'entraîner, d'armer et d'apporter un soutien logistique aux anti-castristes. Il avait lui-même piloté à plusieurs reprises des avions servant à livrer des armes à Cuba.

Dans le même temps, on s'en souvient, le procureur crut identifier « Clay Bertrand » en la personne de Clay Shaw, homme d'affaires honorablement connu et estimé de ses concitoyens.

Né en 1913, Shaw avait fait une belle guerre qui lui avait permis de quitter l'armée en 1946 avec le grade de major et de nombreuses décorations, dont la croix de guerre française. Il rentra à La Nouvelle-Orléans et créa l'*International Trade Mart*, spécialisée dans les expositions commerciales aux Antilles. On pense que ITM eut des liens étroits avec une société du nom de Permindex et le *Centro Mondiale Commerciale*, compagnie installée à Rome. Pendant l'affaire algérienne, les services secrets français accusèrent Permindex d'être un des bailleurs de l'OAS dans ses tentatives d'assassiner le général De Gaulle. À la fin des années 1960, ces deux sociétés furent aussi soupçonnées

par la presse italienne d'être entre les mains d'anciens fascistes et d'avoir des liens avec la mafia dans les Caraïbes. Encouragé par de nombreux (mais fragiles) témoignages de nature à confirmer les liens supposés entre l'homme d'affaires et Ferrie, Garrison en déduisit que Shaw était en contact avec la CIA et les menées anti-castristes clandestines financées par l'Agence.

Le procureur de La Nouvelle-Orléans tenta de mener son enquête avec discrétion. Mais la presse eut vent de ses recherches et, le 17 février 1967, le *New Orleans States Item* publia un premier article dévoilant les activités de l'équipe Garrison tout en l'accusant de dilapider l'argent du contribuable. Très inquiet à la suite de cette publicité, Ferrie bascula définitivement. Pour obtenir sa protection, il proposa à Garrison de lui en dire plus… mais n'en eut pas le temps. On le retrouva mort, une semaine plus tard. Eugenio Del Valle, associé de Ferrie dans ses activités anti-castristes que l'équipe du procureur de La Nouvelle-Orléans tentait d'arrêter, fut à son tour retrouvé mort dans sa voiture, affreusement mutilé. Craignant que ses témoins disparaissent les uns après les autres, Garrison passa à l'offensive et fit arrêter Clay Shaw, le 1er mars 1967. Le monde entier savait à présent qu'à La Nouvelle-Orléans, un procureur avait repris l'enquête sur l'assassinat du président Kennedy. Sa thèse était « révolutionnaire » : les reculades de Kennedy sur Cuba avaient provoqué la colère des anti-castristes et de leurs alliées de la CIA ; ils avaient décidé de se débarrasser de lui.

Nous avons déjà évoqué les suites de l'affaire, le procès perdu par Garrison, l'impossibilité pour lui de démontrer que Shaw et « Bertrand » étaient une seule et même personne, les accusations de complicité portées contre John Roselli, les ennuis que dut affronter le procureur, etc. On sait aujourd'hui que le dossier de Garrison fut « saboté » par des instances officielles, chaque fois que cela leur fut possible. De nombreux gouverneurs d'États refusèrent d'extrader vers la Louisiane des témoins importants, comme le fameux Braden-Brading, protégé par le gouverneur de Californie, Ronald Reagan. Le ministère de la Justice refusa quant à lui d'obliger Allen Dulles de se rendre à La Nouvelle-Orléans pour témoigner. Le FBI infiltra l'équipe de La Nouvelle-Orléans et déroba une partie de ses dossiers. Un des témoins découverts par Garrison qui le soupçonnait de travailler pour la CIA ne parut pas au procès : on l'identifia plus tard dans la périphérie de l'affaire du *Watergate*.

Depuis 1969, de nouveaux éléments sont venus crédibiliser une partie du dossier de Garrison. Certes, nul n'a pu prouver que Shaw avait fomenté le complot qui aboutit à l'assassinat de Dallas. Mais bon nombre des affirmations « périphériques » le concernant ont été vérifiées. Ainsi, ses relations avec la CIA sont aujourd'hui une quasi-certitude. Victor Marchetti, ancien assistant du directeur-adjoint de la CIA et auteur d'un livre explosif sur l'Agence, a révélé que Richard Helms lui avait confié, en pleine affaire Garrison, que Shaw et Ferrie avaient

effectivement travaillé pour les services secrets. Helms le reconnut devant une commission d'enquête du Congrès. En 1977, un rapport secret de la CIA fut rendu public. Daté de 1967, il confirmait que Shaw avait régulièrement travaillé pour l'Agence, au moins entre 1949 et 1956. On apprit aussi que le général Cabell, adjoint d'Allen Dulles, avait demandé à Shaw de l'introduire auprès d'une association d'étude de la politique étrangère de La Nouvelle-Orléans, en 1961, ce qui tend à montrer que le patron de l'*International Trade Mart* avait conservé des contacts de haut niveau au sein de la CIA.

De nouveaux témoignages ont par ailleurs étayé l'hypothèse selon laquelle Ferrie et Shaw se connaissaient et se fréquentaient. Une photo, très floue, a été découverte, semblant montrer Shaw, Ferrie et peut-être Oswald à une fête costumée. Depuis 1969, Perry Russo, un des témoins phare de l'affaire Garrison, persiste dans son accusation : lors d'une soirée bien arrosée avec des exilés cubains, Ferrie et Shaw auraient discuté d'un attentat contre Kennedy, en citant des détails qui font immanquablement penser à ce qui se passa quelques semaines plus tard sur *Dealey Plaza*.

Surtout, depuis 1969, de nouvelles pistes sont apparues, menant à certains agents de la CIA très présents dans l'affaire Kennedy.

Le 544 *Camp Street* était situé à un carrefour géographique des activités secrètes et policières de La Nouvelle-Orléans. Non loin de là, le FBI, l'ONI[143], la CIA

avaient aussi des bureaux. Toujours dans le même quartier se trouvait encore le siège de la *Reilly Coffee Company*, dirigée par un ami de Banister, ancien du FBI et anti-castriste convaincu. Lee Harvey Oswald y fut employé, avant d'être renvoyé. On notera que de nombreux collaborateurs de cette entreprise furent, à leur départ de la société, embauchés par des services travaillant pour la défense nationale, comme la NASA. Dans l'immeuble du 544 *Camp Street*, nul ne conteste aujourd'hui que Banister dirigeait un repère d'anti-castristes militants. Lorsqu'il travaillait pour le FBI de Chicago, il avait d'ailleurs eu dans son équipe un certain Robert Maheu, l'agent de liaison entre la CIA et la mafia. Membre de la *John Birch Society*, Banister s'était naturellement engagé dans la lutte contre Castro. Il avait participé à la préparation du débarquement de la Baie des Cochons puis à l'infiltration des milieux étudiants et, en 1963, avait accepté que son bureau serve de dépôt d'armes. Un de ses collaborateurs, Jerry Brooks, a déclaré depuis qu'il était chargé de porter au bureau local du FBI les fiches établies au 544 *Camp Street*. Ces fiches disparurent après la mort de Banister, des suites d'un malaise cardiaque en 1964. On ne retrouva que le titre des principales rubriques : « CIA », « Armes et munitions », « Droits civiques. Programme de JFK » et, surtout « *Fair Play Committee for Cuba* », dont Oswald faisait partie.

Plusieurs témoins affirment avoir vu Oswald dans les bureaux de Banister. Parmi eux, la secrétaire de celui-ci, Delphine Roberts. Elle vit l'assassin désigné de Kennedy

« à de nombreuses reprises ». Sa sœur, qui exploitait un studio-photo dans le même immeuble, se rappelle du jeune homme, souvent installé dans un petit bureau, lisant des documents et préparant des tracts. Beverly Oliver — qui était présente par hasard sur *Dealey Plaza*, le 22 novembre 1963 — déclara avoir vu Banister et Oswald au *Carousel Club* de Jack Ruby, peu avant l'assassinat. En 1979, le *House Select Committee on Assassinations* entendit le patron d'un petit restaurant, à deux pas de *Camp* et *Lafayette Street*. Il déclara avoir plusieurs fois servi Oswald et Banister. Que faisait l'ancien *marine* étiqueté « marxiste » dans un repère d'activistes d'extrême droite ?

Certains auteurs pensent qu'Oswald travailla occasionnellement pour « la CIA », qu'il faut entendre ici non comme le quartier général de Langley mais comme une officine travaillant pour son compte. Son passé de *marine* pourrait militer pour cette hypothèse : apprentissage du russe, affectation à Ashugi, absences inexpliquées de son unité. Certains de ses collègues militaires affirmèrent avoir eu l'impression qu'Oswald « travaillait pour le gouvernement ». C'était aussi l'idée de sa mère et de quelques autres de ses amis juste après son arrestation. La façon dont il put émigrer puis rentrer aux États-Unis soulève des questions. Elle correspond en tout cas aux techniques employées alors par l'ONI et la CIA pour infiltrer des agents en URSS. Les contacts d'Oswald avec George de Mohrenschildt, Banister, Ferrie, voire Shaw (on releva dans l'agenda de ce dernier et dans celui d'Oswald

des références de boîtes postales communes) sont encore de nature à faire douter de la réalité de son engagement « communiste », qui a tout l'air d'avoir constitué une « couverture ». Autre élément suspect, on retrouva dans les effets de l'assassin présumé entreposés chez les Paine, à Irving, une caméra Minox d'un modèle non vendu au public à cette époque. Cet appareil miniature était un des outils favoris des espions, depuis la Seconde Guerre mondiale. L'affaire fut révélée et développée, sur la base des procès-verbaux de 1963, par le *Dallas Morning News*, en 1978. Les policiers de Dallas qui avaient procédé à la saisie, au moment de l'assassinat de Kennedy, témoignèrent qu'ils subirent à l'époque des pressions du FBI pour retirer l'appareil photo de leurs déclarations ou, au moins, pour en changer le modèle. Ils refusèrent. Sur certaines photos publiées par Jesse Curry dans ses Mémoires, et qui représentent les effets d'Oswald, on perçoit nettement un appareil photo Minox, d'un modèle conforme à celui invoqué par les policiers. On précisera que les pièces saisies dans le garage de Ruth Paine ont depuis disparu des cartons du FBI.

En 1977, grâce à la loi américaine sur la liberté de l'information, des enquêteurs apprirent qu'un « dossier 201 » avait été établi sur Oswald par la CIA. Il s'agit d'un dossier individuel dont le numéro — « 201 » — signifie que la personne est employée par l'Agence ou présente pour elle un intérêt particulier. Le *House Select Committee on Assassinations* demanda à la CIA de s'expliquer sur

l’existence d’un tel dossier. Les réponses fournies ne sont pas étonnantes. La première raison invoquée par l’Agence fut qu’Oswald était un déserteur. Or, le dossier fut ouvert plus d’un an après sa défection, ce qui était bien tardif pour une affaire qui avait défrayé la chronique. Autre réponse fournie, le « dossier 201 » avait été établi de façon routinière par la CIA car Oswald lui « semblait » avoir des aptitudes pour un travail d’espionnage et d’infiltration. Il n’y avait donc rien de suspect dans l’établissement d’un tel dossier. Celui qui fut remis au HSCA était pratiquement vide. L’examen attentif d’autres documents de la CIA a permis de savoir depuis que le « dossier 201 » d’Oswald aurait dû contenir des dizaines de documents. Non seulement l’Agence cacha pendant quinze ans son existence, mais en plus, elle n’en communiqua pas la totalité au comité de la chambre des Représentants.

Toujours à la fin des années 1970, deux faits nouveaux apparurent au sujet du voyage à Mexico d’Oswald, permettant de le lier encore davantage au monde des services secrets. En examinant la liste des visas touristiques délivrés par les Mexicains, le 17 septembre 1963, on s’aperçut que le FBI avait « oublié », en 1963, de s’intéresser au nom précédent immédiatement celui d’Oswald sur la liste. Il s’agissait de William Gaudet. Cet homme travaillait depuis de nombreuses années pour la CIA. Anthony Summers obtint un rendez-vous avec lui. Il lui confirma d’abord que Banister, Ferrie et Oswald se connaissaient. En revanche, il affirma avoir gagné Mexico

en avion et non en bus. Enfin, il ne se rappelait plus s'il avait fait ce voyage dans le cadre de ses activités pour le compte de la CIA. Dans la même veine, on s'intéressa aussi à un des passagers de l'autocar qui conduisit Oswald à Mexico parce qu'il avait utilisé un faux nom. L'homme s'appelait Albert Osborne, ce que confirma un document révélé en 1993. La CIA l'aurait interrogé en 1963, avant de conclure qu'il n'avait rien à voir avec Oswald. Lorsque Oswald commanda ses premiers tracts et matériels de propagande auprès du siège du comité *Fair Play for Cuba*, il utilisa le pseudonyme d'Osborne. Peut-être ne s'agit-il que d'une coïncidence.

Les liens d'Oswald avec la CIA, ou plutôt une de ses officines devenue difficile à contrôler après l'annulation de l'opération « Mangouste » ne sont pas les seuls éléments qui pourraient rapprocher l'assassin présumé du monde des services secrets et des agences gouvernementales américaines. Le FBI a aussi été mis en cause.

Le 22 novembre 1963, à 12 heures 34, l'attention de J. Edgar Hoover fut attirée par le crépitement du téléscripteur UPI installé dans son bureau. C'est ainsi que, comme le commun des mortels, le directeur du FBI apprit qu'on venait de tirer sur le président par une dépêche de presse. Son premier mouvement fut d'appeler l'*attorney general*, Robert Kennedy, avec lequel il avait, depuis de longues semaines, coupé les ponts. Ces Kennedy l'agaçaient prodigieusement, avec leurs airs de saints, alors

que lui, Hoover, en savait long sur leurs escapades extra-conjugales et leurs liens avec la mafia, sans parler des frasques du vieux Joe. Mais la nouvelle était importante et il fallait prendre sur soi. Utilisant la ligne directe qui le reliait à son supérieur théorique, l'homme à la face de bouledogue parvint à joindre le ministre qui déjeunait. Il lui annonça ce qu'il savait et promit de rappeler dès qu'il aurait du nouveau. Une demi-heure plus tard, se référant toujours au fil UPI, il annonça à Robert Kennedy que le président était « sérieusement touché ». Sèchement, l'*attorney general* lui asséna : « Vous serez sans doute intéressé de savoir que mon frère est mort ». J. Edgar Hoover termina tranquillement sa journée à son bureau puis devant la télévision. Le lendemain, il passa plusieurs heures dans une pièce discrète aménagée dans un hippodrome, travaillant, entre deux courses, sur l'affaire du siècle. On venait d'assassiner le président des États-Unis et le patron du FBI ne voulait surtout pas manquer une journée de paris hippiques…

Le rôle du FBI dans les enquêtes menées depuis 1963 pour faire la lumière sur l'assassinat du président Kennedy a suscité bien des interrogations et des hypothèses, pas toujours farfelues. C'est le Bureau qui, après la mort d'Oswald, a mené seul la plupart des investigations sur l'affaire. Le moins qu'on puisse dire est que le résultat ne fut guère brillant. De là à penser que J. Edgar Hoover ait eu quelque chose à se reprocher, il n'y a qu'un pas que plusieurs chercheurs ont franchi. C'est notamment le cas

de Mark North, qui expose cette théorie dans *Act of treason*, paru en 1991. North s'appuie sur la haine qui animait Hoover chaque fois qu'il pensait aux Kennedy, ses liens avec une partie du crime organisé qui le faisait chanter à cause de son homosexualité, son amitié et sa complicité avec Lyndon Johnson, son désir de conserver son poste malgré son âge qui aurait dû le conduire à la retraite. Que John Edgar Hoover n'ait mis aucun zèle à dévoiler la vérité est une chose certaine. Qu'il ait contribué directement à brouiller les pistes ne l'est pas moins. Qu'il ait été complice de quoi que ce soit n'est pas prouvé. Il faut pourtant se demander pourquoi autant d'erreurs et de cachotteries furent admises par le directeur du FBI, d'ordinaire impitoyable avec les fautes de ses subordonnés.

On doit noter d'abord que, grâce à son programme de surveillance de la mafia, le Bureau intercepta plusieurs conversations de l'entourage et des amis de Carlos Marcello parlant clairement de se débarrasser des frères Kennedy. Ces menaces proférées parfois quelques jours seulement avant l'assassinat de Dallas donnaient encore la possibilité de tenter quelque chose pour protéger le président. Hoover ou ses collaborateurs n'en alertèrent ni le ministre de la Justice ni le *Secret Service*. Plus tard, ils n'informèrent pas davantage la commission Warren des soupçons que de nombreux enquêteurs commençaient à avoir sur les liens entre Ruby et le milieu, entre Oswald et les anti-castristes. Surtout, le FBI — et on imagine mal qu'il l'ait fait sans que son directeur soit au courant — voulut

cacher aux conseillers d'Earl Warren les relations entretenues par certains de ses agents avec l'assassin présumé.

Dans les mois qui précédèrent l'assassinat de Kennedy, Oswald eut des contacts avec au moins six agents du FBI. Les informations concernant ces contacts arrivèrent aux oreilles de la commission Warren. Une séance secrète fut consacrée à les étudier. J. Edgar Hoover ayant promis, par écrit, que jamais « son » Bureau n'avait employé Oswald, les commissaires le crurent sur parole (à l'exception de Hale Boggs qui fit connaître sa désapprobation en séance) et abandonnèrent toute velléité d'aller plus loin. Bien plus tard, pourtant, le comportement des agents concernés apparut curieux. À La Nouvelle-Orléans, l'agent John Quigley avait travaillé durant plusieurs heures, un samedi, pour recevoir, « à sa demande », Oswald qui venait juste d'être relâché par la police suite à une rixe (vraie ou fausse?) l'ayant opposé à des militants anti-castristes. Dans la même ville, un patron de bar révéla qu'il avait reçu à plusieurs reprises Oswald et l'agent du FBI Warren De Brueys dans son établissement. Un garagiste, installé en face de la *Reilly Coffee Company*, affirma qu'Oswald était souvent venu chez lui. Au moins deux fois, des hommes prétendant être des « agents du FBI venus de Washington » l'emmenèrent dans leur voiture de location. Les vérifications faites par le *House Select Committee on Assassinations* sur ce point ont permis d'établir qu'à la même époque, des agents du *Secret Service* (et non du

FBI) avaient bien loué ce type de voitures à La Nouvelle-Orléans. Devant la commission Warren, Gordon Shanklin, du FBI de Dallas, et son adjoint Kyle Clark déclarèrent qu'ils n'avaient « jamais payé » Oswald pour un renseignement. On oublia de leur demander s'ils avaient jamais demandé des renseignements, même gratuits, à l'ancien *marine*. Enfin, James Hosty ne fut pas un des moins assidus pour joindre Oswald. On retrouva son nom, son adresse, son numéro de téléphone et de voiture dans l'agenda de l'ancien *marine*[144]. On se rappelle qu'il détruisit sur ordre des documents qui auraient pu relier l'assassin désigné au Bureau.

On le voit, Oswald était une sorte de « multi-carte » de l'agitation. Proche des anti-castristes, il participait probablement aux menées de l'opération « Mangouste », aux côtés d'hommes appointés par la CIA. Il est possible qu'il ait aussi servi d'indicateur au FBI. Cela ne veut pas dire que la CIA, les anti-castristes ou le FBI aient fait assassiner Kennedy. Le simple désir de se mettre à l'abri de toute critique ou soupçon pour avoir employé l'assassin présumé serait une raison suffisante pour avoir menti à l'opinion mondiale pendant des décennies. Il n'aurait pas été bon pour la CIA et le FBI de laisser dire qu'ils avaient eu l'assassin du président comme rationnaire sans se méfier de lui. Mieux valait alors couvrir, cacher, détruire des preuves, inventer le complot communiste pour contrôler le président de la Cour Suprême et ses commissaires. Les documents récemment rendus publics

montrent à quel point la panique s'empara du système judiciaire et policier du pays à l'annonce de l'attentat. Ce fut particulièrement vrai dans les locaux du FBI de Dallas où nul ne savait où donner de la tête, avant que Washington ne reprenne les choses en main.

S'il n'y avait que cela pour accuser les services gouvernementaux, les enquêteurs non officiels auraient été contraints d'abandonner la piste depuis longtemps. Ils ne l'ont pas fait parce qu'on a découvert d'autres éléments qui mettent en cause, non pas la CIA en tant qu'institution, mais les groupuscules qu'elle avait créés. « L'éléphant solitaire » de Frank Church était peut-être de passage à Dallas, le 22 novembre 1963, nouvelle morale à l'histoire de l'apprenti-sorcier.

Mark Lane a réussi dans le domaine de la mise en cause de la « CIA » une assez belle percée[145]. Tout est parti d'un article de Victor Marchetti dans le magazine *Spotlight*, publication de *Liberty Lobby Inc.*, le 14 août 1978. Dans ce papier, publié durant les travaux du *House Select Committee on Assassinations*, l'ancien assistant du directeur-adjoint de la CIA affirmait avoir eu connaissance d'un mémorandum interne de l'Agence, daté de 1966 et signé par James Angleton, chef du contre-espionnage, et Richard Helms, directeur. Ce document disait, en substance, que la CIA devait se préparer un jour à expliquer la présence à Dallas, le 22 novembre 1963, de Everett Howard Hunt, agent très spécial de l'*Executive*

Action, acteur essentiel des menées clandestines de l'Agence pendant les années 1950, anti-castriste convaincu (meneur d'une partie des opérations de la Baie des Cochons, entraîneur en chef de certaines escouades para-militaires d'exilés cubains). À l'époque de la publication de l'article de *Spotlight*, le nom de Hunt était connu de l'Amérique et du monde entier : il avait été l'un des cambrioleurs du *Watergate*, condamné pour cette dernière action d'éclat d'une carrière qui en comptait de bien plus réussies[146]. Suite à cet article, Hunt, Helms et consorts durent s'expliquer devant le HSCA. Les représentants ne parvinrent pas à leur en faire dire plus que ce que Hunt, déjà soupçonné quelques années plus tôt, ne cessait de proclamer : il était à Washington, en réunion puis chez lui, le 22 novembre 1963. Hunt attaqua *Spotlight* devant les tribunaux et gagna en première instance, obtenant 650 000 dollars de dommages et intérêts. *Liberty Lobby* se tourna vers Mark Lane et lui demanda d'assurer la contre-offensive en appel. L'avocat accepta la proposition avec d'autant plus d'enthousiasme que le procès allait lui permettre de faire témoigner sous serment des personnages importants de l'affaire Kennedy qui, soit n'avaient jamais été appelés à le faire, soit l'avaient fait précédemment de façon qui ne le satisfaisait pas. Il put en effet appeler à la barre Hunt, Sturgis, Gordon Liddy (complice de quelques opérations de Hunt, dont le *Watergate*[147]), Marita Lorenz (ancienne maîtresse de

Castro), deux anciens directeurs de la CIA (Helms et l'amiral Turner).

Le procès eut lieu en 1985, devant le jury populaire d'une cour de Floride. Il donna lieu à d'intéressantes joutes et Lane gagna le procès. Les jurés estimèrent que, si on n'avait pu prouver la présence de Hunt à Dallas le jour où Kennedy fut assassiné, l'homme de la CIA avait tellement menti sur ce sujet lors de différentes interventions, avait si souvent changé de version au fil des ans, que c'est à bon droit que *Spotlight* et Marchetti avaient pu se demander s'il n'était pas à Dallas. Mais l'affaire « Hunt contre *Liberty Lobby* » permit aussi d'obtenir quelques informations intéressantes concernant le rôle de certains services de la CIA autour de *Dealey Plaza*, le 22 novembre 1963 :

1°) Helms ne nia pas avoir écrit le mémorandum qu'avait révélé Marchetti mais déclara « ne pas se souvenir l'avoir écrit ». Dans la bouche de l'ancien directeur, échaudé par une précédente condamnation pour faux témoignage, cette prudence signifie plus qu'un trou de mémoire. Lane retrouva en outre un journaliste — qui ne connaissait pas Marchetti au moment des faits — qui avait, lui aussi écrit que le mémorandum existait et qu'il avait été en possession des équipes du HSCA.

2°) Helms reconnut lors de son interrogatoire que Clay Shaw avait travaillé pour la CIA. Il précisa toutefois que, « à sa connaissance », cette collaboration avait cessé avant 1963.

3°) Lors de son témoignage, l'ancienne maîtresse de Castro, Marita Lorenz confirma une histoire étonnante — autant qu'on puisse faire confiance à un « agent double » —, qu'elle avait d'ailleurs déjà racontée à Mark Lane, en 1977, et répétée depuis dans ses Mémoires[148]. Elle affirma qu'en novembre 1963, Sturgis, pour le compte de qui elle continuait à travailler à Miami, reçut de l'argent de Hunt pour transporter des armes à Dallas. Lorenz conduisit une voiture avec ces fusils dans son coffre, de la Floride jusqu'au Texas. Une autre voiture suivait. Dans un motel, le 21 novembre, elle retrouva Hunt (qui se faisait appeler « Eduardo ») et Sturgis. Au même endroit, elle aperçut Jack Ruby, puis Oswald, que les anti-castristes présents appelaient « Ozzie ». Elle révéla que « les assassins de Kennedy » étaient les hommes qui l'accompagnaient, à savoir Gerry Patrick Hemming[149], les frères Novis[150] et un pilote cubain du nom de Pedro Diaz Lanz[151]. Elle affirma avoir déjà raconté toute l'histoire au FBI, en 1963. Elle dit avoir quitté Dallas au soir du 21 novembre. Quelques temps plus tard, Sturgis lui aurait dit : « Nous avons tué le président ce jour-là. Tu aurais pu en être, entrer dans l'histoire. Tu aurais dû rester. C'était tranquille. Tout était couvert à l'avance, très professionnel ».

Il n'avait pas fallu, bien sûr, attendre 1985 (Marita Lorenz avait été entendue à huis-clos par le HSCA) pour que la piste anti-castriste soit signalée par les enquêteurs.

Les activités d'Oswald au 544 *Camp Street* suffisaient à y faire penser. C'est dans cette direction qu'était allé Jim Garrison en s'attaquant à Shaw, Banister et Ferrie. Depuis les années 1970, les chercheurs tournent autour de ce morceau de l'histoire secrète des États-Unis, autour de trois noms principaux : Hunt, Sturgis et Philipps.

E. Howard Hunt a eu une carrière « brillante » : il fut l'homme de main de la CIA en Amérique latine, dans les années 1950 et 1960, un des meneurs du programme *Executive Action*. Son ombre apparaît plusieurs fois aux alentours de l'affaire Kennedy. Lors du renversement d'Arbenz, au Guatemala, il rencontra peut-être Guy Banister qui y fut lui aussi mêlé. En 1963, il assistait et surveillait un groupe cubain clandestin, la *Junta Revolucionaria Cubana*, dont le président était Amador Odio, le père des deux jeunes femmes ayant rencontré « Oswald » deux mois avant l'assassinat de Kennedy. On a dit aussi qu'il se trouvait à Mexico au même moment qu'Oswald, en septembre 1963. En 1975, un document parvint anonymement de Mexico au chercheur indépendant Penn Jones. Il s'agissait d'une lettre manuscrite signée Lee Harvey Oswald et datée du 8 novembre 1963 : « Cher M. Hunt. Je souhaiterais obtenir des informations concernant ma position. Je ne demande que des informations. Je propose que nous en discutions avant qu'aucune étape ne soit franchie, par moi ou quiconque. Merci. Lee Harvey Oswald ». Jones envoya une copie de ce billet au FBI. Il ne reçut aucune réponse. Il se décida à

faire lui-même expertiser l'écriture. Après une étude minutieuse et convaincante, trois graphologues lui confirmèrent qu'elle était bien celle d'Oswald. On apprit, en 1985, que le FBI et le *House Select Committee on Assassinations* s'étaient penchés sur le sujet. Leurs conclusions sont inconnues. Le FBI, dit-on, optait pour une lettre envoyée à Nelson Bunker Hunt, deuxième fils du magnat du pétrole, H.L. Hunt. Mais les chercheurs indépendants estiment que le destinataire est bien E. Howard Hunt car l'envoi anonyme de la missive avait pour origine Mexico, ville où Hunt et la CIA avaient tant fait, avant et après l'assassinat de Kennedy.

Frank Fiorino, *alias* Sturgis, fut un agent « contractuel » de la CIA. Après avoir servi Castro (comme agent double?), il recruta Marita Lorenz puis se retrouva à Miami, au cœur des camps d'entraînements des réfugiés cubains, en pleine opération « Mangouste ». Il participa à plusieurs raids clandestins sur Cuba. Il fut plus tard, lui aussi, un des cambrioleurs du *Watergate*. Entendu par le HSCA, il s'est toujours refusé à dire où il se trouvait le 22 novembre 1963. Carlos Prio Socarras, ancien président de Cuba (1948-1952)[152] et anti-castriste militant, déclara qu'il avait « la preuve » d'une rencontre Ruby-Sturgis, juste avant l'assassinat de Kennedy. Il fut retrouvé mort, le 5 avril 1977, juste avant de comparaître devant le HSCA. Un ami de Sturgis, Loran Hall, lui aussi membre des « brigades » anti-castristes et ayant participé à l'incident Odio, affirma, en session à huis-clos du HSCA, que « des éléments

d’extrême droite » lui avaient proposé de l’argent pour participer à une action contre le président. Terminons en disant que, dans une confession filmée recueillie juste avant sa mort, Hunt accusa Strugis d’avoir organisé l’assassinat de Kennedy. Franck Sturgis est mort en décembre 1993.

David Atlee Phillips fut l’opérationnel de la CIA à La Havane, de 1958 à 1961. En privé, il se montra très violent à l’égard de la politique de Kennedy, après la Baie des Cochons. Il devint le patron de l’hémisphère « Ouest » (c’est-à-dire de l’Amérique hors États-Unis) de la CIA. Son bureau se trouvait alors à Mexico. Il apparaît lui aussi à plusieurs reprises dans l’affaire Kennedy. Il serait d’abord l’organisateur des événements entourant le voyage d’Oswald dans la capitale mexicaine. C’est Phillips qui s’occupa de fournir les informations et photos (fausses, nous l’avons dit) sur les visites de l’assassin présumé dans les locaux diplomatiques cubains et soviétiques. C’est lui qui rectifia l’histoire en annonçant, d’une part, qu’il n’y avait pas de photos puisque les caméras étaient en panne, et, d’autre part, que les prétendus enregistrements de la voix d’Oswald discutant avec des agents du KGB avaient été détruits, par routine. Au début des travaux du *House Select Committee on Assassinations*, Phillips fut entendu par le conseiller principal Sprague (brièvement prédécesseur de Blakey). Son audition ne fut pas publiée, mais Sprague déclara par la suite qu’il ne pensait pas que l’ancien responsable de la CIA avait dit toute la vérité.

Phillips revint dans l’actualité, toujours devant le HSCA, lors de l’étude des informations données par un militant anti-castriste du nom d’Antonio Veciana. Cet homme avait été le chef d’un groupe d’intervention, « Alpha 66 ». Après la crise des missiles, il reçut à plusieurs reprises l’ordre de son officier traitant de la CIA de poursuivre les opérations de commandos contre des navires soviétiques amarrés dans le port de La Havane, malgré les ordres formels de Kennedy de cesser ces actions. L’objectif était de rendre de plus en plus difficile la détente entre l’URSS et les États-Unis et de permettre la reprise de la lutte ouverte contre Castro. Selon Veciana, son officier traitant utilisait le pseudonyme de « Maurice Bishop », nom connu dans les milieux anti-castristes, au début des années 1960. Veciana le rencontra une fois, à Dallas, fin août-début septembre 1963. Ce jour-là, « Bishop » était accompagné d’un jeune homme que Veciana identifia plus tard comme étant Lee Harvey Oswald. Le HSCA se posa deux questions : Veciana disait-il vrai ? et « Bishop » était-il David Phillips ? Un de ses enquêteurs, Gaeton Fonzi, y passa de nombreuses semaines de recherches, d’interrogatoires et de contre-interrogatoires. Le Comité conclut, d’une part, que les informations de Veciana paraissaient sûres et que, d’autre part, il lui était impossible de dire si Phillips et « Bishop » étaient une seule et même personne (même si un portrait-robot établi sur le témoignage de Veciana ressemble beaucoup à Phillips).

Depuis les travaux du HSCA, l'étau s'est un peu refermé sur Phillips. On pense de plus en plus qu'il a utilisé dans ses activités le nom de « Bishop ». En revanche, certains enquêteurs estiment qu'il serait possible que ce pseudonyme ait été usurpé pour compromettre le chef du bureau de la CIA pour l'hémisphère ouest. Nouvelle bouteille à encre, nouvelles recherches en cours. Juste avant sa mort, en 1988, Phillips aurait déclaré à un enquêteur : « Mon opinion personnelle est que « JFK » a été victime d'une conspiration incluant des éléments isolés des services de renseignement américains ».

Si l'existence des liens entre Oswald, l'Agence et des éléments anti-castristes nous semble avoir été démontrée, il est difficile d'en déduire qu'elle prouve l'implication de certains éléments, même isolés, de la CIA dans l'assassinat de Kennedy. On ressent une atmosphère, mais on ne possède pas de certitudes. C'est d'autant plus vrai que la « piste CIA » est encombrée d'éléments périphériques, plus ou moins crédibles ou démontrés. On y a même vu apparaître l'OAS et la *French Connection*. Seule une sorte de chauvinisme — en l'espèce déplacé, nous en convenons — nous pousse à faire brièvement état de cette histoire abracadabrantesque.

Tout est parti de la publication, en 1977, d'un document de la CIA évoquant la présence à Dallas, le 22 novembre 1963, de Jean Souêtre, *alias* « Michel Roux ». L'homme avait été arrêté et expulsé des États-Unis, depuis Fort

Worth, dix-huit heures après la mort du président. La note précisait : « Le sujet est soupçonné d'être un capitaine déserteur de l'armée française et activiste de l'OAS ». C'était vrai. Les enquêteurs non officiels se mirent à la recherche de cet individu qui se trouvait dans un secteur pour le moins sensible, un jour pas comme les autres. C'est Steve Rivele qui mena l'enquête la plus serrée et en rendit compte, en 1988, dans *The murderers of John F. Kennedy* (*Les meurtriers de John F. Kennedy*).

Premier élément de cette affaire complexe, dans le cadre du programme *Executive Action*, les responsables de la CIA reconnurent, devant la commission Church, avoir employé, sous les ordres directs de William Harvey (contact de Carlos Marcello et Santos Trafficante pour l'Agence) deux individus dont les noms de code étaient « WI/ROUGUE » et « QJ/WIN ». Richard Helms refusa de donner leurs vrais noms. QJ/WIN avait un complice du nom de Thomas Davis. Ce dernier, basé à La Nouvelle-Orléans, servait de contact avec les militants anti-castristes de cette région. On le soupçonne d'avoir prêté son concours à plusieurs scénarii mettant en scène un faux Oswald, pendant l'été et le début de l'automne 1963. Il se serait aussi livré au trafic d'armes en direction de Cuba avec Jack Ruby. Le lendemain de l'assassinat de Kennedy, Davis fut arrêté par la sécurité marocaine (il se trouvait en Afrique du Nord). Il fut libéré quelques jours plus tard, sur intervention de QJ/WIN. Ainsi que l'a révélé une note de J. Edgar Hoover, le motif de son arrestation était qu'il avait

trop parlé et déclaré qu'il savait des choses sur Lee Harvey Oswald et l'assassinat du président.

Deuxième élément, Rivele découvrit que Jean Souêtre avait un ancien ennemi qui s'appelait « Michel Mertz ». Cet homme, un moment employé par les services secrets français pour infiltrer l'OAS, avait bifurqué vers le trafic de drogue. Il était proche de la mafia européenne et américaine. Selon Jean Souêtre — qui n'utilisa jamais le pseudonyme de Mertz —, son ennemi était coutumier de l'utilisation de son patronyme pour le compromettre dans les affaires les plus louches. Décédé en juin 2001, Souêtre a été souvent interrogé sur ce mystère (y compris par nos soins) : il semble bien qu'il ne se soit pas trouvé à Dallas, le 22 novembre 1963. « Michael Mertz » a-t-il, lui, été présent dans le secteur de *Dealey Plaza* ce jour-là et a-t-il utilisé le nom de Souêtre ou de « Roux » au moment de son expulsion par les services de l'immigration ? C'est possible. Les enquêteurs non officiels pensent que QJ/WIN n'était autre que Michel Mertz. D'autres persistent à croire que c'est bien Jean Souêtre qui est concerné, ce qui est peu probable. Quoiqu'il en soit, les activités de QJ/WIN, homme de la CIA et du programme *Executive Action* ne manquent pas d'étonner.

Troisième élément, Steve Rivele compléta sa recherche en direction de WI/ROUGUE. Pour lui, il s'agit du gangster-barbouze français Christian David, dit « le beau Serge », assassin d'un commissaire de police et, plus tard, impliqué dans l'affaire Ben Barka. Arrêté en Amérique latine, au

début des années 1970, pour trafic de drogue, David fut extradé vers les États-Unis et condamné à vingt-cinq ans de prison. Rivele le retrouva, quelques années plus tard. Les révélations de David qu'il recueillit étaient explosives : à la demande de la pègre de La Nouvelle-Orléans, Antoine Guérini, caïd de Marseille assassiné en 1967, aurait envoyé trois tueurs à Dallas pour assassiner Kennedy. David en donna même les noms : Lucien Sarti (tué par la police en 1972, à Mexico), Sauveur Pironti et un certain Bocognoni (disparu en Amérique du Sud, sans laisser d'adresse). Rivele obtint la même version de la part de Michel Nicoli, autre mafieux français. Pironti démentit toute participation à l'affaire, étant en mission ailleurs, pour le compte de l'armée française, ce jour-là.

On n'en sait guère plus sur cette piste « française », curieuse et peu étayée.

Même si on élimine les « barbouzes » et la *French Connection*, les activités de « la CIA » autour du dossier Kennedy sont parfois inexpliquées. Alors, est-elle derrière l'assassinat ?

Les auteurs qui croient à son implication dans l'assassinat se divisent en deux catégories.

La première a pour chef de file Jim Garrison. Pour lui, la CIA en tant que telle a organisé l'élimination du président. Le complot est très vaste et l'Agence, après que certains de ses hommes eurent participé à l'opération, les a couverts en participant pendant des années à l'étouffement de l'affaire. Mark Lane est également de cet avis. Il est vrai

qu'il s'est personnellement aperçu des efforts de la CIA pour discréditer les chercheurs indépendants : on le surveillait, on avait étudié son profil psychologique, on fit savoir qu'il était « communiste ». L'opinion de ces deux hommes est corroborée par les mémoires de L. Fletcher Prouty (décédé en 2001). Cet homme, ancien colonel de l'*US Air Force*, fut, sous Kennedy, chef des opérations spéciales de l'état-major de l'armée américaine. Il était notamment en charge de la logistique des opérations clandestines de la CIA contre Cuba. C'est lui qui, dans le film d'Oliver Stone, est le mystérieux « Monsieur X », interprété par Donald Sutherland, qui, dans une longue scène au fond parfois approximatif, donne rendez-vous à Garrison-Costner et lui conseille de s'intéresser de préférence au *Pourquoi ?* plutôt qu'au *Qui ?* ou au *Comment ?*

Pour ces hommes, Kennedy a été victime d'un vaste complot imaginé par les réactionnaires de l'armée, de la CIA et du complexe militaro-industriel[153]. Inquiets des projets de détente, de reconnaissance du régime castriste, des promesses de retrait des soldats américains du Vietnam, soucieux de ne plus pouvoir lutter efficacement contre le communisme, désireux de continuer à fournir du travail et du profit aux firmes travaillant pour la défense nationale, des hommes haut-placés décidèrent de tuer le chef. Les événements du 22 novembre 1963 seraient donc assimilables à un coup d'État. Pour le réussir, il fallait pouvoir contrôler la sécurité, l'itinéraire, la surveillance

des rues, permettre aux tueurs de s’échapper, mettre « un pigeon » entre les mains de la police, contrôler une commission présidentielle, le FBI, les services de renseignement, maîtriser la presse… toutes choses que seuls des individus installés aux postes-clés pouvaient accomplir.

Fletcher Prouty raconte ainsi que, en novembre 1963, il avait été envoyé par ses chefs en mission en Nouvelle-Zélande. C’est là qu’il apprit la mort du président. Dans son ouvrage *JFK. The CIA, Vietnam and the plot to assassinate John F. Kennedy* (*JFK. La CIA, le Vietnam et le complot pour assassiner John F. Kennedy*), il écrit : « Pour ceux qui étaient à Christchurch, Nouvelle-Zélande, par exemple, l’assassinat de Kennedy eut lieu à 7 heures 30, le 23 novembre 1963. Aussi vite que possible, le *Christchurch Star* remplit les rues d’une édition spéciale. Une photo du président Kennedy occupait un quart de la première page. Le reste de la page était, pour la plus grande partie, occupé par la relation de l’assassinat, puisée à diverses sources. Qui étaient ces sources, et comment une biographie aussi intime et détaillée d’Oswald avait-elle été obtenue aussi instantanément ? La réponse est qu’elle n’avait pas été obtenue “instantanément”. Elle avait été préparée à l’avance et, comme le reste, préparé par un complot secret […]. Cette édition spéciale fut dans les rues avant midi. » Il était alors 17 heures, le 22 novembre, à Dallas. Oswald était en état d’arrestation depuis un peu plus de trois heures. Il n’était pas encore inculpé du meurtre de

Kennedy. À l'appui de son propos, Prouty cite les premières dépêches et flashs radio ou télédiffusés. Ils firent tous allusion à « trois coups de feu » tirés sur Kennedy. Il a fallu un temps bien plus long pour que la thèse officielle des trois balles s'installe confortablement dans l'affaire.

Si certains des arguments de Prouty, Garrison et les autres font mouche, ils n'arrivent pas à convaincre totalement. Un tel complot paraît énorme. Mais, après tout, disent-ils, Jules César a été assassiné par un complot de cette ampleur. L'histoire contemporaine donne des exemples de chefs d'État assassinés pour des raisons politiques par leurs ennemis. Pourquoi les États-Unis auraient-ils échappé, même au XXe siècle, à une telle éventualité ?

D'autres auteurs, qui croient aussi à une implication de « la CIA », pensent à l'intervention d'éléments isolés de l'Agence comme initiateurs du complot : l'*Executive Action* est visée. Howard Hunt a raconté à Anthony Summers « le désespoir » qui s'empara des agents de la CIA au moment où Kennedy refusa d'envoyer l'*US Air Force* à la Baie des Cochons, puis leur sentiment d'avoir été trompés au moment de l'arrêt de l'opération « Mangouste ». Ces agents s'étaient personnellement engagés auprès des exilés cubains, leurs compagnons d'armes, dans la lutte contre le communisme. Ni ces Américains (et leurs amis aux noms de Banister, Ferrie, Sturgis, Hunt, Harvey…), ni les Cubains anti-castristes n'étaient des enfants de cœur. Saboter et tuer était leur lot quasi quotidien. Ils avaient des amis dans

le sud des États-Unis, mais aussi à Washington et au sein de la CIA. Ils étaient infiltrés par la mafia. Ils avaient donc des alliés qui en voulaient au moins autant qu'eux aux Kennedy. Chez ces hommes, qui n'hésitaient pas à couler des vaisseaux soviétiques dans le port de La Havane au risque de relancer les tensions entre leur pays et l'URSS, rien n'était impossible, rien n'était moralement indéfendable, rien ne ressemblait à une analyse à long terme, rien n'était plus urgent que de renverser Castro et d'éliminer la clique qui trahissait les États-Unis en prônant la détente. C'est l'action qui guidait leur vie. Howard Hunt et ses acolytes l'ont depuis démontré à de multiples reprises. Si la CIA-institution a, par la suite, caché ce qu'elle savait sur les agissements inavouables de groupuscules qu'elle ne contrôlait plus, sur les liens de ces hommes avec Carlos Marcello, Guy Banister et consorts, c'est sans doute pour empêcher la découverte de ses propres turpitudes. Il est donc possible d'envisager que les officiels de l'Agence ont couvert après coup des hommes comme Hunt et ses complices.

Conclusion

Questions et hypothèse

Quels sont les éléments sérieux sur lesquels nombre d'enquêteurs non officiels, voire le *House Select Committee on Assassinations* se retrouvent, concernant les faits survenus à Dallas entre le 22 et le 24 novembre 1963 ?

1°) On peut raisonnablement douter qu'il n'y ait eu qu'un seul tireur sur *Dealey Plaza*. De nombreux indices convergents tendent à prouver que Lee Harvey Oswald n'a pas agi seul.

2°) Sa participation à l'attentat, *fusil en main*, est loin d'être certaine. Il n'y a aucune preuve formelle qu'il ait tiré sur le président, même s'il a probablement participé à une conspiration.

3°) L'assassinat d'Oswald par Ruby n'est pas l'œuvre d'un détraqué mental mais une exécution préparée et réalisée avec des complicités au sein de l'appareil policier de Dallas.

4°) Les premières enquêtes menées tant par la police de Dallas que par le FBI n'avaient pas pour objectif de découvrir la vérité mais de prouver au public qu'il n'y avait pas de conspiration. Incontestablement, il *fallait* que Lee Oswald soit coupable et qu'il ait agi seul. Aucune contestation de cette version n'a été autorisée. Partant, la commission Warren ne pouvait pas conclure de façon correcte. Elle ne manifesta d'ailleurs guère de zèle pour y parvenir.

Reste à formuler une hypothèse. L'exercice est périlleux et, si l'on ose dire, vaut ce qu'il vaut. Mais notre idée n'est pas non plus construite sur du sable.

Il est « officiel » depuis la publication des conclusions du *House Select Committee on Assassinations* que John Kennedy a été victime d'un complot.

Éliminer le président des États-Unis sans attirer l'attention sur les vrais coupables et leurs commanditaires n'était pas chose aisée. On comprend donc que l'affaire ait été conçue et exécutée avec soin. Dès lors, rien ne peut étonner dans ce dossier. Malgré l'engrenage renversant des faits, malgré les sirènes qui nous rappellent tant les séries américaines, malgré les caractères hauts en couleur qui la jalonnent, l'affaire Kennedy n'est pas un roman policier ou un *thriller* historique. Elle est une histoire vraie, qui s'est déroulée à notre époque (cinquante ans, c'était presque hier), dans le pays le plus avancé. La manipulation de l'opinion, la violence des méthodes, les rivalités qui se

règlent à coup de fusil n'étaient pas (et ne sont pas) l'apanage des pays « sous-développés » (comme on disait alors) ou des républiques bananières. On trouve toujours des hommes pour accomplir de tels actes, qu'ils soient mus par la soif de pouvoir, le goût de l'aventure ou de la violence, l'attirance pour le secret et les coups tordus, l'appât du gain, voire même l'idée (ici dévoyée) qu'ils se font de l'intérêt national ou de leur patriotisme. C'est pourquoi on peut évacuer sans scrupules excessifs les arguments du type « tout cela est trop gros » ou « il est impossible de cacher aussi longtemps la vérité dans un pays démocratique ». Ils ne sont pas recevables en ce qu'ils découlent d'une méconnaissance des actions clandestines, singulièrement celles menées par les services secrets américains. Ces errements sont en effet établis et parfaitement connus depuis les enquêtes du Congrès à la fin des années 1970. Qui plus est, se réfugier derrière de telles objections relève d'une vision angélique et naïve. Il n'y a pas d'un côté la « grande » histoire et de l'autre des faits divers ou des bas-fonds qui n'interféreraient jamais. Ces deux réalités du monde ne sont pas hermétiquement séparées. Elles interagissent. Reste à apprécier le dosage de cette interaction.

Le montage de l'attentat contre Kennedy, son déroulement et ses suites, rien de tout cela n'est « trop gros ». C'est même la moindre des choses que, dans une affaire de cette envergure, des commanditaires et des exécutants ne reculent devant rien pour que leurs

responsabilités restent inconnues. Que les États-Unis soient considérés comme un pays démocratique n'y change rien. Des hommes décidés, sans scrupules, se sentant acculés et ne vivant qu'à travers l'action ne se soucient pas de la forme du gouvernement. Nous avons chaque jour la preuve que la démocratie n'est pas en elle-même un gage d'honnêteté et une garantie de neutralité des organes étatiques ou des hommes qui croient les servir. Les citoyens de l'Amérique des années 1960 dormaient sur leurs certitudes, bien au chaud dans leurs confortables intérieurs, bercés par les communiqués officiels, oubliant jusqu'à leurs plus élémentaires devoirs : le doute et l'exigence du respect des principes. Les conspirateurs ont largement réussi à tromper leur vigilance.

Pour assassiner Kennedy, il fallait vouloir le faire, avoir les moyens techniques de le faire puis parvenir à garder le secret.

Ceux qui lui en voulaient étaient nombreux. L'extrême droite lui reprochait sa politique en faveur des Noirs et ses efforts de détente internationale. Les pétroliers et les grands industriels craignaient qu'il ne passe des paroles aux actes en matière fiscale et dans sa lutte contre les trusts. Les militaires, les anti-castristes, les mafieux et les hommes impliqués dans les opérations clandestines contre Cuba l'accusaient d'avoir baissé pavillon devant Castro et son allié soviétique, lors de l'affaire de la Baie des Cochons et après la crise des missiles, en prorogeant l'opération

« Mangouste ». Le crime organisé était rendu furieux par l'ampleur de la guerre que lui menait Robert Kennedy. Une partie de l'armée et du « complexe militaro-industriel » reprochait au président son indécision au Vietnam et sa politique de réduction des commandes militaires. La CIA, en tant qu'institution, n'avait pas oublié le « lâchage » de la Baie des Cochons, le renvoi des principaux responsables du fiasco, les promesses faites d'éclater l'organisation de l'Agence en cas de réélection. Lyndon Johnson n'était pas assuré de conserver la vice-présidence, dans l'optique d'un nouveau succès de Kennedy qu'il haïssait au moins autant que le haïssait son ami et voisin J. Edgar Hoover en quête de mesures d'exception pour éviter sa mise à la retraite[154]. Nixon avait besoin que les Kennedy quittent la scène pour réussir son retour. Chacun de ces « suspects » a eu l'occasion d'exprimer son opinion sur le président et son désir de le voir disparaître du jeu pour mettre en œuvre une autre politique. Chacun d'eux a eu droit à son lot de soupçons et d'accusations dans l'assassinat. Ils ne sont pourtant pas tous coupables. Disons-le simplement : Johnson, Nixon, les grands industriels ou la tête de l'armée ne donnèrent pas l'ordre d'exécuter qui un rival, qui un adversaire supposé du libéralisme, qui un empêcheur de tourner en rond. Il ne suffit pas qu'ils n'aient pas versé une larme sur la victime, ou même qu'ils aient applaudi à sa mort, pour qu'ils l'aient fait tuer.

Alors qui ?

Nous pensons qu'il faut regarder vers des groupes et des individus d'un niveau inférieur. Reliés à la CIA, aux anticastristes et à la pègre, leurs cercles n'étaient pas séparés. Mieux, leurs rapports et le maillage de leurs réseaux rendaient leurs interconnections fréquentes. Ainsi, « la CIA » et la mafia travaillaient main dans la main sur le terrain. Les anti-castristes et le crime organisé avaient des objectifs et des actions communes. Au Texas ou à La Nouvelle-Orléans, ces paramilitaires, ces gangsters, mais aussi les services de police, le FBI et la CIA employaient les mêmes hommes, baroudeurs sans scrupules et assassins en puissance. La nébuleuse autour de Banister et Ferrie nous paraît faire figure de clé du « mystère ». Ils incarnaient la collusion et les collaborations actives entre les officines anticastristes de la CIA et la mafia qui avaient conclu un marché : renversement de Castro contre reprise des activités du crime organisé à La Havane et ralentissement des opérations judiciaires sur le territoire des États-Unis. Jumeau de celui passé dans les années 1940 avec Lucky Luciano, un tel pacte a été abondamment prouvé par les travaux du Sénat américain et les enquêtes périphériques.

Que cette action commune ait « dérapé » et abouti à un attentat contre le président des États-Unis est plausible. La haine était suffisante pour en arriver à une telle extrémité. Les moyens techniques et de mise en œuvre existaient : les groupes tels celui de Banister étaient des spécialistes des actions clandestines et ils disposaient de la logistique pour une opération à Dallas. Au besoin, la mafia

— singulièrement l’association Marcello-Giancana-Trafficante, voire Hoffa — pouvait fournir des professionnels pour porter les fusils. Restait à endormir l’opinion en lui livrant un bouc-émissaire. Le minable et pathétique Oswald fut choisi. Il appartenait à l’équipe Banister. Habillé en communiste depuis des années pour lui permettre d’infiltrer la gauche américaine, cet homme désireux de jouer un rôle « historique » faisait à présent un coupable idéal. Kennedy victime d’un marxiste militant et solitaire : le scénario était parfait.

C’est un véritable guet-apens qui paraît avoir été organisé sur *Dealey Plaza*. Deux équipes auraient pris position, dans le dépôt de livres et derrière la barrière de bois. Il n’est pas impossible qu’une troisième équipe se soit postée dans le *Dal-Tex Building*. Sur la place, des complices donnèrent le signal de la fusillade. De quatre à neuf coups furent tirés. Plusieurs balles manquèrent leur cible. Mais Kennedy et Connally furent touchés, par des projectiles différents. Le président reçut une balle dans la gorge, une dans le dos et le coup de grâce en pleine tête et de face. Le gouverneur fut touché deux fois. Il n’y avait rien de « magique » dans tout cela. Simplement une embuscade bien organisée et réalisée par des professionnels.

Une fois les six secondes fatales passées, l’évacuation des tireurs se serait faite sans peine. Là encore, tout avait été planifié : des complices empêchaient les curieux de fouiner derrière la barrière de bois, d’autres récupéraient les armes, pendant que les tireurs prenaient la fuite. Les

interpellations qui eurent lieu près de la voie ferrée ou au *Dal-Tex Building* furent sans conséquences, soit en raison de complicités au sein de la police de Dallas, soit parce qu'elles furent opérées par des hommes de la conspiration et que les (fausses) arrestations faisaient partie du plan d'évacuation. Au dépôt de livres, la fuite de l'équipe de tir fut aisée, par une des portes de l'immeuble. Une camionnette attendait et emmena les deux à trois hommes qui avaient opéré.

Les professionnels de *Dealey Plaza* et leurs commanditaires avaient pensé à tout, ou presque. Un coupable devait être rapidement identifié et abattu lors d'une arrestation mouvementée. Depuis plusieurs semaines, le choix du bouc-émissaire était fait : Lee Harvey Oswald. Les organisateurs du guet-apens le connaissaient bien. Il travaillait pour eux à l'infiltration des milieux pro-castristes. Le déguiser en assassin n'avait pas été trop difficile. Avide de publicité, presque de « gloire », l'ancien *marine* était un « pigeon » facile à manœuvrer. Dans sa folie militante, manipulé par ses amis travaillant au renversement de Castro, il avait accepté les missions qui lui étaient confiées, sans se douter qu'un piège lui était tendu, du voyage à Mexico à la prise en charge et le transport de son propre fusil jusqu'au dépôt de livres, en passant par toutes les scènes auxquelles il participa en se faisant remarquer. Mais si Oswald était peut-être trop confiant, il n'était pas idiot. Abandonné sur place, il comprit probablement le rôle qui lui avait été réservé. Il s'esquiva,

peut-être évacué par la camionnette des complices, ainsi que l'a dit le shérif-adjoint Craig.

À quel moment devait-il être tué ? C'est impossible à dire. L'idéal aurait été de le supprimer au dépôt de livres. Les réflexes du motard Baker empêchèrent peut-être le scénario de se dérouler ainsi. Certains auteurs pensent que Tippit devait se charger d'éliminer Oswald. L'ancien *marine* aurait été plus rapide que le policier. Certains autres pensent que l'un des tireurs, Roscoe White, policier de Dallas, demanda comme un service à Tippit de conduire Oswald à un petit aéroport (où David Ferrie aurait pu l'attendre, de même qu'il attendait les autres membres de l'équipe « action » pour les exfiltrer). Tippit ayant compris à quoi on l'employait, il se serait regimbé et White ou Oswald l'auraient abattu. D'autres chercheurs estiment encore que le *Texas Theater*, lieu de repli fixé à Oswald, était l'endroit idéal pour une fusillade lors de l'arrestation. Le jeune homme y fut repéré trop tôt par le marchand de chaussures. Aux policiers complices qui devaient agir se mêlèrent des collègues ignorant tout de la conspiration. Cela expliquerait le déploiement de forces devant le cinéma, pour un pauvre bougre qui, jusqu'alors, n'avait commis qu'une bénigne grivèlerie. Comme Oswald ne résista pas et ne sortit pas son arme, il ne put être abattu. La catastrophe était en vue pour les conspirateurs. Ils pouvaient être certains qu'Oswald se défendrait et révèlerait la part du plan dont il avait été le jouet. Un homme de la mafia, Jack Ruby, entra en scène dans la

précipitation. Logisticien de l’attentat, le patron du *Carousel Club* devait réparer l’erreur qui avait abouti à la capture d’Oswald vivant.

Un autre volet de la conspiration était par ailleurs en marche. Il fallait installer l’idée qu’il n’y avait eu qu’un seul tireur et trois balles. Après le cafouillage des premières heures, la machine à étouffer l’affaire prit son rythme de croisière. Estampillée « officielle », l’histoire du tireur solitaire et le « tricotage » des constatations prirent de l’ampleur. La première semaine d’enquête s’acheva sans trop de difficultés pour les conspirateurs. Certes, les mobiles de Ruby paraissaient incroyables. Mais les indices accumulés contre Oswald les rendaient (presque) crédibles.

Dans le même temps, les hauts responsables politiques américains se rendirent compte des dégâts que causerait la révélation des liens entre Oswald, Ruby et certains groupuscules communs à la CIA et à la mafia. On s’affola et on décida de nier (le fameux *« plausible denial »*), de maquiller grossièrement, voire de faire disparaître les preuves de cette connexion. Si Johnson, Hoover et d’autres ne furent sans doute pas complices de l’assassinat, ils mirent en revanche tout leur poids et leur pouvoir dans la balance pour éviter le scandale, quitte à sauver au passage les Hunt, Sturgis, Philipps, Marcello, Trafficante, Giancana ou Roselli. En ce sens, l’idée de créer la commission Warren fut excellente. Elle calmait les esprits pendant une année et permettait, par des fuites organisées, de conforter sans opposition la version officielle. Comme l’avait dit de

Gaulle à Alain Peyrefitte, laisser percer la vérité était pendre le risque « qu'il n'y ait plus d'États-Unis ». Un an de travail et de tri sélectif des témoignages suffit à bétonner la version officielle, du moins le crut-on.

Malgré les hypothèses, à commencer par celle que nous venons d'avancer, les noms des vrais commanditaires de l'assassinat de John Kennedy ne sont pas encore connus avec certitude. Il en est de directs, les Marcello, Giancana et autres Sturgis, Hunt ou Harvey. Il en est aussi d'indirects, soit ceux qui, par leur laxisme, ont permis aux exécutants de penser qu'on pourrait tuer le président, et que cela arrangerait tout le monde en même temps que leurs inavouables affaires. Aujourd'hui que la plupart des protagonistes sont morts, il y a peu d'utilité à démasquer les coupables par action ou par omission. Ils resteront à jamais impunis. Mais les découvrir — même par hypothèse — est utile à l'Histoire, donc au présent, qu'elle permet d'expliquer, et — tentons l'optimisme — de rendre parfois meilleur. Le « coup d'État du 22 novembre 1963 » a changé la politique des États-Unis, et par là même du monde. Ce changement est symbolisé par l'arrivée successive à la Maison Blanche de trois individus aussi controversés que Lyndon Johnson, Richard Nixon et Gerald Ford, lointains prédécesseurs d'un George Bush ancien directeur de la CIA et de son fils qui vola son élection au candidat démocrate et qui, soumis aux « faucons » qui l'entouraient, entraîna son pays (et le monde) dans la

calamiteuse guerre d’Irak, mentant au passage effrontément à ses alliés et au Conseil de Sécurité de l’ONU. En cela, il est essentiel de pointer les dysfonctionnements de la grande démocratie d’outre-Atlantique qui a échoué à clore le dossier de l’assassinat d’un de ses présidents.

Bibliographie

La bibliographie proposée ici n'est évidemment pas exhaustive. Des centaines d'ouvrages sont parus sur l'assassinat de John Kennedy depuis 1963, auxquels il faudrait ajouter ceux qui permettent d'étudier les autres aspects abordés dans cet ouvrage. Nous nous sommes donc limité à donner la liste des ouvrages que nous avons effectivement consultés, avant et depuis la première édition de cette étude, en 1995.

I. Histoire des États-Unis

— Crozier (Michel), *Le mal américain*, Fayard, 1980.

— Daniel (James) et Hubbel (John), *Le coup de tonnerre de Cuba*, Robert Laffont, 1963.

— Delmas (Claude), *Crises à Cuba*, Complexe, Bruxelles, 1983.

— Fontaine (André), *Histoire de la guerre froide. De la guerre de Corée à la crise des alliances (1950-1963)*, Seuil, 1983.

— Gérard (Patrick), *Le président des États-Unis*, PUF, « Que sais-je ? », 1991.

— Heffer (Jean), *Les États-Unis de Truman à Bush*, Armand Colin, 1992.

— Kaspi (André), *Les Américains. Les États-Unis de 1945 à nos jours*, Seuil, 1986.

— Kaspi (André), *Le Watergate*, Complexe, Bruxelles, 1986.

— Johnson (Haynes), *La Baie des Cochons*, Robert Laffont, 1965.

— Lacour-Gayet (Robert), *L'Amérique contemporaine. De Kennedy à Reagan*, Fayard, 1982.

— Polsby (Nelson) et Widavsky (Aaron), *Les élections présidentielles aux États-Unis*, Economica, 1980.

— Portes (Jacques), *L'histoire des États-Unis depuis 1945*, La Découverte, 1992.

— Schlesinger (Arthur), *La présidence impériale*, PUF, 1976.

— Schoell (Frank), *Histoire des États-Unis*, Le Roseau, Montréal, 1985.

— Semedei (Manuela), *Kennedy et la révolution cubaine*, Julliard, 1972.

— Wilson (Vincent), *The Book of the Presidents*, A.H.R.A., Brookeville, 1989.

II. FBI, Services secrets et crime organisé

— Ashman (Charles), *The CIA-Mafia Link*, Manor Books, New York, 1975.

— Calvi (Fabrizio) et Carr-Brown (David), *FBI. L'histoire du bureau par ses agents*, Fayard, 2010.

— Delorme (Roger), *La mafia américaine*, Tallandier, 1988.

— Emerson (Steven), *CIA. Les guerriers de l'ombre*, Economica, 1991.

— Faligot (Roger) et Kauffer (Rémi), *Les Maîtres Espions. De la guerre froide à nos jours*, Robert Laffont, 1994.

— Helms (Richard) et Hood (William), *A Look over my Shoulder. A Life in the Central Intelligence Agency*, Random House, New York, 2003.

— Jeffrey-Jones (Rhodri), *The CIA and American Democracy*, Yale University, New Haven, 1989.

— Kennedy (Robert F.), *The Ennemy Within*, Harper & Brothers, New-York, 1960.

— Newman (John), *Oswald and the CIA*, Carroll and Graf, New York, 1995.

— Powers (Thomas), *Les secrets bien gardés de la CIA*, Plon, 1981.

— Ranelagh, *CIA. A History*, BBC Books, Londres, 1992.

— Russo (Gus), *The Outfit. The Role of Chicago's Underworld in the shaping of Modern America*, Blommsbury, New york, 2001.

— Summers (Anthony), *Official and Confidential. The secret life of J. Edgar Hoover*, Gollancz, Londres, 1993.

III. La famille Kennedy

— Burke (Richard), *The Senator. My Ten Years with Ted Kennedy*, Martin's Press, New York, 1992.

— Collier (Peter) et Horowitz (Daniel), *Les Kennedy. Une dynastie américaine*, Payot, 1985.

— Epridge (Bill) et Gorey (Hays), *Robert Kennedy. The last campaign*, Harcourt Brace, New York, 1993.

— Exner (Judith) et Demaris (Ovid), *My story*, Grove Press, New York, 1977.

— Giancana (Samuel et Chuck), *Notre homme à la Maison Blanche*, Robert Laffont, 1992 (traduction française de *Double Cross : The Explosive, Inside Story of the Mobster Who Controlled America*, Warner Books, New-York, 1992).

— Giancana (Antoinette) Hughues (John) et Jobe (Thomas), *JFK and Sam : The Connections between the Giancana and Kennedy Assassinations*, Cumberland House, Nashville, 2005.

— Heymann (David), *Un mythe américain : Jacqueline Kennedy-Onassis*, Robert Laffont, 1990.

— Kaspi (André), Kennedy. *Les 1 000 jours d'un président*, Armand Colin, 1993.

— Kennedy (Edward), *Mémoires*, Albin Michel, 2010.

— Kennedy (John), *Le Fardeau et la Gloire*, France-Empire, 1964.

— Melanson (Philip), *Who killed Robert Kennedy?,* Odonian Press, Berkeley, 1993.

— Moldea (Dan E.), *The Killing of Robert F. Kennedy. An Investigation of Motive, Means and Opportunity*, W. W. Norton, New York, 1995.

— O'Sullivan (Shane), *Who killed Bobby ? The Unsolved Murder of Robert F. Kennedy*, Union Square Press, New York, 2008.

— Reeves (Thomas), *Le scandale Kennedy. La fin d'un mythe*, Plon, 1992.

— Salinger (Pierre), *Avec Kennedy*, J'ai lu, 1967.

— Schlesinger (Arthur), *A Thousand Days. John F. Kennedy in the White House*, Houghton Mifflin, 1965.

— Sidey (Hugh), *John F. Kennedy Président*, Arthaud, 1964.

— Sorensen (Theodore), *Kennedy*, Gallimard, 1966.

— Thompson (Robert) et Myers (Hortense), *Robert F. Kennedy. The Brother Within*, Macmillan, New York, 1962.

— Turner (William) et Christian (Jonn), *The Assassination of Robert F. Kennedy. The Conspiracy and the Coverup*, Thunder's Mouth, New York, 1993.

IV. L'assassinat de John F. Kennedy

A. Rapports officiels

— *Alleged Assassination Plots involving Foreign leaders*, US Government Printing Office, Washington, 1975 (rapport intermédiaire de la commission Church).

— *Report of the President's Commission on the Assassination of President John F. Kennedy, and 26 accompanying volumes of Hearings and Exhibits*, US

Gouvernment Printing Office, Washington, 1964 (rapport Warren).

— *Report of the Select Committee on Assassinations, US House of Representatives, and 12 accompanying volumes of Hearings and Appendices*, US Government Printing Office, Washington, 1979.

— *Final Report of the Assassination Review Board*, Us Government Printing Office, Washington, 1998.

B. Ouvrages généraux

— Benson (Michael), *Who's Who in the JFK Assassination*, Citadel Press, New-York, 1993 (Un dictionnaire des personnages de l'affaire Kennedy, avec pour chacun les extraits des rapports officiels le concernant).

— Bugliosi (Vincent), Reclaiming History. *The Assassination of President John F. Kennedy*, Norton & Company, New-York, 2007 (Une monumentale étude de près de mille cinq cents pages dont le but est de réhabiliter les conclusions du rapport Warren, par un grand procureur américain).

— Curry (Jesse), *JFK Assassination File,* American Poster and Publshing Company (Les Mémoires sans surprise ni révélation du chef de la police de Dallas).

— Epstein (Edward), *Inquest. The Warren Commission and the Establishment of the Truth*, Bantam, New York, 1966 (Une des premières analyses fouillées du

fonctionnement et des oublis de la commission Warren ; un classique).

— Ford (Gerald) et Stiles (John), *Portrait of the Assassin*, Simon & Schuster, New York, 1965 (Plaidoyer *pro domo* d'un des membres de la commission Warren).

— Kantor (Seth), *Who was Jack Ruby?,* Everest House, New York, 1978 (L'ouvrage indispensable pour connaître l'assassin d'Oswald).

— Lane (Mark), *L'Amérique fait appel*, Arthaud, 1966 (Une grande analyse « à chaud » des incohérences du rapport Warren).

— Lentz (Thierry), *L'affaire Kennedy*, PUF, 1993 (Le « point des connaissances », dans la collection « Que sais-je ? »).

— Livingstone (Harrison Edward), *High Treason 2. The Great Cover-up : the Assassination of President John F. Kennedy*, Caroll & Graf, New York, 1992 (Ouvrage truffé d'interviews des principaux acteurs de l'affaire ; très bonne approche des aspects médicaux de l'attentat).

— Marrs (Jim), *Crossfire. The Plot that Killed Kennedy*, Caroll & Graf, New York, 1990 (Marrs soutient la thèse du complot dans lequel serait impliquée la CIA, l'ouvrage est un véritable dictionnaire de l'affaire Kennedy).

— Meagher (Sylvia), *Subject Index to the Warren Report and Hearings and Exhibits*, Scarecrow Press, New York, 1966 (Le rapport Warren indexé par une de ses critiques).

— Moss (Armand), *La fausse énigme de Dallas*, La Table Ronde, 1980 (Rien à reprocher au rapport Warren).

— Nau (Pierre), *JFK. Retour sur l'assassinat*, Éditions Le Manuscrit, Paris, 2005 (Ouvrage général en français : Oswald est coupable mais il a des complices).

— Oglesby (Carl), *The JFK Assassination. The Facts and the Theories*, Signet Book, New York, 1992 (L'ensemble des théories passé en revue par un des fondateurs du Centre de Recherches sur les Assassinats, organisme privé).

— Posner (Gerald), *Case Closed. Lee Harvey Oswald and the Assassination of JFK*, Random House, New York, 1993 (Le grand livre des partisans du rapport Warren avant la parution de celui de Vincent Bugliosi).

— Pottecher (Frédéric), *Dallas*, Arthaud, 1971 (Un compte rendu détaillé et décapant du procès de Ruby par un grand chroniqueur judiciaire français)

— Sauvage (Léo), *L'affaire Oswald*, Éditions de Minuit, 1965 (Remarquable critique du dossier à charge établi contre Oswald par la commission Warren).

— Summers (Anthony), *The Kennedy Conspiracy*, Sphere Books, Londres, 1992 (Remarquable synthèse éditée pour la première fois en 1980 et mise à jour périodiquement).

— Thompson (Josiah), *Six Seconds in Dallas. A Microstudy of the Kennedy Assassination*, Bernard Geis, New York, 1967 (Un des premiers précis de contestation du rapport Warren. Réédité et augmenté en 1976).

— Thoret (Jean-Baptiste), *26 secondes. L'Amérique éclaboussée. L'assassinat de JFK et le cinéma américain*, Rouge profond, Paris, 2003 (L'histoire et l'influence du film Zapruder dans la société et le cinéma américains).

C. Thèses particulières

— Blakey (Robert) et Billings (Richard), *The Plot to Kill the President*, Times Books, New York, 1981 (L'ouvrage le plus réussi sur la culpabilité de la mafia).

— Breuer (William), *Vendetta ! Fidel Castro and the Kennedy Brothers*, Wiley, New York, 1997 (Castro a fait assassiner Kennedy).

— Buchanan (Thomas), *Who Killed Kennedy?,* Mac Fadden, New York, 1965 (Un des premiers ouvrages sur la théorie du complot ; dépassé par les recherches postérieures).

— Crenshaw (Charles), dir., *Trauma Room One : The JFK Medical Coverup Exposed*, Paraview Press, New York, 2001 (Les questions posées par l'autopsie de Kennedy).

— Davis (John), *The Kennedy Contract. The Mafia Plot to assassinate the President*, Harper Paperback, New York, 1993 (La mafia est coupable)

— Davis (John), *Mafia Kingfish : Carlos Marcello and the Assassination of John F. Kennedy*, Mac Graw-Hill, New York, 1988 (Marcello est coupable).

— Duffy (James), *Conspiracy. Who killed JFK?,* Shapolski, New York, 1992 (Une bonne analyse des travaux du *House Select Committee on Assassinations*).

— Eddowes (Michael), *The Oswald File*, Clarkson N. Potter, New York, 1977 (Thèse peu crédible d’un second « Oswald » manipulé par les Soviétiques).

— Efimov (Igor), *Comment Castro a tué Kennedy*, Éditions du Rocher, Paris, 2006 (Le retour du complot cubain par un expert en espionage soviétique).

— Garrison (Jim), *JFK. Affaire non-classée*, J’ai lu, 1992 (L’ouvrage qui a inspiré Oliver Stone).

— Hinckle (Warren) et Turner (William), *Deadly Secrets*, Thunder’s Mouth, New York, 1992 (Kennedy victime des anti-castristes liés à la CIA ; très bonne analyse de l’opération « Mangouste » et des liens entre la CIA et des groupes extrémistes).

— Lane (Mark), *Plausible Denial. Was the CIA involved in the Assassination of JFK?,* Plexus, Londres, 1992 (La CIA a fait assassiner Kennedy).

— Lifton (David), *Best Evidence*, Caroll & Graf, New York, 1980 (Complot d’État ; très bonne analyse des aspects médicaux de l’affaire ; thèse du maquillage du corps de Kennedy entre Dallas et Washington).

— Mac Donald (Hugh) et Moore (Robin), *LBJ and the JFK conspiracy*, Condor, Westport, 1978 (Le comportement

et les responsabilités de Johnson dans l'assassinat de son prédécesseur).

— Meninger (Bonar), *Mortal Error*, St Martin's Paperback, New York, 1992 (Kennedy tué accidentellement par un membre du Secret Service ; peu convaincant… à vrai dire sans grand intérêt).

— Nau (Pierre), *Lee Harvey Oswald. Pour une place dans l'histoire*, Éditions Le Manuscrit, Paris, 2008 (Une bonne étude en français sur la personnalité et l'implication d'Oswald).

— North (Mark), *Act of Treason. The Role of J. Edgar Hoover in the Assassination of President Kennedy*, Caroll & Graf, New York, 1991 (Le comportement curieux du patron du FBI dans l'affaire Kennedy).

— Prouty (Fletcher), *JFK. The CIA, Vietnam and the Plot to assassinate John F. Kennedy*, Birch Lane Press, New York, 1992 (Kennedy a été victime d'un vaste complot d'État ; l'auteur fut un officier de haut rang dans les « opérations spéciales » ; il est le « Monsieur X » du film d'Oliver Stone).

— Reymond (William), *JFK. Autopsie d'un crime d'État*, Flammarion, Paris, 1999 (Kennedy a été victime d'un complot fomenté au plus haut niveau de l'État ; démonstration marquée par quelques arguments très fragiles).

— Reymond (William) et Sol Estes (Billie), *JFK. Le dernier témoin*, Flammarion, Paris, 2003 (Les réseaux proches de Johnson sont coupables ; un ouvrage écrit avec un des amis du successeur de Kennedy).

— Scheim (David), *Dallas, 22 novembre 1963. Les assassins du président John F. Kennedy*, Acropole, 1990 (La mafia est coupable ; traduction de médiocre qualité et tronquée. Si on le peut, se reporter à la version originale).

— Scheim (David), *Contract on America : the Mafia Murder of President John F. Kennedy*, Shapolsky, New York, 1988 (Plus complet que l'édition française, comporte de longs développements sur la pénétration du monde politique américain par le crime organisé).

— Waldron (Lamar) et Hartmann (Thom), *Ultimate Sacrifice. John and Robert Kennedy, the Plan for a Coup in Cuba, and the Murder of JFK*, Caroll & Graf, New York, 2005 (Kennedy a été assassiné par une alliance mafia-groupes anti-castristes, en raison de sa politique cubaine).

— Zirbel (Craig), *The Texas Connection*, Warner books, New York, 1992 (Johnson a fait assassiner Kennedy ; peu convaincant).

D. Sites internet

Dans la jungle internet, de nombreux sites sont consacrés à l'assassinat de John Kennedy. Notons d'abord que les rapports officiels sont désormais disponibles sur les sites des Archives nationales américaines et que la plupart

des grands journaux ont mis en ligne leurs propres archives.

— Le premier site que nous souhaitons signaler est celui du *Six Floor Museum*, musée implanté au cinquième étage de l'ex-dépôt de livres sur *Dealey Plaza*, rebaptisé *Dallas County Administration Building* : www.jfk.org. On y trouve notamment une présentation des très importantes collections de ce lieu de mémoire ouvert en 1989, dont les films et photos qu'il possède.

— Un autre site américain nous paraît recommandable, celui de la fondation Mary Ferrel (www.maryferrel.org) publié par une institution se donnant pour objet de garder éveillée la conscience des citoyens américains. L'affaire Kennedy y occupe une place de choix à côté des autres assassinats politiques des années 1960.

— De nombreuses informations, régulièrement mises à jour, peuvent être également trouvées sur les sites spécialisés « *JFK Lancer Online Ressources* » (www.jfklancer.com) et sur celui de l'*Assassination Archives and Resarch Center*, centre indépendant créé en 1984 pour réunir tout le matériel possible sur le drame de Dallas (www.aarclibrary.org).

Signalons encore deux très bons sites en français : www.jfk-assassinat.com, animé par Pierre Nau, auteur de deux ouvrages mentionnés dans la bibliographie, et www.jfk-fr.com.

Au fil d’une promenade à travers les moteurs de recherche, on pourra visionner tous les films réalisés sur *Dealey Plaza* le 22 novembre 1963, des analyses des images, des articles sur tel ou tel point et même les enregistrements des conversations téléphoniques de Johnson dans les jours suivant l’assassinat, dont celles, pathétiques et troublantes, qu’il eut avec Robert Kennedy. La loi américaine sur la liberté de l’information a ainsi permis d’obtenir et de mettre en ligne des perles rares.

Du même auteur

— *La Moselle et Napoléon, étude d'un département sous le Consulat et l'Empire*, Serpenoise, 1986 (avec Denis Imhoff).

— *Roederer*, Serpenoise, 1990 (Prix d'histoire Erckmann-Chatrian).

— *L'affaire Kennedy*, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1993.

— *Napoléon III*, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 1995.

— *Le 18-Brumaire. Les coups d'État de Napoléon Bonaparte*, Jean Picollec, 1997 (Grand Prix de la Fondation Napoléon).

— *ABCdaire de Napoléon et de l'Empire*, Flammarion, 1998 (avec Jean Tulard, Jacques Jourquin, Gérard Gengembre et Adrien Goetz).

— *Napoléon. « Mon ambition était grande »*, Gallimard, coll. Découverte, 1998.

— *Dictionnaire des ministres de Napoléon*, Christian/JAS, 1999.

— *Le Grand Consulat (1799-1804)*, Fayard, 1999.

— *Napoléon*, Le Cavalier Bleu, coll. Idées reçues, 2001.

— *Savary, le séide de Napoléon*, Fayard, 2001 (Prix Paul-Michel Perret de l'Institut, Académie des Sciences morales et politiques).

— *Autour de « l'empoisonnement » de Napoléon*, Fondation Napoléon-Nouveau Monde Éditions, 2001 (avec Jean-François Lemaire, Paul Fornès et Pascal Kintz).

— *Nouvelle histoire du Premier Empire*. I. *Napoléon et la conquête de l'Europe (1804-1810)*, Fayard, 2002.

— *Napoléon*, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2003.

— *Nouvelle histoire du Premier Empire*. II. *L'effondrement du système napoléonien (1810-1814)*, Fayard, 2004 (Prix du Mémorial de la ville d'Ajaccio).

— *Napoléon, l'esclavage et les colonies*, Fayard, 2006 (avec Pierre Branda).

— *Nouvelle histoire du Premier Empire*. III. *La France et l'Europe de Napoléon (1804-1814)*, Fayard, 2007.

— *Tout le monde ment*, roman, Fayard, 2008.

— *La mort de Napoléon. Mythes, légendes, mystères*, Perrin, 2009 (avec Jacques Macé).

— *Nouvelle histoire du Premier Empire*. IV. *Les Cent-Jours (1815)*, Fayard, 2010.

Direction d'ouvrages

— *Le Sacre de Napoléon*, Nouveau Monde Éditions, 2003.

— *Napoléon et l'Europe. Regards sur une politique*, Fayard, 2005.

— *Sainte-Hélène, île de mémoire*, Fayard, 2005 (avec Bernard Chevallier et Michel Dancoisne-Martineau).

— *Quand Napoléon inventait la France. Dictionnaire des institutions politiques, administratives et de cour du Consulat et de l'Empire*, Tallandier, 2008.

Éditions de textes

— *La proclamation de l'Empire ou Recueil des pièces et actes relatifs à l'établissement du gouvernement impérial héréditaire imprimé par ordre du Sénat conservateur*, Fondation Napoléon-Nouveau Monde Éditions, 2001 (avec Nathalie Clot).

— Jean-Frédéric Reichardt, *Un Hiver à Paris sous le Consulat*, Tallandier, 2003 (avec Florence Pinon).

— Napoléon Bonaparte, *Correspondance générale publiée par la Fondation Napoléon*. I. *Les apprentissages (1784-1797)*, Fayard, 2004.

— Napoléon Bonaparte, *Correspondance générale publiée par la Fondation Napoléon*. II. *La campagne*

d’Égypte et l’avènement (1798-1799), Fayard, 2005 (avec Gabriel Madec).

— Napoléon Bonaparte, *Correspondance générale publiée par la Fondation Napoléon*. III. *Pacifications (1800-1802)*, Fayard, 2006 (avec Gabriel Madec).

Notes

1. *Kennedy. Enquêtes sur l'assassinat d'un président*, Jean Picollec éditeur, 1995.

2. À l'occasion du cinquantième anniversaire, les lieux de l'assassinat de Kennedy, classés au patrimoine national, ont fait l'objet d'une importante campagne de restauration. Ils sont restés en l'état mais le gazon a été replanté, la route refaite, la barrière de bois où est réputé s'être tenu un second tireur repeinte. L'étage du dépôt de livres d'où sont partis les tirs imputés à Oswald a été transformé en un fort instructif musée. Non loin de là, un horrible Mémorial rappelle ce qui s'est passé ici, le 22 novembre 1963.

3. James Monroe, président des États-Unis (1817 à 1825), énonça, en 1823, le principe selon lequel seuls les Américains devaient intervenir dans les affaires de leur continent, à l'exclusion de toute ingérence des autres nations, notamment européennes.

4. L'hôtel (aujourd'hui un Hilton) existe encore et a été entièrement redécoré en 2013 pour rappeler que c'est ici que Kennedy passa sa dernière nuit. Sa chambre a cependant disparu lors d'une réorganisation des espaces. Non loin de l'hôtel, un Mémorial rappelle ce moment.

5. L'élégance quotidienne de la Première dame l'avait rendue très populaire dans le monde entier. Pour la journée de Dallas, elle avait choisi une copie d'un tailleur Chanel fabriquée à New York, pour qu'on ne puisse pas dire qu'elle ne faisait pas travailler les couturiers américains. Ce tailleur allait entrer dans l'histoire. Porté par la veuve du président jusqu'à son retour à la Maison Blanche, afin que le public voient, dit-elle, « ce qu'on avait fait » à

son mari, il fut déposé dans une boîte et remis à la mère de Jacqueline Kennedy. Il a été déposé aux archives nationales américaines par sa famille et s'y trouve toujours.

6. Président des États-Unis depuis 1897, Mac Kinley fut mortellement blessé d'un coup de revolver tiré par un anarchiste du nom de Leon Czolgosz, le 6 septembre 1901.

7. Cet immeuble a été construit en 1901.

8. Même s'il a toujours refusé d'admettre avoir freiné au moment des tirs, Greer (décédé en 1985) a déclaré qu'avant d'accélérer, il avait d'abord tourné la tête pour voir ce qui se passait derrière lui, dans la voiture.

9. Rappelons que les États-Unis sont ce qu'on appelle un État fédéral composé de 50 États fédérés. Chaque État fédéré possède sa propre législation et sa propre police. Lorsqu'un crime est dit fédéral, il relève de ce que nous appelerions « l'État central », notamment du FBI.

10. Shérif-adjoint en 1935, il est shérif « en chef » depuis 1949. Il est né en 1898.

11. Henry Wade avait et a conservé, jusqu'à sa mort en 2001, la réputation d'un procureur sévère obtenant de nombreuses condamnations à mort. Un de ses « clients » des années 1970, Randall Adams, condamné à mort sur ses réquisitions a été innocenté après avoir passé douze années derrière les barreaux. Il avait échappé de peu à l'exécution, grâce à une décision de la Cour Suprême rendue trois heures avant le moment fatal.

12. Au moment de l'attentat contre Kennedy, Jackson se trouvait dans une des dernières voitures du cortège. Il leva les yeux vers le dépôt de livres au moment du premier tir et aperçut un canon de fusil dépassant de la fenêtre du cinquième étage. Il ne le signala pas à la police qui le lui reprocha : s'il avait fait, on aurait pu bloquer beaucoup plus vite les sorties de l'immeuble d'où étaient partis les coups de feu.

13. Le chapeau de l'assassin d'Oswald a été vendu aux enchères à Dallas, en novembre 2009, pour 53 775 dollars. Un an et demi plus tôt, son revolver, un colt « Cobra 45 », avait changé de mains lors d'une autre vente, à Las Vegas cette fois. L'acheteur dut débourser plus d'un demi-million de dollars, soit plus de deux fois plus que lors de la vente précédente. Les objets personnels de Ruby étaient apparus sur le marché à l'initiative de son frère Earl, en 1991.

14. Un jeu troublant a consisté à rechercher d'autres similitudes entre les deux assassinats : Lincoln fut élu en 1860, Kennedy en 1960 ; ils avaient battus des hommes nés respectivement en 1813 (Douglas) et en 1913 (Nixon) ; l'un et l'autre avaient perdu un enfant pendant leur mandat ; ils furent tous deux

assassinés un vendredi ; la balle fatale les frappa à la tête ; Lincoln fut tué au *Ford Theater*, Kennedy dans un véhicule fabriqué par Ford ; la loge du théâtre s'appelait la « loge Kennedy » tandis que la voiture de Dallas était de marque Lincoln ; les deux assassins présumés (Booth et Oswald) furent assassinés avant leur procès ; etc.

15. Kennedy sera exhumé dans le plus grand secret en mars 1967 afin de procéder aux derniers travaux et de placer avec lui dans le caveau les restes de deux de ses enfants : Patrick, mort en bas âge en août 1963, et un enfant mort-né en 1956. Jacqueline Kennedy y sera ensuite inhumée en 1994.

16. A. Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, 27 novembre 1963. Nous avons placé la conclusion du Général en exergue de ce volume.

17. Cette procédure d'enquête par une commission « présidentielle » est assez fréquente dans les États-Unis du XXe siècle. Elle a été utilisée, y compris par Kennedy pendant son mandat, sur de petits et de grands sujets. Parmi ces derniers, citons les commissions sur l'attaque de Pearl Harbour (1942), celle sur les agissements de la CIA (1975) ou celle sur les attentats du 11 septembre 2001.

18. Warren restera à son poste jusqu'en 1969. Il est mort en 1974.

19. La version de « l'acte isolé » avait déjà été soutenue à la tribune de l'ONU par Adlaï Stevenson, le représentant américain, dans son discours de remerciement aux condoléances qui lui étaient parvenues (24 novembre).

20. La commission Warren coûta environ dix millions de dollars.

21. Une bibliographie figure à la fin de ce volume.

22. Dans un ouvrage publié en 1980, *The Strongest Poison*, Lane soutient que des militaires américains ont joué les agents provocateurs, voire même procédé à des meurtres à l'arme automatique. De telles prises de position lui valent, comme à d'autres, le sobriquet de *conspiracy buff* (*buff* : enthousiaste).

23. Léo Sauvage, de son vrai nom Léopold Smotriez, est considéré comme un très bon spécialiste de la politique extérieure américaine. Il a publié de nombreux autres livres, comme *Le cas Guevara* (La Table Ronde, 1971), *L'énigme Nixon* (Elesevier, 1975) ou *Les États-Unis face à l'Amérique Centrale* (Balland, 1989).

24. Les sondages ont toujours été mauvais pour le rapport Warren : 81 % des sondés par Gallup n'y croyaient pas en 1976, 74 % en 1983, 75 % en 1993, 75 % en 2003.

25. Aux États-Unis, les magistrats du parquet et certains juges sont élus.

26. Quelques années plus tard, plusieurs éléments du dossier Garrison seront confirmés, mais trop tard, par des enquêtes postérieures. Ainsi, Richard

Helms, directeur de la CIA entre 1966 et 1973, reconnaîtra, publiquement et sous serment (mai 1979), que Shaw avait effectivement travaillé pour l'Agence. On retrouvera une photo — certes floue — semblant montrer Oswald, Ferrie et Shaw, ensemble, à une soirée.

27. Cette critique se fonde, parfois hypocritement, sur des éléments du film *JFK* d'Oliver Stone qui s'inspire de l'enquête de Garrison. C'est ignorer que la position de l'ancien procureur de La Nouvelle-Orléans, qu'il a expliquée en détail dans deux ouvrages, est différente sur bien des points et en tout cas plus étayée que celle du cinéaste. Sur le film de Stone, voir ci-après.

28. Après avoir achevé, comme président, le mandat de John Kennedy, Johnson avait battu le républicain Barry Goldwater à la présidentielle de novembre 1964. Il pouvait donc briguer une réélection.

29. Le lendemain de l'assassinat de Martin Luther King, J. Edgar Hoover annonce que le meurtre était le fait d'un individu isolé et qu'il n'y avait pas eu de conspiration. L'assassin du pasteur noir, James Earl Ray n'en a pas moins toujours clamé son innocence. Dix ans plus tard, une commission d'enquête du congrès a conclu à une conspiration, tant les éléments militant en faveur d'un crime parfaitement préparé et organisé sont nombreux. Décédé il y a quelques années, Ray n'a jamais obtenu d'être rejugé.

30. Kennedy obtint 46,3 % des suffrages contre 41,8 % à Mac Carthy.

31. Contrairement à ce qu'on pourrait croire d'après les documentaires diffusés depuis 1968, il n'y a pas de film de l'attentat. La caméra qui suivait le candidat était trop loin de lui et, dans la bousculade, elle ne put saisir que des morceaux des plafonds. Ce n'est que quelques secondes plus tard que le tournage put reprendre normalement. Chacun connaît ces images terribles de Robert Kennedy gisant sur le sol et perdant son sang.

32. Après l'assassinat de Robert Kennedy, la loi américaine fut modifiée : le meurtre d'un candidat à la présidence (et à plus forte raison d'un président) relève désormais de la compétence fédérale.

33. Après avoir avoué, Sirhan se rétracta, ce qui l'empêcha par la suite de négocier avec l'accusation pour éviter la peine de mort (avant son abolition).

34. Signalons le récent ouvrage de Shane O'Sullivan, *Who Killed Bobby ?* (2008).

35. Cette cravate est visible sur les photos prises dans les secondes ayant suivi l'attentat, tout près du corps de Kennedy.

36. *The Killing of Robert F. Kennedy* (1995). Voir bibliographie.

37. L'hypno-programmation est une technique assez bien connue. Elle a été popularisée par le roman de Richard Condon, *The Manchurian Candidate*

(1959). Les enquêtes des années 1970 (Rockefeller et Church) ont prouvé que la CIA avait développé un coûteux programme sur ce sujet sous le nom de code MK-ULTRA.

38. Dans les deux cas, ce proche du crime organisé fut interrogé par la police qui le relâcha.

39. En 1969, au retour d'une soirée bien arrosée, Edward Kennedy perdit le contrôle de son véhicule qui termina sa course dans une rivière. Une militante démocrate fut tuée. Au lieu de lui porter secours et songeant d'abord à sauver sa carrière, le sénateur prit la fuite et ne se présenta à la police qu'après une nuit de réflexion.

40. Curry est mort d'une crise cardiaque en juin 1980. Ses Mémoires étaient parus en 1969 (*JFK Assassination File*).On n'y trouve rien d'autre qu'une défense de la thèse officielle qu'il avait tant contribué à établir.

41. Comité restreint de la chambre des Représentants sur les assassinats.

42. Cet ouvrage est paru en France, en 1988, dans une traduction insatisfaisante et une version tronquée. On doit, autant que possible, lui préférer la version anglaise, beaucoup plus riche. Voir la bibliographie à la fin du présent ouvrage.

43. Dans un de ses ouvrages, *In retrospect the tragedy and lessons of Vietnam*, (*Coup d'œil rétrospectif sur la tragédie et les leçons du Vietnam*), Random House, 1995, Robert Mac Namara, ancien secrétaire à la Défense de Kennedy et Johnson, écrira plus tard qu'il est persuadé que « JFK » aurait désengagé les États-Unis du Vietnam après sa réélection.

44. Un rapport final sera remis au président Clinton en septembre 1998 : *Final Report of the Assassination Records Review Board*.

45. Quelques chercheurs ont néanmoins trouvé leur bonheur dans ces nouvelles sources d'archives. C'est le cas de John Newman qui, dans son ouvrage *Oswald and the CIA* (Carroll and Graf, 1995), a utilisé les nombreux cartons concernant l'assassin désigné.

46. En dépit de la déclassification anticipée, les administrations conservent le droit de cacher (par des traits de marqueur) les informations qu'elles continuent à juger sensibles. Dans la déclassification des pièces de l'affaire Kennedy, des milliers de documents n'ont guère que leur entête qui ne soit pas noircie.

47. *Reclaiming History. The Assassination of President John F. Kennedy*, 2007.

48. Chaque 22 novembre, une grande réunion a lieu à Dallas. Les lieux eux-mêmes sont désormais classés : de la place elle-même au dépôt de livres qui abrite un riche et passionnant musée, en passant par la barrière de bois et

le parking. L'ensemble a pris en 1993, le nom de *Dealey Plaza National Historic Landmark District*.

49. Ces organismes possèdent de formidables sites Internet. Voir bibliographie.

50. L'histoire du film Zapruder a été décortiquée par J.-B. Thoret, *28 secondes. L'Amérique éclaboussée. L'assassinat de JFK et le cinéma américain*, 2003.

51. Dans les jours qui ont suivi les faits, le service d'information des États-Unis, *United States Information Service*, diffusa un document officiel auquel était joint un schéma montrant que Kennedy et Connally avaient été respectivement touchés par les première et deuxième balles, soit deux balles différentes. Le témoignage et la blessure à la joue de Tague sont venus tout perturber.

52. Mark Lane a relevé 11 noms supplémentaires rien que dans les journaux de l'époque. Il estime à 400 environ le nombre total des personnes se trouvant sur *Dealey Plaza*, le 22 novembre 1963, vers 12 heures 30.

53. Nelly Connally a donné sur ce point une longue interview au *Houston Globe*, publiée le 15 novembre 1998.

54. La limousine fut remise en service à la présidence en mai 1964. Elle fut utilisée jusqu'en 1977 par les présidents Johnson, Nixon, Ford et Carter. Elle est aujourd'hui présentée au *Henry Ford Museum* de Dearborn (Michigan).

55. Même s'il est muet, le film Zapruder pourrait constituer une piste intéressante. Des expériences ont prouvé qu'un cinéaste, même prévenu de leur imminence, sursaute imperceptiblement au moment des détonations. Dans ses 22 secondes de film, Abraham Zapruder sursaute quatre fois.

56. Partisans du rapport Warren, Gerald Posner et Vincent Bugliosi pensent que l'enregistrement a bien été fait à Dallas, le 22 novembre 1963, mais pas sur les lieux et pas au moment de l'attentat. Ils oublient néanmoins de signaler que les laboratoires qui ont procédé à leurs contre-expertises ont depuis admis qu'ils s'étaient trompés dans leurs données de base : ils avaient fondé leurs travaux sur l'existence d'un certain matériel de transmission… qui n'était pas en service dans la police de Dallas à cette époque.

57. C'est le conseiller Arlen Specter qui est à l'origine de la théorie de la balle unique. Lors de la rédaction finale du rapport Warren, Gerald Ford corrigea les épreuves concernant ce point sensible et modifia le texte pour le rendre plus persuasif. Il l'a lui-même reconnu plus tard.

58. Day était affecté au *Crime Scene Search Section Identification Bureau* de la police de Dallas.

59. Le fusil d'Oswald a une histoire postérieure au 22 novembre 1963. Théoriquement propriété de Marina, il a fait très vite l'objet d'une

transaction. En décembre 1964, la veuve de l'assassin désigné vendit ses « droits » sur l'arme, toujours entre les mains des enquêteurs, à un riche collectionneur du nom de John King. Fort de cette cession, King intenta un procès pour en obtenir la restitution. Les tribunaux le déboutèrent, si bien que le Mannlicher-Carcano (ainsi d'ailleurs que le revolver d'Oswald) se trouvent toujours aux archives nationales américaines.

60. Pour être complet, signalons au passage que certains auteurs pensent que ce sont deux balles qui ont provoqué le mouvement atypique de la tête de Kennedy. Elles l'auraient touché en même temps, lors d'un guet-apens soigneusement organisé, une à l'avant du crâne, l'autre à l'arrière.

61. M[me] Moorman prit une autre photo, juste avant l'attentat, au moment où le cortège entrait dans *Elm Street*. Elle montrait le dépôt de livres. Cette photo fut saisie sur place par le shérif-adjoint Allan Sweat, qui le remit selon son rapport à l'agent Patterson du *Secret Service*. Ce cliché, dont l'existence est bien établie, n'a jamais été revu depuis.

62. Le cercueil de bronze de Dallas fut endommagé pendant le transfert. On apporta donc un autre cercueil d'apparat. Le premier fut détruit, semble-t-il à la demande de J. Edgar Hoover. On employa pour cela une méthode assez surprenante : le cercueil fut jeté à la mer depuis un avion.

63. Autre fait troublant, un employé de l'hôpital, Pitzer, a affirmé avoir réalisé un film de l'autopsie, ce que les autorités ont toujours démenti avec force. L'intéressé fut retrouvé mort à l'hôpital de Bethesda, le 29 octobre 1966. L'enquête menée par la marine américaine conclut au suicide. Pourtant gaucher, Pitzer se serait tiré une balle dans la tempe droite. Sa famille a réclamé en vain l'ouverture d'une enquête.

64. Le nom de Blahut apparaît aussi dans l'affaire du *Watergate*.

65. Ces théories ont été reprises, réétudiées et, selon lui, validées par Harrison E. Livingstone dans son ouvrage *High Treason* (1992).

66. La biographie d'Oswald a été scrutée et re-scrutée par quantité d'auteurs. Signalons l'ouvrage français le plus récent : Pierre Nau, *Lee Harvey Oswald. Pour une place dans l'histoire*, 2008.

67. L'ouverture des archives de l'ex-URSS et la publication des mémoires de plusieurs témoins soviétiques ou américains remettent en cause l'innocence si longtemps proclamée comme un dogme des époux Rosenberg.

68. On la retrouvera plus tard à Dallas où elle prendra soin de la veuve d'Oswald, alors retenue au secret par le FBI. Des conversations qu'elle eut avec la veuve de l'assassin désigné, elle tira un livre (*Marina and Lee*, Harper & Row, 1977).

69. Le « Journal historique » a-t-il été écrit progressivement ou est-il un instrument construit après coup ? La question est posée depuis la publication du rapport Warren. Le *House Select Committee on Assassinations* a tenté de résoudre l'énigme, une fois pour toutes. Il n'y est pas totalement parvenu. Mais ses experts ont constaté qu'il avait été écrit en « une ou peu de fois », sa calligraphie et la qualité du papier étant très uniforme.

70. N. Mailer, *Oswald's Tale : an American Mystery*, 1995 (traduit en français l'année suivante sous le titre : *Oswald, un mystère américain*).

71. Cadre important du KGB, Nosenko profita d'un séjour en Suisse pour des négociations sur le désarmement pour passer à l'Ouest, en accord avec la CIA (1964). Concernant Oswald, il n'a jamais varié dans ses déclarations : il ne fut pas recruté par les Soviétiques. La CIA donna foi à ce témoignage. Cela n'a pas empêché l'auteur américain Michael Eddowes d'accuser Nosenko d'avoir participé à la « conspiration soviéto-cubaine » ayant abouti à l'assassinat de Kennedy (*Krushchev Killed Kennedy*, 1975).

72. Dans le compte rendu qu'il en fit à son épouse, Oswald ne lui signala aucune visite dans quelque service de visas que ce soit.

73. Nechiporenko n'est apparu au grand jour dans l'affaire Kennedy qu'en 1992, lors d'une conférence de presse au cours de laquelle il annonça « savoir beaucoup de choses ». Il les livra dans un ouvrage paru un an plus tard. Il y met en cause les autorités soviétiques.

74. Dès mars 1963, Hosty avait envisagé de reprendre la surveillance du couple Oswald. Le 10 septembre 1963, il rédigea un premier rapport sur les activités « pro-castristes » d'Oswald. Ce rapport parvint à la CIA — *via* le FBI — le 23 septembre. Dans le même temps, le FBI de La Nouvelle-Orléans adressa son propre rapport sur Oswald à la CIA. Le moins qu'on puisse dire est que les services secrets s'intéressaient beaucoup à l'ancien *marine*. C'était d'ailleurs bien normal. Ce qui l'est moins, c'est qu'ils l'aient nié plus tard.

75. Ce faisant, Ford n'est guère charitable avec son « ami » Hoover qui, au début des années 1960, avait fait disparaître des documents l'impliquant dans une affaire de fraude fiscale. Redevable au directeur du FBI, Ford avait accepté d'être le défenseur des intérêts du Bureau au sein de la commission Warren. Il remplit sa tâche sans états d'âme, transmettant à Hoover, par le biais d'un de ses adjoints (Cartha De Loach, numéro trois du FBI) de précieuses informations. Ces faits ont été révélés en 2008, après la déclassification du dossier « FBI » de Gerald Ford.

76. En novembre 1977, quelques jours avant son audition par le HSCA, Sullivan fut victime d'un accident de chasse.

77. Un ancien responsable financier de l'Agence, James Wilcott, a déclaré qu'Oswald était rémunéré par la CIA lors de son passage à la base d'Atsugi.

78. Un témoin au moins a vu des hommes sortir précipitamment du dépôt, juste après 12 heures 30.

79. Une photographie prise par James Altgens, d'*Associated Press*, a troublé les enquêteurs. Prise pendant la fusillade, juste après le premier des tirs ayant atteint le président, elle montre la voiture de Kennedy suivie de celle transportant les agents du *Secret Service*. En arrière-plan, on aperçoit l'entrée du dépôt de livres et, sur le perron, un homme qui ressemble à Oswald. Le cliché a fait couler beaucoup d'encre. La commission Warren demanda au FBI de découvrir qui était l'homme sur les marches du dépôt de livres. Le Bureau réussit à retrouver un certain Billy Lovelady, collègue de travail d'Oswald, et conclut qu'il était le badaud de la photo. Malgré une vive controverse, il semble bien qu'on puisse faire confiance à la commission sur ce point.

80. Les premières déclarations et les premiers procès-verbaux de la police de Dallas font état de *deux* douilles retrouvées.

81. Au moment des tirs et après, Brennan portait un casque de chantier, ce qui aurait dû retenir l'attention de Sawyer qui fut pourtant incapable de se rappeler ce détail lorsqu'il tenta de décrire son interlocuteur. Notons à titre d'incident qu'à 13 heures 11, le même Sawyer annonça par radio que des douilles avait été retrouvées au *troisième niveau* (deuxième étage) du dépôt de livres.

82. Pour être complet, il a été établi que des empreintes d'Oswald furent prises à la morgue, après sa mort. Il n'en faut pas davantage pour que certains chercheurs indépendants pensent que l'empreinte sur le fusil a été faite à ce moment.

83. L'attitude attribuée à Oswald par la commission est pour le moins déconcertante. En effet, pourquoi cet homme en fuite est-il revenu sur ses pas et pourquoi n'a-t-il pas immédiatement pris un taxi pour rentrer jusque chez lui ?

84. Craig multiplia les déclarations, y compris devant des caméras. Il devint même un des témoins du dossier Garrison. Après avoir échappé à trois tentatives de meurtre (1967, 1974 et 1975) et être miraculeusement sorti indemne d'un curieux accident de voiture (1973), il fut retrouvé mort par balle, le 15 mai 1975. L'enquête conclut au suicide.

85. La façon dont il fut procédé lors des confrontations par la police de Dallas n'est pas, loin s'en faut, exempte de reproches. Oswald était toujours présenté au milieu d'hommes différents de lui, par l'âge, la taille. Aucun ne portait de marques de coups comme ceux qu'il avait reçus lors de son arrestation. Un des témoins raconta qu'au cours d'une identification, Oswald s'était mis à hurler que la méthode était injuste et qu'il s'en plaindrait dès qu'on lui donnerait un avocat. Rappelons, enfin, la mésaventure de ce témoin à qui on aurait fait signer un procès-verbal avant que l'identification ait eu lieu.

86. Ici aussi, il y aurait à redire. Des douilles censées avoir été retrouvées sur place ne furent pas reconnues à leur retour du laboratoire par les policiers qui les avaient ramassées et marquées. On a douté que les quatre balles extraites du corps du policier de Dallas aient été tirées par une seule arme, voire qu'il y ait même eu une seule d'entre elles tirée par un calibre 38. Il est vrai que l'arme d'Oswald était un 38 trafiqué pour recevoir des balles de « 38 spécial », ce qui troubla les experts dans leur identification des projectiles…

87. Nos derniers doutes ont été levés sur ce point à la lecture de la contre-enquête de Vincent Bugliosi.

88. Alexander est le dernier survivant des dignitaires de la police et de la justice de Dallas de 1963 (en 2010).

89. L'affaire du revolver illustre — s'il en était encore besoin — le non professionnalisme des policiers de Dallas en matière criminelle. Le policier Mac Donald déclara à la commission Warren qu'il avait gravé un « M » sur la crosse de l'arme afin de pouvoir la reconnaître plus tard. On lui présenta la pièce 143 et, sans surprise, il la reconnut. Puis, avec candeur, il expliqua qu'il n'avait pas gravé sa marque au *Texas Theater*, trop pris par sa lutte avec le suspect, mais bien plus tard, au commissariat de police. Un avocat moyennement doué aurait pu mettre en doute que la pièce 143 — l'arme qui a tué Tippit — ait été prise sur Oswald au cinéma. Deux semaines plus tard, la commission Warren fit comparaître un autre policier qui put attester qu'il avait assuré le transfert de l'arme entre le cinéma et le commissariat de police. Il n'y avait donc pas de rupture dans le cheminement de la pièce à conviction. Ouf !

90. Elle ne s'est pas étonnée que, stimulée par la journaliste Priscilla Johnson, Marina ait retrouvé le ticket de bus ayant permis à Oswald de se rendre à Mexico, établissant ainsi de façon définitive son voyage et, partant, ses allées et venues dans les locaux diplomatiques cubains et soviétiques. Mark Lane et d'autres auteurs pensent que Johnson, qui avait déjà rencontré Lee

Oswald à Moscou, en 1959, a été envoyée auprès de la jeune veuve par des services officiels américains.

91. Elle s'est remariée en 1965 avec Kenneth Porter. Après avoir divorcé en 1970, ils se sont ensuite retrouvés. June et Rachel Oswald ont longtemps vécu sous le nom du mari de leur mère. Elles sortent parfois (rarement) de l'ombre pour s'exprimer. Rachel a brièvement collaboré avec l'équipe d'Oliver Stone pendant la préparation du film *JFK*.

92. À quelques pâtés de maisons de là, l'agent du FBI Hosty se saisit fébrilement du dossier constitué par le Bureau sur le propriétaire du *Carousel Club*. En le feuilletant, il constata que Ruby était considéré comme un « informateur potentiel ». Il le signala à son supérieur, Ken Howe, qui prit l'affaire en main. Conformément à la règle voulant que le FBI ne dévoile jamais le nom de ses informateurs, les quelques feuillets concernant Ruby ne furent jamais transmis à la police de Dallas ou à la commission Warren. Hoover se contenta d'envoyer un mémorandum au conseiller en chef Rankin : il n'y aurait eu que « neuf contacts » entre l'assassin d'Oswald et le Bureau, tous avant 1960. Hoover précisait à Rankin qu'il souhaitait que cette information soit gardée secrète.

93. Le premier avocat de Ruby.

94. Howard mourut d'une crise cardiaque, le 27 mars 1965.

95. Dallas voulait se réconcilier avec le monde entier. La justice texane avait fait appel à une agence de relations publiques pour que tout fonctionne sans accroc. De fait, tout était prêt à l'arrivée des journalistes : téléphones, salles de presse, accréditations, jusqu'à un programme de sorties touristiques.

96. Ce policier, en congé maladie au moment de l'assassinat de Kennedy, fut interrogé par la commission Warren. Il fut incapable de dire où il se trouvait exactement au début de la tragique après-midi. Il ne se souvenait qu'avoir été employé par un particulier comme garde de sécurité. Il ne se rappelait que vaguement que la maison à surveiller se situait dans le quartier d'*Oak Cliff*… là où avait été tué l'agent Tippit.

97. Le 22 novembre 1963, quelques minutes après l'attentat contre Kennedy, on arrêta deux hommes dans l'immeuble *Dal-Tex*, sur *Dealey Plaza*. Le premier, vêtu d'un blouson de cuir et portant des gants, sortit, selon le *House Select Committee on Assassinations*, sous bonne escorte et sous les insultes de la foule. Il fut relâché quelques instants plus tard, sans que les dossiers de la police ne précisent ni pourquoi il avait été arrêté, ni pourquoi il avait été libéré, ni même comment il s'appelait. Le second, mieux mis, s'appelait Jim Braden, en fait Eugene Hale Brading, repris de justice en liberté conditionnelle. Lui aussi fut relâché rapidement : il ne se trouvait

dans le *Dal-Tex* que « parce qu’il recherchait une cabine téléphonique ». Son emploi du temps la veille et le jour de l’assassinat est incertain : selon certaines sources, il aurait participé à plusieurs réunions dans les bureaux de Lamar et Nelson Hunt, fils d’un magnat du pétrole, acheteurs du publi-reportage anti-Kennedy paru dans le *Dallas Morning News*, le 22 novembre 1963. L’attention fut encore attirée sur Brading après l’assassinat de Robert Kennedy, en 1968. La police de Los Angeles mena une enquête approfondie sur lui. Elle avait jugé suspect qu’il se soit trouvé sans raison valable dans le périmètre de l’hôtel *Ambassador* au moment où l’ancien ministre de la Justice tombait sous les balles de son (ou ses) assassin(s).

98. Miss Carlin, 20 ans en 1963, fut interrogée dès le 24 novembre par le FBI. Selon le procès-verbal, elle se montra « agitée » et « terrorisée » par l’impression qu’elle ressentait que Ruby et Oswald étaient complices de l’assassinat de Kennedy. La jeune femme finit ses jours, en août 1964, sous les balles d’un tueur qui n’a jamais été identifié.

99. Les enquêteurs établirent, par exemple, que quelques jours après le « conclave » mafieux d’Apalachin (1957), Civello et Dean dînèrent ensemble pour parler de l’attitude que pouvait avoir la police de Dallas vis-à-vis des « familles italiennes » de la ville.

100. Il est le père d’un acteur de la série américaine *Cheers*.

101. En remarque incidente, tout paraît souvent se passer comme si les autorités américaines laissaient se développer les thèses les plus folles, au milieu de celles qui apparaissent plus sérieuses, comme pour créer un brouhaha incompréhensible autour de l’affaire Kennedy.

102. À son procès, comme on lui démontrait que le coup n’avait pas pu partir dans de telles conditions, cet agent du nom de Creighton Willis finit par prétendre qu’il jouait en réalité avec un de ses collègues à « qui dégaine le plus vite » (comme dans les duels de cow-boys) et qu’il avait malencontreusement tiré. Il ne fut condamné qu’à trois années de probation.

103. En octobre 1962, la découverte par des avions-espions américains de bases de missiles nucléaires soviétiques à Cuba provoqua une crise internationale de grande ampleur : blocus de l’île par l’*US Navy*, menace de couler tout navire — y compris soviétique — qui essaierait de le forcer, propos aigres-doux et menaces entre les deux grands. On passa tout près d’une guerre mondiale (donc nucléaire), avant qu’un accord intervienne entre les protagonistes. Kennedy en sortit grandi et effaça à cette occasion la piètre impression laissée par l’affaire de la Baie des Cochons.

104. De son côté, la presse soviétique prit elle aussi les devants pour parer à toute accusation de complicité de Moscou. Dès le 23 novembre, la *Pravda* publia une analyse dans laquelle elle estimait que Kennedy avait été tué par des « enragés » et qu'il n'était pas étonnant que le crime ait été perpétré à Dallas. Quant à Oswald, elle affirmait que son arrestation flairait la manipulation et que l'étalage de son passé en URSS n'avait qu'un but : diriger les soupçons sur les soviétiques et les castristes. Quelques jours plus tard, elle compara l'assassinat de Kennedy avec l'incendie du Reichstag (février 1933) : à la suite de l'arrestation d'un « lampiste » communiste, Hitler avait pu mener une impitoyable chasse aux rouges.

105. Ce témoignage de Castro a été confirmé depuis par de très nombreux acteurs américains, cubains et français de ces négociations secrètes.

106. Cela n'empêche pas certains auteurs de persister dans leurs accusations contre Castro. Citons par exemple l'ouvrage traduit en français de Igor Efimov, *Comment Castro a tué Kennedy*, 2006. Il est décidément impossible de refermer quelque piste que ce soit dans l'affaire Kennedy.

107. Pour illustrer la vanité de Johnson, on peut citer le cadeau pour le moins insolite qu'il offrit au pape Paul VI lors d'une audience que le Pontife lui avait accordée. Le Texan remit… son propre buste au successeur de Saint-Pierre interloqué, ainsi que le montrent les reportages d'époque.

108. C'est Robert Blaker qui obtint cette information gardée secrète par le clan Kennedy, grâce à sa secrétaire, Nancy Tyler, très bonne amie de la secrétaire de Smalthers, Marie-Jo Kopechne. Tyler mourut dans un accident d'avion en mai 1965. Marie-Jo est la jeune femme qui trouva la mort dans la voiture d'Edward Kennedy, à Chappaquiddick, le 18 juillet 1969.

109. Voir sur ce point l'ouvrage coécrit avec Billie Sol Estes par le Français W. Reymond : *JFK. Le dernier témoin*, 2004.

110. Madeleine Brown a confirmé ses allégations dans son autobiographie *Texas in the Morning* (1997).

111. Les deux parrains sont morts dans leurs lits. Costello en 1973, à l'âge de 82 ans, Lanski en 1983, à l'âge de 81 ans.

112. On a aussi parlé de trucage des votes en Virginie occidentale, grâce au même homme, très introduit auprès des autorités locales.

113. Judith Inmoor avait épousé l'acteur William Campbell en 1952. Elle avait alors 18 ans. Elle divorça en 1958, époque à laquelle elle commença à fréquenter Franck Sinatra. Après l'épisode de sa liaison avec Kennedy, elle se remaria avec le golfeur professionnel Dan Exner. Elle est morte d'un cancer en septembre 1999.

114. Marilyn Monroe fut probablement une autre maîtresse que Giancana et Kennedy eurent en commun. Quelques jours avant sa mort, l'actrice fut aperçue en compagnie de Sinatra et du parrain de Chicago au *Cal-Neva*, fameux casino du Nevada.

115. Décédé en 2009, le dernier des frères Kennedy a abordé le sujet de nombreuses fois dans les interviews qu'il a données. Il n'en souffle mot dans ses Mémoires, parus en 2007 aux États-Unis et traduits en français deux ans plus tard.

116. Judith Campbell au magazine *People*, le 29 février 1988 : « [Le président] savait tout de mes relations avec Sam Giancana et Johnny Roselli, parce que je leur parlais souvent en son nom. »

117. John Mac Clellan (1896-1977) présida le sous-comité permanent d'enquêtes du Sénat, de 1955 à 1973. Il prit en outre la tête du comité sur les activités dans le travail et le management. Celui-ci fonctionna de janvier 1957 à mars 1960. C'est cette structure dont Robert Kennedy fut le principal conseiller.

118. Hoover feignait de ne pas croire à l'existence d'une organisation du crime à l'échelle de tous les États-Unis, ce qui interdisait donc au FBI de faire la chasse aux mafieux, laissant ce soin aux polices des États fédérés. À partir de 1957, sous la pression du Congrès et après que les policiers de l'État de New York eurent mis à jour l'existence d'un véritable « conclave » de la mafia, réunissant plus de soixante membres du crime organisé à Apalachin, Hoover fut contraint de mettre en place un programme fédéral de lutte (contrôles fiscaux, écoutes téléphoniques, filatures, arrestations…).

119. En réaction à ces révélations, on envisagea — sans suite — de débaptiser le quartier-général du FBI, le *John Edgar Hoover Building*.

120. Rendus publics, les enregistrements de ces conversations peuvent être écoutées sur le site You Tube. Chercher par les mots clés suivant : *« Why did you have my brother killed ? »*

121. Selon les Mémoires d'Edward Kennedy, au moment de la parution du rapport, Robert lui demanda de le lire pour lui et de lui dire ce qu'il en pensait : il n'avait pas la force de le faire.

122. Il se trompait puisque c'est la Chambre des Représentants qui reprit les investigations.

123. Traduction française d'un ouvrage publié aux États-Unis en 1960 (*The Ennemy Within*).

124. Par le passé, la mafia prouva qu'elle ne reculait pas devant le meurtre politique. En 1931, par exemple, le maire de Chicago, Anton Cermak, pourfendeur des méthodes du « syndicat », mourut dans un attentat

perpétré à Miami, en présence du président Roosevelt. Giuseppe Zangara, le meurtrier, affirma qu'il voulait tuer le président. Mais le scénario de l'attentat montre que si tel avait été le cas, le tireur d'élite qu'il était n'aurait eu aucune difficulté à atteindre sa cible. Au lieu de cela, il arrosa un groupe de six personnes distant de plusieurs mètres de l'endroit où se tenait Roosevelt et toucha mortellement le seul Cermak. De nombreux auteurs américains pensent aujourd'hui que le maire de Chicago était la vraie cible de Zangara. Présenté comme un fou solitaire, ce dernier fut jugé et exécuté dans les semaines qui suivirent l'attentat.

125. *Les Immortels*, Belfond, 1993. Signalons un autre ouvrage français très documenté : Francis Forestier, *Marilyn et JFK*, Albin Michel, 2008.

126. Ragano a répété et étayé ses déclarations à plusieurs reprises, devant des enquêteurs non officiels.

127. John Davis est aussi l'auteur d'un ouvrage sur la culpabilité de la mafia dans l'affaire Kennedy. Voir la bibliographie.

128. Rappelons ici que Civello entretenait aussi des relations amicales avec le policier Dean, responsable de la sécurité du sous-sol du commissariat de Dallas au moment du transfert d'Oswald.

129. Le mari de Wanda, Hank, travaillait comme peintre en bâtiment avec un dénommé John Carter. Ce dernier vivait, comme Oswald, dans une chambre de la maison d'Earlene Roberts. Le 17 mars 1964, Hank Killiam mourut égorgé. La police conclut au suicide !

130. Ce suspect fut arrêté quelques heures après l'assassinat de Kennedy. Voir plus haut.

131. Cain servit d'intermédiaire entre la mafia et la CIA lors de leurs actions communes. Il a été assassiné en 1973.

132. Nicoletti fut assassiné quelques jours avant sa comparution devant le HSCA.

133. Félix Alderiso, *alias* Milwaukee Phill, était un des hommes de main de Giancana. Il est mort de mort naturelle au pénitencier de Marion, en 1971.

134. On se rappelle que certains témoins de *Dealey Plaza* et que certaines interprétations photographiques laissent supposer que c'est un homme en uniforme qui se tenait derrière la barrière de bois, le 22 novembre 1963, vers 12 heures 30.

135. J.-F. Dulles (1888-1959), frère du directeur de la CIA, fut le secrétaire d'État tout puissant d'Eisenhower. Il fut l'initiateur de la politique de *containment*, consistant à empêcher, partout dans le monde, la progression du communisme.

136. En Italie, les Américains et leurs alliés italiens regroupées au sein d'organisations secrètes (dont la fameuse « loge » P2) avaient notamment développé, dans le cadre d'un programme baptisé « Gladio », un réseau de caches d'armes qui devraient équiper une insurrection, en cas de victoire communiste aux élections.

137. Dulles est mort en 1969.

138. L'ambiance de l'époque et la vie de ces baroudeurs sont fort bien restitués dans le roman de James Ellroy, *American tabloid*, Rivages, 1995.

139. On pense qu'il reçut dans sa prison la visite de Jack Ruby.

140. Parmi ses émissaires, on relève aussi le nom de Lyse Howard. Elle mourut tragiquement en juillet 1965. L'enquête conclut au suicide.

141. Il témoigna, en décembre 1963, dans un procès qui valut un acquittement à Marcello.

142. Médecin réputé, Mary Sherman trouva la mort dans l'incendie criminel de son laboratoire, en juillet 1964.

143. *Office of Naval Intelligence*, services secrets de la marine américaine.

144. Afin que rien ne lui soit reproché, J. Edgar Hoover prit plusieurs sanctions contre les agents ayant eu des contacts avec Oswald. Le plus sévèrement frappé fut Hosty. Il dut en appeler à la justice pour ne pas être renvoyé et finit par être muté à Kansas City.

145. Il raconte cette affaire dans son ouvrage *Plausible Denial* (voir bibliographie).

146. Hunt passa trente-deux mois en prison.

147. Il passa quatre ans et quatre mois en prison.

148. Marita Lorenz avait été « retournée » pour le compte de la CIA par Frank Sturgis et avait été chargée par lui d'assassiner son ex-amant. Ses Mémoires sont parus en France sous le titre de *Marita*, Robert Laffont, 1994.

149. Animateur d'une équipe de « pénétration » anti-castriste du nom d'*Interpen* puis d'autres associations du même type subventionnées par la CIA ; *marine* sur la base d'Atsugi en même temps qu'Oswald, il donna, dans les années 1970, beaucoup d'interviews pour dire ce qu'il pensait de l'affaire Kennedy, d'Oswald et de ses liens avec les milieux du renseignement. Il est décédé en 2008.

150. Deux Cubains anti-castristes.

151. Formé par la CIA, il avait participé à l'équipée de la Baie des Cochons.

152. Il fut renversé par Battista trois mois avant les élections qui auraient pu lui permettre d'obtenir un nouveau mandat.

153. Lors de son discours d'adieu à la Nation, le président Eisenhower avait mis en garde le pays contre le rôle grandissant du complexe militaro-industriel. L'avenir n'a que trop prouvé que cet avertissement était fondé.

154. En mai 1964, Lyndon Johnson prolongea le mandat de Hoover alors âgé de 69 ans. Le directeur du FBI est mort, en 1972, en fonctions, d'une crise cardiaque. Son corps n'a pas été autopsié et les causes de son décès font l'objet de beaucoup d'interrogations. En dépit de son désir de le voir partir, le président Nixon n'arrivait pas à obtenir sa démission. Certains de ses dossiers « très particuliers », qu'il marquait du sigle « officiel et confidentiel », n'ont pas été retrouvés. La nuit de sa mort, des allées et venues dans sa résidence ont attiré l'attention des voisins et des journalistes. Sa secrétaire a reconnu avoir mis plusieurs semaines à détruire ses archives.

Thierry Lentz

L’assassinat de John F. Kennedy

Histoire d’un mystère d’État

Près d’un demi-siècle a passé depuis l’assassinat de John F. Kennedy, le 22 novembre 1963. Pourtant, tout n’a pas été dit sur le meurtre du 35e président des États-Unis. Il y a toujours des informations complémentaires, de vraies et de fausses révélations, des déclarations d’officiels américains, des aveux de témoins ou d’acteurs du drame qui deviennent bavards au soir de leur vie.

Des organes officiels et des officines obscures, parfois aidés par la presse, ont longtemps soutenu une version très contestable des faits, refusant que les enquêtes soient rouvertes, persécutant ceux qui n’étaient pas de leur avis et traitant avec mépris le travail du House Select Committee on Assassinations (HSCA), qui a conclu en 1979 que le président avait été victime d’une conspiration.

Le film d’Oliver Stone a relancé le débat et attisé la curiosité du public. Beaucoup se demandent si les faits relatés dans cette production hollywoodienne sont authentiques. Ce livre a donc pour objectif de répondre à de nombreuses questions : combien y a-t-il eu de balles

tirées pour combien de tueurs ? Oswald était-il un bouc émissaire et pourquoi l'a-t-on fait taire ? Qui avait un intérêt à voir mourir Kennedy ? Faut-il y voir l'action de la mafia ou des services secrets ? Sa mort a-t-elle eu un impact sur la politique américaine ?

Connu pour ses travaux sur l'époque napoléonienne, Thierry Lentz revient sur l'histoire d'une affaire à laquelle il avait déjà consacré un volume dans la collection « Que sais-je ? » (PUF, 1993). Il offre ici une synthèse précise et passionnante qui se lit comme un roman.

Édition spéciale avec cahier photos

ISBN : 978-2-36583-873-3
SODIS NM 02876